La Fédération de la Vienne du Parti communiste français, de la mort de Maurice Thorez à la signature du Programme Commun (1964-1972) : essai d'Histoire du communisme local au prisme des archives de la Fédération de la Vienne du PCF

Maxime Vallée

▶ **To cite this version:**

Maxime Vallée. La Fédération de la Vienne du Parti communiste français, de la mort de Maurice Thorez à la signature du Programme Commun (1964-1972) : essai d'Histoire du communisme local au prisme des archives de la Fédération de la Vienne du PCF. Histoire. 2012. dumas-00830164

HAL Id: dumas-00830164

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00830164

Submitted on 4 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

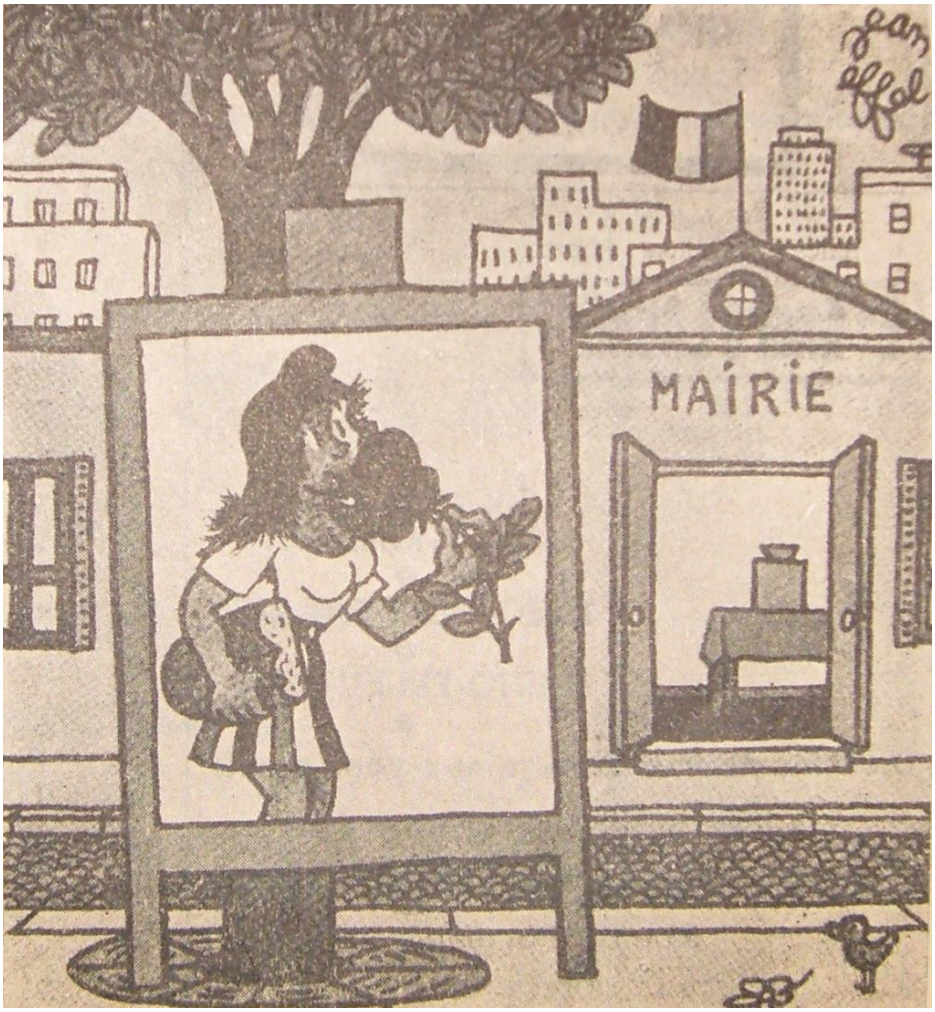
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master 2 Recherche : espaces, modèles, conflits aux époques moderne et contemporaine

Université des Sciences Humaines et Arts de POITIERS

La Fédération de la Vienne du Parti communiste français, de la mort de Maurice Thorez à la signature du Programme Commun (1964 – 1972)



Essai d'Histoire du communisme local au prisme des archives de la Fédération de la Vienne du PCF

VALLEE Maxime **Sous la direction de M. BOURGEOIS Guillaume**

Jury : MM. BOURGEOIS Guillaume et GREVY Jérôme **Année 2011/2012**

Remerciements

Je tiens dans un premier temps à remercier toutes celles et ceux qui m'ont permis de réaliser ce mémoire :

En premier lieu, mon directeur de recherche Guillaume Bourgeois, qui m'a à nouveau accordé sa confiance et a bien voulu accepter de conduire une seconde collaboration.

La Fédération de la Vienne du PCF, qui, en ouvrant ses archives à la recherche, m'a permis de travailler sur des bases documentaires d'une richesse unique.

Mon entourage, mes amis, ma famille et Emmanuelle, qui ont su m'épauler tout au long de cette aventure, et ont parfois dû supporter une humeur assombrie par la pression du bouclage.

Sommaire

Introduction 1

Première Partie : La structure de la Fédération de la Vienne 13

I- Une hiérarchie marquée 13

A/ Du Secrétariat Fédéral à la cellule 13

B/ Le Parti, composante obligée de la vie des militants 22

C/ Une géographie significative 27

II- Quelle sociologie pour la Fédération ? 34

A/ Evolution des effectifs 34

B/ Les « classes laborieuses » bien représentées ? 38

C/ Les classes moyennes et les intellectuels dans la Fédération : l'aggiornamento en marche 46

III- Après mai 68 et le Printemps de Prague : des doutes à la démission 55

A/ Le « gauchisme », et ses rapports conflictuels avec le PCF 55

B/ Le tournant de 1968 : le PCF sous le feu des critiques 58

C/ 1971 : la fuite des cerveaux 63

Seconde Partie : La Fédération de la Vienne du PCF dans le texte et dans les actes 76

I- La Fédération de la Vienne en actes 76

A/ Quand les communistes battent le pavé 76

B/ Les meetings ou l'occasion de faire du fond 84

C/ Les fêtes populaires : un mélange « de joie, de gaieté, mais aussi de sérieux. » 91

II- Une propagande fluctuante, mais prolifique et relativement protéiforme 98

A/ L'expression de la structure fédérale à travers la propagande communiste de la Vienne 98

B/ Une diffusion qui ne suit pas ? 106

C/ Une propagande de circonstance 111

III- Les traits communs de cette propagande 114

A/ La propagande communiste comme vectrice de rassemblement 114

B/ La ligne politique partisane au miroir de la propagande communiste locale 120

C/ « Les communistes ? Des réalisateurs ! » 128

Troisième Partie : La Fédération de la Vienne dans le processus électoral 137

I- Les élections municipales et le PCF dans la Vienne 137

A/ Les 14 et 21 mars 1965 : des positions consolidées 138

B/ Les 14 et 21 mars 1971 : Les premiers signes locaux d'union 162

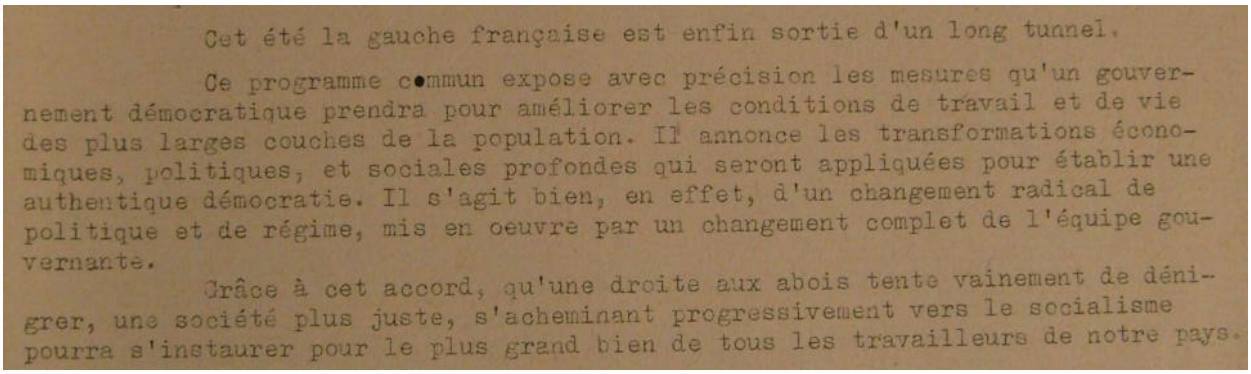
II- Les élections présidentielles et le PCF dans la Vienne 180

A/ Les 5 et 19 décembre 1965 : la candidature unique de François Mitterrand 180

B/ Les 1er et 15 juin 1969 : la candidature de Jacques Duclos 189
III- Les élections législatives et le PCF dans la Vienne 198
A/ Les 5 et 12 mars 1967 : vers un changement de tête 199
B/ Les 23 et 30 juin 1968 : la confirmation des implantations gaulliste et centriste dans le département 205
IV- Les élections cantonales et le PCF dans la Vienne 213
A/ Les 24 septembre et 1er octobre 1967 : les marques de la reconstruction 214
B/ Les 8 et 15 mars 1970 : un premier succès 226
V- Les référendums et le PCF dans la Vienne 230
A/ Le 27 avril 1969 et le référendum sur la régionalisation et le Sénat 230
B/ Le 23 avril 1972 et le référendum sur l'élargissement de la CEE 236
Conclusion 244
Annexes 254
Sources 268
Bibliographie 269

Introduction

> « Le 27 juin [1972, nda], un événement considérable – et sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays depuis un demi-siècle – survenait dans la vie politique française : le Parti communiste français et le Parti socialiste adoptaient un programme commun de gouvernement.»[1]



Cet été la gauche française est enfin sortie d'un long tunnel.

Ce programme commun expose avec précision les mesures qu'un gouvernement démocratique prendra pour améliorer les conditions de travail et de vie des plus larges couches de la population. Il annonce les transformations économiques, politiques, et sociales profondes qui seront appliquées pour établir une authentique démocratie. Il s'agit bien, en effet, d'un changement radical de politique et de régime, mis en oeuvre par un changement complet de l'équipe gouvernante.

Grâce à cet accord, qu'une droite aux abois tente vainement de dénigrer, une société plus juste, s'acheminant progressivement vers le socialisme pourra s'instaurer pour le plus grand bien de tous les travailleurs de notre pays.

Article sur « l'Union en marche » dans le journal communiste de la cellule de Vouillé, 1972[2]

Que de chemin parcouru depuis les dernières années de l'ère thorézienne, marquées par les nombreuses crises secouant un Parti communiste français tiraillé entre une direction conservatrice parmi les plus hostiles à la rénovation du mouvement communiste international que souhaitait impulser Nikita Khrouchtchev, notamment sur la base de la dénonciation du culte de la personnalité de Staline, et un appareil militant qui, à la faveur d' « une série d'événements – le XX^{ème} Congrès du PCUS, la déstalinisation, l'évolution du mouvement communiste international, le retour de De Gaulle au pouvoir, les nouvelles institutions de la V^{e} République, l'évolution de l'économie nationale, la guerre d'Algérie – » [3] se pose des questions sur les évolutions que devrait suivre le Parti. Point d'orgue de cette situation de remise en cause de la ligne politique insufflée par la tête du Parti, l'affaire Casanova-Servin, qui éclate en 1961, et son issue donnent la mesure de l'emprise du Secrétaire général sur son parti, mais aussi de la profondeur des interrogations soulevées par les militants à l'intérieur du PCF. « Selon la pratique traditionnelle du PCF, après avoir éliminé ceux qu'il accusait de tous les maux, et qu'il soupçonnait de menacer son pouvoir, Thorez initie lui-même, à ses conditions et à son rythme, un changement à petits pas, souvent proche dans son contenu de

[1] *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste,* Paris, Editions sociales, 1972.
[2] Archives de la Fédération de la Vienne du Parti communiste français (AFVPCF), « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Echo de Vouillé,* novembre 1972.
[3] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français,* Paris, PUF, 2000 (rééd.), p.327.

ce que revendiquaient les opposants. »[4] S'ouvre alors « sous la houlette de Thorez, le *processus* français d'une politique d'alliance des forces de gauche qui implique l'élaboration de thèses destinées à la rendre légitime. »[5] Une étape importante de ce revirement est marquée en 1961 par l'ascension de deux militants essentiels pour notre période, qui deviendront par la suite les principaux artisans de la politique nouvelle menée par le PCF, conduisant elle-même au Programme commun signé en 1972. Le XVI^{ème} Congrès du Parti voit en effet Georges Marchais accéder au poste de Secrétaire à l'organisation, tandis que Waldeck Rochet est promu Secrétaire général adjoint et seconde désormais Maurice Thorez. Ces choix confirment la voie amorcée par le Secrétaire général en ce début de décennie, Waldeck Rochet étant un khrouchtevien convaincu, et ne font qu'annoncer de plus amples changements. Trois ans plus tard, celui-ci remplace Maurice Thorez au poste de Secrétaire général, qui devient président du PCF. Sa mort soudaine quelques mois plus tard, en juillet 1964, laisse Waldeck Rochet seul à la tête du Parti.

Stéréotype à certains égards du militant communiste d'alors, le sabotier, puis maraîcher de Saône-et-Loire commence à travailler à l'âge de huit ans, malgré une excellente scolarité qui l'initie à la lecture – qualité essentielle pour évoluer dans une organisation où le livre constitue un élément central de la culture de Parti. Favorisée par un milieu familial traditionnellement républicain et par sa condition sociale de petit paysan, l'ouverture de Waldeck Rochet aux idées communistes s'opère à l'aube ses vingt ans. Remarqué pour son investissement militant lors de la période gauchiste du PCF, le jeune communiste commence son ascension politique par la participation à l'Ecole internationale léniniste de Moscou de 1931, qui le fait basculer dans le militantisme professionnel. Aussitôt rentré d'URSS, il devient responsable de l'activité du Parti dans la région lyonnaise, et devient spécialiste des questions agraires du PCF ainsi que directeur de l'organe de propagande paysan *la Terre* en 1937. Après quelques années en prison suite à la dissolution du Parti en 1939, il devient suite au débarquement allié le porte-parole du Comité central auprès du général de Gaulle. Cette tâche lui ouvre les portes du Bureau politique à la Libération – d'abord comme membre suppléant ensuite comme titulaire – et du Secrétariat du Comité central en 1959, tandis qu'il exerce des mandats législatifs dans sa région natale puis en Ile-de-France. La fin de son ascension est marquée par son positionnement favorable à un renouvellement en douceur du Parti, qui lui attire la confiance de Maurice Thorez. A la mort de ce dernier, Waldeck Rochet

[4] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.331.
[5] PUDAL Bernard, *Un monde défait, les communistes français de 1956 à nos jours,* Bellecombe-en-Bauges, Editions du croquant, 2009, p.80.

a les mains libres pour mener à bien les changements qu'il souhaite impulser au Parti. Il « s'efforce aussitôt de prendre appui sur les quelques facteurs d'évolution que lui a légués Thorez. Il s'agit essentiellement de l'amorce par ce dernier d'une politique unitaire plus active. »[6] Cette option est choisie par le nouveau Secrétaire général pour régler les crises survenues à la fin du mandat de Maurice Thorez dans un *processus* de conciliation: d'un coté, elle pousse le Parti dans une voie qui permettrait la libéralisation de l'organisation que souhaitent les contestataires ; de l'autre, elle rend cette ligne assez implicite pour ne pas froisser la direction lancée dans une vaste opération de purge à l'encontre de ces mêmes contestataires. « Embrayer sur la politique unitaire de Maurice Thorez et la développer hardiment, en espérant que l'option résolue vers une grande politique unitaire pourrait permettre de déclencher un mouvement qui influerait sur le Parti et le ferait avancer. »[7]

Ainsi le mandat de Waldeck Rochet ouvre-t-il de nouvelles perspectives au PCF, dont le sacerdoce consistera désormais en un travail incessant cherchant à unir communistes et socialistes autour d'un Programme commun de gouvernement, finalement signé presque dix ans plus tard. C'est à la faveur de cet objectif que le Parti entame une rénovation en profondeur, débute son « *aggiornamento* » dont fait référence l'ensemble de l'historiographie. Celui-ci se caractérise par un large renouvellement théorique qui actualise la ligne idéologique communiste sur de nombreuses questions, comme les voies de passage au socialisme, l'analyse du système politico-économique français, ou la conception des relations entre les intellectuels et le Parti. Il est également à l'origine d'un positionnement nouveau du PCF dans un contexte historique et social en ébullition. D'un point de vue général, il s'agit de s'adapter à une société française qui connait le point culminant des Trente glorieuses et tous les bouleversements socioéconomiques que cela implique : une industrialisation massive, qui s'accompagne de l'émergence de nouvelles couches socioprofessionnelles, situées entre le prolétariat et la bourgeoisie. D'un point de vue spécifique, il s'agit de prendre position face à des événements d'une ampleur historique importante, à propos desquels le PCF ne peut rester muet : on évoquera le Printemps de Prague, suivi quelques mois plus tard par le vaste mouvement social et politique de mai 1968. C'est donc au prisme de l'ensemble de ce contexte, tant au sein du Parti qu'au sein de la société, qu'il faut envisager l'*aggiornamento* communiste français.

[6] ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Tome II (1945-1972, de la Libération à l'avènement de Georges Marchais), Paris, Fayard, 1981, p.629.
[7] ROBRIEUX Philippe, *op. cit.*, p.630.

Dans le cadre de notre étude, c'est à travers la vie d'une petite fédération provinciale que nous envisagerons de façon concrète, sur le terrain, comment se déroule le renouvellement théorique mais aussi organique de l'organisation partisane. A ce titre, la Fédération de la Vienne du PCF nous permettra d'envisager comment le phénomène central d'*aggiornamento* se propage de l'appareil dirigeant jusqu'à la base militante. Ce travail implique nécessairement de replacer notre objet d'étude dans un contexte plus large, et notamment d'envisager le cadre dans lequel il s'inscrit. Ainsi, les militants communistes locaux s'inscrivent dans un département comportant plusieurs caractéristiques à mettre en relation avec la nature du parti politique qu'ils représentent, qui revendique être celui de la classe ouvrière. Or, on ne peut pas vraiment dire que la Vienne soit un creuset ouvrier, même si des bastions industriels peuvent être déterminés. Il faut néanmoins garder à l'esprit que la présence de cette industrie est indissociable d'une situation de crise qui touche l'ensemble du département :

> « Les ressources du département de la Vienne sont surtout agricoles ; l'accroissement démographique étant assez important, une grande partie de la population rurale est attirée par les grands centres urbains et notamment par la région parisienne. Pour freiner cet exode et empêcher que la région ne se vide de ses hommes, les pouvoirs publics et les responsables locaux ont essayé de fixer les ruraux dans les centres urbains du département en créant des emplois nouveaux dans le secteur tertiaire, mais surtout en favorisant l'implantation d'industries. »[8]

Deux éléments nous interpellent donc ici : d'une part, le milieu rural de la Vienne connait une crise significative de l'époque en cours, qui se caractérise par un exode des populations vers les zones urbaines. D'autre part, les pouvoirs publics tentent d'enrayer ce phénomène en essayant de créer de l'emploi par la fixation de nouvelles entreprises industrielles. Ce phénomène semble se retrouver à l'échelle de la région, puisqu'on remarque qu'entre 1962 et 1968, la part des agriculteurs du Poitou-Charentes dans l'ensemble des actifs est passée de 38.5% à 30.2%, permettant à celle des ouvriers de devenir plus importante, avec 31% de la population active.[9] Les campagnes françaises connaissent en effet une désaffection massive de population qui se caractérise par la liquidation de nombreuses petites fermes à taille humaine, de petites exploitations familiales, et qui n'épargne pas la Vienne, bien au contraire. « Dans certaines zones (Vienne et Charente Limousine) le dépeuplement est d'autant plus grave qu'il concerne des zones déjà faiblement peuplées, accélérant ainsi un véritable processus de désertification. »[10] Cette désaffection ne s'opère néanmoins pas partout dans le département, et il convient de distinguer une rupture entre le Nord et le Sud de la Vienne :

[8] FONTES Michel. « Les établissements industriels de l'« Axe Poitiers-Châtellerault » », *in Norois*, n°55, 1967, p.519.
[9] AFVPCF, « Poitiers 71-72 », *La crise régionale du Poitou-Charentes*, 1973.
[10] *Ibidem.*

« Les densités inférieures à 15 se trouvent généralement dans les communes du Sud-Est ; elles sont exceptionnelles dans le Loudunais et le Châtelleraudais. »[11] De plus, certaines zones qu'on pourrait croire plus peuplées sont également touchées, malgré le fait qu'on masque le phénomène par l'exagération de « l'étendue des zones de haute densité en diluant les populations des chefs-lieux dans la totalité de l'espace communal. Cette exagération est manifeste pour les communes étendues telles Chauvigny et Montmorillon. »[12] Il conviendra donc d'observer cette dichotomie Nord-Sud au prisme du travail militant de la Fédération de la Vienne, puisque les zones méridionales du département que nous venons de mettre en lumière semblent développer des attentes sociales liées à la liquidation des petites fermes et à l'exode rural, ce qui pourrait influencer l'activité des communistes :

> « L'indigence du peuplement pose les problèmes d'organisation du milieu rural dans une perspective à laquelle les spécialistes de l'aménagement paraissent ne prêter que peu d'attention. Elle rend difficile l'équipement des régions plus dépeuplées, tout au moins en ce qui concerne les services collectifs, dont l'implantation est mal justifiée par le petit nombre d'usagers virtuels, et dont le fonctionnement serait pour la même raison excessivement onéreux. Ainsi le réseau d'adduction d'eau, le réseau électrique, le réseau téléphonique, le réseau routier, celui des transports en commun (autobus et voies ferrées), le réseau scolaire, le réseau médical révèlent par leurs déficiences les effets d'un peuplement insuffisant. Plusieurs voies ferrées ont été récemment fermées au trafic voyageurs, et d'autres désaffectées. »[13]

L'ensemble de ces caractéristiques propres à la crise du milieu rural sera donc à prendre en compte pour envisager le positionnement communiste face aux déconvenues qu'engendre ce phénomène.

Cependant, il faudra également analyser l'autre penchant de cette dichotomie Nord-Sud. Si nous avons relié la partie méridionale du département au *processus* d'exode rural sur fond de crise de la petite propriété agricole, il faut également associer aux fortes densités de population du Nord du département (tout en restant à l'échelle de la Vienne puisqu'elles restent peu élevées à l'échelle du pays) les raisons qui impliquent cet état de fait. Celles-ci, nous l'avons entrevu précédemment, relèvent d'une volonté politique d'implanter une industrie sur un axe reliant les deux villes les plus importantes du département, Poitiers et Châtellerault. La localisation choisie pour industrialiser le département découle de facteurs propices. Outre la taille des deux villes que l'axe relie,

> « Il est à noter que la préfecture et la sous-préfecture de la Vienne sont situées à une distance de 35 kilomètres et sont facilement reliées par des voies de communication : route Nationale n° 10 et voie ferrée Paris-Bordeaux qui suivent la vallée du Clain. De telles conditions naturelles et

[11] PITIE Jean, « L'évolution de la population du département de la Vienne entre 1962 et 1968 : essai d'exploitation cartographique des premiers résultats du recensement » *in Norois*, n°69, 1971. p.48.
[12] *Ibidem.*
[13] *Ibidem.*

> humaines ont fait penser qu'il était souhaitable de favoriser le développement d'un axe industriel entre les deux centres urbains. »[14]

D'autres facteurs circonstanciels encouragent davantage cette réindustrialisation : la Manufacture d'armes de Châtellerault, dont la fermeture est programmée dès 1961 implique ainsi de réaffecter un grand nombre d'ouvriers. Si Jules Aimé force vraisemblablement le trait en qualifiant d' « espèce rare »[15] les ouvriers pictaviens, il convient donc d'admettre que le bassin industriel châtelleraudais – plus important que celui de Poitiers en nombre d'entreprises ainsi qu'en population ouvrière – constitue le moteur de cette implantation industrielle censée redynamiser les communes bordant la Nationale 10 – comme Naintré, Buxerolles, Beaumont, St-Cyr, notamment. Cependant, si la volonté politique est d'attirer des entreprises dans le département pour fixer la population dans une zone bien précise, il convient de voir que les moyens employés pour y parvenir semblent contre-productifs. « La croissance de l'emploi industriel repose sur la sous-qualification : de 62 à 68, le nombre d'O.S. [ouvriers spécialisés, nda] a augmenté de 54% dans la région, contre 11% dans la France entière. Par contre, le nombre d'Ouvriers Qualifiés a diminué dans la région alors qu'il augmentait dans l'ensemble français. »[16] Si cette situation est dommageable pour le dynamisme du département, elle l'est moins pour la Fédération communiste dont les ouvriers peu qualifiés constituent un vivier de militants. Néanmoins, elle suscite également des interrogations, puisqu'on peut se

> « demander si une vraie industrialisation est possible entre Poitiers et Châtellerault. Des usines s'installent, en fait elles viennent chercher des avantages fiscaux et la possibilité d'employer une main-d'œuvre non qualifiée à des tarifs inférieurs à ceux de la région parisienne. […]Dans de telles conditions il semble difficile de parler d'«Axe », tout au plus existe-t-il une zone privilégiée, le long de la route nationale n° 10 où se sont installées quelques usines, mais la main-d'œuvre qualifiée est instable ; les rivalités municipales, le manque d'un rigoureux plan d'ensemble font que les ouvriers qualifiés continuent à être attirés par les relativement hauts salaires de la région parisienne. »[17]

Entre l'implantation ouvrière historique observée à Châtellerault et l'instabilité de l'emploi qui prévaut le long de l'axe Poitiers-Châtellerault, il conviendra donc de voir comment la Fédération s'inscrit au sein de deux types de population ouvrière, plus ou moins sédentarisée.

Nous le voyons, ce travail va être l'occasion d'observer l'activité ainsi que l'implantation militante et/ou électorale d'une fédération communiste dans un contexte temporel et géographique spécifique, qui va nous donner plusieurs pistes à suivre : la vie de l'organisation

[14] FONTES Michel, *op. cit.*, p.519.
[15] AIME Jules, *Mai 68 en hiver*, mémoire de Master en Histoire contemporaine sous la direction de Christine Manigand, Université de Poitiers, 2008, p.40.
[16] AFVPCF, « Poitiers 71-72 », *La crise régionale du Poitou-Charentes*, 1973.
[17] FONTES Michel, *op. cit.*, p.526.

partisane va ainsi devoir être perçue au travers des changements théoriques que le Parti opère, en prenant en compte les spécificités de la géographie socioéconomique locale, entre petite paysannerie, tradition ouvrière et opportunisme industriel. Ces éléments devront être au cœur de notre recherche et appuyer la description précise du fonctionnement et de l'implantation de la Fédération de la Vienne que ce travail se propose de réaliser.

A partir de cela, il convient de se demander sur quel matériau bibliographique travailler. Ce questionnement doit naturellement donner lieu à une sélection importante parmi un champ documentaire particulièrement vaste. Guillaume Bourgeois soulignait déjà en 1984 au sujet du Parti qu'il avait « suscité un tel un tel intérêt, que la stricte recension des travaux dont il est l'unique sujet (*best-sellers*, études et monographies) confin[ait] à la démesure. »[18] Il convenait donc de se nourrir de ce substrat historiographique tout en étoffant notre *corpus* avec des ouvrages plus récents, ce qui devenait plus compliqué dans le sens où l'influence décroissante du PCF s'est accompagnée d'un désintérêt proportionnel de la communauté scientifique. « Il fut un temps où le PCF était le parti le plus étudié, non seulement en France, mais aussi à l'étranger. Ce n'est plus le cas. »[19] L'ensemble de ces caractéristiques ont dû guider notre recherche et impliquer des critères de sélection qui en découlaient.

Car bien que foisonnante, l'historiographie concernant le PCF n'est pas entièrement adaptée au travail que nous nous proposons de réaliser ici. Tout d'abord, une large partie de celle-ci adopte un regard partisan correspondant aux enjeux politiques et historiques que soulevait le Parti à l'époque où une grande partie des ouvrages furent rédigés. Il convenait donc d'alimenter notre recherche par ce débat historiographique en prenant un recul permettant de dégager les éléments généraux qu'il génère, sans nous préoccuper réellement des répercussions polémiques que ces ouvrages pourraient avoir. A ce titre, Philippe Robrieux nous offre une étude considérable, avec un point de vue original, offrant sur une mise en contexte du PCF enrichissante pour cadrer notre champ de recherche d'un point de vue général, mais devant lui servir à mettre en relief des éléments nouveaux concernant la sphère dirigeante du Parti – ce qui nous concerne donc moins.[20] Ces études successives sur l'évolution politique du PCF servant de substrat à un débat concernant seulement l'appareil central partisan devait donc nous servir à inscrire l'activité de la Fédération de la Vienne dans

[18] BOURGEOIS Guillaume, « L'historiographie du communisme français entre 1970 et 1984 », *in* KRIEGEL Annie, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, p.383.
[19] BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *in Revue française de science politique*, 2005, n°.55, p.919.
[20] ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Tome II (1945-1972, de la Libération à l'avènement de Georges Marchais), Paris, Fayard, 1981.

un contexte organisationnel défini. Cependant, notre étude a eu besoin de matériau plus spécifique pour envisager les spécificités d'une fédération provinciale. Si l'historiographie précédemment évoquée décrit majoritairement le Communisme en France (avec un grand « c », trop souvent assimilé aux dirigeants du PCF), il nous fallait employer une bibliographie s'attachant davantage à dresser le portrait des communistes français. Un point de vue décentralisé de l'analyse, s'attachant plus aux particularités du militantisme de terrain qu'aux controverses concernant le sommet du Parti était donc nécessaire pour guider notre travail. Dans ce sens, il fallait donc attendre les premiers signes ostensibles de déclin du PCF au milieu des années 1980 pour voir apparaître de nouvelles formes d'études, libérées de l'effervescence provoquée par l'influence communiste et mobilisant la recherche historique autour de questions davantage partisanes que scientifiques.

Si les travaux conjoints de Stéphane Courtois et Marc Lazar conservent l'aspect généraliste de la masse d'ouvrages évoquée plus haut, le recul avec lequel ceux-ci sont réalisés leur permet de s'affranchir du caractère partisan de l'historiographie correspondant au pic d'influence communiste du début des années 1970. Cela fait de leur *Histoire du Parti communiste français*[21] un ouvrage incontournable. L'étude de référence publiée par Annie Kriegel en 1985 peut pour sa part être citée comme un exemple dans le renouvellement du point de vue scientifique. Délaissant l'aspect évolutif du PCF durant ses cinquante premières années, ce travail s'attache davantage à décrire la « contre-société » communiste en l'envisageant moins comme un objet historique qu'organisationnel, c'est-à-dire au prisme de sa composition, de ses mécanismes, de ses pratiques, des rapports qu'entretiennent les militants avec l'organisation, en adoptant un point du vue transversal englobant la direction partisane au même titre que la base militante.[22] Dans cette direction, les travaux de Bernard Pudal, bien qu'employant un angle plus sociologique, sont également enrichissants, puisqu'ils se proposent d'envisager l'origine sociale, le rôle ou la place des militants communistes au gré de la mutation du Parti.[23] Ces deux types d'approche permettent donc, à l'échelle de notre travail, de replacer les militants de la Vienne dans le schéma d'une structure complexe, qui pourra ainsi être déterminé en détail au cours de notre développement. Enfin, il était également nécessaire de s'appuyer sur une bibliographie permettant d'envisager les spécificités de « l'implantation du parti communiste français dans les localités et dans les

[21] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français,* Paris, Thémis, 2000 (rééd.).
[22] KRIEGEL Annie, *Les communistes français, 1920-1970,* Paris, Seuil, 1985.
[23] PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989 et *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

départements. Le mérite d'avoir donné l'impulsion à ce type de travaux revient incontestablement à Jacques Girault. »[24] Seulement, son champ d'étude se focalise essentiellement sur la région parisienne, et ne permet pas d'envisager les spécificités du militantisme communiste dans une zone rurale comme celle de la Vienne. Dans ce sens, il convenait de s'appuyer sur des travaux très actuels envisageant la place d'un groupe socioprofessionnel quasiment absent de l'historiographie du PCF : « des travaux récents sur l'implantation durable du PCF en zones rurales montrent que l'étude d'autres types d'électorat, en l'occurrence ici un électorat qui se révèle plus fidèle au Parti que les ouvriers, met en lumière des perceptions et des pratiques différentes du communisme à sa base. »[25] Sans vouloir assimiler l'orientation et l'impulsion de ce renouvellement historiographique à un seul historien, il est toutefois impossible de ne pas citer Julian Mischi dont les travaux sur l'enracinement rural du communisme français sont incontournables. Si l'on retient souvent que c'est Rose-Marie Lagrave qui dirige le numéro d'*Etudes rurales* faisant autorité dans ce nouveau champ d'études,[26] il convient de souligner que Julian Mischi ne rédige pas moins de trois articles dans ce numéro de périodique d'une importance majeure. L'ensemble de ces travaux constitue donc un point de repère capital pour envisager le travail des militants communistes dans un département rural comme la Vienne. On soulignera néanmoins un aspect négatif qui découle des raisons qui ont poussé ces historiens à envisager le communisme français par la voie paysanne dans leurs études : celles-ci « permettent de remettre « l'ouvriérisme » en perspective. »[27] C'est donc dans un souci de dévier la focale historiographique de la figure de l'ouvrier vers celle du paysan communiste que ces travaux furent menés. Ils n'envisagent donc que très peu les rapports existant entre paysans et ouvriers dans des zones rurales qui comptent pourtant, comme dans la Vienne, quelques foyers ouvriers. C'est au regard de cette petite carence que notre étude devra être attentive à ne pas tomber dans cet écueil, pour bien envisager à la fois la place des ouvriers et celle des paysans dans la vie d'une fédération comme celle de la Vienne, sans privilégier ni l'un ni l'autre.

Il convient désormais d'expliquer la démarche méthodologique employée pour parvenir à réaliser notre travail de recherche, d'autant que celle-ci relève d'un exercice spécifique. Plusieurs mémoires de maitrise ont par le passé été réalisés à l'Université de Poitiers afin de

[24] BOURGEOIS Guillaume, *op. cit.,* p.390.
[25] BOSWELL Laird, *op. cit.,* pp.931-932.
[26] LAGRAVE Rose-Marie (dir.) « Les « petites Russies » des campagnes françaises », *Etudes rurales,* Paris, Editions de l'E.H.E.S.S., 2004, n° 171-172.
[27] BOSWELL Laird, *op. cit.,* p.932.

décrire le mouvement social local (on citera notamment les travaux de Loïc Rondeau[28], de Denys Fretier,[29] ou de David Hamelin,[30] parmi d'autres). Ceux-ci présentent des caractéristiques que nous nous proposons, par ce présent travail, de renouveler. En effet, la plupart de ces travaux de fin d'étude envisagent les différentes composantes du mouvement social local à travers des cadres chronologiques relativement anciens (souvent avant la Seconde guerre mondiale) et s'appuient sur des sources externes aux organisations constituant leurs objets d'études (ce sont souvent des sources préfectorales, ou la presse d'époque). Dans le cas présent, notre étude portera sur une période relativement peu étudiée en tant que telle, située entre deux moments importants dans l'histoire du PCF – la Libération et la signature du Programme commun – et qui ne l'a pas été dans le cas d'une analyse locale – si on exclut les deux travaux concernant la déclinaison locale du mouvement de mai 1968. De plus, les moyens employés pour réaliser cette recherche relèvent également d'un aspect nouveau. En profitant de l'opportunité unique que représente la signature d'une convention par le laboratoire de recherche en Histoire contemporaine de Poitiers (le CRIHAM) et la Fédération de la Vienne du PCF – prévoyant le versement d'une large partie du fonds d'archives internes conservé à la permanence fédérale au bénéfice des chercheurs pictaviens – nous avons choisi de nous inscrire dans une démarche complètement inverse aux travaux universitaires précédents, en nous basant exclusivement sur ce fonds, sans nous appuyer sur la presse locale ou les archives policières.

Cet exercice nouveau se devait d'être appréhendé avec attention, étant donné les nombreuses déconvenues que la méthodologie employée aurait pu occasionner. Il pose évidemment dans un premier temps la question de l'objectivité des sources – notamment dans le cas de la presse militante soigneusement consignée dans les cartons de la Fédération – qu'il est important d'estimer afin de ne pas s'embarquer dans des directions vers lesquelles les communistes d'alors auraient souhaité nous engager. Le caractère interne des archives – qui mettent souvent sans complaisance la Fédération devant ses dysfonctionnements et n'ont de toute façon pas grand intérêt à maquiller la réalité – ainsi que la confrontation constante des sources avec la bibliographie nous permettent néanmoins, pensons-nous, d'éviter le piège de la subjectivité. La deuxième contrainte semble pour sa part plus difficile à parer, puisqu'en

[28] RONDEAU Loïc, *L'influence du P.C.F dans la Vienne : 1920 – 1939*, mémoire de maitrise sous la direction de Paul Lévy, Université de Poitiers, 1997.
[29] FRETIER Denys, *Le Front Populaire dans la Vienne (17 octobre 1935 - été 1936)*, mémoire de maitrise, Université de Poitiers, 1999.
[30] HAMELIN David, *Le syndicalisme confédéré: un pouvoir social dans la Vienne de l'après-guerre*, mémoire de maitrise, Université de Poitiers, 2000.

nous en remettant aux seules archives fédérales, nous choisissons d'être prisonnier de la façon dont celles-ci ont été conservées. Cet aspect peut-être enrichissant dans le sens où il nous renseigne sur les priorités communistes du moment, sans même entrer dans le détail des documents. Le fait de disposer d'un grand nombre de rapports sur l'organisation et les résultats électoraux, bien plus présents que les états d'organisation ou les plans de travail confirment ainsi la place donnée par les militants au *processus* électoral dans leur activité. Cependant, ce mode de fonctionnement ne nous met pas à l'abri des carences présentées par ces sources. La presse fédérale est ainsi très bien conservée, de façon presque linéaire, alors que nous ne disposons que de très peu de traces des petits journaux produits par la base militante. De plus, certaines analyses de scrutin manquent à l'appel, et nous laissent presque totalement désarmés pour envisager le déroulement de certaines élections.

Ce mode d'opération, s'il n'enrichit pas la démarche scientifique, puisqu'il place le chercheur – en toute connaissance de cause – dans une certaine position de prisonnier, à la merci des défauts présentés par le fonds, s'inscrit dans une démarche de valorisation des archives. Bien évidemment, nous n'avons pas choisi cette option avant d'évaluer les possibilités offertes par l'exploitation exclusive du fonds, afin de déterminer si le gisement documentaire offert par ce versement était effectivement apte à servir de base à notre travail. Une fois cette certitude acquise, c'est dans un souci d'exploiter ces archives de fond en comble et d'en montrer le potentiel non négligeable que ce travail s'est réalisé. Outre la volonté de montrer les bienfaits que ce type d'accord entre parti politique et laboratoire de recherche constitue, cette étude se propose de constituer une première base globale permettant de distinguer de façon assez précise les possibilités offertes par l'analyse de ces archives dans le cadre d'un travail plus exhaustif, plus ciblé, et rassemblant plusieurs types de sources.

La richesse de ce fonds nous a ainsi permis de dégager de nombreuses pistes d'étude, a donné lieu à de nombreux questionnements. Si ce travail se donnera pour mission d'observer si l'*aggiornamento* impulsé par Waldeck Rochet et les mutations qu'il implique se déclinent à l'échelle de la Fédération de la Vienne, cette problématique transversale permettra de prendre en compte différentes interrogations plus précises. Elle englobe les notions de renouvellement théorique, des pratiques militantes, ou des effectifs tout en les déclinant à l'échelle du département constituant notre objet d'étude. Les caractères socioéconomiques que présente la Vienne guideront alors ce questionnement, en nous poussant à adapter notre angle de vue. Il faudra donc observer comment évolue un parti politique ouvriériste dans un milieu rural, et par extension, comment envisager l'influence dans le travail des militants communistes de

base du premier secrétaire général de leur histoire à être issu du milieu paysan. Cette orientation devrait d'ailleurs permettre d'éviter à notre travail de tomber dans la facilité qui consisterait, étant donné les archives dont nous disposons, à substituer à une histoire de la Fédération de la Vienne une histoire des communistes de Poitiers et Châtellerault, dont l'activité proportionnelle à l'importance de ces villes a naturellement créé une forte quantité d'archives.

Nous tenterons d'apporter des réponses à ce questionnement à travers un développement se découpant en trois parties thématiques, chacune prenant en compte les évolutions chronologiques des thèmes qu'elles décrivent. Ainsi dans un premier temps observerons-nous la Fédération à travers son aspect organisationnel : nous envisagerons l'importance de la hiérarchie – qui se manifeste de façon plus ou moins abstraite – dans la structuration de la Fédération, avant d'en analyser la sociologie. Ce sera l'occasion d'observer comment se répartissent et surtout comment évoluent les différentes couches socioprofessionnelles dans une fédération communiste s'inscrivant dans un territoire marqué par la ruralité, et la faiblesse de l'industrie. Ces premiers constats nous permettront de consacrer une troisième partie aux bouleversements que subit la structure fédérale dès la fin des années 1960, où nous envisagerons les causes et les conséquences de ces évolutions tout en observant la portée de celles-ci sur ce que nous viendrons de montrer. Notre deuxième chapitre portera pour sa part sur les différents outils de propagande mis en place par la Fédération. D'abord d'un point de vue formel, nous envisagerons les formes que revêtent les prises de contact des communistes avec la population, puis nous nous attarderons plus longuement sur les caractéristiques que présente la propagande papier émanant des différentes structures de la Fédération. Le dernier temps de ce chapitre s'emploiera à aller au fond du contenu afin de dégager les caractéristiques communes qui relient les différents organes de propagande locaux entre eux. Enfin, un troisième chapitre, plus long, envisagera l'implantation communiste dans le département à la lumière du *processus* électoral. En découpant celui-ci par type de scrutin, nous pourrons appréhender les évolutions de l'influence communiste à plusieurs niveaux : en termes de campagne, de résultats, et de stratégie électorale (ce sera ainsi l'occasion d'appréhender la déclinaison locale de la politique unitaire menée par le PCF). La conclusion nous permettra alors de relier entre eux les éléments dégagés par cette étude, afin d'en donner une vue d'ensemble cohérente.

Première Partie : La structure de la Fédération de la Vienne

Parce qu'il nous semblait important en premier lieu d'identifier les composantes d'une Fédération rurale du PCF comme celle de la Vienne, de savoir comment celles-ci s'articulaient, et quelles étaient les personnes qui les faisaient fonctionner – ou choisissaient justement de s'y opposer – ce premier chapitre se donne pour but d'offrir une vision interne de cette organisation politique poitevine, focalisée sur ses aspects organisationnels.

I- <u>Une hiérarchie marquée</u>

Sans verser dans le cliché, ou du moins dans l'exagération du point de vue – certes légitime, mais par trop souvent trop simpliste – qui décrit et réduit parfois le PCF à un parti politique infligeant à ses militants une discipline accrue, instaurant une orthodoxie idéologique contrôlée par une hiérarchie qui tient ses troupes d'une main de fer, nous allons néanmoins dans cette première partie observer sur quels plans s'exercent de fait une hiérarchie et de quelle manière. Il existe en effet des rapports de domination au sein de la Fédération de la Vienne du PCF, qui se manifestent de manière plus ou moins explicite, plus ou moins concrète, qu'il s'agisse d'individus, d'organisation, ou même de territoire.

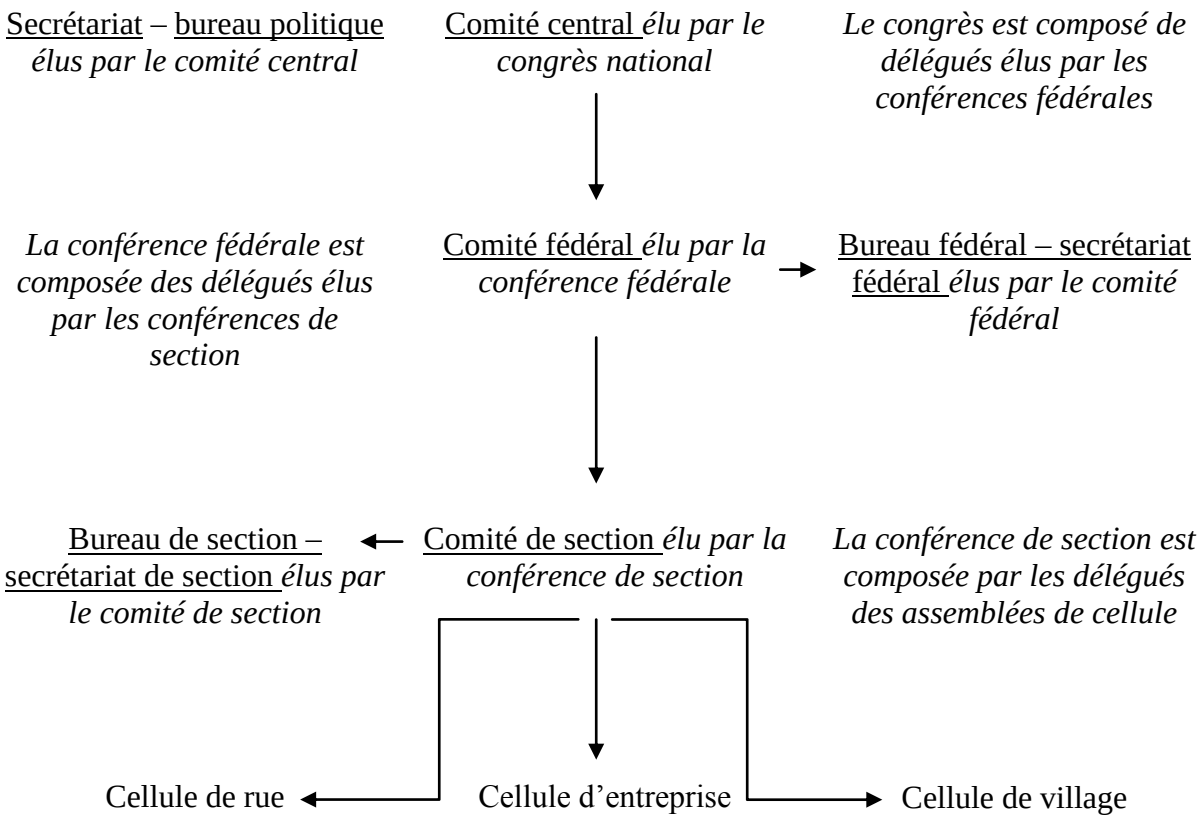
A/ Du Secrétariat Fédéral à la cellule

Dans un premier temps, il nous semble pertinent de décrire le fonctionnement organique de la Fédération de la Vienne, d'une part afin d'éclairer le lecteur sur la façon dont se prennent et s'appliquent les décisions à l'échelle d'une Fédération rurale, et d'autre part car c'est ici que s'observent principalement, mais pas exclusivement, les rapports de hiérarchie qui existent entre le petit appareil local et les cellules – plus ou moins importantes – entre les permanents et les militants de base, ou encore, en d'autres termes, entre les fonctionnaires du Parti et les simples adhérents. Si notre analyse dans cette partie se concentre sur une échelle se restreignant au département de la Vienne, il convient toutefois d'inscrire ce fonctionnement hiérarchique dans un cadre beaucoup plus large : celui du centralisme démocratique. Ainsi faut-il comprendre que l'organigramme de la hiérarchie qui dirige la Fédération poitevine, ne constitue finalement qu'une infime partie de l'organigramme général du PCF. Les cadres locaux ont donc la double tâche d'animer l'action politique du Parti dans le département tout en encadrant la base militante, mais aussi celle de participer au processus électoral qui définit l'appareil du PCF, les instances supérieures. Ce fonctionnement pyramidal, dont les

ramifications partent des plus petites cellules pour remonter jusqu'au Secrétariat du Parti, en passant par le Comité central, semble être le fruit d'un processus démocratique, basé sur la titularisation des dirigeants par le vote d'assemblées :

> « les dirigeants à tous les échelons sont *élus* par les conférences et les congrès correspondants : les membres du bureau et les secrétaires de cellule par l'assemblée générale de la cellule, les membres du comité de section – qui élisent à leur tour le bureau et le secrétariat de section – par la conférence, généralement annuelle, de section, les membres du comité fédéral – qui élisent le bureau et le secrétariat fédéral – par la conférence fédérale, les membres du comité central – qui élisent le bureau politique et le secrétariat – par le congrès national d'une périodicité souple mais approximativement bisanuelle. »[31]

Ce système se résume très simplement par ce schéma, qui donne un aperçu plus visuel de la logique pyramidale des instances du PCF.



Organigramme du PCF depuis la Libération[32]

Dans le cas de la Fédération de la Vienne, il est plus juste de remplacer la cellule de rue par la cellule de quartier (comme celle de Montbernage, par exemple). Par ailleurs, précisons que notre analyse porte uniquement – étant donné notre cadre géographique – sur les trois

[31] KRIEGEL Anne, *op. cit.*, p.226.
[32] KRIEGEL Anne, *op. cit.*, p.189.

premiers échelons de cet organigramme, ce qui nous donne un champ d'étude déjà relativement vaste, notamment pour envisager des rapports hiérarchiques, pour apprécier la place et le rôle des cadres communistes dans le département de la Vienne.

Or, même au sein de ces instances subalternes, ayant une influence bien moindre à celle des hautes sphères de l'appareil du PCF qui mobilisent des enjeux plus importants, on retrouve les travers dénoncés par Annie Kriegel, les entorses au système démocratique adopté par le Parti pour la sélection de ses cadres. Alors que l'historienne décrit un double processus basé sur le droit d'une part, et le fait d'autre part, on retrouve les mêmes mécanismes de contournement, qui réduisent les congrès – considérées comme instances privilégiées de la démocratie – à de simples « chambre[s] d'enregistrement. »[33] Ainsi, les candidatures sont d'abord avalisées par l'échelon supérieur avant d'être rendues effectives lors du congrès décisionnaire, le plus souvent par un vote à l'unanimité, comme lors de la Conférence fédérale de 1964.[34] Il nous reste peu de traces de ces pratiques dans les archives propres à notre période, mais il est néanmoins possible d'exhumer quelques exemples de ce pré-examen des candidatures, mais aussi des retraits d'une instance de la Fédération avant confirmation par le congrès. On peut ainsi mettre en lumière le document préparatoire rédigé avant la Conférence fédérale du 18 décembre 1966 à Chauvigny,[35] qui donne trois noms de militants qu'il serait profitable d'évincer du Comité fédéral pour cause de non-activité, et sept personnes susceptibles de pouvoir améliorer le travail de la Fédération. Tous et toutes seront ou destitués de leurs fonctions, ou intégrés au Comité fédéral, selon l'avis de la commission ayant examiné les candidatures (vraisemblablement le Bureau fédéral).[36] Ce système, qui n'est pas sans faille puisque – nous venons de le constater – des évictions sont parfois nécessaires, étant donné que les membres sélectionnés d'un organe sont inactifs (ce n'est donc pas par motif politique), nous donne donc un échelon fédéral (secrétariat, bureau et comité) ou la moitié des instances sont occupée par des militants, voire des familles de militants siégeant de façon permanente, au coté de quelques membres temporaires, qui ne restent que le temps d'un ou deux mandats, le reste du renouvellement s'effectuant la plupart du temps par le jeu des promotions et des départs géographiques ou des prises de retraite. Ainsi, en comparant la composition de l'échelon fédéral de 1964 avec celui de 1972, on se rend compte que des

[33] Voir à ce sujet : KRIEGEL Annie, « Chapitre X, les mécanismes de sélection », *in Les communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 (rééd.)., pp. 226-234.
[34] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 17 mai 1964.
[35] AFVPCF : « 66-68 », *Préparation de la Conférence Fédérale*.
[36] AFVPCF : « 66-68 », *Liste des membres du Comité fédéral élu le 18 décembre 1966*.

trente membres du Comité fédéral de 1964,[37] il en reste dix-sept sur les quarante de 1972.[38] Cette sédentarisation des cadres s'observe ainsi également dans le Bureau fédéral, où l'on retrouve les vrais cadres de la Fédération de la Vienne du PCF : Jean-Pierre David[39], Paul Fromonteil[40], Michel Gaveau[41], Pierre Jamain, André Laumont[42], Léon Monteil[43] et Claude Prévost y siègent ainsi de 1964 à 1971.[44] Ici, les militants qui ne restent pas au Bureau Fédéral durant toute notre période ne sont pas des membres inactifs. Ce sont la plupart du temps des membres permanents du Comité fédéral qui, pour parler de manière prosaïque, font l'ascenseur entre le Comité et le Bureau fédéral. On y retrouve donc Jacques Périllaud, qui arrive à Poitiers en 1966 de Paris où il « fut un militant à la direction de la section parisienne »[45] et débute une ascension rapide qui le mène au Secrétariat fédéral dès 1968,[46] Claude Prévost, qui y apparaît de temps à autres, suivant le temps que lui prennent ses responsabilités à la rédaction de *la Nouvelle Critique.* Il demande à quitter le Bureau fédéral en 1964 où il s'explique dans une longue lettre,[47] mais y apparaît de nouveau en 1968[48], et en 1971.[49] On retrouve le même schéma au sein du Secrétariat fédéral où l'on retrouve Paul Fromonteil et Léon Monteil sur toute notre période, au coté d'autres militants notoires de la Fédération de la Vienne comme Maxime Dumas[50], ou Jacques Périllaud.

Les instances supérieures de la Fédération de la Vienne sont donc accaparées par une caste de militants chevronnés qui décident eux-mêmes de qui est à même ou non d'intégrer le corps des cadres dirigeants, de qui est habilité à exercer un réel contrôle sur les échelons inférieurs,

[37] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 17 mai 1964.
[38] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 10 décembre 1972.
[39] Né le 12 décembre 1935 à Chauvigny, Jean-Pierre David fut instituteur, puis professeur d'enseignement général des collèges. Il occupa en tant que militant communiste, les fonctions de maire de Chauvigny et de conseiller général du Poitou-Charentes.
[40] Né le 28 octobre 1930 à Châteaudun, Paul Fromonteil fut professeur. Il s'illustra en tant que militant communiste en occupant des postes élevés dans des organisations telles que le PCF, la Jeunesse communiste ou la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie. Il fut également conseiller général du Poitou-Charentes.
[41] Né le 20 novembre 1925 à Châtellerault ; Michel Gaveau fut ouvrier d'État à la Manufacture des armes de Châtellerault, et milita activement au PCF.
[42] Né le 12 octobre 1914 à Cozes ; André Laumont fut ouvrier tourneur à la Manufacture d'Armes de Châtellerault. Il milita activement à la CGT et au PCF.
[43] Né le 19 août 1921 à Alleyrat, Léon Monteil fut cheminot. Il milita en outre à la CGT et au PCF.
[44] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 novembre 1971.
[45] AFVPCF : « 66-68 », *Préparation de la Conférence Fédérale*, 1966.
[46] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 2 juin 1968.
[47] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre au BF*, de Claude Prévost, le 12 décembre 1964.
[48] *Ibidem.*
[49] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 novembre 1971.
[50] Né le 25 décembre 1918 au Vigeant, Maxime Dumas, ouvrier tourneur, milita activement à la CGT et au PCF dans la Vienne.

sections et cellules. Ces prérogatives fédérales, qui sont également des responsabilités, se traduisent par une double fonction, l'une individuelle, l'autre collective, assignée aux cadres de la Fédération. Les deux témoignent de la discipline organisationnelle du Parti. La première fonction assignée aux membres siégeant au Comité fédéral, est donc personnelle. Chacun est dévolu à une tâche spécifique. Nous avons ainsi la chance de retrouver l'intégralité de ces « responsabilités politiques »[51] endossées par les membres du Comité fédéral de 1964 : on compte ainsi des chargés de propagande, de presse (en général ou par titres : *Humanité Dimanche* ou *France Nouvelle*), d'organisation, d'éducation, du travail vers les intellectuels etc. La deuxième fonction propre à l'échelon fédéral consiste en un contrôle étroit de l'activité des deux échelons inférieurs. En effet, les sections et cellules sont en permanence soumises à la tutelle de l'échelon fédéral, qui s'immisce de façon récurrente dans les réunions et s'associe systématiquement à l'ensemble de la vie des sections. Concrètement, on peut parler – pour reprendre les termes mêmes employés par la Fédération en interne – de « parrainage. »[52] C'est en ces mots qu'est établie la liste déterminant les membres du Comité fédéral devant parrainer les différents candidats communistes aux élections cantonales d'octobre 1967, ainsi que les « cellules et sections chargées d'aider »[53] ces mêmes candidats. On constate donc clairement que le Comité fédéral fait le nécessaire pour chapeauter les campagnes électorales locales qui impliquent des militants de base. Ce parrainage leur permet d'orienter la campagne suivant les directives et la ligne politique nationale du Parti. En outre, on remarque que les cellules et les sections – qui sont directement concernées dans le cas présent par ces élections, puisque pour la Vienne, on peut affirmer grossièrement qu'une section correspond à un canton – sont réduites à un rôle subalternes, qui consiste à réaliser les tâches les plus basiques de la campagne (collages d'affiches, organisation des *meetings* etc.). On a donc une hiérarchisation des tâches, qui distingue clairement l'activité fédérale de l'activité de base.

Cette distinction est d'autant plus flagrante lorsqu'on se penche sur une catégorie spécifique de cadres, qui semble former l'échelon suprême du niveau fédéral pour un militant : celle des permanents. Ce statut particulier décharge un militant de ses obligations professionnelles pour lui permettre de se consacrer entièrement à ses activités au Parti contre une rémunération : « le glissement du principe de « vivre pour la politique » à celui de « vivre

[51] AFVPCF : « 66-68 », *Membres du Comité fédéral élu le 10 mai 1964.*
[52] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Elections cantonales, parrainages des cantons renouvelables,* 1967.
[53] *Ibidem.*

de la politique » »[54] s'opère. Si Annie Kriegel estime que ce type de militants professionnels reste un tabou hors de la sphère partisane, que « dans aucun document public, on ne distingue et on ne classe à part ceux que, dans les démocraties populaires, on appelle plus prosaïquement les « fonctionnaire du Parti » », [55] on constate tout de même, pour le cas de la Fédération de la Vienne, un fléchissement dans cette tradition du secret en 1971. En effet, une souscription est lancée au mois d'octobre, et vise à récolter 2.5 millions d'anciens francs afin de financer une partie du siège national actuel du PCF – place du Colonel Fabien – la fin de l'aménagement du nouveau siège de la Fédération de la Vienne (ou plutôt la fin du remboursement des militants ayant avancé des sommes pour l'acquisition du bâtiment situé dans la Grand' Rue), l'achat d'une nouvelle ronéotypeuse, ainsi que la titularisation d'un nouveau permanent. Le mot est lâché, mais le poids du tabou reste prégnant et il faut justifier la nouvelle à grands renforts de justifications, d'explications. Finalement, cette nécessité de taire la réalité des permanents, alors que leur existence ne semblait plus être un secret pour personne à cette époque, contribua à attirer les critiques des adversaires politiques du PCF, et par là-même, à obliger la Fédération à fournir des explications concernant le statut de permanent. Le texte produit à cet effet correspond à la description qu'en fait Annie Kriegel, et les communistes poitevins semblent avoir cerné l'ensemble des caractéristiques – positives ou négatives – propres au permanent :

> « Un permanent : ce mot évoque le monstre bureaucratique « terreur » des gauchistes comme de M. Chirac… Mais qu'est-ce en réalité qu'un permanent et comment le devient-on ? Au départ le permanent est un militant comme les autres, auquel un jour le parti propose de bouleverser sa vie, de consentir à de nombreux sacrifices aux dépends de sa vie familiale, de ses loisirs etc… S'il accepte, et en général il le fait, désormais il est permanent ; il a le salaire d'un ouvrier professionnel première catégorie, ce qui dans notre région correspond à 1.100 F par mois. Il ne sera pas pour autant « en dehors », différent des autres militants : il n'a pas de droits spéciaux mais par contre peut-être a-t-il des devoirs spéciaux… »[56]

Il est vrai que la Fédération de la Vienne est bien placée pour savoir que le rôle de permanent peut s'avérer difficile à endosser et ce texte, qui n'enjolive pas la réalité, met bien en lumière les aspects contraignants que comporte la tâche de permanent. En effet, la Fédération que nous étudions dispose sur toute notre période d'un permanent correspondant au poste de premier secrétaire fédéral, et en 1964, puis de 1966 à 1969, d'un permanent paysan. Nous avons donc un poste de permanent qui permet au militant le plus haut placé du département de régler les affaires liées à son rang hiérarchique (beaucoup de travail

[54] LAZAR Marc, « Le parti et le don de soi » dans *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* n°60, octobre-décembre 1998, p.40.
[55] KRIEGEL Annie, *op. cit.,* p.187.
[56] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 3 octobre 1971.

administratif, notamment), et un autre dont l'objectif – et c'est là un caractère spécifique de ce département rural qu'est la Vienne – est d'effectuer un travail constant de propagande en direction des populations paysannes. Si un poste de permanent est dédié à cette tâche, c'est qu'on en attend des résultats, en termes d'adhésions ou d'abonnements à l'organe de presse communiste destiné à la paysannerie : le journal *La Terre.* C'est pourquoi la personne occupant cette place est de façon permanente soumise à la pression de la direction du Parti, comme peuvent en témoigner l'analyse des démissions données par les deux permanents paysans rencontrés au cours de notre dépouillement.

Le premier de ceux-ci est André Lombard. Membre du Comité fédéral depuis 1949, il est affecté au poste de permanent paysan en 1960. Son rapport,[57] vraisemblablement présenté devant le Comité fédéral en mai 1963, fait office d'autocritique et de lettre de démission – démission réellement actée en janvier 1964 à la suite de la dépression nerveuse contractée par le permanent,[58] dépression qui illustre bien la « crise biographique consécutive à la sortie du PCF [qui] donne à voir l'engagement de toute la personne, et en particulier du corps, dans le processus de « désidentification » partisane »[59] décrite par Catherine Leclerc. Lombard montre à quel point le poids de la hiérarchie existant dans une Fédération provinciale peut s'avérer oppressante, notamment lorsque les responsabilités demandent obligatoirement des résultats. Dans le cas présent, cette hiérarchie pesante semble s'exprimer à travers la seule personne de Maxime Dumas, à savoir le premier secrétaire fédéral, l'autre permanent de la Fédération. Le rapport se traduit alors par une énumération des griefs accumulés par le permanent paysan à l'encontre de son supérieur hiérarchique qui semble pointer depuis longtemps les insuffisances de son travail. Outre la fastidieuse description des nombreuses réprimandes, des « picotin», « avoine» ou « savon»[60] reçus par Lombard en raison de ses manques de résultats, on remarque finalement que la querelle prend essentiellement source dans des rivalités d'influence, liées à la question du pouvoir. Alors que nous expliquions précédemment que chaque membre du Comité fédéral devait parrainer une section, nous voyons à travers ce document les enjeux qui se cachent derrière cette tutelle : ramasser les fruits d'un succès éventuel obtenu dans cette section, en termes d'adhésion, d'activité et surtout de résultats électoraux. Ainsi, alors que Lombard explicite les bons résultats obtenus

[57] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 »*, Rapport d'André Lombard sur le travail du Parti à la campagne devant le Comité fédéral*, 1963.
[58] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central*, 27 janvier 1964.
[59] LECLERCQ Catherine, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », dans *Sociétés contemporaines*, 2011/4 n° 84, p.141.
[60] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 »*, Rapport d'André Lombard sur le travail du Parti à la campagne devant le Comité fédéral*, 1963.

par la section de l'Isle-Jourdain – qu'il suit – il se plaint d'avoir été « court-circuité par Dumas, qui s'empare d'un secrétariat et d'un comité de section. »[61] Les sections et leur réussite deviennent donc des façons pour les membres du Comité fédéral – mais aussi et surtout pour les permanents – de faire valoir la qualité de leur travail et de justifier leur statut. Cette nécessité de rendre des comptes pousse, semble-t-il, les permanents à valoriser leur travail, en dénigrant l'autre. C'est dans ce processus que s'inscrivent les reproches récurrents portés par Dumas à Lombard, et la mauvaise appréciation du travail fourni par Dumas formulée par Lombard (sur les reculs connus par les sections dont il s'occupe, sur le mauvais état de la Fédération depuis le début de son mandat de Secrétaire fédéral, sur sa vision erronée du travail du Parti à la campagne et en général etc.). Le poids de la responsabilité des permanents est donc omniprésent et le remplissage de leur tâche est une obligation. Or, dans des fédérations qui ne sont pas très actives, les succès sont précieux et se doivent d'être accaparés par les permanents, qui ont l'obligation de défendre leur poste face au contrôle exercé par la direction du PCF.

Ce poids exercé par les dirigeants du Parti s'exprime encore davantage dans le cas du deuxième permanent paysan rencontré au cours de nos recherches. Auguste Touchard est proposé par la Fédération de la Vienne au Comité central dès l'année 1964. Mais sa candidature est rejetée sous le prétexte qu'il était nécessaire de s' « orienter vers un plus jeune camarade et il n'est pas nécessaire qu'il soit paysan. »[62] Le même militant est alors proposé une nouvelle fois au Comité central un an plus tard, en novembre 1965, en raison de la dégradation du travail réalisé en direction des paysans, les responsables mis en place n'étant pas vraiment habilités à cette tâche. Mettant en avant l'importance des zones rurales et par conséquent du nombre non négligeable d'agriculteurs dans le département ainsi que « les insuffisances qui découlent de l'absence d'un militant responsable pouvant suivre et impulser tout le travail du Parti dans ce secteur »[63], les communistes de la Vienne s'appuient également sur le fait que cette proposition avait été faite « en accord avec Raoul CALAS qui suivait [la] fédération à l'époque. »[64] On remarque donc qu'à l'image des membres du Comité fédéral qui suivent les sections et les cellules, les membres du Comité central sont chargés de suivre des fédérations, ce qui renforce d'autant plus l'aspect hiérarchisé du PCF et le manque d'indépendance de ses composantes, aussi basiques fussent-elles. Cette emprise des instances

[61] *Ibidem.*
[62] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne*, 8 octobre 1964.
[63] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central*, 8 novembre 1965.
[64] *Ibidem*

dirigeantes du Parti sur la fédération de la Vienne est d'ailleurs mise en cause par Touchard lors de sa démission de son poste de permanent paysan, finalement accordé par le Comité central dix jours après la deuxième proposition de Maxime Dumas, en novembre 1965.[65] Cette démission survient un peu plus de trois ans après sa prise de fonction, en janvier 1969. Comme pour le cas d'André Lombard, les seules sources dont nous disposions concernant cette démission émanent du Comité fédéral, et sont donc rédigées par des personnes mises en cause par les démissionnaires dans leurs décisions. Ainsi la lettre écrite par Paul Fromonteil suite au départ de Touchard explique-t-elle le désaccord de celui-ci avec « l'aide apportée à [la] Fédération par le camarade Auguste BRUNET »[66], militant vendéen siégeant au Comité central. Cette aide apportée par Brunet s'est finalement traduite par des remarques adressées à Touchard, notamment sur sa distance avec la direction fédérale, une distance qui avait déjà été évoquée lors de la proposition de sa candidature au poste de permanent paysan : Maxime Dumas expliquait qu' « il ne participe pratiquement pas aux réunions du Comité fédéral »[67], mais cela ne semblait pas poser de problèmes étant donné l'intense activité fournie par le militant. Néanmoins, le Comité fédéral décide finalement de suivre les remarques de Brunet et de demander à Touchard d'être plus présent à l'échelon fédéral (notamment en venant plus souvent à Poitiers etc.), ce qui lui a fortement déplu. Invoquant « des procédés de bureaucrates », « un tribunal »,[68] le permanent choisit de quitter son poste afin d'assurer son avenir en reprenant une ferme. On ne retrouvera plus de trace de ce militant dans les sources postérieures à sa démission, alors que celui-ci siégeait au Comité fédéral depuis au moins 1964. Cela étant – à l'image de Lombard pour qui la Fédération de la Vienne avait demandé de le faire envoyer « dans une maison de repos en Démocratie Populaire »[69], mais qui a vraisemblablement fait sa convalescence dans « [leur] maison de Bon-Abri, en Haute-Vienne » jusqu'à complet rétablissement. De nombreux camarades y sont allés et en sont revenus satisfaits. »[70] – le retrait d'Auguste Touchard et son avenir devaient être gérés en interne, au sein même du Parti, qui devait l'aider à racheter une exploitation agricole.

On constate donc que le PCF, même à l'échelle d'une petite fédération comme celle de la Vienne, fonctionne comme une petite société parallèle, avec sa propre hiérarchie, ses propres

[65] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne*, 18 novembre 1965.
[66] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Paul Fromonteil au Comité central*, 6 janvier 1969.
[67] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central*, 8 novembre 1965.
[68] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Paul Fromonteil au Comité central*, 6 janvier 1969.
[69] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central*, 27 janvier 1964.
[70] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne*, 5 février 1964.

ressources, ses propres réseaux. A l'évidence, c'est cette structuration relativement ferme qui constitue le ferment de la force de frappe du PCF, qui peut ainsi s'appuyer sur une base de militants disciplinés et dévoués à l'activité du Parti.

B/ Le Parti, composante obligée de la vie des militants

Cette notion de discipline que nous venons de traiter nous semble difficilement dissociable de celle de dévouement. Car si les communistes se soumettent à cette hiérarchie que nous venons de décrire, le propos paraitrait inexact, du moins incomplet, si la question du don de soi n'était pas traitée. C'est-à-dire que si nous venons de voir comment des militants détenaient une autorité vis-à-vis d'autres militants, ou comment plusieurs d'entre eux en venaient à s'affronter pour des questions de domination, il convient désormais d'observer comment le Parti en tant qu'entité abstraite, fait néanmoins concrètement partie de la vie des militants communistes. Cette partie va donc chercher à démontrer comment à l'échelle locale, la culture de parti, voire selon certains le « communisme comme religion séculière »[71] s'imprègne au cœur de la vie des membres du PCF. Les traits de cette vie pour le Parti sont très bien esquissés par Marc Lazar dans son article traitant du rapport entre PCF et don de soi. L'énumération réalisée par l'historien permet de bien saisir l'ensemble des aspects que revêt ce qu'on pourrait appeler une véritable culture, un mode de vie propre au Parti communiste.

> « Ainsi existe-t-il une langue communiste, avec ses mots clés (impérialisme, capitalisme, communisme, dictature du prolétariat, «200 familles», «le Parti», «les socialos», etc.), un temps communiste, rythmé par ses propres échéances, avec, par exemple, la fête annuelle de L'Humanité, des rites communistes, comme, par exemple, la traditionnelle assemblée de remise des cartes, une sociabilité spécifique, un mode d'être, une présentation de soi, un style de vie que le PCF, en tant qu'institution, essaye, avec plus ou moins de réussite, d'imposer, de modeler et d'homogénéiser. »[72]

Ce schéma de vie peut aisément se retrouver à l'échelle des militants de province, comme ceux que nous étudions. En se calquant sur ce descriptif que nous pourrions prendre comme une définition relativement précise de la culture de Parti communiste, on peut facilement appliquer ces critères à la Fédération de la Vienne, en y adaptant néanmoins les caractéristiques spécifiques à l'époque et l'espace étudiés. Ainsi la presse produite d'une part par la fédération dans son ensemble (*la Semaine dans la Vienne*), mais aussi par les sections et les cellules d'autre part montre-t-elle l'uniformisation du discours, l'homogénéisation des thèmes abordés, toujours par les mêmes termes. Sans faire d'étude statistique très poussée sur le champ lexical employé par les communistes non seulement de la Vienne, mais de toute la

[71] LAZAR Marc, *op. cit.*, p.41.
[72] LAZAR Marc, *op. cit.*, p.38.

France, quels termes reviennent le plus ? Pas forcément ceux énoncés par M. Lazar, qui semblent dater d'avant la Seconde guerre mondiale. Dans le cadre du milieu des années 1960 au début des années 1970 – ce qui vient corroborer les informations contenues dans l'introduction historique de l'ouvrage répertoriant les comptes-rendus des réunions du Comité central entre 1965 et 1977[73] – on retiendra davantage « union », « socialistes » (pour parler des militants de la SFIO, de la FGDS), « socialisme » (pour évoquer le système souhaité par le PCF, le terme « communisme » revient beaucoup moins souvent), « gaullisme », « réaction », « classes laborieuses » – qui vient talonner le traditionnel « classe ouvrière » – « Vietnam », ou encore « gauchistes. »[74] Ces mots qui reviennent sans cesse participent donc à la création de la langue communiste évoquée par M. Lazar, une langue qui évolue avec le temps et s'adapte aux combats du PCF. Pour ce qui est du temps communiste, la distinction entre l'échelon national décrit par l'historien et celui départemental ici étudié diffère quelque peu. Evidemment la Fête de *l'Humanité* fait partie de la culture des militants provinciaux ; il y a également les fêtes commémoratives (50èmes anniversaires de la Révolution d'Octobre en 1967 et du PCF en 1970) mais sur le plan local, ce sont les fêtes de *l'Humanité-Dimanche* ou de *la Terre* qui obtiennent un franc succès et permettent de faire d'un temps de fête, un temps également résolument politique. Et c'est là toute la force du PCF : celle qui parvient à conférer aux événements de la vie quotidienne, dénués *a priori* de sens politique, une dimension revendicatrice, de faire d'un moment profane un instant de revendication, d'amoindrir considérablement la limite entre vie privée et vie au Parti, ce dernier devant être au cœur de l'existence de chaque militant. C'est au cœur de ce processus que la notion de culture politique communiste, de culture de Parti prend tout son sens. Or, quand M. Lazar parle de rites communistes, en prenant pour exemple les assemblées de remises de cartes (ajoutons à cela la lecture quotidienne de *l'Humanité*), on pourrait aller plus loin en énumérant d'autres rites, habituellement associés au cercle familial ou semi-privé, mais accaparés par le Parti. A ce titre, on comprend plus facilement le fait de trouver dans certains numéros de *la Semaine de la Vienne* des avis de naissances, de mariages, ou de décès ; qu'au moment de recueillement que constitue l'enterrement d'un camarade soit associé un discours d'un membre du Parti et/ou de l'association d'anciens combattants à laquelle il appartenait

[73] NAHON Guillaume (dir.), *Les réunions du Comité central du Parti communiste français : 1921-1977 : état des sources et des instruments de recherches*, Tome 4, Paris, Bobigny, Fondation Gabriel Péri, Conseil Général de Seine-Saint-Denis, 2010, p.10.

[74] Il suffit pour s'en convaincre de consulter les cartons contenant la propagande de la Fédération de la Vienne du PCF, qui modèle le discours communiste : notamment « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 » et « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 »

devant un parterre de militants invités à se « souvenir, mais aussi à réfléchir »[75] ; que l'anniversaire des 80 ans d'Alphonse Bouloux[76] en 1967 ne soit pas fêté dans un cercle familial restreint mais en présence de 350 camarades, dont Jacques Duclos qui résume à merveille la réalité communiste : « on fête parfois des anniversaires de patriarches entourés d'une nombreuse famille […] mais toi, mon cher BOULOUX, tu as une famille énorme, celle de tous les communistes de France et du monde entier. »[77]

Car la famille d'un militant, c'est le Parti, la vie d'un militant, c'est le Parti. Or lorsqu'un problème lié au cercle très privé survient, la règle est la même, et l'intervention du Parti est inévitable. D'autant plus lorsque ce problème découle sur la vie militante parallèle au PCF. Car si la lutte au Parti reste prioritaire, il ne faut pas oublier qu'il y a d'autres fronts à tenir, en dehors du champ politique réservé au PCF. Ainsi les militants ont-ils la tâche de représenter le Parti dans différentes organisations, afin de transmettre l'opinion des communistes. Ces organisations sont diverses, et relèvent de domaines différents : syndical dans différentes branches professionnelles (André Laumont[78], qui siège au Bureau fédéral durant toute notre période est ainsi secrétaire de l'Union départementale CGT de Poitiers, présence dans la Fédération de l'éducation nationale, présence dans le Mouvement de défense des exploitants familiaux), pacifiste (la lutte contre la guerre du Vietnam renforce le Mouvement de la paix), culturel (une Association France-URSS organise régulièrement des événements à Poitiers) etc. Le dévouement au PCF conduit donc ses militants à avoir une activité au-delà de celle menée dans le Parti, afin de pouvoir au mieux répandre et défendre les pensée et intérêts communistes. Or, comme nous le précisions plus haut, la frontière entre vie privée et vie au Parti est relativement mince, l'une se fondant allègrement dans l'autre. Et lorsqu'un problème survient dans l'un des deux cadres énoncés – familial ou politique – il y'a de fortes chances pour qu'il influe sur l'autre. S'il a été montré comment la vie de famille de certains militants exclus du PCF, comme celle d'un permanent du Nord-Pas-de-Calais, Philippe, pouvait se trouvée affectée,[79] l'exemple de la Fédération de la Vienne montre à l'inverse comment une

[75] Le discours prononcé aux funérailles d'Edmond Meteau par un militant du PCF et de l'ARAC invite effectivement l'auditoire à se recueillir mais aussi à se tenir prêt combattre à la manière du défunt si la menace nazie devait refaire surface : AFPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Discours prononcé lors des funérailles d'Edmond Meteau,* date inconnue.

[76] Né le 30 septembre 1887 à Leignes-sur-Fontaine et mort le 15 avril 1978 à Poitiers, Alphonse Bouloux fut instituteur. Il s'illustra en tant que militant communiste et syndicaliste dans la Vienne. Il assuma deux mandats de députés en 1946 puis de 1956 à 1958 et un mandat de sénateur entre 1946 et 1948.

[77] AFVPCF : « Poitiers 64-70 », *SDV* du 5 novembre 1967.

[78] Né le 12 octobre 1914 à Cozes, André Laumont fut ouvrier tourneur à la Manufacture d'Armes de Châtellerault. Il s'illustra en tant que secrétaire de l'UD-CGT de la Vienne de 1950 à 1978, membre du secrétariat fédéral du PCF et conseiller municipal de Châtellerault.

[79] LECLERCQ Catherine, *op. cit.*, p.141.

affaire familiale de mœurs peut avoir une incidence sur la vie de la Fédération et « comment le règlement ~~d'une~~ de la situation ~~équivoque~~ anormale créée est nécessaire tant pour la santé morale des intéressés que pour celle [du] Parti. »[80] Les intéressés, qui sont-ils ? Et quelle est la situation ? D'après les sources concernées, l'affaire, puisque c'en est une, pourrait être ainsi résumée : tout part de deux couples de militants à la Fédération de la Vienne, au début de l'année 1968, le couple Sicard et le couple Mathon. Issus du milieu intellectuel, certains ont des responsabilités auprès du PCF. Vivianne Sicard est élue au Comité fédéral à la Conférence fédérale de 1964, réélue en 1966, et y siège encore vraisemblablement lors de cette affaire ; Eliane Mathon siège au Comité fédéral de 1968 jusqu'en 1972 au moins ; Alain Sicard, proche de Claude Prévost, œuvre auprès des intellectuels littéraires de Poitiers ; et Claude Mathon est impliqué dans le Mouvement de la paix et dans l'Association France-URSS. La crise débute à la suite d'une liaison entre Vivianne Sicard et Claude Mathon, et prend racine dans le divorce des deux couples qui s'en est suivi. Excepté une lettre de la main de Viviane Sicard, le seul document en notre possession relatant cette affaire est un rapport produit par le Secrétariat fédéral, cherchant à se dédouaner de toute responsabilité dans le divorce des deux couples. Or, Vivianne Sicard, redevenue Vivianne Monthubert, dénonce précisément le fait que l'organisation se soit « indûment et unilatéralement immiscée dans [leurs] vies privées, favorisant ainsi des attitudes relevant d'une morale génératrice de scandale. »[81] Il semblerait donc que le grief entretenu par Vivianne Sicard et, nous le verrons, par Claude Mathon soit lié au fait que leur divorce ait été précipité, voire « imposé »[82], par l'intervention de certains membres de la fédération dans ces histoires d'alcôve, visiblement au nom de la morale devant être respectée en tant que membre du PCF. Cette affaire met ainsi parfaitement en lumière la façon dont peuvent s'interpénétrer vie privée et vie au Parti. Et puisqu'interpénétration il y a, la rancœur accumulée par les deux personnes mises en causes ne peut que se retourner contre le Parti. Or, si le rapport du Secrétariat fédéral reste évasif concernant le rôle des camarades dans l'implosion des deux couples, la liste des écarts militants est pour sa part détaillée. On y apprend que Vivianne Sicard, militante au Mouvement de la paix adopte une position de défiance à l'égard du PCF, qui souhaite à cette époque monter des Comités départementaux d'action (CDA) pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien. Elle se réjouit que le Mouvement de la paix fasse des souscriptions plus efficaces que celles de la Fédération – ce qui implique que la direction fédérale se sente

[80] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Communication au BF*, 8 mars 1968.
[81] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Viviane Monthubert au Secrétariat fédéral*, 9 février 1968.
[82] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Communication au BF*, 8 mars 1968.

directement incriminée, son efficacité étant mise en cause – et souhaite former des comités de paix précisément dans des secteurs où les communistes souhaitaient implanter des comités de base liés au CDA (chez les étudiants notamment). Le Secrétariat demande alors qu'un avertissement soit donné à la militante, tout en lui recommandant de « cesser ses attaques contre la direction fédérale et de travailler au sein du Mouvement de la paix pour développer l'activité de celui-ci dans un esprit d'émulation avec les autres forces pacifiques et non de concurrence. »[83] Des reproches quasiment similaires sont adressés à Claude Mathon, puisque celui-ci s'oppose à la création d'un comité de base à Civray, sous le prétexte qu'il y aurait déjà un comité de Paix (donc dépendant du Mouvement de la paix), ce qui est faux, selon la direction fédérale. Par ailleurs, engagé dans le Mouvement de la paix, comme nous venons de le constater, Claude Mathon – qui est également membre de l'Association France-URSS – aurait formulé le vœu auprès de ses supérieurs communistes en 1967 de se désengager de cette structure afin de se consacrer au militantisme pacifiste. Or, celui-ci, après l'éclat de la crise Sicard/Mathon choisit de se présenter à l'élection du bureau de l'Association France-URSS, contre l'avis du Comité fédéral. Ce revirement et cette désobéissance – considérée comme « une grave infraction à la discipline du Parti »[84] – interloquent le Secrétariat fédéral, qui demande en conséquence qu'une sanction soit infligée au militant.

En passant sur l'autre aspect de ce rapport, qui montre à quel point le parcours militant parallèle au Parti d'un membre du PCF est examiné et autorisé sous certaines conditions, on comprend à travers cette affaire comment la vie privée est elle-même régie par l'esprit de Parti. Les exemples ici avancés et combinés avec ce que nous avons montré en première partie montrent à quel point le PCF fonctionne comme une société, y compris à l'échelle locale, avec sa hiérarchie, ses codes, ses automatismes, son emprise, sa morale etc. Ces caractéristiques existent vraisemblablement dans les autres formations politiques, mais leur enracinement profond dans le quotidien de leurs militants ne va semble-t-il jamais jusqu'à prendre la forme d'une véritable culture, d'un mode de vie, comme c'est le cas pour les militants communistes de la Vienne et de France dans les années 1960/1970, jusqu'à créer une « coupure avec le monde d'origine, celui de la société bourgeoise, de la famille et de toute autre structure d'appartenance sociale non contrôlée par le parti. »[85] S'il peut paraître abusif de placer ce propos dans un chapitre concernant l'autorité, la domination au PCF, il faut noter que cet état d'esprit plaçant le Parti au centre des choses contribue à créer une sorte de

[83] *Ibidem.*
[84] *Ibidem.*
[85] LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante… La culture politique communiste », dans Berstein Serge, *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, p.224.

hiérarchisation des priorités dans la vie des militants, ce qui correspond bien à la notion de don de soi énoncée par Marc Lazar.

C/ Une géographie significative

S'il est une domination encore plus abstraite que celle que nous venons de montrer, c'est bien celle qui peut s'observer dans le cas de la géographie communiste du département de la Vienne. En effet, les militants du PCF ne sont pas représentés sur l'ensemble du territoire de la même façon, et n'ont pas la même influence partout. Ainsi cette géographie peut-elle être envisagée à travers deux aspects différents : les zones où l'activité communiste est la plus intense, la plus marquée (par le nombre d'adhérents, par la propagande qu'ils produisent, par le rang des membres de l'échelon fédéral qui suivent les sections et les cellules etc.) et les zones où le vote communiste est important, ou du moins – étant donné que la Vienne est un département où le PCF est relativement peu implanté en comparaison du reste de la France – où il se démarque du reste du département. Si ces deux types d'implantation du PCF semblent *a priori* aller de pair – l'un entrainant l'autre – nos résultats montrent, nous le verrons, que ce n'est pas forcément le cas, et que la concentration localisée de la propagande et des adhérents communistes ne contribuent pas nécessairement à la création de bastions électoraux.

Selon Rose-Marie Lagrave, les travaux existant se contentent d'établir cette géographie à travers le prisme du deuxième aspect énoncé, celui des résultats électoraux : « l'historiographie récente du communisme rural butte toujours sur la même énigme : pourquoi vote-t-on communiste dans tel village et pas dans tel autre, seulement distant de quelques kilomètres ? »[86] Si cette question se posera naturellement lorsque nous aborderons au cours de notre étude la problématique de l'impact électoral communiste, il convient dès à présent, dans cette partie traitant de la structure organisationnelle de la Fédération de la Vienne, d'établir cette géographie par le biais de l'activité militante, et non électorale. A ce titre, les pistes données par Mme Lagrave afin de répondre à l'énigme de l'ancrage électoral communiste dans les campagnes sont tout autant compatibles à la recherche des raisons ayant causé des implantations de cellules ou de sections plus ou moins forte selon leur localisation. Outre le poids de la petite propriété,

> « […] il a fallu retenir d'autres critères, politiques, par exemple : la concurrence du PC local avec la SFIO, le moment du Front populaire, de la Résistance, ou la période de la doctrine « classe contre classe ». La présence de figures locales charismatiques, les enjeux économiques liés à

[86] LAGRAVE Rose-Marie, « Le marteau contre la faucille » Introduction, *Etudes rurales*, 2004/3, n° 171-172, p.16.

> l'intensification de la pénétration de formes capitalistes en agriculture, le souvenir des luttes paysannes et de la Grande Révolution de 1789 sont apparus, à l'analyse, comme des facteurs importants. »[87]

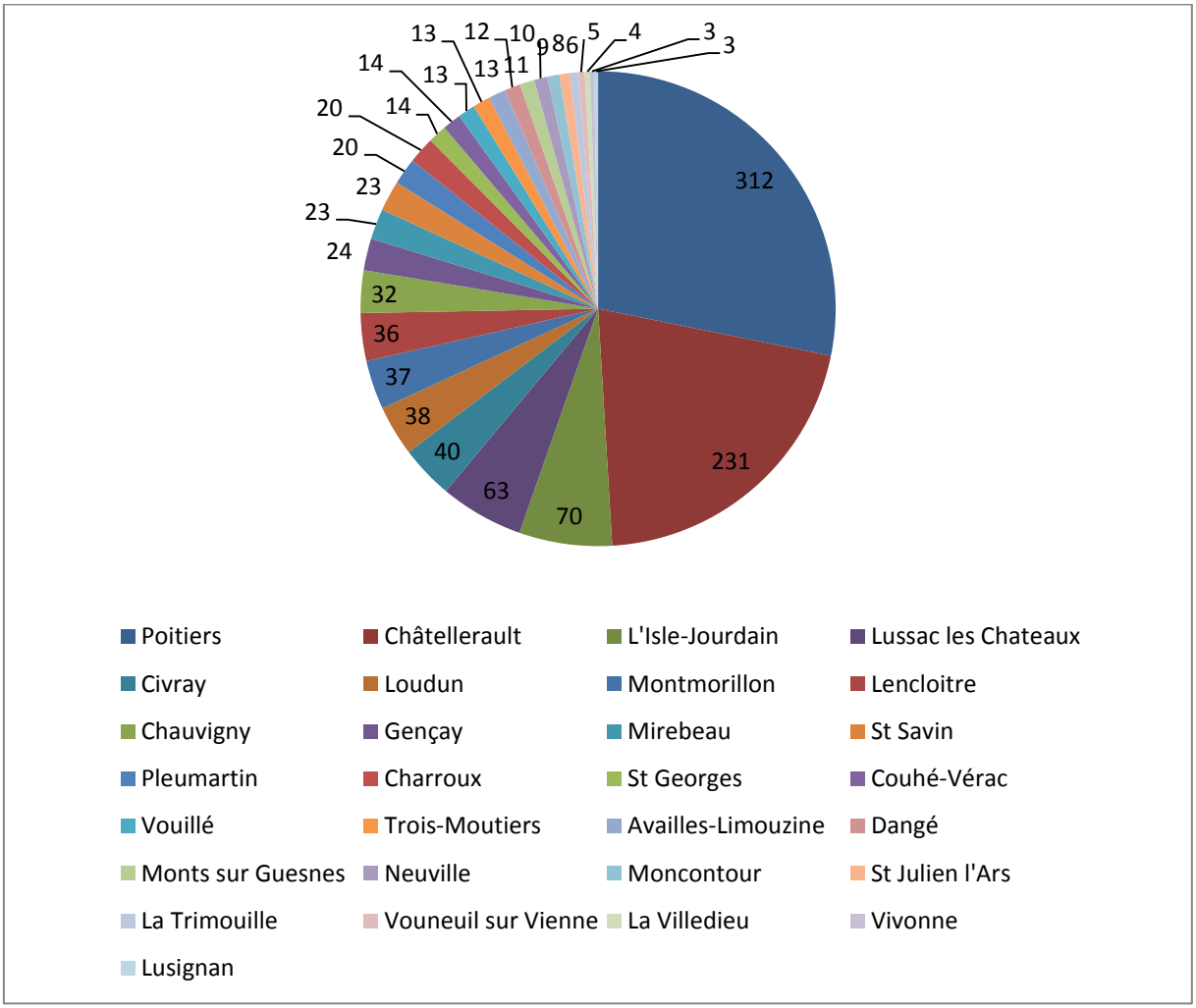
Si tous ces facteurs permettent de mieux comprendre la géographie du vote communiste, ils permettent tout autant d'envisager celle de l'activité militante du PCF en milieu provincial. Ce modeste mémoire de master n'entend toutefois pas apporter toutes les clés permettant de comprendre pourquoi le communisme s'exprime à travers le PCF dans certains villages et pas dans d'autres, ce qui demanderait une étude très approfondie de l'histoire locale. Il s'agira plutôt ici de déterminer des zones d'influence notables et essayer de dégager quelques éléments de réponse afin de comprendre pourquoi elles existent, tout en s'appuyant, mais aussi en discutant les pistes énoncées par Mme Lagrave.

Tout d'abord, il est important de préciser que la réflexion offerte par la sociologue s'inscrit dans un travail collectif portant sur le communisme dans les campagnes. Or, bien que majoritairement rural, le département de la Vienne comprend également des zones urbaines. Or, ce sont celles-ci qui concentrent le plus de militants. Pour l'exemple de 1966, où l'on a la chance de disposer d'une liste du nombre d'adhérents par section, on remarque que les trois sections de Poitiers et les deux de Châtellerault – les deux zones urbaines évoquées – concentrent presque de la moitié du total du département : sur 1107 membres du PCF dans la Vienne, Poitiers (Est, Ouest et Centre) et Châtellerault (Est et Ouest) regroupent 543 militants.[88]

La forte concentration de population peut expliquer cette forte proportion de militants – Poitiers et Châtellerault sont d'assez loin les deux plus grosses agglomérations du département – mais pas seulement. En effet, il est important de préciser que Châtellerault est le principal bassin industriel de la Vienne et cristallise ainsi les engagements ouvriers qui y correspondent. La Fédération de la Vienne soutient donc de façon récurrente les revendications des salariés de la Manufacture d'armes (la MAC), de Hutchinson, de la SFENA (Société française d'équipement pour la navigation aérienne). De ces forces militantes poitevine et châtelleraudaise découlent donc une propagande fournie, mais hétérogène. Ainsi, ces deux sections, ou regroupements de sections, disposent de leurs propres organes de presse respectifs, qui paraissent de façon plus ou moins régulière : *la Vienne Démocratique* est éditée par les sections de Poitiers, et *l'Echo Châtelleraudais* par celles de Châtellerault. Ces deux titres sont qualitativement (qualité de l'impression, du papier) et

[87] *Ibidem.*
[88] AFVPCF : « 66-68 », *Nombre d'adhérents par section,* 1966.

quantitativement (en nombre d'articles par numéro) comparables à *la Semaine dans Vienne*, qui est pour sa part diffusée à échelle départementale. Ces deux sections disposent donc de moyens humains et financiers leur permettant de mettre en place une presse de section en plus de la propagande de cellule. C'est sur ce point que les deux sections urbaines se différencient le plus, puisque tout en étant aussi fournie des deux cotés, on remarque que la presse de cellule la plus régulière de Poitiers concerne plutôt les quartiers (*l'Echo de Montbernage*) ou les intellectuels (*le Bulletin de la cellule Paul Eluard, Renaitre*), celle de Châtellerault émane des ouvriers et se rattache à des entreprises : *l'Avenir de la MAC*. On voit donc que ces deux zones urbaines bénéficient du nombre important d'habitants, ainsi que de secteurs d'activité favorables à l'implantation de cellules actives.



Répartition des adhérents de la Fédération PCF de la Vienne par section en 1966 [89]

[89] *Ibidem.*

L'activité émanant des sections rurales est plus complexe à comprendre, et c'est ici que le travail de Mme Lagrave et les pistes qu'il donne est important. Tout en remarquant que le gouffre entre les sections urbaines et rurales est immense, on note que celles de Lussac et de l'Isle-Jourdain sont relativement plus fournies que le celles du reste du département. Difficilement explicable cette concentration de militants communistes dans cette zone très rurale peut s'expliquer par la présente de ce que Mme Lagrave nomme des « figures locales charismatiques. »[90] Membre très actif de la section de Lussac-les-Chateaux, Robert Bon, en tant que conseiller municipal de Gouex a pu dynamiser sa section et favoriser les adhésions. Dans le cas de la section de l'Isle-Jourdain, notons que c'est André Rideau[91], lui aussi membre de la direction fédérale sur l'ensemble de notre période et maire d'Adriers, qui prend en charge cette section. On remarque d'ailleurs à quel point ce deux personnes influencent la composition de leurs sections : les délégués de la Conférence fédérale de 1972 sont en majorité enseignants (Robert Bon est directeur d'un Collège d'enseignement secondaire ou CES), alors que ceux de l'Isle-Jourdain sont quasiment tous paysans, comme André Rideau.[92] Les professions de ces délégués tendent donc à confirmer le fait que ces deux militants soient des moteurs, qui réussissent à convaincre des adhérents potentiels issus et/ou évoluant dans les mêmes milieux sociaux qu'eux. Cependant, on remarque qu'en terme d'activité, ces deux sections semblent moins efficace que certaines autres, pourtant moins importantes en terme de nombre d'adhérents. On ne retrouve en effet pas de trace de propagande régulière – si l'on excepte le *Gouex Républicain* qui fait plutôt office de feuille municipale ronéotypée – dans nos sources, ni de mouvements revendicatifs soutenus ou impulsés par le parti.

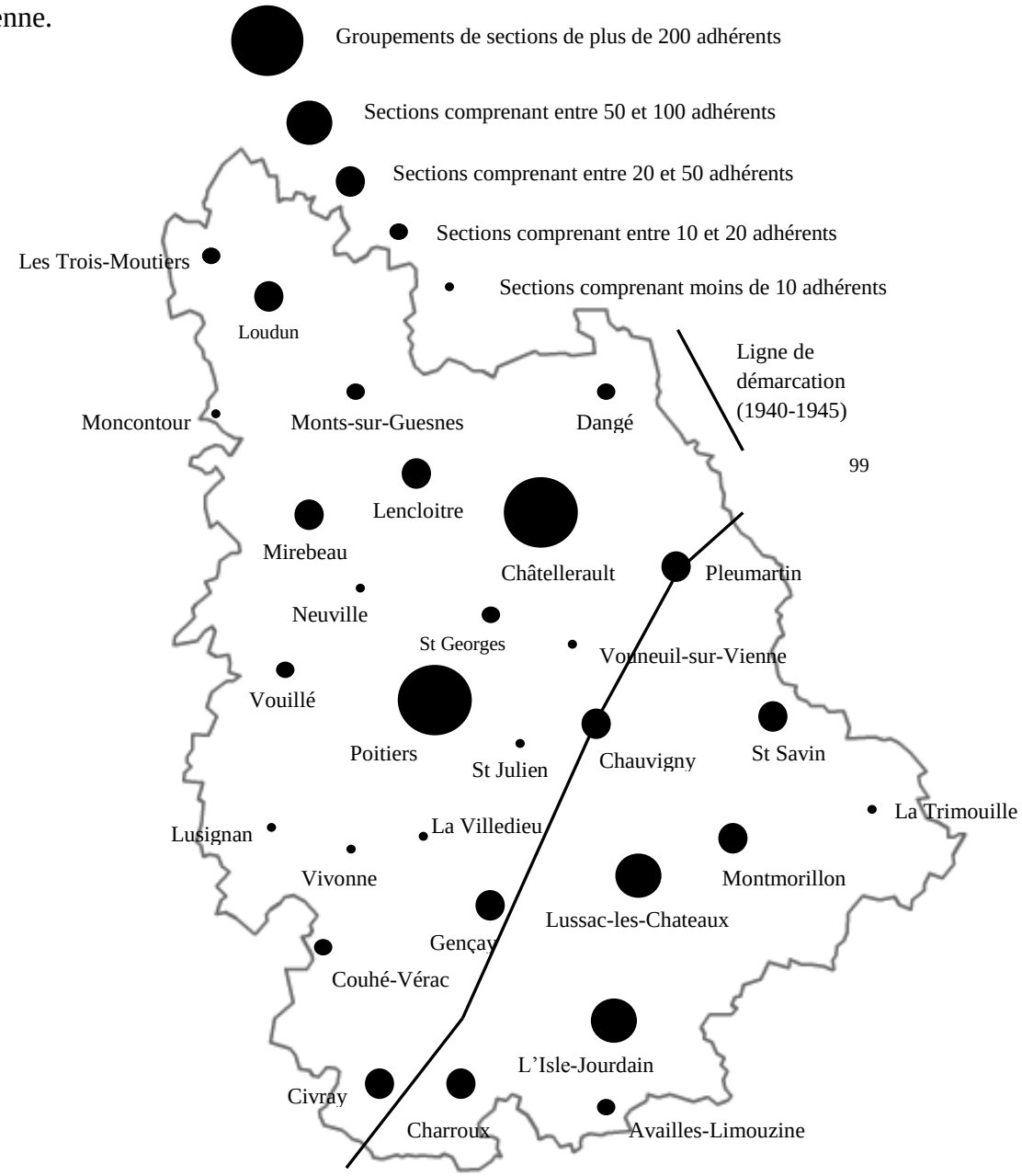
En effet, on trouve ensuite, en terme numérique, des sections moins pourvues, mais pourtant plus visibles par leurs actions ou leur propagande. C'est le cas de nombreux cantons situés au Sud-Est du département qui constituent des zones où les communistes ne sont pas forcément très nombreux mais se manifestent de façon plus éclatante. Ainsi la section de Chauvigny dispose-t-elle d'un organe de presse relativement régulier, et relayé lors des périodes électorales par la propagande fédérale, dans *la Semaine dans la Vienne* (c'est le cas pour les élections cantonales de 1970, par exemple[93]). Cette activité et l'audience de la section

[90] LAGRAVE Rose-Marie, *op. cit.*, p.16.
[91] Né le 11 juillet à Adriers, André Rideau fut cultivateur. Il s'illustra en militant activement au PCF dans le département de la Vienne. Il fut maire d'Adriers de 1947 à 2001, et conseiller général du canton de l'Isle-Jourdain de 1970 à 1994.
[92] AFVPCF : « Conférence fédérale 1972, Châtellerault », Origine sociale des délégués de section, 1972.
[93] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne* + *Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.

peuvent s'expliquer par une « forte densité ouvrière »[94] qui se cristallise autour d'un militant revenant souvent dans les sources : Jean-Pierre David[95], que nous retrouvons dans la direction fédérale sur l'ensemble de notre période. La section de Civray est également à l'initiative de nombreux coups d'éclats. La présence de l'usine PBL et les licenciements à répétitions qui s'y opèrent conduisent à plusieurs mouvements salariaux naturellement soutenus par le PCF. De manière générale, cette forte activité communiste pour notre période dans le sud du département peut s'expliquer par le fait qu' « un grand nombre de régions rurales, comme dans le Civraisien, sont en crise [et que] les Vème et VIème plans ne font qu'accélérer cette crise des régions « sous développées » de France, en réservant l'aide de l'Etat aux entreprises « rentables. » »[96] Dans le cas présent, cette crise mobilise les communistes du sud du département, à l'image de Jean-Pierre David, que nous venons d'évoquer, qui intervient auprès du groupe parlementaire communiste en faveur de Civray. Cet essor des communistes dans ces deux sections, qui semblent être les plus actives en dépit de leurs faibles effectifs, peut également s'expliquer par les rapports particuliers qu'ils entretiennent avec leurs homologues socialistes. Car si Mme Lagrave met en évidence afin d'expliquer l'implantation communiste en milieu rural, la concurrence avec la SFIO, il nous semble important de préciser qu'en cette période où le PCF cherche à recomposer la gauche, les bonnes relations entre communistes et socialistes sont porteuses d'espoir. Or, Chauvigny et Civray sont deux villes où les rapports entre les deux partis fonctionnent bien : à travers la « lutte contre l'OAS, défense des travailleurs et récemment, lutte pour la Paix au Vietnam »[97] ; à travers la tactique de désistement, conformément à l'accord signé entre le PCF et la FGDS le 20 décembre 1966, qui s'opère à Civray et permet à la gauche de l'emporter aux cantonales de 1967 ; et surtout, Civray et Chauvigny sont les deux seules et les deux première villes du département où le PCF présente des listes d'union avec la SFIO en 1971.[98] Ces bons rapports entre ces deux formations politiques dans ces deux communes précisément conduit donc les communistes à fournir un vrai travail de propagande, qui parvient à combler la faiblesse numérique des rangs. Enfin, toujours en reprenant les pistes données par Mme Lagrave, il est important d'envisager le rôle de la Résistance dans l'implantation géographique localisée du PCF dans la Vienne.

[94] AFVPCF : « 67 », *Résultats du 2ème tour, 1967.*
[95] Né le 12 décembre 1935 à Chauvigny Jean-Pierre David fut instituteur, puis professeur d'enseignement général des collèges. Il s'illustra en tant que militant communiste de la Vienne. A ce titre, il fut maire de Chauvigny de 1977 à 1983 et conseiller général de 1973 à 1979.
[96] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 23 janvier 1972.
[97] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 4 juillet 1965.
[98] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 14 février 1971.

Or, que remarquons-nous ? En illustrant la géographie numérique du PCF dans la Vienne par une carte (en modélisant les sections en fonction de leur nombre d'adhérents) et en confrontant ces résultats avec nos derniers commentaires sur l'activité intense de certaines d'entre elles ainsi qu'avec le positionnement de la ligne de démarcation qui découpait le département pendant la guerre, nous remarquons que les sections rurales les plus actives et/ou les plus nombreuses longent les vestiges de la frontière entre la France libre et la France occupée. Les réseaux de résistance tissés durant la Seconde guerre mondiale, et auxquels le PCF a largement pris part, semblent donc perdurer et influer sur la géographie communiste de la Vienne.



Géographie communiste de la Vienne en 1966[100]

[99] FARISY Jacques, *La ligne de démarcation dans la Vienne*, La Crèche, Geste éditions, 2002.

On voit donc qu'en termes d'adhésion et d'activité, une hiérarchie géographique existe à l'échelle du département, et semble rester la même à travers notre période. Celle-ci se traduit par une surreprésentation des sections les plus importantes dans la presse fédérale communiste, ainsi que dans la direction départementale : en 1971, sur quarante membres du Comité fédéral, dix-huit sont de Poitiers, douze de Châtellerault, trois de l'Isle-Jourdain, le reste se partageant entre plusieurs petites sections rurales. Ces sections deviennent de véritables moteurs : ce sont des modèles pour les militants du Parti dans la Vienne, et ce sont des preuves de la bonne santé de la Fédération – et par extension du PCF – pour les personnes en dehors du cercle militant.

Nous avons donc pu voir ici comment s'articulaient les rapports hiérarchiques au sein de la Fédération de la Vienne du PCF. Ceux-ci sont de différentes natures, ils sont plus ou moins abstraits, mais sont tous au cœur de la structuration du Parti ; et le respect comme les conflits liés à cette hiérarchie impriment la marche de la Fédération. Nous avons pu voir à quel point la direction fédérale pouvait être accaparée par les mêmes militants au fil des ans, à quel point une section dynamique pouvait être l'objet de conflits au sein de cette même direction, ou comment le Parti en tant que tel, en tant que culture pouvait avoir autorité sur la vie même des militants. Le centralisme démocratique qui construit l'organigramme du Parti de Paris aux plus petites cellules, et censé se fonder avant tout sur le vote en Congrès de la composition de chaque échelon – vote plus ou moins faussé, nous l'avons vu – contribue donc à faire de cette organisation politique un enchevêtrement de composantes dominant celles qui les ont élues. Ce système conduit donc chaque échelon à se mettre consciemment sous la domination de ceux qu'ils élisent. Caractère central du militant communiste, cette autodiscipline amplifie la force de frappe de la masse militante communiste, et si cette discipline vient à être remise en cause, la concession est difficile, c'est souvent la rupture avec le Parti.

[100] AFVPCF : « 66-68 », *Nombre d'adhérents par section,* 1966.

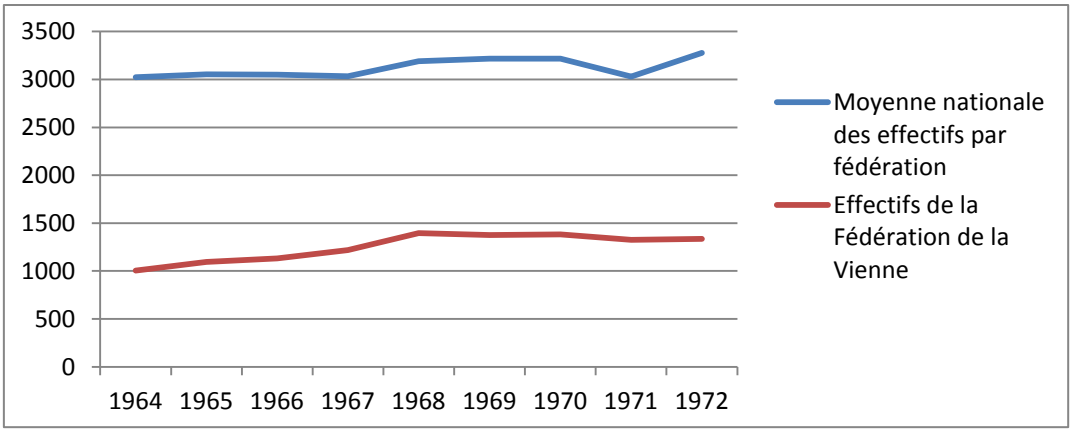
II- Quelle sociologie pour la Fédération ?

Le PCF n'est pas qu'un objet structurel, c'est une organisation qui regroupe des milliers de militants (entre 275 000 et 311 000 pour notre période[101]), et si nous venons de voir comment cette structure fonctionnait, quels étaient ses points d'ancrage dans le département, il convient désormais d'examiner plus minutieusement la nature de cette masse militante dans notre zone d'étude. Cette analyse s'articulera en trois pistes principales : quels sont les effectifs réels de cette fédération, comment interpréter les variations, les constances, à partir des chiffres dont nous disposons concernant la Fédération, mais aussi le Parti lui-même ? Bien qu'offrant toujours une vision désincarnée de la Fédération, cette première problématique permettra d'avoir une vue globale des effectifs, avant que nous nous focalisions sur la composition sociale réelle de ces effectifs. Celle-ci doit être appréhendée en tenant compte de la conjoncture, de l'*aggiornamento* que connaît le Parti. Compte tenu de ces mutations importantes, nos deux dernières pistes résideront dans la distinction qu'il convient de faire entre la place des travailleurs manuels et celle des travailleurs intellectuels, sans toutefois se limiter à ce diptyque : il est également important de d'observer les tranches d'âges et la proportion d'hommes et femmes qui composent les rangs de la Fédération. Ces deux caractéristiques reviennent souvent dans les attentes du Parti qui souhaite avoir une base militante mixte et jeune.

A/ Evolution des effectifs

Cette analyse des effectifs présents dans la Fédération de la Vienne de 1964 à 1972 pourrait difficilement être cohérente si elle était réalisée sans la replacer dans un contexte national. Ainsi est-il important de constater que la Fédération poitevine se démarque nationalement sur le plan numérique, puisqu'elle fait partie des fédérations les plus faibles numériquement. En effet, alors que les chiffres donnés par Martelli permettent de situer une moyenne d'entre environ 3 000 à 3 200 adhérents par fédération départementale[102], celle de la Vienne gravite autour de 1 000 à 1 300 militants, ou du moins cartes placées.[103]

[101] MARTELLI Roger, *Prendre sa carte, 1920-199, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Paris, Bobigny, Fondation Gabriel Péri, Conseil Général de Seine-Saint-Denis, 2010, p.66.
[102] MARTELLI Roger, *op. cit.*, pp.81-82.
[103] AFVPCF : « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969 et MARTELLI Roger, *op. cit.*, p.82.



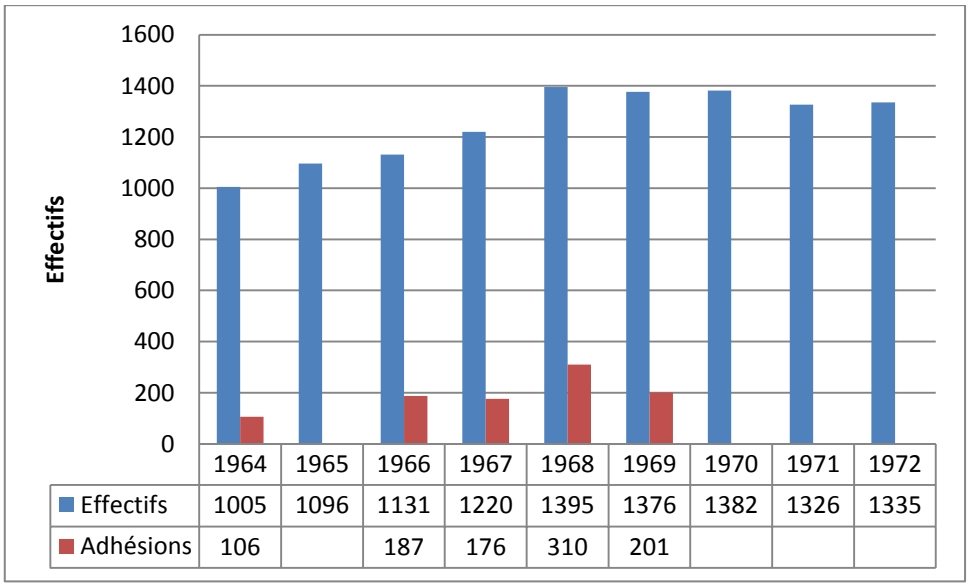
Evolution des effectifs des fédérations en Vienne et en France (moyenne)[104]

Plusieurs choses sont à remarquer dans ce graphique. Tout d'abord, les variations sont marquées de façon beaucoup plus nette sur la courbe schématisant la moyenne des fédérations de France. La courbe des effectifs poitevins augmente pour sa part de façon plus linéaire. Ainsi, alors que les événements de mai 1968, puis la signature du Programme Commun en juin 1972 semblent avoir une incidence directe sur les effectifs des fédérations françaises, on constate que tout en augmentant et en atteignant un pic en 1968, les variations sont moins brutales dans la Vienne, et surtout, le Programme Commun ne semble pas avoir d'incidence directe sur les effectifs du département. Alors que les effectifs moyens pour le territoire français sont stables et connaissent de brusques augmentations lors de ces deux événements notables, la courbe de la Fédération de la Vienne connait une augmentation constante jusqu'en 1968 (elle passe d'environ 1 005 à 1 395 adhérents), où elle se stabilise jusqu'en 1972. Par ailleurs, il est important de noter que si sur l'ensemble de notre période, les effectifs nationaux moyens connaissent une augmentation de 8.36% (soit 253 adhérents), ceux de la Vienne croissent de 32.84% (soit 330 militants en plus). On voit donc que notre fédération rurale réussit un travail de recrutement appréciable, qui lui permet de placer plus de cartes que la moyenne nationale. Ce travail s'amorce en 1966 et est souligné par le Premier Secrétaire Fédéral de l'époque, Maxime Dumas :

> « D'abord il faut souligner avec force trois choses :
>
> - 1°) Pour la première fois depuis de nombreuses années nous connaissons à quelques unités près le chiffre de nos adhérents.
> - 2°) Nous progressons par rapport à l'année dernière
> - 3°) En 1966, nous avons fait un nombre d'adhésions encore jamais atteint dans notre Fédération, plus de 200 adhésions nouvelles ont été recensées à ce jour. » [105]

[104] *Ibidem.*

L'année 1966 marque donc un renouvellement dans l'organisation de la Fédération, qui commence à connaître la composition de ses rangs, des rangs qui évoluent de façon positive. C'est certainement dans cet élan qu'une étude sociologique est menée au sein de la Vienne par la commission d'organisation, dans le but de déterminer la composition sociale des effectifs communistes du département. Malgré son insuffisance – seulement « 462 camarades de 37 cellules » sont consultés[106] sur les 1131 militants et 103 cellules[107] que compte la Fédération – ce premier travail sur la position sociale des militants poitevins permet de déterminer plusieurs tendances générales sur ses rangs, avant d'entrer dans les détails. Ces tendances sont les principaux défauts – admis par la direction – des effectifs communistes du département.



	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Effectifs	1005	1096	1131	1220	1395	1376	1382	1326	1335
Adhésions	106		187	176	310	201			

Evolution des effectifs et des adhésions de la Fédération de la Vienne[108]

Tout d'abord, le premier problème rencontré par la Fédération est la proportion d'hommes par rapport aux femmes. Cette distinction s'opère sur deux niveaux : les femmes tiennent une place inférieure à celle des hommes numériquement, mais aussi sur le plan de l'action. Le rapport réalisé en 1966 met ainsi en lumière la sous représentation des femmes dans les secteurs ruraux (19 membres féminins pour 141 adhérents) ainsi que dans les cellules urbaines (34 femmes sur 138 camarades). Cette faiblesse dans la mixité des effectifs se retrouve jusqu'en 1972. La XXII[ème] Conférence fédérale compte ainsi 111 délégués masculins pour 37

[105] AFVPCF : « 66-68 », *Intervention de Maxime Dumas à la XVIIIème Conférence fédérale – IV/ Le Parti*, 18 décembre 1966.
[106] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[107] MARTELLI Roger, *op. cit.*, p.91.
[108] AFVPCF : « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969 et MARTELLI Roger, *op. cit.*, p.82.

déléguées lors de la première séance, et 104 hommes contre à nouveau 37 femmes lors de la deuxième séance.[109] On remarque donc que la place des femmes dans la Fédération est insuffisante, et ces insuffisances s'expriment aussi en terme d'activité. Dans ce sens, le rapport de 1966 met en lumière le fait que les « cellules les moins actives sont celles où il y'a de nombreuses ménagères. Dans l'une de ces cellules, il y'a 13 femmes pour 21 adhérents. »[110] Non seulement les femmes sont donc numériquement sous représentées dans les rangs de la Fédération de la Vienne, mais nous remarquons de plus que le peu de ces militantes sont pour l'essentiel simplement encartées et ne participent pas à l'activité du Parti. En reprenant le travail d'Annie Kriegel, on pourrait situer leur degré d'adhésion à mi-chemin entre le « politique », qui consiste à adhérer pour la radicalité du Parti, et « l'existentiel », qui conditionne l'adhésion en fonction du milieu de vie, du milieu social du militant ou de la militante.[111] Or, on remarque que les femmes de la Fédération sont souvent des épouses de cadres, ou des ménagères, ce qui conditionne quelque peu leur adhésion.

La Fédération connait également un problème de répartition générationnelle des effectifs. Si l'article consécutif à l'étude sociologique de 1966 tempère ce caractère en indiquant qu'il faut « faire encore plus pour recruter des jeunes : 10% de [leurs] effectifs ont moins de 25 ans »[112], le rapport lui-même montre que le fossé demeure important. En distinguant les cellules urbaines et rurales, celui-ci met en lumière le fait que les militants ayant plus de quarante ans sont majoritaires. A Poitiers et Châtellerault, on dénombre 136 militants de moins de quarante ans contre 186 qui sont quarantenaires et plus. Dans les cellules rurales sondées, seulement 29 militants n'ont pas encore quarante ans, contre 99 qui les ont déjà atteints.[113] Le renouvellement opéré en Vienne depuis le début de la V^{ème} République – « 40% [des] adhérents sont venus au Parti depuis 1958 »[114] – ne parvient donc pas à mobiliser la jeunesse, et il faut attendre la période *post* 1968 pour voir les effectifs se renouveler de nouveau et retrouver un peu de jeunesse. La moyenne d'âge des délégués de section de la Conférence fédérale de 1972 atteint ainsi 34 ans et on compte parmi eux un nombre appréciable d'étudiants.

[109] AFVPCF : « Conférence fédérale 1972, Châtellerault », Origine sociale des délégués de section, 1972.
[110] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[111] Voir à ce sujet : KRIEGEL Annie, « Chapitre VII, les degrés d'adhésion », *in Les communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 (rééd.)., pp. 169-182.
[112] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.
[113] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[114] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.

Ces premières tendances nous permettent donc d'avoir un aperçu sur les variations des effectifs du PCF en Vienne. Il convient désormais de nous attarder plus longuement sur les origines sociologiques de cette masse militante.

B/ Les « classes laborieuses » bien représentées ?

Dès 1966 et le début de l'embellie que connaît la Fédération de la Vienne du PCF que nous venons d'expliciter, la direction, dans l'article reprenant certains éléments de l'enquête sociologique, annonce fièrement :

> « Nous sommes bien le Parti de la Classe Ouvrière. La composition sociale de notre Parti dans la Vienne le prouve : 41% de nos adhérents sont ouvriers ou employés dans le secteur privé ou public. […] Que cela plaise ou non, notre Parti vit au cœur des entreprises, il baigne dans la classe ouvrière.» [115]

S'il est encore besoin de le préciser, ces quelques lignes sont un exemple local de la façon dont, « suivant sa matrice marxiste, le communisme français s'est construit autour d'une valorisation identitaire du monde industriel et d'une promotion politique des militants ouvriers. » [116] Pourtant, malgré cette mise en avant des ouvriers de la Fédération, à la lecture de la presse fédérale, des professions des auteurs des articles, de la direction fédérale, des candidats aux élections locales, on remarque que les ouvriers ne sont pas prépondérants, loin s'en faut. A ce titre, c'est la place des classes laborieuses, dans un contexte rural, qui va être envisagée dans ce chapitre, avant de nous concentrer sur la place des travailleurs intellectuels et des couches moyennes dans la Fédération. Ce sont donc les ouvriers et les paysans qui vont ici nous intéresser.

→ La place de la classe ouvrière dans la Fédération : Tout d'abord, il convient de préciser que lorsque la Fédération de la Vienne annonce un chiffre de 41% d'adhérents ouvriers, elle se base sur le rapport établi en 1966 qui, rappelons-le, établit des statistiques sur seulement 37 des 104 cellules du département. Or, sur ces 37 cellules, il faut compter celles de Poitiers et de Châtellerault, qui concentrent l'essentiel des industries et ne sont donc pas vraiment représentatives de l'ensemble du territoire départemental. Cette logique s'inscrit finalement dans la « la stratégie ouvriériste de l'appareil communiste, qui promeut les militants des grandes agglomérations industrielles[117] » au détriment des zones rurales, constituant pourtant des réservoirs militants importants. Cette stratégie conduit donc à mettre de façon récurrente

[115] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.
[116] MISCHI Julian , « Être communiste en milieu rural » dans *Etudes rurales*, 2004/3, n° 171-172, p. 61.
[117] MISCHI Julian, *op. cit.*, p.63.

la classe ouvrière en avant. C'est systématiquement vers cette catégorie de travailleurs que sont dirigés les efforts du Parti pour recruter. Sur l'ensemble de notre période, chaque rapport produit insiste sur le fait que « l'effort principal de [la] Fédération doit être d'améliorer le travail du Parti en direction des entreprises. »[118] Cette focalisation, en dehors de la logique ouvriériste du PCF, s'explique également par le contexte particulier que connait le département, mais aussi la France. En effet, l'année 1966 marque l'ouverture du V^{ème} plan – s'inscrivant dans la planification d'après 1945, cherchant à relever le niveau de vie en France – qui vise à intensifier l'industrialisation française. La poursuite de cette tendance, dont les effets se font sentir dès le début de notre période, se traduit en Vienne par la diminution du nombre d'entreprises (« selon l'INSEE, il est passé de 18 804 en novembre 1958 à 14 502 en 1962 »[119]), et par l'accroissement de leur taille (« le nombre des entreprises ayant 50 ouvriers et plus est passé de 53 à 86 »[120]). Les années 1960 s'ouvrent donc sur un phénomène de concentration industrielle qui voie les petites entreprises s'effacer au profit de grands monopoles industriels. « Cette situation s'est traduite par un accroissement considérable du nombre de salariés : de 1958 à 1962, ce nombre est passé de 27.664 à 33.241. »[121] Cette augmentation du nombre d'ouvriers dans l'industrie constitue donc un vivier pour le PCF, qui travaille principalement en direction de ces populations, et permet de mieux comprendre le fait que la Fédération cherche à systématiquement mettre la figure de l'ouvrier en avant.

Pourtant, et paradoxalement, les ouvriers, tout en y prenant une place importante, ne sont pas les plus représentés dans les instances dirigeantes ou décisionnelles de la Fédération, ni dans les candidats aux élections locales. Ainsi, si l'on regroupe les travailleurs issus des classes laborieuses (ouvriers et employés) – paysans exceptés – du Comité fédéral de 1966, leur présence se chiffre à 14 membres sur un total de 35[122], ils ne sont plus que 13 sur 36 en 1968,[123] comme en 1970.[124] Cette sous représentation des personnels industriels s'observe encore plus dans la composition sociale de la Conférence fédérale de 1972. En regroupant ceux que la Fédération appelle « ouvriers, » « employés » et « ménagères », on compte 49

[118] AFVPCF : « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969.
[119] AFVPCF : « 64 », *Renaitre* (journal des Cercles de l'UEC), de janvier 1964.
[120] *Ibidem.*
[121] *Ibidem.*
[122] AFVPCF : « 66-68 », *Comité fédéral,* 1966.
[123] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 2 juin 1968.
[124] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Proposition de responsabilités pour le Comité fédéral,* 1970.

représentants de la classe ouvrière sur un ensemble de 149 délégués.[125] Enfin, les candidats aux élections locales témoignent encore davantage de l'exclusion des ouvriers du devant de la scène. L'exemple des élections cantonales de 1967 est ainsi particulièrement criant : sur 16 candidats, seuls 2 peuvent être considérés comme issus de la classe ouvrière (un cheminot et un chauffeur).[126] Aux élections législatives de la même année, seul Maxime Dumas, permanent pour le PCF et ancien ouvrier tourneur, peut être considéré comme ouvrier sur les trois candidats.[127] L'année suivante, il n'y a plus d'ouvrier parmi les candidats aux élections législatives.[128]

On voit donc que si la Fédération de la Vienne du PCF fait de manière récurrente la part belle à la classe ouvrière dans les colonnes de sa propagande, on se rend finalement compte que si on analyse plus précisément les rangs de la Fédération, et plus encore des instances dirigeantes, les ouvriers ne constituent pas le fer de lance des effectifs communistes du département.

→ La place de la classe paysanne dans la Fédération : En outre, on ne pouvait pas, dans cette partie consacrée à la place des classes laborieuses dans la Fédération de la Vienne, ne pas nous intéresser à celle que prennent les paysans. Ce sont eux, les travailleurs de la terre qui, par opposition aux travailleurs de l'usine, constituent l'autre force des classes laborieuses. La place des paysans doit ici être envisagée de façon particulière. En effet, notre période correspond à celle de l'exercice du mandat de Secrétaire général du Parti par Waldeck Rochet.[129] Maraîcher de formation, celui-ci est issu du monde rural, un monde qui jalonne son parcours au sein du Parti. Fondateur de l'organe de presse communiste à destination des agriculteurs, *la Terre,* il est chargé des questions paysannes par Maurice Thorez. Toujours attaché aux problèmes liés à la ruralité, Waldeck Rochet publie *Ceux de la terre* en 1963, à l'aube de son mandat, qui dénonce la politique agricole gaulliste, et par extension celle du Marché Commun, provoquant la disparition des petites exploitations familiales au profit de gros monopoles, conduisant à l'exode des campagnes. Particulièrement rural, le département de la Vienne est donc touché par ces questions, ce qui suppose une forte implication de la

[125] AFVPCF : « Conférence fédérale 1972, Châtellerault », *Composition sociale de la Conférence fédérale de la Vienne*, 1972.
[126] AFVPCF : « 67 », *Candidats présentés par le Parti communiste français aux prochaines élections cantonales*, 1967.
[127] AFVPCF : « 67-68 », *Humanité-Dimanche* du 5 février 1967.
[128] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.
[129] Né le 5 avril 1905 et mort le 15 février 1983, Waldeck Rochet fut Secrétaire général du PCF de 1964 à 1972. Il exerça en outre plusieurs mandats de députés de la Seine, de la Saône-et-Loire et de Seine-Saint-Denis.

Fédération envers les petits paysans et réciproquement une présence marquée des ruraux dans les rangs communistes locaux.

Cet engagement de la Fédération s'est traduit, nous l'avons vu, par la présence d'Auguste Touchard au poste de permanent affecté au travail envers la classe paysanne, de 1965 à 1969, lui-même succédant à Auguste Lombard, ayant démissionné en 1964. Cette période correspond à l'augmentation de l'influence du MODEF, syndicat qui défend les petites exploitations familiales face aux gros propriétaires terriens, principal opposant à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) qui domine alors. Les principaux travaux du permanent paysan, comme l'explique le secrétaire fédéral en 1966, sont en effet de faire que « les paysans communistes participent davantage au travail dans les organisations de masse, notamment le MODEF, »[130] d'organiser des fêtes champêtres sous le patronage du journal auquel il doit faire s'abonner le plus d'agriculteurs possible : *la Terre.* C'est ainsi que le MODEF obtient quatre siège à la Chambre d'Agriculture en 1968,[131] et que dans la deuxième moitié de notre période, les actions du syndicat semblent plus régulières et plus massives. Le Parti semble donc déléguer tout son travail en direction des paysans au permanent, relayer les appels à manifester du MODEF, mais n'effectue lui-même pas vraiment de travail de fond – à quelques exceptions près : par exemple, la rubrique « Nous, les gars de la terre » parait assez régulièrement dans la première moitié de notre période, et met en scène un imaginaire Père Mathieu défendant les positions du PCF en matière de politique agricole face à un contradicteur lui aussi imaginaire[132] dans un registre que nous qualifierons d'infantilisant (à part en direction de paysans, aucun article de la Fédération ne met en scène des personnages imaginaires pour expliquer la ligne politique du Parti) – en direction des ruraux. André Lombard, démissionnaire en 1964 se plaignait déjà de ce manque d'intérêt de la Fédération pour les paysans en citant Georges Marchais :

> « Deux défauts sont à corriger :
>
> 1°/ Le premier, c'est d'utiliser le permanent à tout autre chose que son travail à la campagne.
> 2°/ Le second est de considérer que le secteur paysan, c'est son affaire à lui tout-seul. »[133]

La direction fédérale semble donc se désintéresser de la question paysanne au profit d'un travail au corps vis-à-vis des ouvriers : dans chaque rapport, ou plan de travail, les efforts à

[130] AFVPCF : « 66-68 », *Intervention de Maxime Dumas à la XVIIIème Conférence fédérale – IV/ Le Parti*, 18 décembre 1966.
[131] AFVPCF : « 66-68 », *Introduction de la XIX^ème^ Conférence fédérale*, 18 mai 1968.
[132] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 24 mai 1964.
[133] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport d'André Lombard sur le travail du Parti à la campagne devant le Comité fédéral*, 1963.

réaliser en direction des agriculteurs arrivent systématiquement en deuxième position derrière le travail en direction des ouvriers, malgré la ruralité de la Vienne et le potentiel militant que représentent les campagnes. Elle se contente alors de relayer les positions du Parti concernant les transformations du monde agricole, comme le résume Julian Mischi :

> « Les « mesures réalistes » du programme communiste de défense agricole réactualisé en 1964 par Waldeck Rochet insistent sur le volet coopératif, le développement des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) et des GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun), outils « efficaces pour agrandir les petites exploitations et empêcher l'accaparement des terres par les gros. » Mais, en attendant, il faut défendre l'existence des petites exploitations. Le PCF adopte alors une attitude anti-européenne (le Marché commun est responsable du faible niveau des prix des produits agricoles à la production) tout en réclamant régulièrement les mêmes aides pour le marché de la viande et pour celui des céréales. »[134]

L'historien étudiant une région spécifique, le Bourbonnais, nous nous permettons de préciser que dans le cas de la Vienne, ces demandes d'aides se font plus souvent en direction des producteurs de lait et de vin.[135] On compte alors des rassemblements de viticulteurs appelés par le MODEF dans le neuvillois, contre l'arrachage de l'othello,[136] ou pour l'augmentation du prix du lait.[137] On assiste également à des journées d'étude sur la paysannerie, organisées par le permanent (il n'y en a donc plus à partir de 1969). Celles-ci se focalisent le plus souvent sur des thèmes spécifiques, comme celle qui informe les paysans sur le Plan Boulin et Mansholt, qui cherche à restructurer l'agriculture européenne.[138]

Le travail du PCF dans la Vienne en direction de la classe paysanne est donc limité, en dehors de celui du permanent, qui isolé, finit toujours par entrer en rupture avec sa direction. Il est cependant une exception où la Fédération semble réellement s'adresser au monde rural : il s'agit des élections cantonales. Leur préparation semble être l'un des seuls moments – en dehors bien sûr des élections municipales qui impliquent directement les populations paysannes – où le Parti se focalise sur les problèmes liés aux zones rurales, et emploie pour cela des militants qui connaissent ces problèmes puisqu'ils sont issus, et vivent à et de la campagne. La direction nationale du PCF a en effet conscience que l'élection des membres du Conseil général est un moment politique qui mobilise l'attention des ruraux, qui sont directement touchés par cet organe de proximité, dont les décisions influent directement sur leur quotidien. A ce titre, des numéros spéciaux de *la Terre* sont publiés, et une « affiche

[134] MISCHI Julian , « Être communiste en milieu rural » *in Etudes rurales*, 2004/3, n° 171-172, p.67.
[135] AFVPCF : « 64 », *l'Avenir du Châtelleraudais* d'août-septembre 1964.
[136] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 7 janvier 1968.
[137] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 octobre 1972.
[138] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 22 décembre 1968.

paysanne » est placardée.[139] D'un point de vue local, on remarque que les programmes des candidats prennent largement en compte les attentes des travailleurs de la terre. Croisant les revendications paysannes habituelles avec des « actions partisanes de proximité »[140], des « petites revendications à la campagne, de l'entretien des chemins à l'obtention des bourses scolaires, afin d'engager les petites luttes qui sont nécessaires et qui appellent à un développement de l'action »[141] les professions de foi des candidats pour les élections cantonales dans la Vienne – à Mirebeau par exemple – dénoncent le fait que « les prix du lait et de la viande, surtout avec la sécheresse de cet été, ne sont pas assez rémunérateurs [et que] faute de crédits : les routes ne sont pas toutes goudronnées […], les chemins ruraux ne sont pas entretenus. »[142] Loin des discours idéologiques généraux relayés habituellement par le Parti, les campagnes électorales cantonales sont donc l'occasion pour des militants peu influents dans la Fédération de s'adresser franchement aux populations rurales. Car ce scrutin est également intéressant d'un point de vue sociologique. On y retrouve en effet des paysans qui occupent le devant de la scène. En 1964, sur quatorze cantons, six candidats sont issus de la paysannerie (maraîchers, pépiniéristes, cultivateurs),[143] on en compte le même nombre sur seize candidats en 1967.[144]

Si cette proportion reste tout de même un peu faible, il faut relativiser cette sous représentation de la classe paysanne en ré-explicitant la faiblesse du travail du Parti en direction de ces catégories de travailleurs, et surtout en envisageant la place de ceux-ci dans la Fédération. En effet, alors qu'en 1966, la Fédération revendique 41% d'ouvriers, elle s'enorgueillit dans sa presse de la présence de seulement « 12% d'exploitants agricoles familiaux »[145] dans ses rangs. Cependant, l'original de l'étude sociologique, en analysant distinctement les cellules rurales, montre que celles-ci sont pourvues d'une bonne base militante paysanne (sur 141 membres recensés, 59 appartiennent au monde de l'agriculture). Les sondeurs d'alors en sont conscients et livrent le constat suivant :

> « Au moment où le Comité Fédéral insiste sur la nécessite de renforcer notre activité en direction des ouvriers agricoles, nous constatons que le Parti nous fournit les forces sur lesquelles nous

[139] AFVPCF : « 67 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne,* 18 août 1967.
[140] MISCHI Julian, *op. cit.*, p.67.
[141] *Rapport du comité fédéral du PCF de l'Allier, 23 novembre 1968 in* MISCHI Julian, *op. cit.*, p.67.
[142] AFVPCF : « 67 », *Profession de foi de Robert Cottencin pour les élections cantonales*, 1967.
[143] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 9 février 1964.
[144] AFVPCF : « 67 », *Candidats présentés par le Parti communiste français aux prochaines élections cantonales*, 1967.
[145] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.

> pouvons nous appuyer pour élaborer et appliquer notre politique. Ne faudrait-il pas trouver les moyens de mieux utiliser ces camarades ouvriers agricoles ? »[146]

Ce constat est significatif du fait que la Fédération de la Vienne est consciente de la possibilité d'avoir une base militante paysanne puissante, active. Mais dans sa logique ouvriériste, qui tend à promouvoir les salariés de l'industrie avant les petits paysans (bien que des efforts soient préconisés), elle bloque l'accès des instances dirigeantes à ces derniers, et les élections cantonales demeurent ainsi l'une des rares occasions où les travailleurs ruraux ont la possibilité de briguer un mandat. Pour preuve, il nous suffit d'observer la composition sociale des différents comités fédéraux. En 1966, seulement 5 des 35 membres du Comité fédéral sont agriculteurs, en 1968, on en compte le même nombre sur 36. Cette sous représentation est d'autant plus frappante lorsqu'on analyse l'origine sociale des délégués de section lors des Conférences fédérales : celle de 1972 compte 12 paysans sur 149 délégués.

Ce chiffre paraît donc infime, compte tenu de la ruralité du département et de la masse paysanne qui pourrait potentiellement se retrouver dans le discours revendicatif du PCF. Pourtant, le Parti semblerait avoir tout intérêt à rallier ces masses paysannes, qui historiquement en France, ont toujours été attachées au PCF. Mischi, s'appuyant sur Kriegel, montre ainsi que « la naissance du communisme français doit beaucoup au monde paysan. Au congrès de Tours, la plupart des délégués paysans et des fédérations rurales de la SFIO se prononcent pour l'adhésion à l'IC (Internationale communiste), »[147] tandis que les militants urbains préfèrent rester au sein du Parti socialiste. Les paysans semblent conserver cette radicalité au fil du temps – certains d'entre eux s'organisent pour mener des actions directes et faire annuler des ventes de ferme aux enchères – ce qui peut créer une rupture avec la position du PCF et du MODEF à la fin des années 1960 :

> « La politique du PCF envers les paysanneries distingue deux types d'action et deux appellations – la question agraire et la question paysanne – utilisées tantôt de façon marxiste-léniniste orthodoxe, tantôt en substituant une question à l'autre selon les lieux, les moments et les interlocuteurs, pour mieux brouiller les pistes. Ce subterfuge est la ruse que le PCF a utilisée pour contourner ou détourner l'épineuse question de la propriété et de la collectivisation des terres, sans perdre son crédit auprès des gardiens du dogme, tout en préservant son rôle de défenseur de la paysannerie. Pour ménager la chèvre et le chou, le PCF a louvoyé entre question agraire et question paysanne. […]Progressivement, le PCF devient le garant des petites, puis des moyennes exploitations familiales, relayé sur le terrain par le MODEF. »[148]

On retrouve cette distinction dans le travail réalisé par la Fédération de la Vienne, qui préfère mettre la question paysanne en avant, plutôt que la question agraire. Ainsi, lorsqu'un

[146] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[147] MISCHI Julian, « Un parti ouvrier en milieu rural », *in Etudes rurales*, 2004/3, n° 171-172, p.135.
[148] LAGRAVE Rose-Marie, *op. cit.*, p.13.

article de 1964 portant sur une initiative locale tendant à travailler la terre de façon collective, en Groupement agricole d'exploitation en commun ou GAEC (et tout en pointant les aspects négatifs de cette forme de travail coopératif), un soin particulier est pris pour bien distinguer cette ferme de Massognes d'un « kolkose, » trop négativement connoté.[149] Parallèlement, « le MODEF utilise un langage de stratège. La position du MODEF est tout à la fois éthique et politique, le ton du journal *l'Exploitant familial* [presse du syndicat agricole] ou des congrès nationaux est moralisateur et frondeur, marqué par des oppositions manichéennes, comme « petits » et « gros ». »[150] Mme Lagrave montre ainsi comment le syndicat abandonne le discours marxiste pour devenir plus consensuel et obtenir des voix lors des élections à la Chambre d'agriculture. On remarque donc que malgré l'attachement des paysans au discours marxiste, le Parti et le syndicat qui y est attaché abandonnent peu à peu la radicalité pour lisser leur propos, se coupant ainsi d'un potentiel militant important. A l'inverse, et comme le souligne Mischi dans son analyse de la Fédération de l'Allier, « en dépit de ce socle rural, la fédération du PCF de [la Vienne] est essentiellement dirigée par des cadres urbains : les militants ruraux sont marginalisés au sein d'un parti qui privilégie les militants ouvriers. »[151] Nous l'avons démontré en observant le Comité fédéral, mais c'est encore plus criant dans les instances se trouvant au dessus : le Bureau fédéral compte un paysan jusqu'en 1969 (jusqu'au départ d'Auguste Touchard), et le Secrétariat fédéral n'a jamais accueilli d'agriculteur sur notre période.

Cette partie sur la place des classes laborieuses dans la Fédération de la Vienne du PCF a donc pu montrer que celles-ci, tout en constituant près de la moitié des effectifs, étaient toutefois divisées : d'un coté, les ouvriers sont systématiquement promus et mis en avant dans la propagande, de l'autre, les paysans sont écartés des instances dirigeantes et la place des problèmes liés à la ruralité dans le travail du Parti est relativement faible ou déléguée au MODEF. Cependant, nous venons de le montrer, les classes laborieuses (paysans et ouvriers) ne parviennent pas à dépasser le stade de la majorité dans les organes décisionnaires de la Fédération. Il convient désormais d'analyser la composition de l'autre moitié de l'organisation locale.

[149] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 20 décembre 1964.
[150] LAGRAVE Rose-Marie, « Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP) », *in* COULOMB Pierre (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p.359.
[151] MISCHI Julian, *op. cit.*, p.135.

*C/ Les classes moyennes et les intellectuels dans la Fédération : l'*aggiornamento *en marche*

Nous venons de le voir, les classes laborieuses, malgré la mise en avant des ouvriers, dans l'activité et dans la direction fédérale, ne parviennent pas, ou peu à dépasser la majorité des effectifs dans la Fédération et dans ses instances dirigeantes. Cette partie va donc chercher à déterminer l'origine sociale de l'autre moitié des militants communistes de la Vienne. Sur ce point, le rapport sociologique réalisé en 1966 n'est pas très bavard, puisque passés les 41% d'ouvriers et les 12% de paysans, celui-ci nous indique seulement qu' « enseignants, étudiants représentent 15% [des] effectifs. »[152] La version interne de ce rapport nous en dit un peu plus, en signalant dans la même partie « les enseignants, les techniciens, les commerçants et artisans. »[153] On comprend donc que l'autre moitié de la Fédération est vraisemblablement composée de travailleurs des classes moyennes. Le rapport reste relativement flou à ce sujet. On y apprend juste que « 22 camarades sur 462 interrogés sont commerçants ou artisans, » qu'une « grande faiblesse » est à signaler chez les cadres et les techniciens. Mais l'élément le plus vague, demeure finalement le plus significatif. En effet, l'intégralité de l'analyse de la place des professeurs dans la Fédération se résume à ces quelques mots : « enseignants : des forces nombreuses. »[154] Comment interpréter cette affirmation lapidaire ? Peut-on voir les 15% évoqués dans *la Semaine de la Vienne* comme l'expression statistique de ces forces nombreuses ? L'analyse de la composition des directions fédérales successives de notre période permet de prendre la mesure de l'ampleur de ces forces. Dès 1964, le constat est sans appel : sur 29 membres du Comité fédéral, 17 exercent l'une des professions énoncées plus haut. En détail, on compte 1 médecin, 2 travailleurs d'Etat, 2 artisans, et surtout 12 enseignants, soit autant que les ouvriers et les paysans réunis.[155] Cette tendance accuse un léger fléchissement en 1966, puisque sur 35 membres on compte 10 enseignants et 2 étudiants ainsi que 4 travailleurs des classes moyennes (profession libérale, artisan, cadre et technicien).[156] Puis elle repart à la hausse en 1968 : le Comité fédéral compte alors sur 36 membres 18 militants issus des classes moyennes, dont 14 évoluant dans le milieu de l'éducation, et fléchit de nouveau en 1970 pour compter 10 professeurs ou étudiants et 5 autres travailleurs des classes moyennes.[157]

[152] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.
[153] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[154] *Ibidem.*
[155] AFVPCF : « 66-68 », *Membres du Comité fédéral élu le 10 mai 1964.*
[156] AFVPCF : « 66-68 », *Liste des membres du Comité fédéral élu le 18 décembre 1966*.
[157] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Proposition de responsabilités pour le Comité fédéral,* 1970.

On remarque donc que le poids des classes moyennes, tout en se stabilisant autour de la moitié du Comité fédéral, connait quelques variations qui sont finalement significatives de la vie de la Fédération. Et s'il est un corps professionnel dont la place dans la direction est dictée par des événements précis, c'est bien entendu celui que nous avons le plus mis en avant dans cette étude statistique : le corps enseignant, et par extension les intellectuels dans leur ensemble. Si les travailleurs de l'Education nationale sont plus ou moins nombreux dans le Comité fédéral, il est important de constater que sur l'ensemble de notre période, ils siègent au nombre de quatre voire cinq dans le Bureau fédéral : on y retrouve Paul Fromonteil et Jean-Pierre David de façon systématique, et Albert Foisnet,[158] Claude Prévost, Marie-Thérèse Amand montent et descendent régulièrement. Les intellectuels semblent donc avoir assis au sein du Bureau fédéral une autorité numérique certes légèrement inférieure à celle des classes laborieuses, mais plus pérenne, puisqu'on y retrouve toujours les mêmes personnes. Leur place importante à Poitiers dans les années 1960 semble découler d'un contexte favorable, que nous décrit rétrospectivement Jean-Louis Houdebine, devenu traducteur d'ouvrages sur le jazz et de Léo Steinberg :

> « Le Poitiers où je reviens en 1959-1960 […] est très différent. Près de 10 000 étudiants, avec obligation de résultats à l'arrivée, […] la menace de l'incorporation en Algérie, la « sale guerre » et les luttes politiques qui l'accompagnent, De Gaulle au pouvoir etc. A quoi se mêle à Poitiers comme ailleurs, une effervescence intellectuelle exceptionnelle, qui va s'amplifier tout au long des années 60. »[159]

Ce climat s'installe après une préfiguration de ce milieu intellectuel poitevin durant la décennie précédente, qui se cristallise autour de quelques étudiants qui semblent constituer le terreau de cette frange des militants communistes. Houdebine nous indique ainsi rencontrer Alain Sicard dans les années 1950. Puis l'effervescence qu'il évoque lui permet d'entrer en contact avec les enseignants communistes poitevins qui gravitent dans la sphère intellectuelle du PCF. Ses souvenirs nous évoquent les revues littéraires communistes ou non (*Tel Quel, la Nouvelle Critique, Promesse*), des événements comme l'Université-Nouvelle, et des personnes : Alain Sicard, nous l'avons déjà mentionné, mais aussi Claude Prévost. Tous ces éléments nous donnent des jalons, posent un vernis qui permettent d'avoir un aperçu sur la nature de ce milieu intellectuel. Cependant, nul n'est besoin de préciser que ces quelques souvenirs n'entrent pas dans les détails et ne permettent pas d'envisager, ne serait-ce que partiellement, les rapports existant entre l'ensemble des composantes citées plus haut.

[158] Né le 10 décembre 1910 à l'Épinay-le-Comte et mort le 15 février 1981 à Poitiers, Albert Foisnet fut professeur. Il s'illustra dans la résistance, ainsi qu'en tant que militant syndical au SNES et militant politique au PCF.

[159] HOUDEBINE Jean-Louis, « un aller-retour, Poitiers 2001 », *in L'actualité Poitou-Charentes, 2001, n°53, p.53.*

Heureusement pour nous, Claude Prévost, « professeur au lycée de Poitiers, [qui] est l'un des dirigeants les plus importants » de *la Nouvelle Critique*,[160] mais également responsable du travail en direction des intellectuels sur notre période,[161] nous livre un rapport en 1967 qui retrace l'histoire du milieu intellectuel poitevin depuis 1963. C'est à la lumière de ce rapport que les variations du poids des intellectuels dans la direction fédérale – qui se ressent vraisemblablement dans l'ensemble de la Fédération – peuvent être envisagées. Nous l'avons vu, l'année 1964 constitue un moment fort pour les intellectuels au sein du Comité fédéral, puisqu'ils sont aussi nombreux que les travailleurs des classes laborieuses. Pourtant, La fin des années 1950 et le début des années 1960 est marqué par une série de crises au sein du PCF, qui affaiblissent les intellectuels, et auraient pu provoquer la réduction de leurs effectifs dans la direction fédérale de la Vienne. Seulement, comme l'explique Prévost, la Fédération a

> « traversé les crises de 1956, puis de l'affaire CASANOVA, les événements nés de la guerre d'Algérie (avec des répercussions chez les intellectuels, réseau JEANSON, gauchisme, etc…) sans perdre un seul camarade. La crise très grave qui secouait l'U.E.C. [Union des étudiants communistes, nda] n'a pas produit le moindre dommage à Poitiers. »[162]

Si une lettre de la même main évoque tout de même en 1964 des conflits à l'UEC entre deux tendances (hostiles ou non au PCF), elle précise qu'il n'y pas eu de sanctions ni d'exclusion suite à ce conflit.[163] On comprend donc que Poitiers et la Vienne sont relativement épargnés par les crises et les purges qui affaiblissent les intellectuels communistes dans la décennie précédant notre période. Cependant, et malgré la situation bouillonnante décrite par Houdebine, le début de la deuxième moitié des années 1960 est beaucoup moins idyllique que ce que l'auteur et traducteur ne laisse entendre. Et ce dernier se trouve précisément au centre de ces tensions. En effet, entre 1963 et 1966, la bonne marche du milieu intellectuel s'affaiblit considérablement. Alors que l'Université-Nouvelle de Poitiers débute en octobre 1963 sous l'impulsion d'Houdebine et d'Alain Sicard, « avec un succès assez encourageant, »[164] celle-ci disparait en 1966, quelques mois après l'échec cuisant et financier de la Semaine de la pensée marxiste organisée par l'UEC, en décembre 1965. Selon Claude Prévost, les organisateurs de l'Université-Nouvelle « voyaient trop grand » et « les conflits de personnes ont commencé » dès 1964.[165] Ces conflits sont récurrents jusqu'en 1967,

[160] *Ibidem.*
[161] AFVPCF : « 66-68 », *Membres du Comité fédéral élu le 10 mai 1964* et « Poitiers, 64-70 », *Proposition de responsabilités pour le Comité fédéral*, 1970.
[162] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.
[163] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1969-1975 », *Lettre au BF*, de Claude Prévost, le 12 décembre 1964.
[164] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.
[165] *Ibidem.*

et si Claude Prévost insiste sur le talent d'Houdebine, il n'en reste pas moins que c'est souvent ce dernier qui est mis en cause. S'il décrit la préparation de ces événements comme des moments exaltants :

> « Un de mes meilleurs souvenirs de cette période: l'Université populaire (dite «Nouvelle» dans le vocabulaire PC) que nous essayons de mettre sur pied avec A. Sicard; je nous revois dans l'arrière-salle d'un bistrot, derrière Notre-Dame-la-Grande – au programme, ce soir-là: la philosophie matérialiste, Marx, Epicure et Démocrite. Sacrée époque, tout de même… »[166]

Claude Prévost évoque plutôt « une atmosphère pénible » marquée par plusieurs moments forts à l'image d' « une scène très violente avec HOUDEBINE, qui [l]'a couvert d'injures. »[167] A ces conflits, Prévost ajoute les changements de programme incessants, obligeant les intervenants à retravailler leurs cours, ainsi que l'intérêt croissant des intellectuels pour les « mouvements centrifuges, »[168] à savoir un investissement régulier dans des revues littéraires comme *Promesse*, vaguement citée par Houdebine dans son article. Ce détachement de la revue intellectuelle rattachée au Parti, *la Nouvelle Critique,* et le fait que Prévost ne parvienne pas à les y ramener est pris comme exemple par lui-même pour montrer son échec en tant que responsable des intellectuels. Cet échec est également mis sur le compte du fait que Prévost ne connait pas vraiment les membres des cellules de la faculté, et également parce que l'UEC, suite à l'échec de leur Semaine de la pensée marxiste, se détache du PCF, reprochant à ses militants de ne pas les avoir assez soutenus. On remarque donc que malgré les crises qui affaiblissent le milieu intellectuel communiste national en épargnant celui de la Vienne, ce milieu local se déchire finalement peu à peu à partir de 1964, jusqu'en 1967, d'où l'affaiblissement de la position des intellectuels dans la direction fédérale en 1966, malgré « l'amélioration » du travail de la Fédération en direction des intellectuels souligné par la Conférence fédérale de 1966.[169] Tout en mettant en avant les événements organisés par et pour les intellectuels (Semaine de la pensée marxiste, journées d'étude, mais bien évidemment pas l'Université-Nouvelle) le rapport ne met évidemment pas en avant les conditions difficiles dans lesquels ceux-ci sont organisés.

Par ailleurs, l'année 1967 marque un tournant dans un phénomène relativement ancien auquel les intellectuels prennent part. En effet, depuis au moins 1964, et visiblement avant également, le Secrétaire fédéral d'alors, Maxime Dumas, est soumis au feu des critiques des

[166] HOUDEBINE Jean-Louis, *op. cit.*, p.53.
[167] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.
[168] *Ibidem.*
[169] AFVPCF : « 66-68 », *Intervention de Maxime Dumas à la XVIIIème Conférence fédérale – IV/ Le Parti*, 18 décembre 1966.

intellectuels. Cette période de tension est ouverte par l'UEC qui entre en « conflit personnel avec Maxime [Dumas, nda] – pour des questions matérielles. »[170] Mais Claude Prévost lui-même – dont les documents écrits de sa main en notre possession témoignent de la discipline, de la docilité, voire de l'effacement – n'a « pas perdu confiance en Maxime [Dumas, nda] […], pense toujours qu'il est le plus capable d'entre [eux] d'assumer la responsabilité qu'il a. Mais [il] commence à considérer certains aspects de son activité avec esprit critique. »[171] Des critiques, émanant de groupes ou de personnes sont donc formulées à l'encontre du Secrétaire fédéral – signalons au passage qu'elles rejoignent celles d'André Lombard, notre premier permanent agricole : Prévost reproche ainsi à Dumas de vouloir « être en même temps au four et au moulin. »[172] Celles-ci se cristallisent après les élections législatives de 1967, et celles-ci semblent conduire directement à son remplacement à la tête de la Fédération par Paul Fromonteil, professeur, lors de la Conférence fédérale de 1968. Après le scrutin du mois de mars 1967, Maxime Dumas envoie un rapport au Comité central, analysant les résultats électoraux du PCF dans la Vienne. Ce rapport est repris par Paul Fromonteil, qui en conteste les conclusions dans un autre rapport, présenté devant le Comité fédéral. Maxime Dumas impute effectivement en partie le recul du PCF dans la circonscription de Poitiers, où il était candidat, à une

> « situation difficile parmi les intellectuels du Parti. […] Il y'a chez un certain nombre de camarades intellectuels, incompréhension de la politique du Parti et tendance à être davantage influencés par les adversaires du Parti. Cette situation est préjudiciable à l'activité du Parti en direction des intellectuels en général. »[173]

Si cette déclaration est vraisemblablement celle qui met le feu aux poudres, Paul Fromonteil profite de la critique de ce rapport pour désavouer et vivement critiquer le travail et les appréciations de Maxime Dumas. Il semble partir à la conquête du Secrétariat fédéral. Alors que le rapport envoyé au Comité central par Dumas fait sept pages, le travail de Fromonteil compte presque vingt pages de plus. Analysant les résultats départementaux à la lumière des appréciations nationales fournies par le Bureau politique du PCF, ce rapport critique reprend quasiment point par point les conclusions de Dumas pour les contester. Certaines d'entre elles manifestaient il est vrai, un enthousiasme masquant la situation réelle du département, et enjolivant son travail : Dumas considère ainsi un « recul relatif de l'U.N.R., [Unions pour la nouvelle république, nda] nous disons relatif, car en réalité, sur

[170] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre au BF*, de Claude Prévost, le 12 décembre 1964.
[171] *Ibidem.*
[172] *Ibidem.*
[173] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport sur les élections législatives des 5 et 12 mars 1967*, 24 mars 1967.

l'ensemble du département, l'U.N.R. recueille plus de voix qu'en 1962. »[174] Analysant plus en détail les chiffres, Fromonteil montre comment si le Parti gagne des voix dans les circonscriptions de Châtellerault (où il était candidat) et à Montmorillon (où Jean-Pierre David était candidat), il en perd dans le fief de Maxime Dumas, à Poitiers. Fromonteil met ce recul sur le fait que « le Parti reste une chapelle, une organisation tournée vers l'intérieur à Poitiers »[175] estimant ainsi la campagne de Dumas pas assez tournée vers les masses. Il remet ensuite en cause la poussée de la gauche évoquée par Dumas, chiffres à l'appui : il montre que celle-ci n'a pas lieu à Montmorillon, ou plutôt se fait au bénéfice de la FGDS à Poitiers, la seule poussée de la gauche communiste s'observant dans sa circonscription châtelleraudaise. Ce rapport remet donc largement en cause les appréciations, mais aussi le travail fourni par la Fédération, même si on peut ressentir que c'est Maxime Dumas qui est mis en cause de façon sous-jacente. Il indique également la direction que doivent suivre les militants pour les mois à venir, se calquant sur les directives du Comité central. Ce rapport cristallise donc la distance prise par les intellectuels vis-à-vis de Maxime Dumas et de la ligne qu'il impulse à la Fédération. « Ils ont vu dans le résultat des législatives à Poitiers la confirmation de leur point de vue. »[176] Or, ce point de vue consiste à penser que « le candidat [Maxime Dumas, nda] n'était pas le *maximum* parce qu'il n'était pas intellectuel, »[177] et qu'il fallait donc présenter trois candidats issus du milieu intellectuel. C'est dire si la rupture est consommée entre le Secrétaire fédéral et les intellectuels, qui ne nomment même pas Dumas dans leurs journaux de cellules appelant à voter communiste pour ce scrutin. Dès lors, si Claude Prévost estime que « les légères distances prises par Paul dans son rapport au C.F. à l'égard des deux autres camarades du Secrétariat sont très regrettables, »[178] celles-ci semblent bien faire écho à un climat général et annoncer la fin du mandat de Secrétaire fédéral de la Fédération de la Vienne exercé par Dumas depuis 1950. La discussion du Bureau fédéral consécutive à la lecture du rapport critique de Fromonteil montre que l'ensemble des dirigeants l'approuvent, même Dumas, tout en se déchargeant de certaines critiques est d'accord sur le fond du rapport. La Conférence fédérale de 1968 voit ainsi Paul Fromonteil succéder logiquement à Maxime Dumas. Selon la presse communiste locale, ce renouvellement a été sollicité par

[174] *Ibidem.*
[175] AFVPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport de Paul Fromonteil sur les élections législatives présenté devant le Comité fédéral*, avril 1967.
[176] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.
[177] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport des discussions du Bureau fédéral au sujet des élections législatives de 1967*, 1967.
[178] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.

Dumas lui-même. Il y a fort à parier que la fronde des intellectuels ait quelque chose à voir dans ce changement de direction, et si Claude Prévost l'évoque à mots couverts et avance d'autres facteurs pour expliquer la démission de Dumas, le précédent exposé des tensions existant entre lui et les intellectuels permet d'interpréter ses propos dans ce sens :

> « Ces luttes [de mai 1968, nda] prolongent et développent les luttes anciennes, sans lesquelles rien de ce qui est fait actuellement n'aurait été possible. Mais en temps elles se déroulent selon des modalités, des formes nouvelles qu'il faut savoir saisir dès leur naissance. L'élection d'un organigramme dirigeant du Parti doit donc satisfaire à cette double exigence de **continuité** et de **renouvellement** et la composition du C.F. répond, nous semble-t-il, à ces deux nécessités. […] **Touchant le Secrétariat fédéral et plus particulièrement la responsabilité de Premier Secrétaire,** le Bureau fédéral sortant a été saisi, il y a déjà de nombreuses semaines, d'une proposition émanant du camarade Maxime Dumas lui-même. »[179]

La majeure partie de l'article se focalise étonnamment sur le renforcement des intellectuels à Poitiers, qui restèrent toujours fidèles à leur direction fédérale, ainsi qu'à l'amélioration du poids électoral du Parti, ce qui vient finalement contredire le rapport de Fromonteil.

Si la décision de céder sa place semble venir de Dumas, il semblerait que ce soient les intellectuels, qui, en ayant vivement associé l'échec des élections législatives de 1967 au travail de Dumas, l'aient poussé vers la sortie. C'est vraisemblablement le fait qu'ils aient pesé de tout le poids dans cet affrontement qui leur permet de retrouver quelques places dans le Comité fédéral, et qui fait que ce soit un intellectuel qui brigue le poste de Premier secrétaire fédéral. Ce renouvellement est donc significatif de l'*aggiornamento* que connait le PCF. Dans la Vienne, cela ne s'est pas vraiment fait dans la douceur. Cet *aggiornamento* prend une autre tournure après 1968. Si la Conférence fédérale de cette année marque une rupture dans la direction fédérale, les événements de mai 1968 impulsent un brusque changement chez les intellectuels. Sans toutefois bouleverser leurs rangs – les intellectuels sont plus nombreux que les classes laborieuses lors de la Conférence fédérale de 1972 : ils sont 47 enseignants et étudiants contre 40 ouvriers ou paysans – nombre d'intellectuels choisissent de quitter la Fédération ou le Parti. Houdebine explique ainsi : « Autant dire que nous sommes un certain nombre, surtout après mai 1968, à penser de plus en plus à Paris. »[180] Il y'a donc ceux qui partent, attirés par la capitale et l'effervescence intellectuelle qui s'amplifie à la lumière des événements de mai 68, et puis il y'a aussi ceux qui, inspirés par les mêmes poussées insurrectionnelles, se tournent vers la gauche du PCF, dans la Vienne, ce sera vers la pensée Mao Tsé-toung. Cependant, ils sont contrebalancés par l'arrivée de

[179] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 2 juin 1968.
[180] HOUDEBINE Jean-Louis, *op. cit.*, p.53.

nouveaux militants du même milieu, ce qui est le reflet d'un caractère général du Parti communiste :

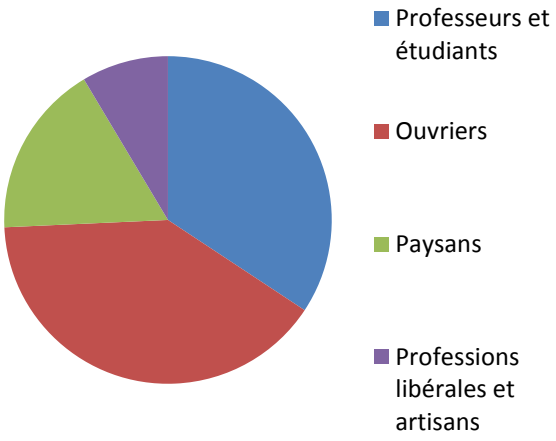
> « L'organisation communistes est progressivement investie par des agents sociaux qui avaient été engagés dans les mobilisations collectives des années 1968 et pour qui le Parti communiste renouvelé offre désormais une structure d'accueil possible. Si une fraction d'entre eux provient du monde ouvrier, la plus grande partie de ces « nouveaux communistes » appartient aux classes moyennes et aux fractions intellectuelles des classes supérieures. »[181]

Ces nouveaux venus stabilisent donc les effectifs intellectuels de la Fédération de la Vienne, et perpétuent leur poids non négligeable, notamment au sein des instances dirigeantes. Car si le renouvellement des effectifs communistes au profit des intellectuels est généralement situé par les historiens ou les sociologues après 1968, nous venons de voir que malgré la stratégie qui a toujours privilégié la logique « Parti de la classe ouvrière, [les] directions doivent veiller à la montée des travailleurs des entreprises, »[182] les intellectuels, au sein des classes moyennes, ont toujours constitué une part très importante des militants communistes de la Vienne, notamment dans la direction fédérale. Si Stéphane Courtois, cité par Pudal établit le constat suivant :

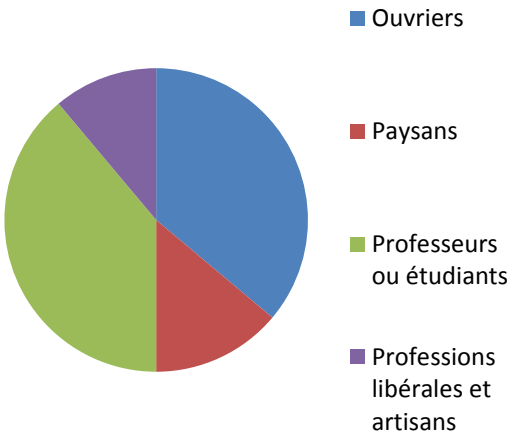
> « On assiste à un complet retournement de tendance au niveau de la composition du personnel politique communiste : alors que les ouvriers s'y investissaient massivement avant la guerre et encore dans les années 1950, ils ont été remplacés, au milieu des années 1970 par les non-manuels. »[183]

Nous avons pu voir que ce remplacement est localement déjà opéré en 1964. Dès le début du mandat de Rochet, l'*aggiornamento* sociologique est déjà réalisé dans la Vienne. Malgré la logique ouvriériste du Parti, les enseignants parviennent à se montrer aussi nombreux que les travailleurs des classes laborieuses dans les instances dirigeantes et à faire admettre à la direction en place que leur vision du combat communiste est obsolète. Cependant, ils sont eux-mêmes bousculés par des membres du même groupe social, qui remet en question les formes de lutte du PCF. A ce titre, il va désormais nous falloir analyser en détail comment s'opère le renouvellement qui s'effectue à la fin des années 1960 et au début des années 1970 parmi les intellectuels dans la Vienne.

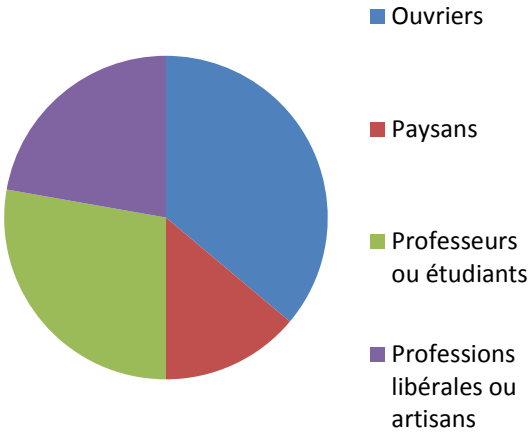
[181] PUDAL Bernard, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, pp.294-295.
[182] AFVPCF : « 66-68 », *Introduction à la XIX*^{ème} *Conférence fédérale*, 13 mai 1968.
[183] PUDAL Bernard, *op.cit.*, p.295.



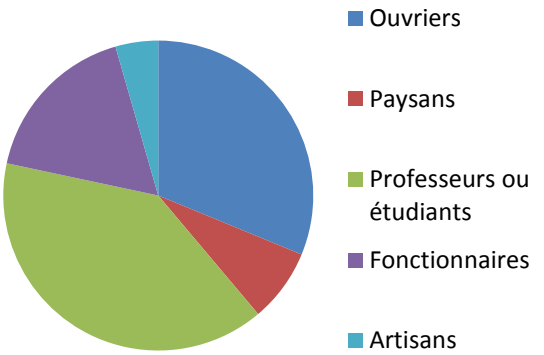
Composition sociale du Comité fédéral de 1966[184]



Composition sociale du Comité fédéral de 1968[185]



Composition sociale du Comité fédéral de 1970[186]



Composition sociale de la Conférence fédérale de 1972[187]

[184] AFVPCF : « 66-68 », *Liste des membres du Comité fédéral élu le 18 décembre 1966*.
[185] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 2 juin 1968.
[186] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Proposition de responsabilités pour le Comité fédéral*, 1970.
[187] AFVPCF : « Conférence fédérale 1972, Châtellerault », *Composition sociale de la Conférence fédérale de la Vienne*, 1972.

III- Après mai 68 et le Printemps de Prague : des doutes à la démission

L'année 1968 marque en effet un tournant pour la Fédération, et pour le PCF en général. Marquée par la situation insurrectionnelle du mois de mai à Paris, mais aussi par le Printemps de Prague qui conduit à l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie et à la normalisation en Tchécoslovaquie. Ces événements majeurs et la position qu'adopte en conséquence le Parti trouvent un écho important chez les intellectuels qui regardent vers leur gauche, et accélèrent le renouveau qu'est en train de vivre l'organisation partisane. Dans notre champ d'étude, il va donc nous falloir analyser la situation d'après 1968 dans la Fédération de la Vienne du PCF, sans oublier de contextualiser le gauchisme poitevin dans la première moitié de notre période.

A/ Le « gauchisme », et ses rapports conflictuels avec le PCF

Le phénomène « gauchiste », comme l'appellent les communistes, et plus précisément maoïste dans le cas de la Vienne, se manifeste avant 1968, et entretient des rapports très conflictuels avec le PCF. Le Parti communiste entretient donc continuellement une campagne de dénigrement plus ou moins active contre ceux qu'elle accuse de diviser la classe ouvrière, que le PCF cherche à rassembler sous sa bannière. Successivement désignés sous le terme « provocateurs, » puis plus explicitement, « gauchistes, » ceux-ci se font remarquer pour la première fois dans notre période en 1966. Leur action, qui n'est alors pas dirigée vers le PCF mais vers l'institution catholique, fait l'objet d'une demi-page dans la page hebdomadaire de *la Semaine de la Vienne.* Relatant rapidement les faits – des inscriptions à la peinture et des affiches collées sur l'église de la Cité de la Plaine notamment – et identifiant les coupables – un « groupe marxiste-léniniste […] prétendus « marxistes » pro-chinois »[188] – le sacrilège donne finalement l'occasion aux communistes de se mettre du coté de la population, en condamnant ces actes qui

> « tentent de dresser les catholiques contre les communistes. Les progrès de l'unité, de l'union effraient les ennemis républicains, tous les moyens leur sont bons pour perpétuer la division, aux travailleurs de ne pas se laisser prendre, et de redoubler de vigilance pour dénoncer toutes les provocations qui comme celle-ci est l'œuvre d'individus qui n'ont rien avoir avec le mouvement ouvrier et démocratique. »[189]

Cette distanciation leur permet aussi d'éviter la confusion. En effet, en terme de visibilité, cet acte de vandalisme pourrait être associé au PCF, c'est pourquoi le Parti met tout en œuvre pour se démarquer en revendiquant que « les membres du Parti Communiste Français n'ont rien à voir avec les individus, qui se réclamant de soi-disant « cercles marxistes-léninistes »,

[188] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 12 juin 1966.
[189] *Ibidem.*

se livrent à de tels agissements provocateurs. »[190] Le titre du journal pro-chinois, *l'Humanité Nouvelle* (organe de presse des groupes dits « marxistes-léninistes », futur Parti communiste marxiste léniniste de France : pour la plupart d'anciens communistes encartés défendant les thèses maoïstes), entretient d'autant plus la possibilité de confusion, ce qui pousse les communistes à préciser que l' « Humanité n'a rien à voir avec la feuille qui usurpe son nom glorieux et se voudrait « nouvelle ». »[191] La Fédération de la Vienne manifeste donc son hostilité à l'égard des groupes se situant politiquement à sa gauche avec une réactivité et une ampleur importante. Cet événement nous permet de relever les éléments récurrents de la logique dialectique employée par les communistes pour dénigrer ces militants. Ces « « groupuscules gauchistes », souvent avec l'accord et l'appui de certains services de police du pouvoir »[192] cherchent donc, selon le PCF, à briser l'unité de la classe ouvrière, que le PCF s'échine à réaliser dans l'intérêt de tous les travailleurs. De plus, l'impopularité de ces dégradations pourrait « créer la confusion et détourner contre les communistes la colère de la populations. »[193] Ce discours sera repris, martelé, quasiment mot pour mot à chaque coup d'éclat émanant des groupes militant à la gauche du Parti communiste.

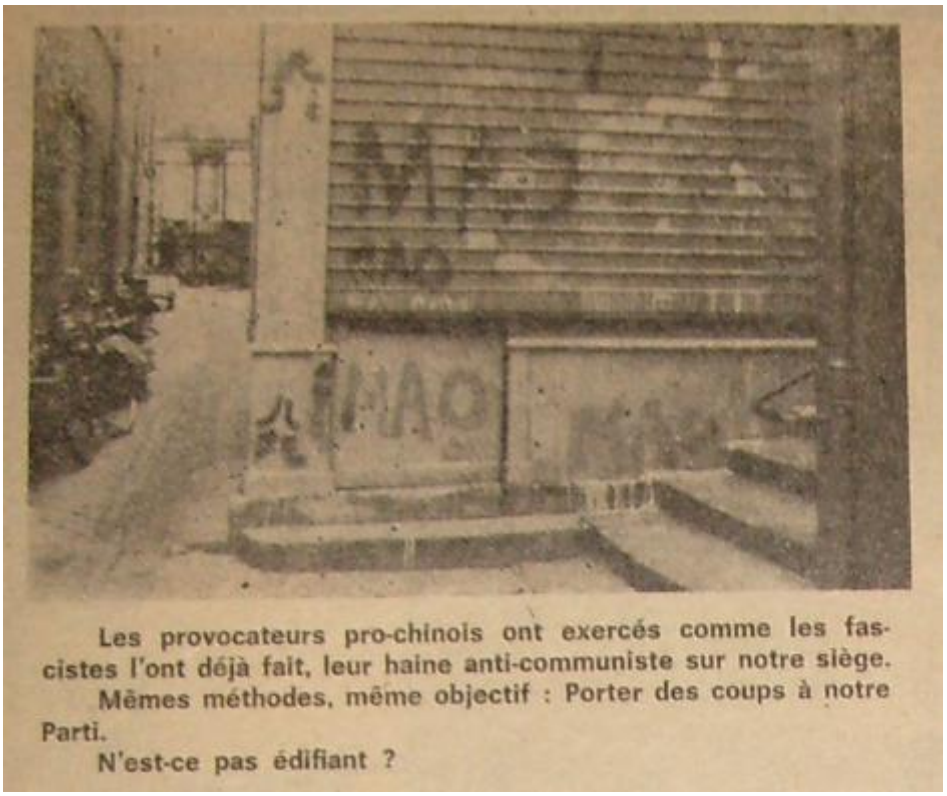
L'autre méthode consiste à cibler les « ennemis du Parti, »[194] en associant maoïstes et fascistes. C'est le cas à l'occasion d'une conférence sur la situation au Vietnam, organisée le 3 février 1967 par les pro-chinois, qui donne l'occasion à un groupe fascistes de se manifester devant la Maison du peuple, lieu du *meeting.* Selon les communistes, les gauchistes ayant pris peur face aux militants d'extrême-droite, ils se sont retrouvés seuls pour évacuer la Maison du Peuple, refoulant ainsi les fascistes qui se replièrent vers la permanence du PCF en essayant de la vandaliser, sans y parvenir, les militants de garde veillant. La veille, cette même permanence avait déjà été agrémentée d'inscriptions (la mention « mao » inscrite quatre fois à la peinture). Cette situation permet donc aux communistes de se détacher de ces éléments « provocateurs » : « les pro-chinois et les fascistes [qui] se retrouvent unis par l'anticommunisme et pour diriger leurs coups contre le Parti Communiste Français. »[195] C'est également l'occasion pour eux de se démarquer plus particulièrement des maoïstes, qui revendiquent une « unité d'action » avec les communistes dans l'évacuation de la Maison du Peuple :

[190] *Ibidem.*
[191] *Ibidem.*
[192] *Ibidem.*
[193] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.
[194] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 12 février 1967.
[195] *Ibidem.*

> « Les communistes n'ont rien à voir avec les quelques individus qui se livrent à la propagande des thèses chinoises, ils n'ont rien à voir avec ceux dont la collusion avec les fascistes vient d'être amplement démontrée, les uns et les autres furent chassés de la Maison du Peuple par les antifascistes. Il n'y a pas eut [sic] et il n'y aura pas d'unité d'action avec les ennemis de notre Parti, quelqu'ils [sic] soient… »[196]

On voit donc que la Vienne, et surtout Poitiers, est le théâtre d'une vie militante à la gauche du PCF qui semble régulière. Pourtant, le milieu à l'origine de cette activité maoïste – qui, selon les communistes, se résume à des collages d'affiches, de journaux muraux (*dazibaos*), parfois des inscriptions murales, et la distribution de *l'Humanité Nouvelle* – est très réduit : selon les informations données par le groupe marxiste-léniniste lors d'un entretien avec le journal *la Nouvelle République*, et reprises dans la presse communiste, ce groupe serait constitué de seulement quatre étudiants, dont « Alain FRANCOIS et MALHOMME. »[197] En comparaison des effectifs du Parti dans la Vienne, et des organisations de masse qui gravitent autour, ces quatre militants semblent donc mobiliser l'attention de la Fédération de façon démesurée. L'impact de leur propagande, étant donné leur nombre, peut être considéré comme quasiment nul, mais les communistes se sentent visiblement obligés de réagir à chacun de leurs coups d'éclats, considérés comme des provocations. Cette réactivité qui parait démesurée, montre que le Parti refuse de ne laisser ne serait-ce qu'un pouce de terrain dans le champ de la lutte pour le communisme. C'est le PCF, uniquement, qui doit rassembler les travailleurs sous sa bannière afin de construire le socialisme. Et si cette période est caractérisée par une politique de recomposition de la gauche par le Parti, qui s'ouvre à la gauche non communiste, cette union doit être menée par les communistes, et non par les socialistes. Outre les divergences idéologiques évidentes qui opposent les communistes aux maoïstes, c'est également dans cette logique de recomposition que le PCF ne peut pas se permettre de ne pas dénoncer les actes des marxistes-léninistes, et de ne pas revendiquer que les seuls garants de la pensée marxistes, ce sont les membres du Parti.

[196] *Ibidem.*
[197] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.



Les provocateurs pro-chinois ont exercés comme les fascistes l'ont déjà fait, leur haine anti-communiste sur notre siège.
Mêmes méthodes, même objectif : Porter des coups à notre Parti.
N'est-ce pas édifiant ?

Dénonciation des coups d'éclats maoïstes, 1967[198]

Le milieu maoïste est donc relativement réduit, mais mobilise l'attention de la Fédération. Il va désormais nous falloir voir comment l'année 1968 donne de l'audience à la pensée Mao Tsé-toung, et devient un problème de plus grande importance pour le PCF.

B/ Le tournant de 1968 : le PCF sous le feu des critiques

L'année 1968, par son contexte politique particulier, constitue une charnière dans l'histoire du PCF. Alors que le mois de mai voit l'édification d'un mouvement contestataire parisien d'une ampleur considérable, impulsé par les étudiants – dont les aspects gauchistes sont évidemment dénoncés par le Parti – puis rejoint par les ouvriers occupant leurs usines, suivant les mots d'ordre de la CGT, dans la Vienne, le mouvement est seulement marqué par une manifestation de 6 000 personnes lors de la journée d'action nationale du 13 mai,[199] ainsi que par le décompte de 15 000 grévistes (concentrés sur le bassin ouvrier de Châtellerault) et la formation de nombreux Comités d'action pour un gouvernement populaire et démocratique.[200] Parallèlement, le régime communiste tchécoslovaque est profondément réformé sous l'impulsion de Dubcek qui prône un socialisme un visage humain. Devant

[198] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 12 février 1967.
[199] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 19 mai 1968.
[200] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 2 juin 1968.

l'inquiétude de l'URSS de voir s'y installer un régime bourgeois, des négociations sont ouvertes, mais n'aboutissent pas et conduisent à l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie, ainsi qu'à la normalisation de la Tchécoslovaquie. Devant ces événements, la position des Partis communistes européens est multiple : alors que le PC italien se démarque nettement du PCUS, le PCF désapprouve l'intervention militaire mais ne condamne pas la normalisation et les purges du PC tchécoslovaque. Dans notre cas, la position de la Fédération, du moins de sa direction, à ce sujet est clair : « le Comité Fédéral de la Vienne approuve unanimement le Comité Central »,[201] ainsi que le blâme infligé à Roger Garaudy pour ses propos hostiles à l'URSS trop radicaux, tout en condamnant les propos et la décision consistant à démissionner du Bureau politique de Jeannette Vermeersch, la veuve de Maurice Thorez (qui, elle, aurait souhaité un soutien appuyé du PCF à Brejnev). Evidemment, il aurait été difficile pour la Fédération de montrer ostensiblement son désaccord avec la direction nationale du PCF par voie de presse. Cependant, les archives internes corroborent le fait que la direction fédérale poitevine approuve les décisions du Comité central, même si des suggestions émises durant une réunion du Comité fédéral, tendent à demander une accélération des choses : Alphonse Bouloux espère ainsi « une application rapide des accords de Moscou »[202] prévoyant que les responsables du Printemps de Prague soient relevés de leurs fonctions, et Alain Garreau se demande s'il ne faudrait pas « demander l'évacuation des troupes soviétiques. »[203]

Ces quelques remarques mises à part, la direction suit donc les directives centrales à la lettre. Cependant, et comme à l'échelle nationale, le contexte de 1968, les événements marquants de l'année et les positions que le PCF a pris vis-à-vis de ces derniers font réfléchir les communistes, notamment dans un certain milieu : « De nouveau, les intellectuels se mobilisent. *Les Lettres Françaises* avaient pris fait et cause pour les intellectuels tchécoslovaques tout au long de l'année 1968. »[204] Dans la Vienne, l'une des principales tâches assignées aux dirigeants est ainsi de travailler « en direction des intellectuels à partir des problèmes de la rentrée et en tenant compte des nécessités particulières dans la lutte contre le gauchisme. »[205] En effet, les critiques émanant de la gauche du PCF, remettant en cause les positions du Parti communiste trouvent de plus en plus d'écho dans ses propres rangs. Faisant effet à partir de 1969, les attaques dirigées contre le Parti se traduisent par

[201] AFVPCF : « Poitiers 64-70 », *SDV* du 3 novembre 1968.
[202] AFVPCF : « 67-68 », *Compte-rendu de la réunion du Comité fédéral réuni le 27 septembre 1968.*
[203] *Ibidem.*
[204] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.355.
[205] AFVPCF : « 67-68 », *Compte-rendu de la réunion du Comité fédéral réuni le 27 septembre 1968.*

plusieurs faits : tout d'abord, les premières démissions pour motif de désaccord politique sont enregistrées. La première que nous ayons retrouvée est celle de Daniel Moinard, et date de juillet 1969. Le militant démissionnaire s'explique clairement, en quelques lignes :

> « Etant donnée l'attitude du PCF lors du dernier congrès des PC à Moscou, attitude que j'aurais souhaitée semblable à celle du PCI, qui a tenu à marquer sa solidarité avec le peuple tchécoslovaque contre ses agresseurs. Etant donnée d'autre part la position adoptée par le Parti à l'égard des intellectuels communistes qui écrivaient dans cette admirable revue qu'est « Politique aujourd'hui », il n'est plus possible d'être considéré comme membre du Parti Stalinien français. »[206]

Une autre implique Jean Dupain, manutentionnaire de son état. Celui-ci, dans une lettre où la simple déception, le dépit est plus perceptible que la colère, et témoigne plus d'un éloignement vis-à-vis du Parti que d'une rupture définitive, d'où le ton amical employé, déplore le fait que « pas mal de camarades de la Fédé avaient une fâcheuse tendance à s'embourgeoiser », mais aussi « une certaine mollesse dans la politique générale du Parti. »[207] Il tient tout de même à se détacher des anarchistes et des maoïstes, mais reconnait qu'un mouvement social viable « aura besoin de s'appuyer sur un parti politique, seulement il n'y en a malheureusement pas (pas même le Parti Communiste), les événements de Mai 68 l'on [sic] hélas démontrer. [sic] »[208] On voit donc que les événements de 1968, malgré le fait que le mois de mai permet au Parti et à la Fédération locale d'attirer de nombreux nouveaux adhérents, cristallisent dans le même temps des critiques qui font entrer certains membres en rupture avec la ligne politique adoptée par le PCF. Dans d'autres cas, ils poussent certains cadres à simplement s'en détacher, sans pour autant formuler leur démission. C'est le cas d'Alphonse Bouloux, vétéran illustre de la Fédération de la Vienne, qui assuma plusieurs mandats de député et de sénateur, qui mène dans la cellule de la Cueille à laquelle il est rattaché une campagne de solidarité avec les responsables du Printemps de Prague, réfutant ainsi les propos qu'il tenait en faveur de l'application des accords de Moscou et de la normalisation lors de la réunion du Comité fédéral de septembre 1968. En effet, peu après la Conférence fédérale du 31 janvier et 1er février 1970, la cellule de la Cueille envoie un compte-rendu de réunion de cellule à la direction fédérale, où elle se désole de l'éviction de Dubcek et de la déchéance de la nationalité tchécoslovaque infligée à l'écrivain Artur London, en estimant que ces décisions n'étaient pas conformes à la démocratie et au centralisme,[209] afin que celui-ci soit publié dans le journal de la Fédération. Les derniers mots de la lettre envoyée à la direction fédérale montre alors à quel point la cellule se démarque de

[206] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de démission de Daniel Moinard*, le 21 juillet 1969.
[207] AFVPCF : « Poitiers 64-70 », *Lettre de démission de Jean Dupain*, le 21 novembre 1969.
[208] *Ibidem.*
[209] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Compte-rendu de réunion de la cellule de la Cueille*, 1970.

sa direction : « Ce compte-rendu ne paraitra pas. C'est une atteinte à la démocratie dans le Parti, concernant des faits qui mettent en cause notre conception du socialisme. »[210] Cette défiance fait donc l'objet d'un traitement spécial, mais délicat de la part de la direction. Paul Fromonteil envoie donc une lettre au Secrétariat du Comité central expliquant les tenants et les aboutissants de cette fronde. Il identifie ainsi le moteur de cette position : « l'impulsion d'une telle orientation politique est donnée par le camarade Alphonse BOULOUX. La cellule de La Cueille est la cellule d'Alphonse BOULOUX, je me permets de dire qu'elle est son « domaine réservé ». »[211] La situation est donc particulière puisque Bouloux est un membre historique de la Fédération de la Vienne, ce qui rend l'affrontement délicat. Celui-ci plie tout de même à la Conférence fédérale et vote, à regret, pour la motion condamnant la position de Garaudy. Cependant, le secrétaire fédéral souligne que malgré la discussion engagée avec lui « avec le souci de faire avancer dans le sens d'une meilleure compréhension de [leur] politique, » « les désaccords s'approfondissent. »[212] La Fédération se voit donc dans l'obligation de recadrer certains de ses membres, c'est précisément l'objet de la lettre envoyée à Paris : tout en expliquant que les militants de la seule cellule où Bouloux trouve un écho, celle de la Cueille, feront l'objet d'une réunion avec leurs responsables de section où leur seront rappelés « très fermement les principes d'organisation et de fonctionnement du Parti »[213], Fromonteil demande au Comité central d'envoyer Raoul Calas à Poitiers afin qu'il participe au repas des vétérans organisé à l'occasion du 50ème anniversaire du PCF et que l'attention soit détournée de Bouloux à son profit.

On remarque donc que si jusqu'en 1968, le problème du gauchisme reste extérieur au PCF et que le Parti fournit un travail de réaction à leur activité, le Printemps de Prague – et surtout la normalisation qui s'ensuit – et mai 1968 viennent bouleverser cet état de fait et introduisent le phénomène gauchiste au sein de l'organisation partisane, qui conduit à des démissions et à des remises en question de la ligne politique choisie par le PCF ou la Fédération. La question gauchiste prend donc de plus en plus de place dans le plan de travail de la direction fédérale, et aussi dans les débats. Ainsi, certains dirigeants prônent une position que nous qualifierons d'offensive vis-à-vis des mouvements militant à la gauche du Parti. André Laumont, estime ainsi qu'il est préférable de « ne pas discuter idéologiquement avec les gauchistes et [de] créer les conditions pour qu'il n'y ait plus de distribution de matériel »[214] et Eliane Mathon indique

[210] *Ibidem.*
[211] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre au Secrétariat du C.C.*, de Paul Fromonteil, 1970.
[212] *Ibidem.*
[213] *Ibidem.*
[214] AFVPCF : « 67-68 », *Compte-rendu de la réunion du Comité fédéral réuni le 27 septembre 1968.*

la « nécessité de lutter sur 2 fronts : « « l'hostilité de droite » et « le gauchisme qui nie toute valeur de l'action revendicative ». »[215] On remarque donc que l'année 1968 place presque pour le PCF le combat contre les gauchistes au même niveau que le combat contre le gaullisme, la réaction et pouvoir en place. Alors que la Fédération ciblait ses attaques contre les gauchistes lors de moments précis, en réaction à des actes ponctuels émanant des maoïstes notamment, l'année 1968 marque l'apparition d'un travail de fond, d'un combat régulier des communistes afin de contrer les idées et l'activité des mouvements radicaux. *La Semaine de la Vienne* d'août 1968 nous fournit une idée de la teneur de ce travail idéologique en réaction à l'accroissement de l'influence gauchiste. Relayant un éditorial rédigé par le Secrétaire fédéral charentais André Soury, les communistes de la Vienne diffusent un texte qui appelle à combattre « l'infection gauchiste »[216], ce « facteur de désorganisation du Mouvement Ouvrier et Démocratique », estimant que « Cohn-Bendit, Sauvageot et autres Gesmard ont rendu à la grande bourgeoisie un très grand service » en offrant sur un plateau la victoire aux élections législatives à l'UNR. Le Parti semble donc substituer à une campagne pour ses idées, une campagne contre ses ennemis politiques : « occupé à combattre l'opportunisme de gauche, le Parti semble oublier la lutte contre l'opportunisme de droite y compris dans sa propre ligne politique. »[217] Or, nous l'avons vu, les positions du PCF sont finalement ressenties comme trop faibles par les militants – trop faibles face au PCUS qui envahit la Tchécoslovaquie et épure le Parti communiste tchécoslovaque, et trop faibles dans le contexte de la vacance du pouvoir en mai 68 – et provoquent des départs ; les gauchistes recueillent alors une audience et de l'adhésion au sein du mouvement social. La stratégie du PCF semble donc favoriser les conflits et les départs. Cependant, il faut voir, comme nous l'avons dit, que si la grève a été suivie durant le mois de mai, nous n'avons pas assisté dans la Vienne à un mouvement social de grande ampleur. Le mouvement étudiant qui arrive plus tard que 1968, comme l'a montré Jules Aimé[218], pour débuter à la fin de l'année 1970, peut toutefois être interprété comme une conséquence et une cause de la désaffection de nombreux militants du Parti, tentés par la gauche du PCF.

[215] *Ibidem.*
[216] AFVPCF : « Poitiers 64-70 », *SDV* du 4 août 1968.
[217] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Daniel Surrault*, 25 mai 1971.
[218] AIME Jules, *Mai 68 en hiver*, mémoire de Master en Histoire contemporaine sous la direction de Christine Manigand, Université de Poitiers, 2008.

C/ 1971 : la fuite des cerveaux

Dès 1968, encore plus à partir de l'année 1969, qui voit le PCF soutenir la normalisation en Tchécoslovaquie, la Fédération entame un travail contre les gauchistes, en leur reprochant de faire le jeu du pouvoir et de la réaction. Cette campagne est ciblée, nous l'avons évoqué, par un plan de travail de 1968 vers les intellectuels, milieu où les mouvements situés à la gauche du PCF sont particulièrement actifs, et recueillent de plus en plus d'attention. L'étude de la presse de cellules montre à quel point la Fédération a ciblé le fond de sa propagande. En effet, alors que les cellules d'entreprises axent leur argumentation autour des acquis de mai 68 et des accords de Grenelle pour les ouvriers, les bulletins rédigés par les étudiants ou par les professeurs consacrent de nombreux articles à la bataille contre les gauchistes. Le *Bulletin de la cellule Paul Eluard*, rédigé par les cellules regroupant les professeurs de Poitiers, est le plus virulent concernant cette lutte contre le gauchisme. Dès le mois de mai 1968, c'est ce titre qui se montre le plus violent en condamnant, dans le feu de l'action, les manifestations étudiantes du quartier Latin, et les violences commises par les « sectes », les « faux-révolutionnaires », les « ultras-gauchistes »[219] qui tiennent la faculté de Nanterre. Comprenant la colère étudiante provoquée par la politique gaulliste, le bulletin condamne tout aussi fermement les militants « anarchistes, maoïstes, trotzkystes, probablement manipulés par la police »[220] qui offrent selon eux au pouvoir le rapport de force qu'il cherchait, et font diversion. L'argumentaire se conclut sur des propositions de réforme avancées par le PCF afin de résoudre les problèmes de l'éducation (création de facultés, d'IUT, d'une allocation étudiante) qui marquent d'autant plus le décalage du Parti avec le contexte insurrectionnel créé par les étudiants parisiens. La conclusion du pamphlet le confirme :

> « Il n'y a qu'une voie pour faire aboutir la revendication légitime d'une université démocratique. Ce n'est pas organiser des commandos dans le style du 6 février 1934 ou de jouer les guerilleros dans la jungle de la rue Monge – mais de travailler patiemment à l'union des forces de gauche, d'organiser la lutte de masse des enseignants et des étudiants unis aux travailleurs et à leurs organisations. »[221]

On retrouve donc ici le schéma habituel qui consiste à faire passer l'activité politique à la gauche du PCF comme similaire à celle des fascistes, et faisant le jeu du pouvoir en place. A cela, le Parti communiste préfère travailler à l'union de tous les travailleurs, se retrouvant dans les urnes afin d'instaurer un gouvernement promulgant des réformes démocratiques. Dans ce sens, les premières années de la décennie 1970 vont être marquées dans la presse des cellules intellectuelles du PCF de la Vienne par une incessante campagne contre les

[219] AFVPCF : « Poitiers 64-70 », *Bulletin de la Cellule Paul Eluard,* mai 1968.
[220] *Ibidem.*
[221] *Ibidem.*

gauchistes. Cette campagne et l'utilité qu'elle a eue sont difficiles à estimer. Celle-ci est de toute façon un échec. Les démissions, qui – nous le verrons – pleuvent au début des années 1970, montrent clairement que cette propagande n'a pas réussi à endiguer les aspirations gauchistes des intellectuels communistes poitevins. Beaucoup empruntent le même chemin que Jean-Louis Houdebine, qui explique : « En ce qui me concerne, c'est la rupture définitive avec le PC, en 71-72, qui me décidera à partir, après un bref passage chez les «maoïstes» poitevins. »[222] En prenant le problème dans l'autre sens, on peut même se demander si cette attention constante du PCF portée aux mouvements se trouvant sa gauche, n'a pas forcé les militants à s'y intéresser, et parfois à y trouver des choses intéressantes, ou encore à estimer que la violence employée dans les propos à leur encontre était injustifiée. Les archives retrouvées montrent par exemple qu'un couple de militants communistes pictaviens, les époux Renaud, en vient à écrire une lettre vraisemblablement adressée au comité de rédaction de *la Nouvelle critique* puis transmise à la direction fédérale de la Vienne en mars 1972. Excédés par l'attitude systématiquement hostile de la revue littéraire communiste vis-à-vis des écrits qui se permettent de suggérer qu'on discute de la question chinoise, les Renaud estiment par exemple que « réduire une note ferme, certes, mais clairement argumentée, mesurée, témoignant d'une critique saine, à un vulgaire anti-communisme, revient à faire preuve de la plus regrettable (scandaleuse) intolérance, d'un refus de discuter d'une question réelle. » [223] On voit donc que les efforts fournis par le Parti pour dénigrer tout cautionnement d'engagement politique gauchiste sont parfois perçus comme trop extrêmes, et provoquent des critiques. La situation est d'autant plus significative que la note en question provient de la revue littéraire *Promesse,* où Houdebine était actif dans les années 1960. Cette revue avait été estimée « prometteuse » par Claude Prévost, qui s'en méfiait toutefois étant donné que « les camarades qui y écrivent le font en dehors de tout contrôle du Parti et il est hors de doute que ce statut les séduit. »[224] Si sur ce point, le responsable intellectuel avait vu juste, il fut moins visionnaire concernant ses appréciations au sujet d'Houdebine, dont il considérait que « ses liens intellectuels et idéologiques se renforcent avec le Parti »[225] – sa trajectoire politique a montré le contraire – et surtout de Jean-Marc Bermès, qu'il considère dans le même rapport parmi les intellectuels comme « politiquement le plus solide. » On retrouve en effet ce dernier dans l'affaire de réajustement idéologique la plus importante dont nous ayons une trace sur

[222] HOUDEBINE Jean-Louis, *op. cit.*, p.53.
[223] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre des époux Renaud*, 19 mars 1972.
[224] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Note à l'attention du Bureau fédéral sur la situation parmi les intellectuels à POITIERS*, 1967.
[225] *Ibidem.*

notre période. Il fait en effet partie du comité de rédaction d'une revue intellectuelle communiste poitevine, *Interventions.* Vraisemblablement créée au début de l'année 1972 par quatre étudiants – Bernard Liège, Jean-Marc Bermès, Gérard Samitier et Jean-Paul Nambot – cette publication ronéotypée est dès le premier numéro repérée par le Comité fédéral, qui publie un texte exprimant une vive réprobation vis-à-vis des positions idéologiques avancées par les quatre étudiants :

> « Le Comité Fédéral met fraternellement en garde les camarades concernés contre la persistance dans une attitude illogique qui les amènerait nécessairement à entrer en lutte contre l'ensemble de la politique du Parti. Il leur demande de réfléchir sur les derniers développements politiques d'une partie du groupe « TEL QUEL » et des autres revues annexes, liés à l'offensive idéologique de la bourgeoisie qui trouve dans le « maoïsme » et ses succédanés la cautions « théorique » pour l'anti-communisme « de gauche » dont elle a besoin. C'est pourquoi le Comité Fédéral demande aux camarades d'Interventions, à l'égard de tous ces problèmes, une prise de position claire et sans équivoque. »[226]

Une fois de plus, le fond du problème reste donc l'idée que l'on puisse demander un débat sur le communisme chinois, ce qui semble inacceptable pour le Parti. Or, si le blâme semble émaner d'une rupture profonde de la revue avec le Parti, la position des membres d'*Interventions* exprimée suite à la menace de retirer la revue de la vitrine de la permanence montre au contraire *a priori* l'attachement de ces étudiants au PCF, qui tout en défendant leur position, n'en manifestent pas moins une cordialité et une conciliation qui, en plus des volontés qu'ils expriment, témoignent de leur souhait de rester au Parti. La réponse adressée par les rédacteurs de la revue va donc clairement dans ce sens :

> « Quant à l'amorce d'une ligne politique, si tel était le cas, nous ne serions pas membres du Parti, et si quelques camarades parisiens ont cru bon de quitter le Parti cette dernière période (il s'agit ici d'une position subjective que nous ne saurions cautionner) nous ne prendrions pas ce chemin car nous sommes en accord avec les analyses politiques du Parti qui servent de base à sa réflexion et à sa pratique. »[227]

Le désaveu que leur inflige le Comité fédéral deux jours plus tard semble donc relativement disproportionné tant la distance prise avec la ligne politique par les rédacteurs d'*Interventions* semble mince, ceux-ci demandant juste que l'on puisse débattre de la question chinoise. La situation n'évolue pourtant pas dans la voie de l'apaisement puisque le Comité de section de Poitiers-Est décide quelques jours plus tard de relever celui qui semble être le moteur de la revue, Bernard Liège, de ses fonctions au sein du Secrétariat de section. Ici encore, la situation aurait pu s'envenimer, et la rupture aurait pu se consommer. Cependant, là encore, le militant mis en cause réaffirme dans une lettre au Comité fédéral son attachement

[226] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Déclaration du Comité fédéral,* 11 mars 1972.
[227] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Le Comité de rédaction d'*Interventions *au Bureau Fédéral du Parti (Vienne),* le 9 mars 1972.

au Parti et reformule l'intention d'y rester, si possible en conservant ses responsabilités dans sa section. La défense se fait pourtant plus offensive et le jeune militant invoque la partialité de la critique des directions fédérale et de section, qui se sont uniquement basé sur le ton polémiste de la revue, et non sur le fond. La question chinoise est évidemment au cœur du sujet, et l'approfondissement du débat par voie épistolaire permet de mettre à jour les accointances de Bernard Liège avec le mouvement maoïste, bien que celui-ci s'en distingue (pour lui, la plupart de ceux qui s'en réclament n'ont rien compris à la pensée Mao Tsé-toung, comme ceux de *la Cause du Peuple,* revue attachée à la Gauche prolétarienne). Celui-ci n'invoque ainsi plus la seule nécessité de débattre de la question chinoise au sein du Parti, mais affirme :

> « J'ai exprimé clairement que je considérais la pensée Mao-tsé-toung comme continuation/approfondissement du marxisme-léninisme, ainsi que mon soutien pour la politique intérieure suivit [sic] par les camarades chinois, considérant comme le camarade S. Carillo, secrétaire général du P.C.E., que « la révolution culturelle a consolidé le socialisme en Chine. »[228]

Le jeune militant reconnait donc cautionner la politique de République populaire de Chine, mais estime que ce point de désaccord vis-à-vis de la ligne du PCF ne doit pas être un motif d'exclusion. « En effet, le parti a souvent affirmer [sic] que des désaccords sur tel ou tel point de la politique du parti n'impliquait nullement l'exclusion du parti ou la destitution des fonctions, pourvu que ces désaccords ne soient pas affirmés publiquement, ce que je m'engage à faire. »[229] A ce titre, Liège choisit de s'appuyer sur un exemple relativement imparable : celui de Jeannette Vermeersch qui avait démissionné de la direction du Parti après avoir vivement critiqué la ligne du PCF concernant l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, et dont le Parti souhaitait la réintégration. En partant de ce principe, il demande donc à sa hiérarchie pourquoi la veuve de Maurice Thorez pourrait conserver sa place au Comité central en dépit des critiques publiques qu'elle a adressées au Parti, et pas lui. L'équipe rédactionnelle d'*Interventions* n'a pas été exclue, la suite des événements le montre, mais continue dans la voie dissidente qu'elle s'était tracée. Les cartons de la Fédération nous livrent ainsi une lettre de Liège adressée à la rédaction de *l'Humanité* afin de protester contre l'anti-maoïsme que le journal pratique, deux mois après la parution d'*Interventions.* Le dénouement survient en septembre 1972, avec la démission du PCF de trois des quatre membres de la rédaction de la revue cités plus haut (nous n'avons pas d'information concernant Jean-Paul Nambot) ainsi que de Françoise Bermès, Emmanuel Garnier, Alex

[228] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Bernard Liège aux membres du Comité fédéral,* 24 mars 1972.
[229] *Ibidem.*

Lainé, Annick Pradeau et Guy Wallet. Dans une lettre collective faisant office d'autocritique, les « militants révolutionnaires » décident d'expliquer ce qui les pousse à quitter l'organisation partisane en résumant succinctement : « Le P.« C. ».F. est un parti « ouvrier-bourgeois » pratiquant le révisionnisme et non le marxisme-léninisme »[230] avant de détailler leur propos. La première raison les ayant poussés à quitter le Parti est la signature du Programme Commun avec le Parti socialiste qui, selon eux, « ne permet nullement d'ouvrir la voie au socialisme. »[231] Sur l'ensemble de notre période, le PCF, et la Fédération de la Vienne, n'ont eu de cesse d'appeler à l'union de la gauche (PS, PSU et PCF), or, ces militants étaient conscients de la voie choisie par leur organisation. Leurs efforts précédents pour rester au sein du Parti prennent donc une toute autre lumière que ceux démontrant un attachement fort au PCF, pour finalement témoigner d'une volonté de créer une tendance au sein de la Fédération, afin de lui faire adopter une voie plus radicale que la ligne impulsée par la direction. La signature du Programme commun signifie donc leur échec, et explique que ces militants n'aient plus de scrupule à démissionner. L'échange est ici beaucoup plus vif et percutant, et les rédacteurs de la lettre de démission, loin de livrer l'autocritique annoncée, passent en revue les nombreux points de désaccords qu'ils entretiennent avec la ligne politique du PCF. Appuyant leur propos par de nombreuses citations, opposant les écrits de Marx ou Lénine à ceux de Marchais ou à des passages de *l'Humanité*, les militants démissionnaires dénoncent la position du Parti concernant la question de l'Etat, le choix du pacifisme comme voie exclusive de passage au socialisme, constatent l' « hégémonie idéologique bourgeoisie-révisionniste »[232] qui condamne l'avant-garde littéraire symbolisée par des revues telles que *Promesse* ou *Tel Quel*, et surtout la République populaire de Chine, dont ces militants n'hésitent plus à se réclamer. Opposant les réalisations de Mao comme la Révolution culturelle, aux « révisionnistes-khrouchteviens »[233]qui abandonnèrent le principe de dictature du prolétariat, et pratiquent selon eux le social-impérialisme, ces militants quittent le Parti en expliquant vouloir lutter de la même façon et pour les mêmes buts que ceux qu'ils espéraient trouver au PCF : « en communistes, c'est-à-dire sur les bases du marxisme-léninisme, et de la pensée-mao-tsé-toung, pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. »[234]

[230] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de démission de Bernard Liège, Jean-Marc Bermès, Gérard Samitier, Françoise Bermès, Emmanuel Garnier, Alex Lainé, Annick Pradeau et Guy Wallet à Paul Fromonteil*, 19 septembre 1972.
[231] *Ibidem.*
[232] *Ibidem.*
[233] *Ibidem.*
[234] *Ibidem.*

Le Programme Commun entérine donc la voie réformiste que le PCF s'était tracée et anéantit les espoirs d'une frange de militants souhaitant voir le Parti adopter une voie strictement révolutionnaire. Et cette frange ne se limite guère au seul comité de rédaction d'*Interventions* : en effet, l'année 1972 est émaillée de nombreuses lettres de démission dans lesquelles la Fédération et le Parti sont systématiquement critiqués sur les mêmes points. Trois lettres nous permettent de faire une synthèse de ces griefs : celles d'Alice Pagenault (qui refuse sa carte en 1972 après 43 ans de militantisme au PCF), de Michèle Bureau (étudiante poitevine) et de Liliane Garnier. Dans un premier temps, c'est d'abord la teneur du Programme Commun qui pousse ces militantes à rompre leur engagement auprès du Parti : alors que Michèle Bureau en dénonce la « ligne erronée et profondément révisionniste »[235], que Liliane Garnier est convaincue qu'il « ne peut ouvrir la voie au socialisme »[236] et dénoncent ainsi la conception de l'Etat formulée par le PCF rompant radicalement avec celle de Lénine (les deux militantes citent *L'Etat et la Révolution*), Alice Pagenault insiste davantage sur le fait que le « Programme réformiste, uniquement électoral » a « été établi de manière non-démocratique », qui « tombe d'en haut sans que personne n'en ait entendu parler, avec « obligation de le diffuser massivement et de le faire approuver ». »[237] Par ailleurs, toutes sont marquées par la situation du communisme international. Tout d'abord, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, la normalisation qui s'en est suivie ainsi que la position du PCF vis-à-vis de ce conflit a laissé des traces : Alice Pagenault explique alors avoir songé à démissionner « à partir de l'invasion de la Tchécoslovaquie, de « la normalisation » » et reproche au Parti « d'orienter sa politique en fonction de celle de l'Union Soviétique. »[238] Employant d'autres termes, les deux autres militantes dénoncent le « social-impérialisme » de l'URSS et sa ligne « révisionniste » [239] derrière laquelle le PCF se range docilement. On remarque donc que les critiques émises par Michelle Bureau et Liliane Garnier sont teintées d'un lexique se rapprochant de celui employé par les membres d'*Interventions*, et que n'emploie pas Alice Pagenault. En effet, si celle-ci trouve de nombreux points d'accords avec les deux jeunes militantes, elle cherche explicitement à se démarquer des mouvements gauchistes et se demande « comment ne pas s'inquiéter de voir

[235] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Michèle Bureau à la cellule du centre,* 17 octobre 1972.
[236] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Liliane Garnier à Paul Fromonteil,* 18 novembre 1972.
[237] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre d'Alice Pagenault aux camarades de la Vienne,* 1972.
[238] *Ibidem.*
[239] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Michèle Bureau à la cellule du centre,* 17 octobre 1972 ; *Lettre de Liliane Garnier à Paul Fromonteil,* 18 novembre 1972.

une partie de la jeunesse, la meilleure peut-être, bouder le Parti, rallier d'autres formations politiques même gauchistes ou réactionnaires ? »[240] Les deux autres lettres des militantes montrent pour leur part un attachement certain à la cause chinoise : le lexique employé, nous l'avons déjà souligné, nous le montre, et elles ne s'en cachent de toute façon pas du tout. Toutes deux évoquent la « campagne de calomnies contre la Chine et se Grande Révolution Culturelle Prolétarienne »[241] et « la censure à l'égard de tout ce qui peut être écrit sur la Chine ou de tout ce vient de la Chine. »[242] Elles se rejoignent également lorsqu'elles évoquent leur scepticisme concernant la composition sociale du Parti et de la Fédération : tandis que l'une dénonce « la collusion bourgeoisie-révisionnisme »[243], l'autre se demande « où sont les « prolos » dans le Bureau Fédéral ? : des intellectuels ouvriéristes ou une aristocratie ouvrière depuis longtemps coupée des masses. »[244] On voit donc que cette vague de démissions est due à un certain nombre de facteurs communs, malgré des lignes différentes – Michelle Bureau et Liliane Garnier sont clairement imprégnées par l'idéologie maoïste, tandis qu'Alice Pagenault semble plus relayer les griefs principaux à l'égard du PCF énoncés par Garaudy, Tillon, Kriegel-Valrimont et Pronteau dans leur appel de 1970 (« l'absence de démocratie ; l'incompréhension de mai 1968 ; l'abandon de la Tchécoslovaquie ; l'obéissance du P.C.F. à l'Union soviétique »[245]) – qui conduisent tous à une rupture avec le Parti, mais pas avec le communisme. Ainsi, nos trois militantes concluent leurs lettres de démission en réaffirmant leur fidélité à l'égard de l'idéal communiste : Alice Pagenault affirme ainsi être sûre qu'à force de critiques, le PCF deviendra « un grand Parti de masse « héritier des traditions démocratiques et révolutionnaires du peuple français » (Statuts du P.C.F. Préambule) »[246], et Liliane Garnier et Michelle Bureau, à l'image des membres d'*Interventions,* quittent le Parti « en communiste, marxiste-léniniste, c'est-à-dire sur la base de la pensée maotsé-toung [sic]. »[247]

Liliane Garnier ajoute à cette « base » un élément qui permet de comprendre l'origine d'une bonne partie de ces défections : elle indique en effet quitter le Parti « sur la base du

[240] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre d'Alice Pagenault aux camarades de la Vienne,* 1972.
[241] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Michèle Bureau à la cellule du centre,* 17 octobre 1972.
[242] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Liliane Garnier à Paul Fromonteil,* 18 novembre 1972.
[243] *Ibidem.*
[244] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Michèle Bureau à la cellule du centre,* 17 octobre 1972.
[245] FAUVET Jacques, *Histoire du P.C.F., 1920-1976,* Paris, Fayard, 1977, p.577.
[246] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre d'Alice Pagenault aux camarades de la Vienne,* 1972.
[247] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Michèle Bureau à la cellule du centre,* 17 octobre 1972.

marxisme-léninisme, de la pensée Mao Tsé-toung et du mouvement de Juin 1971. »[248] Cette précision nous donne une indication sur cet intérêt soudain porté par une frange de la jeunesse intellectuelle communiste pour les idées maoïstes, elle nous permet de relier la situation poitevine à un contexte particulier. Celui-ci est tout d'abord à mettre en relation avec des événements d'envergure nationale : il y'a tout d'abord, nous l'avons souligné, la signature du Programme Commun qui vient entériner la ligne réformiste du PCF et anéantit tout espoir de retour à une stratégie révolutionnaire, mais l'année 1972 est surtout marquée par un événement important dans l'histoire du mouvement maoïste français : le 25 février 1972 est organisée à l'usine Renault de Billancourt une distribution de tracts – à grands renforts de manches de pioche – par la Gauche Prolétarienne (un groupe maoïste qui ne semble néanmoins pas implanté à Poitiers, le terrain maoïste étant occupé par les « marxistes-léninistes ») afin de soutenir des ouvriers en grève de la faim et de commémorer le massacre de Charonne survenu dix ans plus tôt . Contre toute attente, ce ne sont finalement pas les militants qui déclenchent les hostilités mais le service d'ordre de l'usine, et ce de façon dramatique. Jean-Antoine Tramoni, vigile chez Renault et ancien militaire, sort un pistolet et abat froidement Pierre Overney.[249] Face à cet événement la position du PCF reste celle qui fut la sienne depuis la fin des années 1960 : condamner à la fois les forces réactionnaires du pouvoir (symbolisées par le vigile) mais aussi et surtout les provocations gauchistes. « Mai 68 ne recommencera pas »[250] : retranscrivant de façon approximative les mots de Georges Marchais dénonçant les méthodes maoïstes, Liliane Garnier prouve ici que si de nombreuses sources associent ce meurtre à la fin de l'épopée maoïste française, à Poitiers, celui-ci constitue un facteur non négligeable de basculement du communisme partisan vers l'activisme maoïste. Cette citation de Marchais est d'autant plus significative qu'elle concerne un mouvement s'étant déroulé trois auparavant à Paris et certaines autres villes françaises, mais dont l'équivalent poitevin eut lieu de la fin de l'année 1970 au milieu de l'année 1971. Or, il est à penser que ce mouvement – essentiellement étudiant, soutenu par quelques professeurs – ait été pour beaucoup dans l'amplification de l'audience et des rangs maoïstes. Il est fort probable que les étudiants membres du PCF n'aient eu que peu de prise sur ce mouvement : la presse communiste de la Vienne dont nous disposons (et qui ne comprend hélas pas les journaux des cellules étudiantes pour la période de ce mouvement) est

[248] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Liliane Garnier à Paul Fromonteil*, 18 novembre 1972.
[249] PUECH Michel, « 40 ans après, Pierre Overney », *in A l'œil* [blog de Michel Puech sur Mediapart], http://blogs.mediapart.fr/blog/michel-puech/050312/40-ans-apres-pierre-overney, [consulté le 30 juin 2012]
[250] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Liliane Garnier à Paul Fromonteil*, 18 novembre 1972.

étonnamment silencieuse concernant le déroulement de l'agitation sociale secouant l'hiver 1970-1971, et les modes d'action qui animent celle-ci ne correspondent franchement pas à ceux préconisés par le PCF. Alors que les accidents routiers à répétitions sur l'Avenue du recteur Pinaud servent de catalyseurs à la colère étudiante, celle-ci ne se limite pas à demander des aménagements routiers mais prend également sa source de façon vraisemblable dans la frustration causée par un campus tout neuf où les étudiants ne se reconnaissent pas, dans le fait que les élites universitaires sont en décalage vis-à-vis de la masse étudiante, et peut-être tout simplement par le besoin d'action dû au « rendez-vous manqué avec mai 68. »[251]

Ce mouvement s'articule en deux parties relativement distinctes : d'octobre 1970 aux vacances de Noël de la même année, les accidents routiers du campus déclenchent des manifestations spontanées qui se soldent par quelques barricades, des heurts avec la police, quelques dégradations et une grève étudiante suivie d'une suspension de cours de deux semaines. Jusque là, la Fédération de la Vienne du PCF reste relativement solidaire du mouvement et

> « apporte son soutien aux justes revendications des étudiants et condamne avec vigueur à la fois l'intervention des forces de police et les provocations de petits groupes d'aventuriers qui créent les conditions d'une escalade de la violence. Les méthodes de vandalisme, la violence des groupes fascistes ou gauchistes, l'intervention de la police ne peuvent qu'obscurcir les problèmes posés sans y apporter l'ombre d'une solution. La solution des justes revendications étudiantes exige des formes d'action efficaces susceptible de recueillir l'appui de la grande majorité des étudiants et la sympathie de la population. »[252]

Ce communiqué de la Fédération est significatif de l'intérêt que représente le mouvement pour les communistes poitevins : sans une seule fois mentionner les revendications étudiantes (la construction d'une passerelle au dessus de l'avenue dangereuse, son éclairage et la déviation de la route de Chauvigny), les événements leur permettent une fois de plus de condamner les méthodes des gauchistes, de mettre en avant leur volonté de mettre en place des modes d'actions pacifiques et consensuels, et surtout pour une large de part du communiqué à pointer « les négligences qui ont caractérisé l'attitude de la municipalité en ce qui concerne la mise en place d'un système de voierie cohérent dans les zones d'urbanisation denses et récentes »[253] ainsi qu'à désigner Pierre Vertadier comme « triplement responsable : en tant que maire, en tant que président du District, en tant que Conseiller Général. »[254] A

[251] AIME Jules, *Mai 68 en Hiver,* Poitiers, 2008, p.39.
[252] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 27 décembre 1970.
[253] *Ibidem.*
[254] *Ibidem.*

seulement quatre mois des élections municipales, le mouvement étudiant et les accidents routiers qui l'ont lancé semblent donc offrir aux communistes poitevins une tribune visible pour dénigrer l'action du maire de Poitiers.

Cependant, à la rentrée, les aménagements réclamés ayant été obtenus, le mouvement étudiant prend une autre tournure. Alors que la rentrée de janvier 1971 se déroule dans le calme, les premiers soubresauts surviennent lors des élections d'UER : mises en place par la Loi Faure, et satisfaisant une partie des revendications de mai 68, celles-ci visent à faire participer les étudiants et les BIATOSS aux conseils universitaires. Alors que les communistes de l'UEC estiment qu'il faut se servir des acquis de cette loi et intégrer ces conseils en présentant une liste UNEF, une frange des étudiants juge cette loi trop faible et boycottent les élections, tout en venant perturber énergiquement le scrutin de la mi-janvier. Il est par ailleurs important de noter que de nombreux noms qui ne nous sont pas inconnus dans la liste présentée par l'UNEF dans le département de Philosophie, psychologie, sociologie et linguistique générale : Annick Pradeau, Alex Lainé, Jean-Paul Nambot, Jean-Marc Bermès (du comité de rédaction d'*Interventions*) et Liliane Garnier y figurent. Dans un intervalle compris entre un an et un an et demi plus tard, ces personnes démissionnent du PCF. A partir de ces élections universitaires, l'agitation reprend de plus belle, mais prend une tournure plus politique et radicale, symbolisée par deux événements majeurs : le jet d'un cocktail molotov au bal de l'ENSMA revendiqué par les maoïstes et surtout la séquestration pendant quelques heures du doyen de l'UER lettres et du recteur de l'Université. L'arrestation de cinq personnes consécutivement à cette séquestration (dont Jean-Claude Lutanie, qui démissionne du PCF en février 1970, pour « militer désormais avec les communistes marxistes-léninistes »[255]) débouche sur des manifestations marquées par des heurts avec la police, des barricades nocturnes et des dégradations. Dans le même temps, les lycéens poitevins prennent part à l'agitation, et la riposte des étudiants de droite et d'extrême droite s'organise. Dès le mois de février, un quadrillage policier se met en place dans le centre-ville pictavien et est dénoncé par la Fédération au même titre que l'agitation des gauchistes :

> « La Fédération de la Vienne du Parti Communiste Français appelle les travailleurs et les démocrates à mettre un terme à l'offensive du pouvoir contre les Libertés Démocratiques. Elle rappelle sa condamnation des violences policières, des attentas tels que ceux du bal de l'ENSMA, des actes de vandalisme et des séquestrations. »[256]

[255] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Jean-Claude Lutanie*, 11 février 1970.
[256] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 février 1971.

Les communistes se trouvent donc dans une position délicate qui consiste à dénoncer la présence policière (qui semble être bien accueillie par la population) tout en condamnant les formes de lutte étudiante – toujours dans un souci de rassembler les masses derrières des méthodes consensuelles – d'un mouvement qu'ils soutiennent et dont ils comprennent les causes. Leur position se clarifie au début du mois de mars dans un article important consacré à la répression qui sévit à Poitiers depuis quelques semaines, et vient expliciter la ligne préconisée par le PCF : les étudiants sont appelés « à renforcer leur instrument de lutte, le syndicat étudiant l'UNEF, et à lutter avec les communistes pour l'alliance de la classe ouvrière et des étudiants, pour l'union des forces ouvrières et démocratiques. »[257] Parlant au nom des étudiants eux-mêmes, l'article s'emploie à démontrer comment le pouvoir et les gauchistes enferment le mouvement dans un « cycle provocation-répression »[258], qui en fait oublier les principales revendications : « sélection, manque de moyens, de profs etc… »[259] bien que ces revendications précises ne semblent pas avoir été évoquées par les réels acteurs du mouvement étudiant… Le reste de l'article s'escrime à essayer de montrer que « les étudiant refusent de servir de piétaille à des sectes aventuristes »[260] tout en leur recommandant d'adhérer à l'UNEF. Cette position est d'autant plus exagérée vis-à-vis des gauchistes et de leurs dégradations, que le mois de janvier 1971 est marqué par une manifestation paysanne organisée à l'appel du MODEF, du Comité départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) et de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) pour protester contre les expropriations et les rachats de fermes. Celle-ci semble dégénérer puisque le communiqué de la section de Gençay « met les agriculteurs en garde contre des actes qui les isolent du reste de la population. Il leur fait confiance pour trouver des formes d'actions qui permettent de gagner à leur juste cause les autres catégories sociales. »[261] Le ton, nous le constatons, est beaucoup moins virulent que lorsqu'il s'agit de dénoncer les dégradations commises par les membres d'un mouvement étudiant sur lequel la Fédération semble n'avoir aucune prise. La position prise par le communiqué est d'autant plus en décalage avec la rigueur légaliste à laquelle *la Semaine dans la Vienne* nous avait habitués, puisqu'il « demande l'arrêt immédiat de toutes poursuites judiciaires »[262] dues aux débordements paysans. Autant dire qu'une déclaration similaire concernant les étudiants poursuivis pour la

[257] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 7 mars 1971.
[258] *Ibidem.*
[259] *Ibidem.*
[260] *Ibidem.*
[261] AFVPCF : « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.
[262] *Ibidem.*

séquestration de la faculté de Lettres semble inimaginable étant donné le statut et l'orientation politique des jeunes incriminés. Le soutien, l'implication de la Fédération et la condamnation du vandalisme semblent donc guidée par la proximité ou non avec le Parti des auteurs des dégradations.

L'implication du PCF dans le mouvement étudiant de 1970/1971 s'est dans ce sens pour une grande part cantonnée à appliquer les prérogatives de la loi Faure en présentant des listes de l'UNEF aux élections d'UER. Les positions adoptées vis-à-vis de l'agitation universitaire, très paternalistes, souvent très bienveillantes sur les raisons de la colère étudiante mais toujours plus ardentes à condamner les modes d'action ont certainement beaucoup influé sur les vagues de départ de l'année 1972. Comme le souligne Jules Aimé, « les militants gauchistes organisés sont dépassés par les maos, situs ou se disant comme tels, l'UNEF-RE et les autres organisations n'ont guère d'influence. »[263] En étant amenés par le biais du mouvement à côtoyer les fameux gauchistes depuis si longtemps critiqués par le PCF, certains étudiants communistes ont d'abord eu un autre éclairage sur les idées maoïstes, et ont été familiarisés à leurs modes d'action, qui convenaient vraisemblablement plus à l'idée qu'ils se faisaient du militantisme révolutionnaire, dont le syndicalisme étudiant de l'UNEF s'éloignait de plus en plus. Et alors que le mouvement de mai 1968 sonnait le départ de l'épopée maoïste française jusqu'à ce que la mort d'Overney en sonne plus ou moins le glas, à Poitiers, c'est paradoxalement cet événement, combiné avec la voie qu'avait ouvert le mouvement étudiant de 1970-1971 qui contribue à faire basculer une frange de la jeunesse intellectuelle communiste du coté de la pensée Mao Tsé-toung. La signature du Programme Commun s'est chargée de faire se décider les derniers hésitants.

Cette caractéristique poitevine permet donc de comprendre pourquoi, alors que la moyenne nationale des effectifs par fédération du PCF augmente brusquement en 1972 (les fédérations gagnent 67 adhérents en moyenne), la Fédération de la Vienne ne connaît qu'une faible augmentation du nombre de cartes : seuls neuf adhérents rejoignent les rangs du PCF en Vienne (le véritable afflux de nouveaux militants ne survint qu'en 1974 : la Fédération réalise alors près de 300 adhésions[264]). L'importance des défections mais aussi des défauts de nouvelles adhésions (beaucoup de lycéens, notamment à Camille Guérin, sont touchées par les idées radicales transmises par leurs surveillants) liées à une mutation idéologique de certains jeunes étudiants est donc à prendre en compte afin de comprendre comment le

[263] AIME Jules, *op. cit.*, p.195.
[264] MARTELLI Roger, *op.cit.*, p.82.

phénomène gauchiste a pu profondément influer sur la structure de la Fédération, au point de remplir presqu'à lui seul un carton d'archives relatives aux problèmes posés par certains cadres.

Nous venons de le voir, la structure de la Fédération de la Vienne du PCF est marquée par une hiérarchie qui s'exprime à plusieurs niveaux, que ce soit dans l'organigramme qui établit des rapports de domination liés évidemment aux échelons auxquels se situent les militants, mais aussi à des territoires dotés des spécificités propres mobilisant plus ou moins l'activité communiste. L'étude de ces rapports hiérarchiques nous a permis de déterminer, à travers l'analyse des successives directions fédérales de la Fédération, deux éléments essentiels : tout d'abord, malgré le caractère rural du département de la Vienne, les paysans sont sous-représentés dans les instances dirigeantes en comparaison des ouvriers industriels, qui bénéficient de la stratégie ouvriériste mise en place par le PCF, attachée au symbole de la classe ouvrière comme avant-garde de la Révolution. Cependant – deuxième élément important – d'un point de vue global sur notre fédération, ce précepte était relativement peu appliqué, puisque les classes moyennes, en majorité des enseignants, composaient près de la moitié des effectifs dirigeants de la Fédération PCF de la Vienne – l'accession de Paul Fromonteil au poste de premier secrétaire fédéral illustrant bien cette hégémonie du corps professoral au sein de l'appareil départemental. Cette importance de la place des intellectuels au sein de la Fédération, et notamment dans les sections de Poitiers, nous a ensuite permis de constater comment leur nombre avait pu influer sur la structure de la Fédération lors de la crise qui fit succomber une frange des étudiants communistes à la tentation maoïste, favorisée par un double contexte local et national favorable. De façon générale, cette première partie nous a montré que bien que la Fédération soit évidemment sous le coup des décisions de l'appareil national du PCF, elle reste néanmoins relativement épargnée par les bouleversements qui touchent la direction parisienne, mais en connait des équivalents avec un décalage. Alors que l'on aurait pu s'attendre à une histoire communiste départementale grossièrement calquée sur celle du Parti, les caractéristiques locales nous permettent finalement d'observer une histoire propre à la structure de la Fédération de la Vienne, qui connaît une évolution originale, qui lui est propre. La structure de la Fédération ayant été déterminée, il va désormais nous falloir observer comment l'implication idéologique des militants qui la compose se manifeste dans la propagande et les manifestations communistes, à travers ces évolutions successives.

Seconde Partie : La Fédération de la Vienne du PCF dans le texte et dans les actes

Partant du principe que le PCF cherche à devenir un parti de masse, rassemblant les classes laborieuses et s'ouvrant pour notre période aux classes moyennes, celui-ci se dote naturellement d'un arsenal d'outils de propagande relativement imposant. Une propagande de forme humaine, à travers différentes formes d'actions – plus ou moins revendicatrices – permettant aux communistes de communiquer directement avec la population, sans l'intermédiaire de papier que constitue la presse militante. Puis justement une propagande écrite combinant ligne politique générale du Parti et revendications locales spécifiques, qui émane de différentes composantes de l'organisation partisane et, en fonction de ces dernières, s'adresse à différentes catégories de population, privilégie certains sujets par rapport à d'autres, dénonce ou soutient différentes initiatives. Ce chapitre se donne donc pour but d'envisager les spécificités et les similitudes des multiples volets de la propagande communiste, tout en dégageant bien sûr les singularités propres à la communication d'une petite fédération rurale comme celle de la Vienne.

I- <u>La Fédération de la Vienne en actes</u>

Avant d'entrer clairement dans le fond politique véhiculé par la propagande locale de la Fédération, il convenait d'analyser quelles étaient les sociabilités militantes mises en place par les communistes de la Vienne pour aller au contact direct des populations. Plus humaines et chaleureuses que la froideur du papier des tracts et des journaux, nous allons étudier ces sociabilités à travers trois types d'événements, pouvant toutefois s'interpénétrer.

A/ Quand les communistes battent le pavé

La manifestation reste le stéréotype de l'action militante permettant le contact avec la population à convaincre. Il était donc tout naturel de s'y intéresser en premier lieu. Il s'agira donc de déterminer ici les revendications portées par ces manifestations, les formes que celles-ci prennent, ou encore le contexte dans lequel elles se tiennent.

Un élément est tout d'abord à retenir : la Fédération en tant qu'organisation n'appelle elle-même qu'à très peu de manifestation. Celles-ci se déroulent en effet dans la majorité des cas dans le cadre de l'entreprise ou du secteur d'activité des manifestants, et portent les revendications spécifiques des travailleurs qui y gagnent leur vie. C'est le plus souvent le

syndicat, en tant qu'organisation satellite du Parti, qui encadre et organise ce type d'événements. La plupart du temps, les manifestations s'inscrivent donc dans des mouvements plus ou moins spontanés faisant suite à divers décisions patronales (essentiellement des licenciements) ou à des demandes d'augmentations de salaires. Ces petits mouvements réguliers sont ancrés dans les principaux bastions industriels du département : ils prennent souvent place dans les usines châtelleraudaises de la SOCHATA ou de Jaeger, parfois à Civray dans l'entreprise PBL. Cette dernière connait ainsi en 1969 un mouvement de grève de 15 jours pour empêcher 27 licenciements au cours duquel « un défilé hérissé de pancartes a parcouru les rues de Civray, recueillant la sympathie de toute la population. »[265] Ces petites escarmouches sociales contribuent à créer un climat constant favorable à l'implantation indirecte du Parti dans ces petites localités. Profitant de l'activité revendicative ponctuelle chez PBL « la section locale du Parti Communiste a lancé l'idée d'un comité de défense de l'emploi pour le civraisien, groupant les représentants des organisations syndicales, sociales et politiques, ainsi que les élus du canton. »[266] Les militants communistes saisissent donc ces occasions régulières pour travailler au chantier qui les obsède à cette époque : l'union de tous les travailleurs dans le but de réaliser le socialisme. Dans cette entreprise, le Parti ne se montre que comme un relais, un porte-voix, et se garde bien de rompre la frontière entre travail syndical, pré carré de la CGT, et travail politique, bien que cette indépendance des petits comités issus des mouvements spontanés ouvriers soit biaisée par le fait qu'ils sont impulsés et chapeautés par des militants de la sphère communiste. La plupart des manifestations sur notre période se déroule donc dans le cadre de petits mouvements revendicatifs : l'affluence dans le cortège reste donc très limitée et le parcours du défilé reste confiné aux abords de l'entreprise concernée, mais peu importe, puisque l'importance de ces manifestations se trouve dans la symbolique de leur existence-même. La portée de ces descentes militantes sur le pavé réside moins dans le fait qu'elles permettent la victoire des travailleurs sur la politique patronale que dans celui qui permet au PCF de poser une nouvelle pierre à l'édification de l'union.

Moins spontanées, mais plus massives et toujours sous l'impulsion des syndicats, on trouve des manifestations regroupant l'ensemble des travailleurs locaux d'un même secteur d'activité. Celles-ci sont le plus souvent inscrites dans le cadre de journées d'action locales ou nationales coordonnées par différentes organisations de masse gravitant dans la sphère

[265] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 7 avril 1969.
[266] *Ibidem.*

d'influence communiste. On compte ainsi de nombreuses manifestations organisées par la CGT bien sûr, mais aussi par le MODEF, et, dans une moindre mesure par les syndicats regroupés dans la Fédération de l'Education nationale (Syndicat national des enseignants du second degré ou Syndicat national des instituteurs). A la différence du premier type de manifestation que nous venons de décrire, ces défilés ne sont pas seulement contestataires, certains d'entre revêtent un caractère offensif. Entendons-nous bien, la plupart des grèves conduisant à ces manifestations sont provoquées par des décisions patronales ou gouvernementales et constituent la réponse de la rue aux attaques des représentants du capitalisme ou de l'Etat réactionnaire. Mais les événements de mai 1968 sont passés par là et donnent un souffle nouveau aux manifestations appelées par les organisations satellites du PCF. En effet, la rentrée sociale de 1969 est l'occasion pour la CGT d'organiser deux séries de manifestations afin d'informer les participants du patronat et du gouvernement au « rendez-vous social » de 1969 sur la température du climat social, et surtout de montrer la détermination des travailleurs à ne pas voir les acquis de mai 1968 réduits à néant par le seul effet de l'inflation, comme le laisse entendre le gouvernement. Dans le courant du mois de février, des grèves ont donc lieu dans la plupart des entreprises publiques et privées de Poitiers et surtout de Châtellerault, où les manifestations se terminent par des dépôts de cahiers de revendications au patron.[267] Un mois plus tard, juste avant le fameux rendez-vous social, des défilés rassemblant l'ensemble de ces entreprises parcourent les rues de Poitiers et Châtellerault. Sur la base de la réclamation de négociations portant sur

> « = la garantie et l'amélioration du pouvoir d'achat avec une priorité pour les catégories les plus défavorisées ;
> = le relèvement du S.M.I.G., des prestations familiales, des allocations, pensions et retraites ;
> = de nouvelles réductions de la durée du travail ;
> = l'accentuation du droit syndical et des libertés dans les entreprises ;
> = la garantie concrète du plein emploi »[268]

2000 personnes battent le pavé à Poitiers, plusieurs centaines à Châtellerault derrière les banderoles de la CGT. On voit donc que les manifestations syndicales connaissent une évolution après mai 1968, qui leur donne parfois un caractère offensif : il ne s'agit plus seulement de se défendre face aux attaques du binôme Etat/patronat. En 1972, les ouvriers de PBL obtiennent ainsi par la lutte « l'application de la diminution de la semaine de travail (44h30 payées 45 heures), [une] augmentation de 4% […], [une] mensualisation pour le

[267] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* des 16 et 23 février 1969.
[268] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 16 mars 1969.

personnel ayant 2 ans de présence à l'usine (contre 3 ans auparavant.) »[269] Il faut toutefois nuancer notre propos en précisant bien que la plupart des manifestations organisées par les structures gravitant autour du PCF, restent des événements défensifs. Et bien qu'elles soient préparées et non déclenchées de façon spontanée comme le sont les mouvements salariés des usines, ces manifestations sont tout de même organisées en réaction à des décisions patronales ou gouvernementales. Pour exemple, on peut citer le cortège de 1 500 enseignants défilant en mai 1972 contre des suppressions de poste dans l'Education nationale,[270] ou encore les 400 paysans manifestant entre la mairie et la Préfecture de Poitiers à l'appel du MODEF contre la politique agricole du gouvernement en 1970.[271] N'étant pas confinés dans l'espace de l'entreprise comme les cortèges que nous avons décrits précédemment, ces défilés syndicaux bénéficient de l'organisation que nécessite leur publicité. Le trajet des manifestants est en effet pensé de façon à ce qu'ils soient bien remarqués par la population. Ces manifestations doivent donc être des démonstrations de force, de nombre, c'est ce qui explique que celles-ci sont chiffrées par la propagande communiste, alors qu'on ne connait pas l'ampleur des cortèges de salariés luttant au sein de leurs entreprises. On ne peut toutefois que remarquer la faiblesse numérique de ces manifestations qui ne dépassent pas 2 000 participants dans des villes comme Poitiers ou Châtellerault, qui comptent pourtant plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Peut-être la présente analyse des cortèges constitués à l'appel de la machine bien huilée du PCF nous permettra-t-elle de voir des manifestations plus importantes numériquement. Celles-ci restent relativement rares. Ce sont le plus souvent des mobilisations qui s'inscrivent dans le cadre de journées nationales unitaires et qui concernent des thèmes transversaux, propres à toutes les catégories de travailleurs. L'année 1967 voit ainsi naitre un mouvement revendicatif auquel participe pleinement le PCF, en son propre nom : le gouvernement, en demandant les pleins pouvoirs afin de réformer le Sécurité sociale, s'attire les foudres de l'ensemble des organisations de gauche, qui mettent en place une série d'actions (comme des pétitions, pour protester contre le régime des ordonnances), dont des manifestations unitaires. Le moins que l'on puisse dire est que celles-ci ne déchainent pas les foules. Appelée par les trois partis principaux de gauche (PCF, PS, PSU) ainsi que par l'ensemble des syndicats de la

[269] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 2 avril 1972.
[270] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 mai 1972.
[271] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 13 décembre 1970.

plupart des branches professionnelles, la manifestation du 17 mai 1967 ne rassemble que 1 500 personnes à Poitiers.[272] Il faut finalement attendre le mouvement de mai 1968 pour que les manifestations appelées par le PCF gagnent de l'ampleur. A Poitiers, les appels communs parviennent à rassembler 6 000 personnes dans les rues de Poitiers le 13 mai,[273] ce qui peut être considéré comme un succès à l'échelle de la ville « parce que pour la première fois depuis la libération, plus de 3 000 manifestants furent dans les rues. »[274] Dans le même temps, 5 000 grévistes battent le pavé à Châtellerault, et le 30 mai, la dernière manifestation rassemble encore plus de manifestants, 8 000 à Poitiers selon le PCF.[275]

13 Mai 1968

Contre la répression

Pour la défense des libertés

HUMANITE-DIMANCHE Nouvelle Série — N° 168 DIMANCHE 19 MAI 1968 PAGE 4

LA SEMAINE DANS LA VIENNE

6.000 manifestants parcourent Poitiers pendant plus de trois heures

5.000 grévistes à Châtellerault

On sentait dès le début de cette matinée de ce 13 mai 1968, qu'une grande journée se préparait. Comme on dit, la température montait au fur et à mesure des heures.

Il est vraisemblable qu'en haut lieu, on n'aurait pas souhaité une telle commémoration du 10e anniversaire du coup de force du 13 mai 1958.

Les temps ont changé.

La colère s'élève dans des couches toujours plus nombreuses de la population. Le comportement de la police, du pouvoir au quartier latin, dans la nuit du 10 au 11 mai, a porté à son comble l'indignation contre un régime qui ne connait comme « dialogue » que celui de la matraque et de la répression.

Mais, la détermination, la montée de la protestation populaire, le développement de l'union entre ouvriers, étudiants et enseignants, ont contraint le gouvernement à un premier recul.

Ce premier succès en appelle d'autres.

Le retentissement de cette magnifique journée du 13 mai, a secoué tout le pays. « Ce fut, comme l'a dit notre Parti, une condamnation sans appel du régime des monopoles et de son pouvoir personnel, l'affirmation que les problèmes des étudiants, comme les problèmes ouvriers, ne peuvent être résolus par la répression, seule réponse du régime despotique des monopoles, mais par une démocratie ouvrant la voie au socialisme ».

Le 13 mai 1968 nous aura permis de faire un grand pas sur ce chemin.

Le cortège arrive sous la grande passerelle, boulevard du Grand-Cerf.

Une vue partielle de la foule des manifestants sur la place du Marché.

Bilan des manifestations unitaires du 13 mai 1968 à Poitiers et à Châtellerault[276]

[272] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 21 mai 1967.
[273] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 19 mai 1968.
[274] AIME Jules, *op. cit.*, p.46.
[275] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.
[276] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 19 mai 1968.

Outre le nombre de participants, on retiendra à Poitiers d'autres aspects exceptionnels de cette manifestation, sa durée et son tracé en premier lieu. En effet, alors que la plupart des manifestations consistent en de petits défilés sur le plateau du centre-ville, celui-ci débute vers 16h pour partir de la Place du Marché et passer par la rue de la Chaine, la gare, et remonter vers l'Hôtel de ville par la rue Carnot avant d'arriver au parvis de la Préfecture aux alentours de 19h. Comment expliquer le succès – à l'échelle de Poitiers – de cette manifestation, mais aussi son relatif échec, comparé à ce qu'on peut voir ailleurs en France ? Cela peut se comprendre à travers un *processus* paradoxal : cette journée est un succès car elle a été organisée dans l'unité, et c'est un échec car elle le fut aussi dans la division. C'est une des seules manifestations interprofessionnelles que nous pouvons observer sur notre période : les travailleurs de différentes entreprises y défilent à la différence des journées d'action habituelles ensemble, et quel que soit leur parti politique ou leur syndicat. Par ailleurs, comme le souligne David Hamelin, « cette convergence doit être relativisée. Les syndicats stigmatisent les agitateurs gauchistes. La position des trois syndicats majoritaires, CGT, FO, CFDT, à l'égard du radicalisme étudiant d'extrême gauche, qui demeure embryonnaire, est assez ambiguë. »[277] Une partie du mouvement étudiant, pourtant à l'origine de l'ébullition sociale poitevine, semble donc exclue par la vague unitaire de la mi-mai, qui condamne ainsi la manifestation à un bilan en demie teinte.

Nous voyons donc qu'en transgressant les barrières partisanes et professionnelles, les manifestations deviennent plus massives, et ont donc un impact plus fort. La Fédération de la Vienne semble l'avoir compris bien avant le mouvement social de mai 1968, et c'est sans doute ce qui explique l'énergie militante qui est déployée afin de mener à bien la lutte contre la guerre du Vietnam. Celle-ci fait régulièrement l'objet de communiqués, de comptes-rendus d'assemblées diverses comme les Etats généraux pour la paix au Vietnam en 1967,[278] et de souscriptions à l'image de celle permettant en 1968 d'affréter d'un bateau chargé de médicaments, de matériel médical et de vivres afin de venir en aide aux victimes des bombardements américains (les communistes de la Vienne y contribueront à hauteur d'un million d'anciens francs).[279] La lutte pour la paix au Vietnam permet aux communistes de s'engager dans un mouvement assez large qui ne reste que peu marqué politiquement. Et si pour le début de notre période, la gestion de ce mouvement est confiée à la section locale du Mouvement de la paix, l'année 1968 et la campagne victorieuse de collecte de fond pour le

[277] HAMELIN David, « Méfiance entre étudiants et ouvriers », *in. l'Actualité Poitou-Charentes*, 3 avril 2008, n° 80, p.79.
[278] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 18 juin 1967.
[279] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 18 février 1968.

bateau de la solidarité poussent le PCF dans son ensemble et la Fédération de la Vienne à entrer de plain pied dans cette lutte, en son propre nom. Un Comité départemental d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien est alors créé et souhaite « agir pour constituer dans les entreprises, les quartiers et les villages, des comités de base, groupant sans distinction d'opinion et de religion, les hommes, les femmes, les jeunes approuvant »[280] la plate-forme revendicative mise en place pour le soutien au Vietnam. Ces comités unitaires permettent ainsi au PCF d'organiser sous son égide des rassemblements importants : c'est le cas le 2 mars 1969 à la manifestation régionale de Limoges, qui voit affluer des militants de plusieurs départements du Centre-Ouest français,[281] ou encore le 10 mai 1970 à Paris.[282] Cependant, malgré une stratégie d'unité qui aurait pu être payante, ces comités de base ne permettent pas la formation de vastes cortèges localement : le rassemblement du 15 novembre à Poitiers ne réunit que 200 personnes, alors qu'il était pourtant annoncé de longue date.[283] La Fédération paie peut-être ici le manque de visibilité entre le Mouvement de la paix – dont elle contrôle pourtant de nombreux comités – et l'essoufflement important du mouvement de solidarité dans sa globalité. Il faut toutefois bien garder à l'esprit l'importance de l'unité d'action que recherche le PCF : nous l'avons vu, la Fédération ne participe qu'à peu de manifestations, elle ne descend que très peu dans la rue en son propre nom, mais quand elle le fait, c'est très souvent dans le cadre d'un appel commun des partis et des syndicats de gauche. Ce phénomène est indubitablement à mettre sur le compte de la construction de l'union avec le PS que chercher à réaliser, nous le verrons, le PCF sur l'ensemble de notre période.

Nous venons de le voir, plusieurs enseignements sont à tirer de cet exposé de la pratique manifestante par les militants de la Fédération de la Vienne. Le premier de ceux-ci est dans un premier temps que le phénomène de la manifestation est relativement peu couronné de succès à Poitiers. Il est difficile de déterminer les raisons de cette faible efficacité, mais Jules Aimé nous apporte quelques éléments de réponses :

> « Poitiers était alors une petite préfecture de région, qui plus est, la région Poitou-Charentes était aussi la plus rurale du pays. Sa population ne dépassait pas les 75000 habitants et elle restait alors aux mains d'une petite bourgeoisie dont personne ne semblait remettre en cause le pouvoir. […] Phénomène étrange pour une ville à ambition régionale, elle ne disposait pas de grandes usines, le bassin d'emploi était très limité et toujours très rural, l'ouvrier était « une espèce rare » dans les rues poitevines. Contrairement à certaines villes, Poitiers n'était pas une habituée des grands

[280] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 4 février 1968.
[281] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 9 mars 1969.
[282] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 17 mai 1970.
[283] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 23 novembre 1969.

> rassemblements politiques. […] Les partis politiques et les syndicats peinaient à mobiliser leurs troupes à l'approche des grands événements. »[284]

Ce climat social, décrit pour la ville de Poitiers peut finalement se décliner sur l'ensemble du département, et notamment des grandes villes de la Vienne, qui semblent toutes aux mains de représentants des classes supérieures rurales (docteurs, pharmaciens, chefs d'entreprise) à tendance gaulliste ou centriste. Il n'y a donc *a priori* pas vraiment de culture militante de gauche au sein du département, ce qui peut minimiser la remise en cause du travail politique mis en œuvre par les communistes, notamment, à l'échelle de la Vienne. Par ailleurs, l'étude des manifestations et notamment de leur organisation, a pu montrer comment le PCF se délestait des questions de l'action revendicative – sauf en des occasions bien spéciales – au profit des organisations de masse qu'elle contrôle. Ce phénomène soulève donc les questions propres à la pratique militante au Parti. Car si le PCF n'apparaît pas nommément dans les instigateurs des divers rassemblements dont nous avons parlé, il n'en demeure pas moins à l'origine par l'intermédiaire des structures qu'il contrôle et qui sont à l'origine de ces manifestations. Annie Kriegel montre d'ailleurs très bien par quel système de division du travail, le Parti parvient à créer un *processus* de transmission permettant l'interpénétration entre l'organisation partisane et l'organisation de masse : on distingue

> « deux catégories de militants : ceux qui se consacrent aux affaires propres au Parti et ceux qui déploient leur activité à l'extérieur, dans les « organisations de masse » […] Tous les communistes ont théoriquement part égale à la vie du Parti. Aussi est-il souvent rappelé, même si c'est sans illusion , aux premiers qu'ils ont le devoir d'aller respirer au dehors en « prenant des tâches » dans des organisations de masse et aux seconds qu'ils doivent venir respirer l'air de la maison mère en fréquentant régulièrement leur organisation de parti. »[285]

Les militants communistes doivent donc jongler entre leurs deux casquettes, leurs deux étiquettes, et ce phénomène est particulièrement éclatant lorsqu'on observe la pratique manifestante à travers la distinction entre ceux qui sont à la base de l'initiative et ceux qui la soutiennent : ce sont souvent les mêmes mais sous deux désignations différentes. Cette distinction est également à mettre sur le compte de l'éloignement progressif du PCF vis-à-vis de l'action revendicatrice. Cette délégation de la pratique manifestante aux organisations de masse ne fait que mettre en lumière l'orientation du Parti vers des formes de travail de fond, de communication, préparant le terrain à une implication de plus en plus strictement électorale, par opposition aux formes d'action que nous venons d'exposer.

[284] AIME Jules, *op. cit.*, p.40.
[285] KRIEGEL Annie, *op.cit.*, pp.147-148.

B/ Les meetings ou l'occasion de faire du fond

Le *meeting* semble en effet pour notre période le moyen privilégié pour les militants de la Fédération d'aller au contact de la population. Etant plus à même que la manifestation d'effectuer un réel travail idéologique au cœur des masses, c'est ce type d'événement militant qui est organisé en priorité par le Parti afin de créer un contact avec la population. Pour plus de commodité, c'est terme « *meeting* » qui a été retenu pour désigner l'ensemble des rencontres organisées à l'initiative de la Fédération dans le but d'effectuer un travail d'information par le biais d'un ou plusieurs orateurs, s'adressant à un auditoire. Nous le verrons, ces *meetings* peuvent revêtir différentes formes selon le contexte dans lequel on se trouve.

La première forme que peuvent prendre ces rencontres est la plus courante : ce sont les réunions de campagne. Nous ne nous attacherons pas ici à analyser leurs caractéristiques : c'est un type de *meeting* commun à l'ensemble des partis politiques, qui ne revêt pas de caractère spécifique. Une étude approfondie de ces réunions de campagne sera néanmoins effectuée dans notre troisième chapitre portant sur l'impact électoral du PCF dans le département de la Vienne.

Nous trouvons ensuite un second type de rencontre. Celui-ci est intéressant dans la mesure où le rôle pédagogique est davantage confié à l'assistance qu'aux membres de la tribune. Désignées sous le terme « journée d'étude », ces réunions se déroulent sous un thème précis (le plus souvent sur le travail du Parti dans des secteurs d'activité spécifiques) permettant ainsi d'une part aux orateurs d'exposer dans un premier temps les positions du Parti sur les problématiques liées au thème de la journée, mais surtout d'autre part à recueillir les suggestions émises par l'auditoire sur ce même thème. On comprendra donc aisément que ces journées d'étude permettent à la direction fédérale de garder un contact avec la base militante qui reste le plus souvent sans voix : ce sont donc des réunions internes qui permettent aux dirigeants communistes de prendre la température dans les rangs militants, ainsi que de donner les solutions offertes par le PCF aux problèmes posés par ces mêmes militants. Concrètement, ces rencontres sont organisées dans des lieux publics (le plus souvent les salles des fêtes de petites localités) et peuvent durer d'une simple soirée à une journée complète. Après un rapport d'introduction présenté par le Secrétaire fédéral, une discussion oppose le Comité fédéral élargi aux secrétaires de sections présents et l'assistance composée de militants de base dont la profession est bien sûr en lien avec le thème de la journée d'étude. Nous le disions, ces réunions ont une valeur pédagogique pour leurs organisateurs. Leurs

thèmes concernent donc des secteurs d'activité ou des situations particulières que la direction fédérale ne connait que peu : on a donc essentiellement des journées d'études concernant le monde agricole, milieu dans lequel la Fédération semble avoir beaucoup de mal à s'implanter tant, nous l'avons vu, les instances dirigeantes sont dépourvues de travailleurs du monde rural. Une première journée d'étude se déroule ainsi à Chincé en novembre 1964 et permet de dégager certaines critiques : alors que la direction préconise la création de coopératives agricoles (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, ou Groupement agricole d'exploitation en commun), il est rappelé que « cela ne donne pas de le terre à ceux qui n'en ont pas assez, cela n'en enlève pas à ceux qui en ont trop, aux cumulards, aux « paysans aux mains blanches » »[286] ; la propagande produite en direction des paysans est elle-aussi aussi remise en cause – les « arguments sont bons, mais il faut veiller à la forme. Souvent, [les communistes] parl[ent] un jargon confus que les travailleurs ont du mal à comprendre. »[287] Enfin, la réunion montre un détachement des paysans d'avec la FDSEA, « dont ils estiment l'action insuffisante »[288] et préfigure vraisemblablement la redirection communiste du syndicalisme paysan vers le MODEF, justement créé cinq ans plus tôt pour offrir une alternative à ce syndicat agricole majoritaire. Le bilan de ces journées d'étude est donc précieux pour la direction fédérale, qui peut ainsi prendre en compte les recommandations de la base pour réorienter son travail politique. La journée d'étude sur le travail du Parti à la campagne de 1968 le montre tout à fait : en présence du rédacteur en chef de *la Terre*, l'organe de propagande communiste à destination des agriculteurs, André Lajoinie, il est décidé d'organiser « une série de réunions publiques », d' « accroitre la diffusion de *la Terre* » et surtout d'encourager les paysans à adhérer au MODEF, qui commence à avoir de l'influence dans le département.[289] Ces journées d'étude sont donc l'occasion pour la Fédération de travailler en adéquation avec les attentes réelles des paysans, la réunion consacrée à la femme en milieu rural en est un parfait exemple,[290] mais celles-ci ne sont que trop rares pour créer une liaison constante avec les travailleurs concernés, et sont la plupart du temps organisées dans des périodes où la Fédération dispose d'un permanent paysan, ce qui s'inscrit donc dans le cadre de son travail. Etant donné la faible portée de son travail sur la composition des rangs de la direction fédérale, on peut donc s'interroger sur la portée réelle de cette forme de consultation, qui semblait pourtant aller dans le sens d'une démocratisation.

[286] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 15 novembre 1964.
[287] *Ibidem.*
[288] *Ibidem.*
[289] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 22 décembre 1968.
[290] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 14 juin 1970.

Nous venons de le voir, la journée d'étude prévoyait des réunions publiques en direction des paysans. Il s'agit là du deuxième type de *meeting* que nous pouvons observer sur notre période. Lors de ces réunions publiques, les communistes ne viennent pas vraiment pour prendre la température, recueillir des avis : la portée pédagogique est à sens unique. Ici, l'intervenant est là pour transmettre à la lettre les positions du PCF vis-à-vis de questions diverses posées par l'assistance. Tel un missionnaire en campagne, il s'agit de diffuser la bonne parole, et pour cela, celui-ci dispose des outils nécessaires. Le résumé de la réunion publique de Montreuil-Bonin tenue par ce militant illustre poitevin qu'est Alphonse Bouloux en juillet 1964 montre bien de quelle façon se transmet la ligne politique au cœur des masses : un auditeur soulevant des questions épineuses telles celle du coup de Prague ou de la dictature du prolétariat, l'orateur dispose de fiches décrivant précisément le discours à adopter sur telle ou telle question. « Et après celle de Prague, Alphonse Bouloux sort d'un volumineux dossier, une 2e fiche, et lit. »[291] Loin d'être un simple mémento personnel, ces fiches, retranscrivent mot à mot des extraits de « la résolution votée à l'issue du XVIIe Congrès » ou des citations concernant différents thèmes (dans le cas présent c'est une parole de Guy Mollet sur la dictature du prolétariat datant de 1951 qui est rapportée afin d'en vanter les mérites auprès d'un auditeur « socialisant »).[292] Ces réunions d'informations se tiennent le plus souvent dans des petites localités du département et sont présidées une fois encore par des membres de la direction fédérale. Peu de ces réunions sont rapportées ou même annoncées dans la presse communiste dont nous disposons (on en trouve quelques unes parsemées sur notre période comme cette série de trois en janvier 1969, à Ouzilly, Chenevelles et St Christophe présidées par Paul Fromonteil[293]). Pourtant, le peu de plans de travail dont nous disposons fait état de la tenue régulière de celles-ci : celui de la fin de l'année 1968 prévoit ainsi des « réunions publiques, avec des membres du C.F. [Comité fédéral, nda] : 1 au moins pour les sections de Loudun, Chauvigny, Montmorillon, Civray, Lussac, Neuville. »[294] Un travail régulier de fond est donc fourni par la direction fédérale qui s'efforce de diffuser régulièrement la ligne politique du Parti dans les différentes sections du département, mais semble relativement peu fédérateur, et rester confiné au cadre de la section.

Afin de créer un engouement plus massif et spectaculaire, ce même travail est alors régulièrement effectué par des membres du Comité central, qui descendent en province afin

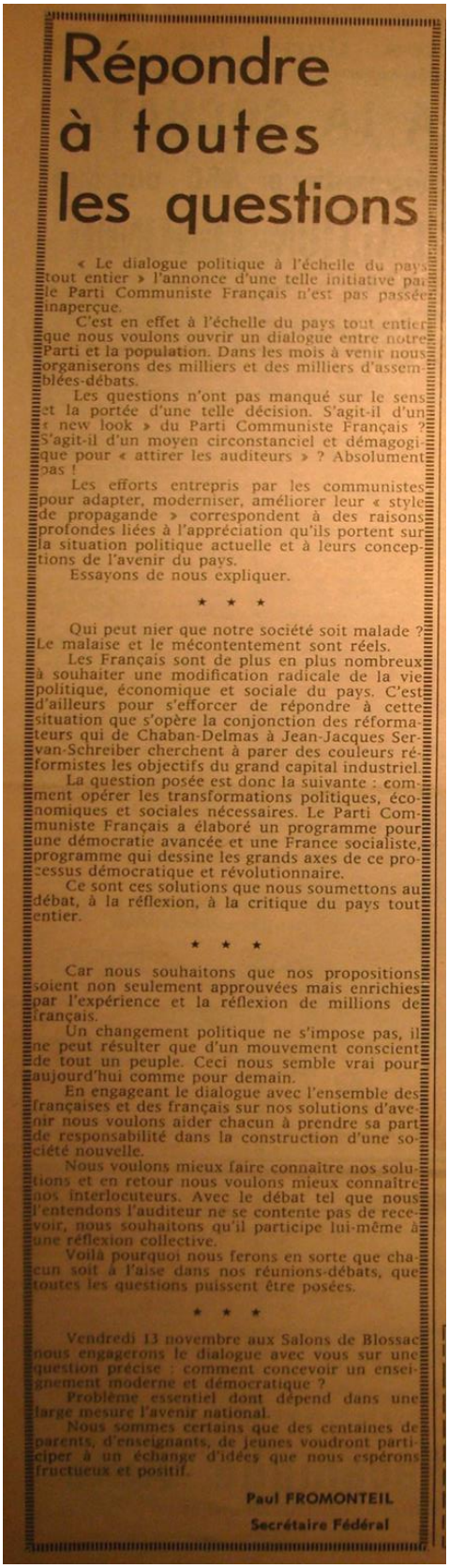
[291] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 26 juillet 1964.
[292] *Ibidem.*
[293] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 19 janvier 1969.
[294] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *Plan de travail de la Fédération de la Vienne pour les prochains mois,* 1968.

d'intervenir sur différents thèmes, le plus souvent en lien avec les dernières parutions de livres ou de brochure émanant de la direction du PCF, ou en soutien avec des situations particulières dans le département, montrant que les dirigeants du Parti restent en contact avec les masses provinciales. Jacques Duclos intervient ainsi devant 700 personnes à Châtellerault lorsque le maire centriste de cette ville demande en 1966 le rattachement des quartiers urbains de la commune communiste de Naintré,[295] et Pierre Villon, député de l'Allier, vient quant à lui défendre le sort des travailleurs de la MAC dont la fermeture est déjà programmée.[296] Jacques Chambaz, membre du Comité central, venait pour sa part présenter l'ouvrage de Waldeck Rochet, *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps* à Poitiers en 1968, devant 300 personnes.[297] Mai 68 étant passé, ce sont « 900, 1000, 1100 auditeurs ? C'est bien difficile à dire »[298] qui se pressent pour assister à la conférence de René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité,* venu présenter son livre *Les communistes et la révolution*. Nous le voyons, ces réunions, en comparaison avec les manifestations organisées par la Fédération de la Vienne ou par les organisations de masse locales qu'elle contrôle, peuvent attirer un nombre important d'auditeurs. Elles sont donc organisées dans des lieux ayant une forte capacité d'affluence dans les deux villes principales du département : Poitiers – dans la Maison du peuple ou bien aux Salons de Blossac – et à Châtellerault dans la Salle de la rosée du matin. Elles sont annoncées par voie de presse à l'échelle de la Fédération dans son ensemble bien avant la date de leur tenue, à la différence des petits *meetings* donnés par les membres de la direction fédérale dans les campagnes du département. La renommée des orateurs et le travail d'annonce qui entoure ce type d'événement a donc pour effet de mobiliser un public important, ce qui est largement bénéfique pour la diffusion des idées du Parti, et ce de deux façons : d'une part à travers l'intervention même de la personnalité invitée, mais aussi parce que ce type de *meeting* est l'occasion pour les communistes locaux d'écouler un nombre important d'ouvrages et de brochures de propagande. Un récapitulatif des ventes et de la collecte est ainsi fait à la fin de chaque conférence : pour exemple, lors du *meeting* de Jacques Chambaz réunissant 300 personnes, « il fut vendu pour 290 F de livres et la collecte a rapporté 241 F »[299], ce qui représente une somme non négligeable, lorsque l'on sait qu'un livre coute environ dix francs.

[295] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 10 juillet 1966.
[296] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 20 octobre 1968.
[297] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.
[298] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 17 novembre1968.
[299] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.

Ici encore, la forme de la réunion reste la même : les orateurs livrent une série d'exposés sur les positions communistes sur un sujet donné, et une petite discussion informelle clôt la réunion. On assiste toutefois progressivement au changement de désignation et de nature des « *meetings* » qui deviennent des « conférences-débats » : le principe est le même, mais on insiste sur le fait que le public peut prendre la parole en fin de discours pour engager une discussion. C'est l'année 1970 qui marque un réel tournant dans la forme que prennent ces réunions. En effet, les rencontres entre les dirigeants communistes – nationaux ou fédéraux – prennent définitivement le nom de « débats » et revêtent la forme de véritables consultations de la population participant à ces événements. Les militants communistes donnent en effet la possibilité aux éventuels auditeurs de ces débats de remplir un formulaire leur permettant de transmettre leurs propres questions à l'intervenant. Une vaste campagne est alors mise en place lors de l'adoption de cette forme de *meeting* avec le débat sur l'éducation de Pierre Juquin du 13 novembre 1970, afin d'expliquer ce renouvellement effectué par les militants :

> « adapter, moderniser, améliorer leur « style de propagande » correspond[ant] à des raisons profondes liées à l'appréciation qu'ils portent sur la situation politique actuelle et à leur conception de l'avenir du pays. […] Nous voulons mieux faire connaître nos solutions et en retour nous voulons mieux connaitre nos interlocuteurs. Avec le débat tel que nous l'entendons, l'auditeur ne se contente pas de recevoir, nous souhaitons qu'il participe lui-même à une réflexion collective. »[300]



Répondre à toutes les questions

« Le dialogue politique à l'échelle du pays tout entier » l'annonce d'une telle initiative par le Parti Communiste Français n'est pas passée inaperçue.

C'est en effet à l'échelle du pays tout entier que nous voulons ouvrir un dialogue entre notre Parti et la population. Dans les mois à venir nous organiserons des milliers et des milliers d'assemblées-débats.

Les questions n'ont pas manqué sur le sens et la portée d'une telle décision. S'agit-il d'un « new look » du Parti Communiste Français ? S'agit-il d'un moyen circonstanciel et démagogique pour « attirer les auditeurs » ? Absolument pas !

Les efforts entrepris par les communistes pour adapter, moderniser, améliorer leur « style de propagande » correspondent à des raisons profondes liées à l'appréciation qu'ils portent sur la situation politique actuelle et à leurs conceptions de l'avenir du pays.

Essayons de nous expliquer.

* * *

Qui peut nier que notre société soit malade ? Le malaise et le mécontentement sont réels.

Les Français sont de plus en plus nombreux à souhaiter une modification radicale de la vie politique, économique et sociale du pays. C'est d'ailleurs pour s'efforcer de répondre à cette situation que s'opère la conjonction des réformateurs qui de Chaban-Delmas à Jean-Jacques Servan-Schreiber cherchent à parer des couleurs réformistes les objectifs du grand capital industriel.

La question posée est donc la suivante : comment opérer les transformations politiques, économiques et sociales nécessaires. Le Parti Communiste Français a élaboré un programme pour une démocratie avancée et une France socialiste, programme qui dessine les grands axes de ce processus démocratique et révolutionnaire.

Ce sont ces solutions que nous soumettons au débat, à la réflexion, à la critique du pays tout entier.

* * *

Car nous souhaitons que nos propositions soient non seulement approuvées mais enrichies par l'expérience et la réflexion de millions de français.

Un changement politique ne s'impose pas, il ne peut résulter que d'un mouvement conscient de tout un peuple. Ceci nous semble vrai pour aujourd'hui comme pour demain.

En engageant le dialogue avec l'ensemble des françaises et des français sur nos solutions d'avenir nous voulons aider chacun à prendre sa part de responsabilité dans la construction d'une société nouvelle.

Nous voulons mieux faire connaître nos solutions et en retour nous voulons mieux connaître nos interlocuteurs. Avec le débat tel que nous l'entendons l'auditeur ne se contente pas de recevoir, nous souhaitons qu'il participe lui-même à une réflexion collective.

Voilà pourquoi nous ferons en sorte que chacun soit à l'aise dans nos réunions-débats, que toutes les questions puissent être posées.

* * *

Vendredi 13 novembre aux Salons de Blossac nous engagerons le dialogue avec vous sur une question précise : comment concevoir un enseignement moderne et démocratique ?

Problème essentiel dont dépend dans une large mesure l'avenir national.

Nous sommes certains que des centaines de parents, d'enseignants, de jeunes voudront participer à un échange d'idées que nous espérons fructueux et positif.

Paul FROMONTEIL
Secrétaire Fédéral

Présentation du concept de débat, 1970[301]

[300] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *la Vienne Démocratique* d'octobre 1970.

Cette évolution marque donc l'*aggiornamento,* la rénovation que connaît le PCF sur notre période, et qui touche non seulement le fond idéologique du Parti, mais aussi sa forme, en modernisant ses pratiques militantes. Ce nouveau mode de fonctionnement donne ainsi un souffle neuf aux rencontres organisées par la Fédération et changent les rapports de sociabilités existant dans les *meetings* communistes. Cela se traduit donc par des résultats numériques : 500 personnes viennent débattre des problèmes de l'éducation avec Pierre Juquin en novembre 1970,[302] et un réel enthousiasme – plus qu'à l'accoutumée bien sûr, les bilan de *meetings* sont évidemment toujours positifs – ressort du rapport de la soirée avec André Vieuguet en juin 1971 : « une véritable discussion à bâtons rompus s'est alors engagée entre les dirigeants communistes et le public, aussi bien sur des problèmes locaux que sur des thèmes d'intérêt plus général. »[303] Evidemment, il faut toutefois émettre des réserves sur ce procédé, notamment en se posant la question de savoir comment sont sélectionnées les questions qui sont discutées, et également en se demandant si ce mode de fonctionnement ne bride finalement pas plus le débat en empêchant les interventions spontanées et imprévues du public. Le PCF semble tout de même s'acheminer vers un *processus* plus démocratique qui se rapproche des journées d'étude internes que nous décrivions plus haut. S'ouvrant au dialogue direct et à l'échange avec des non-communistes, le Parti plonge au cœur de la société en plein renouvellement des années 1970 afin de perfectionner son *aggiornamento* en prenant conscience sur le terrain des nouvelles attentes sociétales.

La Fédération de la Vienne semble donc, nous le voyons, privilégier le travail de fond à travers les nombreux *meetings* qu'elle organise, plutôt que l'action militante qui reste l'apanage des organisations de masse. Les militants de la Vienne mettent donc l'essentiel de leurs forces sur le terrain pour faire de ces rencontres entre le public et les dirigeants communistes locaux et nationaux de véritables rassemblements de masse. Au cœur du *processus* de rénovation que connait le Parti, le *meeting* évolue au cours de notre période pour se donner les moyens de créer un échange entre les participants et plonger les militants au cœur de la société à laquelle ils souhaitent s'adapter. Ce type d'événement est donc le principal vecteur du travail politique des communistes lorsqu'ils sont au contact de la population. Voyons maintenant comme celui-ci peut être mis en scène afin de toucher un plus large public encore, dans un contexte différent.

---

[301] *Ibidem.*
[302] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 22 novembre 1970.
[303] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 juin 1971.

***Meeting* en soutien au Vietnam, en 1968**[304]

Annonce de la conférence-débat de Marie-Claude Vaillant-Couturier, en 1969[305]

Annonce du débat d'André Vieuguet, en 1971[306]

[304] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 10 mars 1968.
[305] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 2 mars 1969.

C/ Les fêtes populaires : un mélange « de joie, de gaieté, mais aussi de sérieux. »[307]

Outre les *meetings* réguliers qu'elle organise afin d'informer, encore et toujours, la population sur les solutions communistes à apporter aux problèmes contemporains, la Fédération met aussi sur pied un certain nombre de fêtes, se déroulant en des lieux et des contextes différents, afin de mettre en scène ces mêmes *meetings*. Déclinaisons locales de la traditionnelle Fête de *l'Humanité* parisienne, ces rassemblements se tiennent le plus souvent sous le patronage d'un titre de journal, de façon plus ou moins régulière. Ainsi, la fête de la Fédération est organisée chaque année au début de l'été à Châtellerault sous différentes dénominations : la « fête fédérale »[308] prend ainsi le nom de « fête de *l'Humanité-Dimanche* »[309] en 1966, 1968 et en 1969. Dans les petites localités, des fêtes champêtres « sous le patronage de *la Terre* »[310] ont lieu de façon quelque peu aléatoire, à l'initiative des militants des petites sections et cellules rurales. Bien que présentant de nombreux caractères similaires, ces deux types de fête se distinguent également par des singularités, que nous allons nous employer à analyser ici.

Ces deux fêtes sont un moment très important de la vie du Parti. Il s'agit d'un temps de propagande extrêmement précieux : en programmant diverses animations conviviales et familiales, la Fédération parvient à chaque fois à convier un nombre non négligeable de visiteurs à une manifestation pourtant estampillée du sceau du PCF, un sceau qui semble clairement s'estomper derrière l'aspect de kermesse que revêtent les festivités. Entre animations pour les petits et les grands, et spectacles de variétés populaires, les fêtes populaires organisées par la Fédération ou les sections ont tout d'une fête de campagne banale. C'était sans compter sur certains facteurs plus ou moins explicites permettant de déterminer le caractère politique du rassemblement, et qui maintiennent encore la frontière entre simple festivité estivale anodine et rassemblement politique. A l'inverse de la Fédération de la Charente qui semble nuancer cette frontière en organisant de grands événements moins politisés et plus proches d'un concert classique – se tenant dans le pré de Bourgines, la fête charentaise de 1964 accueille Claude François[311] et Richard Anthony en 1970[312] – des

[306] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *Annonce du débat d'André Vieuguet,* juin 1971.
[307] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 11 juillet 1971.
[308] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 9 mai 1965.
[309] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 12 juin 1968.
[310] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 27 août 1972.
[311] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 juin 1964.
[312] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 juin 1970.

marqueurs propres aux principes et aux pratiques communistes subsistent dans les fêtes de la Vienne. Par opposition à la manifestation charentaise par exemple, les militants de la Vienne privilégient des spectacles locaux et à taille humaine : ce sont souvent des spectacles humoristiques ou artistiques réalisés par des petits artistes semi-amateurs plus ou moins locaux, spécialisés dans la variété musicale ou l'acrobatie, qui se concluent par un bal populaire. Mais ce sont aussi des spectacles marqués politiquement, qui donnent la parole à des petites associations locales faisant perdurer les traditions culturelles régionales sous un angle militant. Par exemple, l'association « la Marchoise » de Gençay participe à la fête fédérale de 1968 et 1971 et à la fête de *la Terre* en 1970. Ce groupe de danseurs traditionnels revendique, à l'image du PCF, la défense d'un patrimoine culturel local à travers la confection par des artisans locaux de leurs costumes, notamment, ainsi qu'un « travail scientifique et [des] options démocratiques [qui] dérangent [le] train-train traditionnaliste »[313] des groupes se revendiquant folkloriques. Cela les rapproche selon eux de la démarche de groupes similaires dans les pays socialistes. Par ailleurs, notons que pour entrer sur le site de la fête, le visiteur n'achète pas un ticket mais une vignette de souscription pour soutenir le journal qui patronne la fête. A l'inverse d'une fête traditionnelle, les militants se mettent donc en quête les semaines précédant l'événement de vendre le plus de vignettes possible. Sur place, les stands proposés (nourriture, jeux) rivalisent d'originalité pour créer de l'attraction et ainsi récolter le plus de fonds possibles, tandis que plusieurs emplacements sont consacrés aux adhésions et à la vente de livres. Ces fêtes sont donc un moment important dans la vie de la Fédération, qui a l'occasion de s'adresser à des populations non militantes, n'étant pas habituées aux *meetings* ou aux manifestations politiques, aux « républicains, pas seulement des communistes, mais [à] tous ceux qui comme [eux] aspirent et travaillent aux changements démocratiques de demain. »[314] C'est pourquoi, nous l'évoquions plus haut, un temps uniquement politique, une parenthèse exclusivement militante est consacrée en plein milieu de l'après-midi, quand la fête bat son plein, à l'audition d'un *meeting*. Le plus souvent, ce sont des membres de la direction nationale qui viennent prêter main forte aux militants locaux, qui profitent de la large assistance offerte par ces festivités pour faire intervenir un orateur renommé. Nous le voyons, ces fêtes opèrent parfaitement la jonction entre la sphère civile et la sphère partisane. Ce sont des moments habituellement profanes, qui sont appropriés par le Parti, à l'image de ce que nous montrions dans notre chapitre précédent, lorsque nous analysions la place du PCF

[313] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 4 juillet 1971.
[314] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 5 juin 1966.

dans la vie quotidienne de ses militants. Ces rassemblements populaires restent sans doute l'exemple le plus marquant de la politisation de la société – hors de la propre microsociété que représente le Parti – réalisée par les communistes. La présentation d'un de ceux-ci est parfaitement symbolique de ce phénomène :

> « En échange du délassement joyeux que nous présenterons, vous apporterez **au Parti des travailleurs, au Parti qui ne cesse de défendre vos revendications et vos intérêts**, en même temps que la cause du progrès, de la démocratie et de la paix, le réconfort de votre présence. Mais cette fête doit être une occasion de nous rassembler, non seulement pour nous distraire, **mais pour nous sentir plus nombreux et plus forts.** »[315]

Ce que nous venons de décrire, l'ensemble des fêtes organisées par les militants communistes le partagent. Il convient toutefois de distinguer les différences existant entre la fête fédérale et les plus modestes fêtes de *la Terre*, ces deux événements comportant chacun des singularités qui leurs sont propres.

Ainsi, les fêtes de *la Terre* sont apériodiques : leur tenue dépend de la volonté des militants des sections ou cellules rurales désirant organiser cet événement. La première a ainsi lieu à Adriers, le 30 août 1964, dans la section de l'Isle-Jourdain.[316] La manifestation connaissant « un début prometteur »,[317] le phénomène s'est rapidement répandu – vraisemblablement aussi à travers le travail du permanent paysan Auguste Touchard – et on vit apparaitre au fil du temps plusieurs autres éditions dans différentes localités du département : la section de Gençay organise la sienne à St-Secondin dès 1965, celle de Lussac-les-Châteaux à Gouex et Voulême voit se dérouler celle de la section de Civray. Les fêtes sous le patronage de *la Terre* sont particulières dans le sens où le journal qui parraine ces événements est spécialement destiné aux agriculteurs. Les localités dans lesquelles elles sont organisées sont donc significatives de zones où le Parti est considérablement ancré dans le milieu rural : c'est donc naturellement qu'on retrouve les sections les plus actives et/ou massives du Sud du département, et le choix des communes où les festivités se déroulent ne doit rien au hasard. Adriers est ainsi administrée par André Rideau depuis 1947, et Gouex est aux mains des communistes depuis 1933. Le mélange des genres est donc ici d'autant plus éclatant que les festivités partisanes se confondent avec l'action municipale des maires de ces localités. Cependant, la taille réduite de ces communes n'a d'égale que l'affluence que ces fêtes engendrent : en moyenne, elles attirent environ un millier de personnes,[318] soit le double de la

[315] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 août 1966.
[316] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 23 août 1964.
[317] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 6 septembre 1964.
[318] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 12 juillet 1970.

population de ces villages. Le *meeting* tronquant l'après-midi en deux est l'occasion d'aborder des sujets concernant les participants : le plus souvent, ce sont des rédacteurs de *la Terre* comme Louis Fraysse,[319] ou des responsables nationaux du secteur paysan comme Fernand Clavaud qui s'expriment.[320] Le succès de ces manifestations est significatif de la bonne réception qu'offre la campagne du département au Parti, et montre que l'ouvriérisme latent régnant dans ses instances dirigeantes nuit plus qu'il n'apporte à la Fédération. Les attentes rurales sont d'autant plus significatives lorsque ces mêmes sections à tendance agricole organisent coup sur coup trois fêtes de *la Terre* en présence d'André Merlot du Comité central afin de célébrer le Programme commun fraichement signé entre le PCF et le PS.[321]

A Châtellerault, où est organisée chaque année sur deux jours la fête fédérale sur le terrain de l'Abattoir, ou « Sanital », en pleine zone industrielle, c'est l'année 1968 qui marque un tournant. Alors que l'édition de cette année se passe dans des conditions particulières – en pleine campagne pour les législatives tout juste annoncées, le lendemain de la manifestation massive qui clôt le mouvement poitevin de mai 1968 et sous une pluie torrentielle – elle permet à la Fédération de réaliser 33 adhésions d'un coup. Sa préparation aussi fut un peu particulière puisqu'elle s'inscrit dans le moment où les communistes locaux créent sous l'impulsion du Comité départemental d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien des comités de base dans le département. C'est ainsi l'occasion pour eux d'annoncer l'événement presque trois mois avant sa tenue, et de tenir régulièrement les lecteurs de la presse fédérale de l'avancée de la vente des vignettes.[322] A partir de cette date, les fêtes suivantes font l'objet d'une immense campagne de publicité dans la fête fédérale et semble être le point culminant de la vie de la Fédération. Dès l'année suivante, l'ampleur de l'événement semble augmenter : les militants commencent à chiffrer le bilan plus précisément. En effet, jusque là, il était systématiquement questions de « plusieurs milliers de personnes. »[323] La fête de 1969 et son succès permettent de préciser l'affluence : « 3.000 à 4.000 participants » ainsi que le bilan de la propagande : « 19 adhésions réalisées et plus de 100.000 AF de livres vendus. »[324] Ce deuxième succès consécutif de la fête fédérale – qui s'appuie vraisemblablement sur la proximité de l'élection présidentielle et de la courte défaite

[319] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 6 septembre 1964.
[320] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 19 juillet 1970.
[321] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 3 septembre 1972.
[322] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.
[323] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 11 juin 1967.
[324] [324] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 juillet 1969.

de Jacques Duclos au premier tour – pousse une fois de plus les communistes à perpétuer cette communication massive autour de la fête. Pour l'occasion, certains numéros sont même entièrement consacrés à l'annonce de cet événement.

Numéro de *la Semaine dans la Vienne* entièrement consacré à l'annonce de la fête fédérale, 1971[325]

La programmation s'adapte également à l'affluence, et des types de spectacles plus grand public apparaissent, comme des combats de *catch* sponsorisés par l'entreprise Ricard, dont l'enseigne s'étale sur les pages du journal ci-dessus. Ces fêtes deviennent donc à partir du coup de fouet donné par l'année 1968 de grosses machines, où un *maximum* de sections et de

[325] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne* + *Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 5 juillet 1971.

cellules se doivent de participer (c'est aussi ce qui en fait de plus grosses manifestations que les fêtes de *la Terre* où l'organisation ne revient qu'à une seule section parfois assistée de militants limitrophes). Une vingtaine de stands de jeux, de spécialités régionales – culinaires ou non – tournent donc à plein régime afin de remplir les caisses du Parti ; en plus du stand de la souscription fédérale, et du « stand du recrutement, à coté des trois drapeaux qui flottaient au dessus de la fête : deux tricolores et un rouge. »[326] Le mélange des genres, entre sphère civile et sphère politique semble encore une fois s'opérer, les fêtes les plus tardives estompant peut-être de plus en plus le coté militant de celles-ci. Mais la tradition est respectée et aucune des manifestations ne se déroule sans la traditionnelle intervention d'un dirigeant national du Parti : on ne citera que l'exemple de Michel Couillet en 1964 ou de Marcel Zaidner en 1971. La portée politique des fêtes fédérales, bien que nuancée au fil du temps afin de satisfaire l'assistance, est donc indéniable, et le rapport entre contexte et affluence évident : la fête de 1972, dont la campagne est menée tambour battant dans le contexte d'euphorie de la signature du Programme commun attire 5 000 personnes et vend pour 250 000 AF de livres.[327] L'étude du fond politique de la propagande communiste de la Vienne nous montrera l'importance de ce succès, au regard de la place que prend la lutte pour l'union dans le travail idéologique du PCF.

Les fêtes populaires organisées par la Fédération de la Vienne sont donc un moment privilégié pour la vie de l'organisation, l'affluence de visiteurs étant un gage de bonne santé, et constituent une phase essentielle du travail de propagande du Parti. Offrant un temps d'écoute plus qu'inhabituel pour le PCF, ces rassemblements massifs sont une occasion idéale de diffuser les idées du Parti au cœur des masses, peu habituées au contact militant. « Car il ne s'agit pas seulement d'une fête, il s'agit aussi de la plus grande manifestation politique de notre département. »[328] Il est donc nécessaire de maintenir un équilibre constant entre événement profane et événement politique, afin de stabiliser la balance entre public militant et public curieux, et de ne pas prêcher que devant des convaincus : « c'est l'occasion de rassembler non seulement [des] amis et sympathisants mais aussi de très nombreuses personnes qui trouvent souvent pour la première fois le contact vivant avec [le] Parti. »[329]

[326] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 juillet 1969.
[327] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 9 juillet 1972.
[328] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 14 juin 1970.
[329] *Ibidem*

HUMANITE-DIMANCHE (Nouvelle série). — N° 228. DIMANCHE 20 JUILLET 1969 PAGE A

LA SEMAINE DANS LA VIENNE

GRAND SUCCÈS DE NOTRE FÊTE FÉDÉRALE

3.000 à 4.000 participants

Quelques vues de la foule autour du podium

Une vue de la tribune pendant le meeting

C'est le camarade A. Brunet, membre du Comité Central, qui assura le meeting organisé à 17 heures le dimanche. Le camarade P. Laurent, du fait d'un deuil, ne pouvait être parmi nous.

A. Brunet expliqua rapidement les positions et les propositions de notre Parti sur les problèmes principaux du moment et il insista sur le rôle que notre Parti jouait pour la défense des revendications, dans la lutte pour la démocratie et le socialisme.

On remarque à la tribune nos camarades Paul Fromonteil, secrétaire fédéral; A. Bouloux, ancien député; Léon Monteil, Dias, J. Perillaud, du Secrétariat fédéral, et les membres du Bureau fédéral.

19 adhésions réalisées et plus de 100.000 AF de livres vendus au stand fédéral

Au stand fédéral, nos camarades G. Prévost, J. Fromonteil et J. Géron vendaient les livres de notre Parti.

Claude Prévost dédicaçait son livre « Les étudiants et le gauchisme ». A. Brunet signait le livre de Jacques Duclos « Tambour battant ».

Ajoutons que Lydia Lainé signait également son livre de nouvelles, assistée par Mme Osmont.

Enfin, Camille Roy et Georges Dias animaient une équipe de recruteurs. 19 adhésions furent faites au cours de la fête.

Bilan de la fête fédérale de 1969[330]

Pour cela, la Fédération s'insère dans un schéma de sociabilités, propre au monde rural, afin de se faire une place et doit pour cela braver « la concurrence de plusieurs fêtes dans les communes voisines. »[331] Cette insertion au sein de traditions locales est particulièrement criante dans le cas des fêtes de *la Terre*, qui se tiennent dans des communes où les communistes sont au pire très implantés, au mieux chez eux : « lorsque la mairie est conquise, les sociabilités partisane et municipale tendent à se confondre : la fête de la section devient municipale. »[332] Politiser un événement qui ne l'est initialement pas, ou bien à l'inverse déconstruire la portée exclusivement politique d'un événement militant : ainsi pourrait être résumée la caractéristique clé de ce type d'événement qui offre une tribune de choix au PCF.

[330] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 juillet 1969.
[331] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 6 septembre 1964.
[332] MISCHI Julian, « Etre communiste en milieu rural », *in Etudes rurales*, 2004, n° 171-172, p. 64.

Il va désormais s'agir de voir si ce principe de mélange des genres, qui ouvre si bien la porte aux idées communistes, est également appliqué à la propagande de fond produite par la Fédération.

II- Une propagande fluctuante, mais prolifique et relativement protéiforme

A travers cette première partie, nous allons tenter, sans trop nous intéresser au fond de cette propagande, d'en esquisser les caractères principaux, en s'attachant aux problématiques de rapport à la Fédération, de provenance, de diffusion et de contextualisation.

A/ L'expression de la structure fédérale à travers la propagande communiste de la Vienne

A travers la propagande diffusée par les communistes encartés de la Vienne, il est tout d'abord important de constater que celle-ci reflète naturellement les tendances structurelles de la Fédération que nous avions dégagées durant notre premier chapitre. En analysant la presse communiste de la Vienne, on détermine ainsi des titres qui se distinguent par rapport à d'autres – en termes de parutions, de format, de qualité etc.

On trouve ainsi à la base les petits journaux de cercles et de cellules. Ceux-ci se rattachent à diverses structures, et se calquent sur l'organisation du Parti. On compte donc une presse produite en fonction du lieu de travail : ce sont les journaux d'entreprises, le plus emblématique étant certainement *l'Espoir de la MAC*, rattaché à la Manufacture d'armes de Châtellerault qui ferme ses portes en novembre 1968. *L'Eclaireur* est rédigé par la cellule des hôpitaux de Poitiers, et *la Bonne Voie* par les cheminots de la SNCF. Les journaux édités par les cellules d'enseignants sont pour leur part, à l'image des cellules dont ils émanent, soit rattachés aux établissements pour lesquels travaillent leurs rédacteurs (*Découvrir* est publié par la cellule M. Audin de la faculté de sciences, par exemple), soit à un regroupement d'enseignants travaillant dans la même zone géographique (*le Bulletin de la cellule Paul Eluard* que nous avons déjà évoqué, est ainsi distribué par les professeurs de la Fédération). Nous comptons également une presse produite en fonction du lieu d'habitation : ce sont souvent des journaux liés à des quartiers de Poitiers (comme *l'Avant-garde de Montbernage*), ou à des villages (à l'image du *Gouex Républicain*). Tous ces bulletins ont des formats relativement variables : s'ils sont tous au format A4 (210x297 mm), ils peuvent aller d'une simple feuille *recto-verso* à un recueil de plusieurs pages agrafées. Ce sont tous des

documents ronéotypés : ils utilisent un procédé de reproduction basé sur un duplicateur manuel (la Ronéo) fonctionnant avec une solution d'alcool qui permet de réaliser un nombre relativement limité, mais suffisant de copies, puisque le rayon de la diffusion de cette presse de cellule reste relativement restreint (il est limité à l'entreprise ou au quartier).

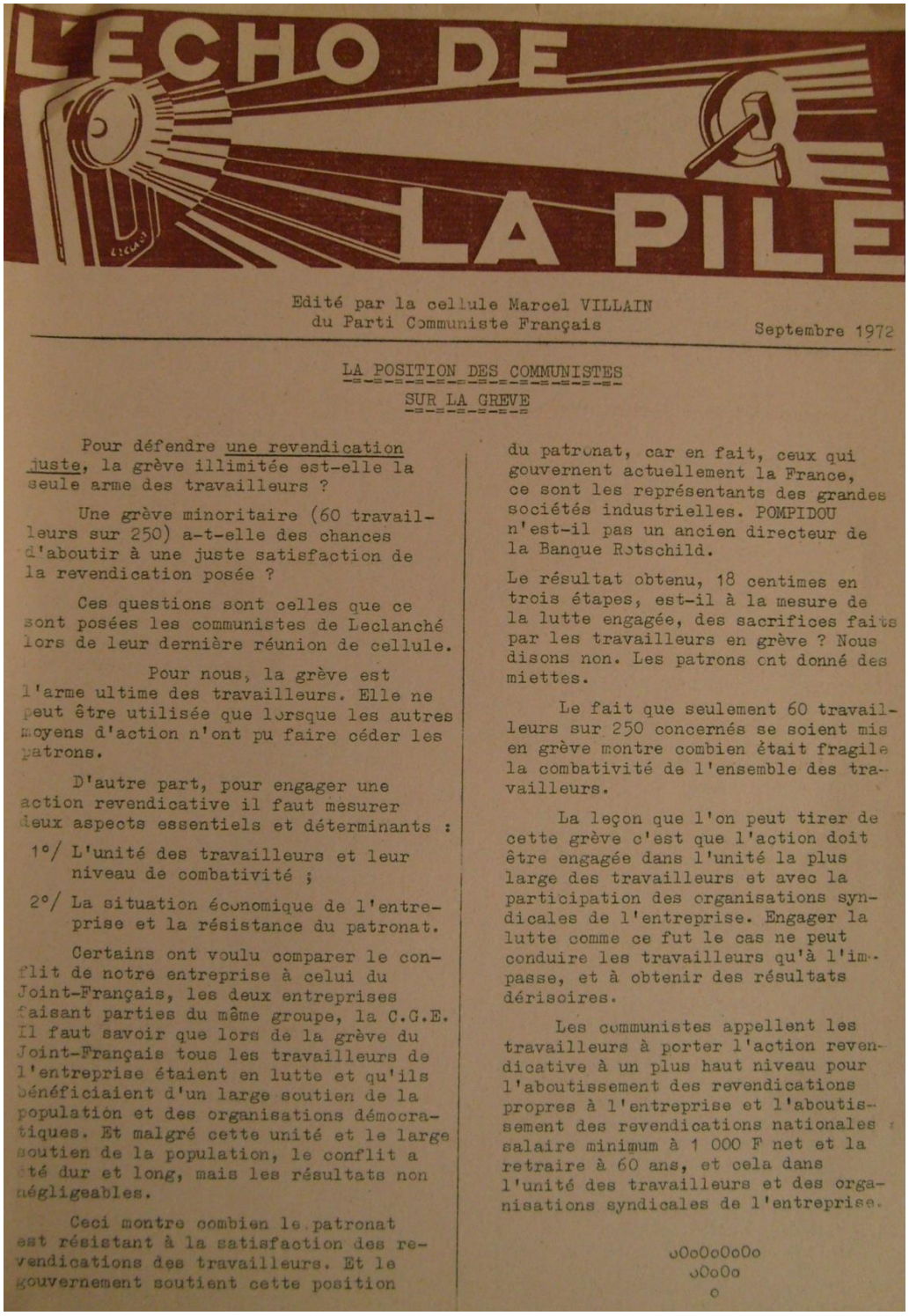
Ce type de feuille se rapproche beaucoup du tract : la qualité de l'impression liée au *processus* de duplication que nous venons de décrire, son caractère plus ou moins apériodique et sa vraisemblable gratuité lui confèrent cette proximité avec cet autre type de matériel militant. Les petites feuilles de cellules sont donc éditées et distribuées de façon relativement irrégulière par les militants de cellules, qui réalisent eux-mêmes cette presse grâce à l'aide fournie par l'échelon fédéral : le duplicateur qui permet aux cellules d'imprimer leur presse est mis à la disposition des adhérents au siège de la Fédération (on suppose que ce type de matériel est également disponible à Châtellerault, où le PCF dispose également d'une permanence). La géographie des journaux de cellule tient naturellement de cette localisation des ronéotypeuses. Celle-ci est naturellement due à la densité de militants et amplifie cette impression de concentration communiste à Poitiers et à Châtellerault. C'est ainsi dans ces villes que l'on retrouve la plupart des feuilles de cellules, d'une part parce que ce sont dans ces villes que l'on a les cellules les plus fournies, qui disposent des moyens humains nécessaires à l'élaboration d'un petit journal, et d'autre part parce que ce sont dans ces sections que les adhérents disposent du matériel nécessaire pour l'édition de cette petite presse militante. Tandis que les cheminots, professeurs et étudiants semblent les plus prolifiques à Poitiers, la presse de cellules châtelleraudaise se situe dans les entreprises les plus importantes : outre la MAC, on trouve l'usine de compteurs Jaeger, ou la SOCHATA. Alors que les ouvriers sont les principaux rédacteurs de journaux de cellules châtelleraudais, à Poitiers, la concentration militante communiste se traduit différemment, par l'édition de nombreux journaux de quartiers. Le Parti, dans sa logique d'intégrer les différentes composantes de l'espace social, investit les conseils de quartier, les amicales de locataires qui intéressent les communistes pour plusieurs raisons : ce sont des structures qui se multiplient avec l'apparition des HLM investis par les classes que défend le PCF ; elles sont censées prendre en compte la parole des habitants et constituer une force démocratique ; elles militent pour une politique de la ville semblable à celle que développent les maires communistes : pour la construction d' « équipements collectifs indispensables à la vie de la cité : crèches, écoles, terrains de jeux et équipement sportifs divers, locaux de réunions, centres sociaux,

centres commerciaux, organisation de la vie culturelle etc. »[333] Les journaux rattachés aux cellules qui sont issues ces zones urbaines permettent donc de diffuser la voix communiste aux riverains afin de peser dans les conseils de quartier : on retrouve donc une fois de plus cette proximité avec le principe du tract. Les titres ou les localisations de cette presse évoquent donc des quartiers relativement « populaires » de Poitiers, excentrés, majoritairement situés à l'Est du Clain : *Cités Nouvelles* est distribué aux Sables, *Vivre* à la Pierre-Levée, *l'Unité* aux Couronneries etc. Enfin, si le phénomène semble beaucoup plus rare, nous avons pu retrouver un numéro du *Gouex Républicain,* rédigé par la cellule du village où le PCF détient la mairie sur l'ensemble de notre période. La présence d'un titre dans une cellule aussi petite semble donc s'expliquer par l'assise acquise par le Parti dans le petit village, plus que par la forte concentration de militants. Par ailleurs, rappelons que Gouex dépend de la section de Lussac-les-Châteaux et qu'elle est la cellule de village où milite Robert Bon, dont nous avons déjà mentionné le nom en tant que militant actif et, à notre époque, conseiller municipal dans cette petite commune. Cette presse est particulièrement intéressante, dans la mesure où elle prend en compte les aspirations et les revendications réelles de la base militante de la Fédération. C'est un matériau qui vient d'en bas : un numéro de *l'Eclaireur* (cellule des hôpitaux de Poitiers) est même consacré à la greffe du cœur.[334] Nous n'en avons malheureusement qu'une vision partielle, puisque la plupart de ces journaux n'a pas été conservée dans les archives. Si les différents numéros de cette presse avaient été classés de façon linéaire, nous pourrions aujourd'hui établir un historique de la revendication communiste par secteur d'activité et par zone géographique précise. En effet, l'intérêt principal de ces petites feuilles de cellules est qu'elles soulèvent les problématiques les plus pragmatiques, qui concernent directement les travailleurs ou habitants, communistes ou non, d'une même entreprise ou d'un même voisinage. Les colonnes de ces petits journaux permettent donc d'observer les positions des communistes face à des faits précis.

Et si cette presse relaie évidemment la ligne théorique globale du PCF à travers des textes généralistes, sa principale qualité reste qu'elle aborde des thèmes spécifiques aux branches professionnelles ou aux quartiers dont sont issues les cellules qui la rédige. Ainsi peut-on voir dans un numéro de *l'Avant-garde de Montbernage* un texte énonçant les raisons de voter

[333] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 décembre 1970.
[334] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Eclaireur,* février 1968.

communiste aux élections législatives côtoyer un encart sur la mauvaise qualité des trottoirs et les problèmes de ramassage scolaire dans le quartier pictavien.[335]



L'ECHO DE LA PILE

Edité par la cellule Marcel VILLAIN
du Parti Communiste Français — Septembre 1972

LA POSITION DES COMMUNISTES
SUR LA GREVE

Pour défendre une revendication juste, la grève illimitée est-elle la seule arme des travailleurs ?

Une grève minoritaire (60 travailleurs sur 250) a-t-elle des chances d'aboutir à une juste satisfaction de la revendication posée ?

Ces questions sont celles que ce sont posées les communistes de Leclanché lors de leur dernière réunion de cellule.

Pour nous, la grève est l'arme ultime des travailleurs. Elle ne peut être utilisée que lorsque les autres moyens d'action n'ont pu faire céder les patrons.

D'autre part, pour engager une action revendicative il faut mesurer deux aspects essentiels et déterminants :

1°/ L'unité des travailleurs et leur niveau de combativité ;

2°/ La situation économique de l'entreprise et la résistance du patronat.

Certains ont voulu comparer le conflit de notre entreprise à celui du Joint-Français, les deux entreprises faisant parties du même groupe, la C.G.E. Il faut savoir que lors de la grève du Joint-Français tous les travailleurs de l'entreprise étaient en lutte et qu'ils bénéficiaient d'un large soutien de la population et des organisations démocratiques. Et malgré cette unité et le large soutien de la population, le conflit a été dur et long, mais les résultats non négligeables.

Ceci montre combien le patronat est résistant à la satisfaction des revendications des travailleurs. Et le gouvernement soutient cette position du patronat, car en fait, ceux qui gouvernent actuellement la France, ce sont les représentants des grandes sociétés industrielles. POMPIDOU n'est-il pas un ancien directeur de la Banque Rotschild.

Le résultat obtenu, 18 centimes en trois étapes, est-il à la mesure de la lutte engagée, des sacrifices faits par les travailleurs en grève ? Nous disons non. Les patrons ont donné des miettes.

Le fait que seulement 60 travailleurs sur 250 concernés se soient mis en grève montre combien était fragile la combativité de l'ensemble des travailleurs.

La leçon que l'on peut tirer de cette grève c'est que l'action doit être engagée dans l'unité la plus large des travailleurs et avec la participation des organisations syndicales de l'entreprise. Engager la lutte comme ce fut le cas ne peut conduire les travailleurs qu'à l'impasse, et à obtenir des résultats dérisoires.

Les communistes appellent les travailleurs à porter l'action revendicative à un plus haut niveau pour l'aboutissement des revendications propres à l'entreprise et l'aboutissement des revendications nationales : salaire minimum à 1 000 F net et la retraire à 60 ans, et cela dans l'unité des travailleurs et des organisations syndicales de l'entreprise.

oOoOoOoOo
oOoOo
o

Entre théorie générale et revendications spécifiques, un exemple de journal de cellule : *l'Echo de la Pile*, 1972[336]

[335] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Avant-garde de Montbernage,* février 1967.
[336] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Echo de la Pile,* septembre 1972.

A l'échelon intermédiaire, nous trouvons les journaux de sections. Ici, les titres sont beaucoup moins variés. On notera toutefois un détail intéressant : la rentrée de l'année 1972, après le mois de juin et la signature du Programme Commun, voit se multiplier le nombre de titres de journaux de sections. Pour exemple, on citera l'apparition de *l'Echo de Vouillé,* dont le premier numéro sort en novembre 1972 et souligne que l'accord entres les socialistes et les communistes « est sans conteste le fait politique le plus important depuis 1947. »[337] Ces journaux sont symptomatiques des sections trop faiblement pourvues en effectifs pour diffuser des publications rattachées aux cellules, mais qui le sont néanmoins trop pour que des feuilles de sections ne soient pas distribuées à l'échelle du canton. En reprenant notre carte de la géographie communiste dans le département de la Vienne, on que les sections aptes à distribuer de façon plus ou moins régulière des journaux rédigés par leurs propres soins sont celles qui comptent des forces militantes relativement importantes. Cependant, nous pouvons compter certaines sections qui ne semblent étonnamment pas produire de presse régulière et soignée en dépit de leurs effectifs : si nous reprenons notre thèse selon laquelle Robert Bon reste le principal animateur de celle de Lussac-les-Châteaux, nous pouvons comprendre que celui-ci concentre son activité sur le journal de sa cellule de Gouex. Mais la section de l'Isle-Jourdain, ou les militants sont les plus nombreux après celles de Poitiers et de Châtellerault, ne produit qu'une presse très occasionnelle et ronéotypée, *l'Action Isloise,* qui se fait très rare – et presqu'inexistante – dès 1967. Ce constat pose donc la question du militantisme, qui doit être différencié du fait d'adhérer. Car si cette section, comme certaines autres, disposent d'une assise numérique importante, peu d'activité militante semble en découler. Dans le même temps, et en lien avec l'affirmation précédente, il pose également la question de l'activité rurale communiste. Alors qu'on assiste dans une section de taille moyenne comme celle de Civray à une activité politique et sociale régulière – notamment au travers de l'usine PBL où les ouvriers doivent se battre régulièrement contre des plans de licenciements et pour des augmentations de salaires en organisant des grèves et des manifestations[338] – *la Voix du Civraisien* ne commence à paraître qu'en 1966 et voit régulièrement ses numéros s'espacer de plusieurs mois (le n°6 parait en janvier 1967[339], le suivant en décembre de la même année[340]). Cela pose le problème de l'isolement, et du manque de concentration communiste : les militants forment une section mais restent disséminés dans différentes petites cellules rurales et ne parviennent pas à fournir une activité politique soutenue, régulière.

[337] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Echo de Vouillé,* novembre 1972.
[338] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 avril 1968.
[339] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Echo des journaux de cellules,* février 1967.
[340] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Echo des journaux de cellules,* janvier 1968.

A l'inverse, on trouve des sections où la concentration communiste est réelle et permet d'éditer une presse régulière : c'est le cas à Châtellerault, où *l'Avenir du Châtelleraudais* est vendu mensuellement au prix de 50 centimes depuis février 1964.[341] Imprimée sous presse sur papier journal (nous avons quelques exemplaires ronéotypés[342]) – à la différence des *Echo de Gençay* et *Echo de Vouillé* par exemple dont les premiers numéros datant de 1972 sont ronéotypés[343] – cette publication permet de contrebalancer la presse des cellules ouvrières vraisemblablement distribuée dans les usines concernées exclusivement. En élargissant les thématiques aux problèmes paysans[344] (puisque la section de Châtellerault compte, malgré son caractère industriel, des cellules rurales) ou de quartiers[345] sur fond de questions politiques d'ordre général, une distribution plus large que dans le seul cadre ouvrier est permise. Si la concentration militante permet la parution de ce titre, il est important de ne pas négliger en outre la présence de personnalités active comme Paul Fromonteil, pour Châtellerault, qui participe activement à l'élaboration du journal. C'est ce qui nous permet de trouver le même format de journal à Chauvigny, où il semble que ce soit moins la concentration communiste que l'activité de Jean-Pierre David qui impulse la rédaction de *l'Echo Chauvinois*. Principalement rédigé lors d'élections locales, le journal explique généralement le projet communiste pour la ville, le canton, ou la circonscription. Si nous n'avons pas retrouvé d'exemplaire de *l'Echo de Loudun,* les dates de parution dont nous disposons nous permettent de supposer que son contenu reste similaire à celui de *l'Echo Chauvinois.* Nous l'avons vu, si les journaux de sections des cantons moyens du département semblent faire office de tract électoral détaillé, *l'Avenir du Châtelleraudais* fournit pour sa part un travail plus proche du journalisme militant local, en paraissant régulièrement, et en diversifiant ses thématiques. La qualité matérielle et la pertinence du fond développé, en mêlant revendications globales et enquêtes locales, font de ce titre un complément sérieux à la presse produite par l'échelon supérieur.

[341] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Echo des journaux de cellules,* mars-avril 1964.
[342] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* mars 1969.
[343] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Echo de Gençay,* août 1972 et *l'Echo de Vouillé,* novembre 1971.
[344] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* juin 1969
[345] AFVPCF, « 65 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* mars 1965.

Les Communistes et les perspectives de l'agriculture

La situation de nos campagnes et des agriculteurs s'est dégradée rapidement au cours des dernières années. Ce n'est pas la conséquence du progrès technique. C'est le résultat d'une politique, celle du gouvernement gaulliste !

Les communistes, dès l'accession au pouvoir des banquiers et des barons de l'industrie, ont dénoncé cette politique. Ils l'ont combattue avec vigueur non parce qu'ils sont opposés au progrès mais parce que leur raison d'être est la défense des travailleurs et que ceux-ci ne doivent pas être les victimes des acquisitions de la science et de la technique : ils doivent en bénéficier.

L'exode rural massif a été le premier résultat de la politique gaulliste. Chaque année des dizaines de milliers de paysans sont chassés de leur fermes, jettés sur le marché du travail où l'on dénombre déjà 500.000 chômeurs.

Mais les conditions de ceux qui restent à la terre, n'en sont pas pour autant améliorée. Les conditions d'existence de la petite et moyenne paysannerie s'aggravent. Il y a quelques années on leur conseillait de produire pour mieux vivre. Aujourd'hui ils sont contraints de détruire une partie de leur récolte (fruits et légumes) ou menacés d'être contraints de réduire leur production (produits laitiers). La mévente sévit. L'écart va croissant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles. Et il convient de ne pas oublier que si, avec le MODEF en particulier, des luttes constantes n'avaient été menées la situation serait encore plus difficile.

* * *

La majorité des paysans sont donc les victimes d'une politique gouvernementale absolument contraire à leurs intérêts. Voilà pourquoi ils voteront « Non » au référendum-plébiscite (vous trouverez en page 6 les raisons qui nous conduisent à appeler à voter « NON » le 27 avril).

La majorité des paysans ne peuvent espérer de salut sans un changement radical de politique. Leur avenir est lié à celui de tous les travailleurs. Une amélioration sensible et durable de leur sort passe par l'instauration d'une démocratie réelle dans notre pays.

L'avenir est à la coopération, aux moyens modernes de production mais pour la campagne comme pour la ville il faut mettre fin au régime des milliardaires qu'est le régime gaulliste.

Une démocratie avancée permettrait aux paysans de s'organiser librement, de transformer et de vendre leurs produits dans des conditions correctes. Il faut que l'incertitude du lendemain cesse pour nos campagnes. Nous pensons que de tels objectifs sont réalisables. Nous en avons discuté sérieusement, nous avons envisagé les moyens pour les réaliser.

Voilà pourquoi nous conseillons à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la France de lire le « Manifeste pour une démocratie avancée et pour une France Socialiste ». Ce document témoigne de notre souci de la défense des intérêts des travailleurs et de l'intérêt national.

Pour l'agriculture, pendant 2 jours en novembre, 400 militants communistes se sont réunis pour définir un programme adapté aux réalités actuelles et permettant de préciser les objectifs que les forces démocratiques peuvent se fixer et atteindre ensemble. Vous trouverez en page 6 un résumé de ce programme.

Audacieuses et réalistes telles sont nos propositions. Préparer une France digne du 20e siècle par l'union de toutes les forces populaires et démocratiques, tel est notre objectif. Cela exige que travailleurs des villes et des champs se retrouvent ensemble.

P. FROMONTEIL
Secrétaire Fédéral du P.C.F.

L'Avenir du Châtelleraudais

Journal édité par les Sections de Châtellerault du Parti Communiste Français

MARS 1969 — N° 32 PUBLICATION PERIODIQUE 0,50 F.

L'avenir de notre agriculture et de nos campagnes

Exige la lutte contre le Plan MANSHOLT et le plan BOULIN

Le plan Mansholt prévoit :

- Liquidation de 5 millions d'agriculteurs en 5 ans
- 5 millions d'hectares soustraits à la culture
- Baisse de 30 % des produits laitiers à la production avec le plan BOULIN c'est une nouvelle et grave offensive contre notre agriculture et nos campagnes

Avec le plan MANSHOLT

Le tiers du département va-t-il mourir ?

Dans le cadre de négociations sur les problèmes agricoles du Marché Commun, M. Mansholt a expliqué aux ministres des affaires étrangères et aux ministres de l'agriculture des Six, rassemblés à Bruxelles, quelle serait l'inspiration générale des textes soumis à la discussion.

Il n'est pas possible, dans ce bref article, d'analyser l'ensemble des déclarations de M. Mansholt. Néanmoins, parmi les idées qu'il a avancées, on peut en retenir quelques unes :

A) Nécessité de créer de grandes unités d'exploitation : à titre indicatif, M. Mansholt a parlé de 80 à 120 hectares pour la production céréalière, de 450 à 600 porcs, de 40 à 60 vaches, de 150 à 200 bovins à l'engrais.

B) Pour atteindre ce but, M. Mansholt envisage entre autre:

a) l'accélération de l'exode agricole. Chaque année 900 exploitations agricoles disparaissent dans la Vienne. Le plan Mansholt signifierait donc que le rythme des disparitions serait plus élevé encore.

b) D'autre part, dans l'Europe des Six, CINQ MILLIONS d'hectares seront mis hors culture ; 5.000.000 d'hectares actuellement cultivés seraient donc abandonnés.

Cela risque de toucher directement notre département.

Nous avons dit, il y a plusieurs années de cela dans ce journal que notre département est en danger. Rappelons en effet que selon la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes, la région du département de la Vienne dite « des Brandes et Bremnes » (soit 1/3 du département, située en gros entre Poitiers et Montmorillon) est classée comme « ZONE D'ABANDON POSSIBLE ».

Depuis les déclarations de M. Mansholt, cette possibilité se fait encore plus menaçante et risquerait bien de devenir réalité si l'on n'y prend pas garde.

Plan MANSHOLT et plan BOULIN
Aggravation de la Crise Laitière en POITOU-CHARENTES

(voir informations en pages intérieures)

<u>Un exemple de choix thématique pour *l'Avenir du Châtelleraudais*, 1969[346]</u>

[346] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* mars 1969.

Car le principal titre distribué par les militants communistes est bien sûr celui rédigé à l'échelon fédéral, la page éditée toutes les semaines, qui regroupe des articles relatifs à l'ensemble de la Vienne : *la Semaine dans la Vienne* (*SDV*). Couplée à *l'Humanité-Dimanche*, cette feuille fédérale est donc distribuée tous les dimanches, en plus de la version magazine et hebdomadaire de l'organe de presse central du Parti, *l'Humanité*. Evoluant au fil de notre période pour s'adapter à l'air du temps et à celui de *l'Humanité-Dimanche*, le format de la *SDV* passe de grand (575x410 mm) au début de notre période à tabloïd (410x290 mm) en mars 1965 après 862 numéros de l'ancienne formule,[347] puis, toujours dans le format tabloïd, à 374x289 mm en avril 1971,[348] après 318 numéros de l'ancienne formule. Son prix de vente évolue également pour passer de 1 franc à 1.5 francs le 12 octobre 1969.[349] Cette page reste très généraliste : elle rassemble des communiqués, comptes-rendus, enquêtes rédigés par les différentes sections de la Fédération ainsi que par les organisations satellites du PCF (principalement syndicales : CGT, FEN, MODEF etc.) et des articles commentant la vie de la cité et du Parti. On y retrouve également parfois des copies intégrales des journaux de section lors de parutions spéciales, notamment en période électorale.[350] La rédaction émane donc des sections et des membres du Comité fédéral, ce qui confère au journal une irrégularité quant au nombre d'articles et de pages : les vacances scolaires amoindrissent considérablement la masse d'information contenue dans la page de la Vienne, qui devient de fait une simple page *recto-verso*. On notera toutefois que Maxime Dumas rédigeait presque systématiquement l'éditorial de la *SDV* jusqu'à la fin de son mandat de Secrétaire fédéral en 1968. Son éviction semble marquer une rotation plus importante des rédacteurs du journal. Parallèlement à cet hebdomadaire, la Fédération diffuse également à un rythme mensuel *la Vienne Démocratique*, à partir de novembre 1967. Cette publication, vendue au prix d'un franc, reprend pour l'essentiel les articles parus dans la *SDV* précédant sa distribution. La différence fondamentale entre ces deux journaux étant son mode de distribution : *la Vienne Démocratique* pouvait être distribuée librement dans le mois, alors que la vente de *la SDV* était liée à celle de *l'Humanité-Dimanche.*

[347] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.
[348] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 18 avril 1971.
[349] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 septembre 1969.
[350] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.

B/ Une diffusion qui ne suit pas ?

La distinction faite entre la *SDV* et *la Vienne Démocratique* est importante, malgré le fait que ce deuxième titre ne constitue qu'une compilation d'articles issus du premier. Cette différence de mode de distribution est difficilement compréhensible si on n'aborde pas la situation financière de la Fédération au moment de la création du mensuel fédéral communiste. Nous ne disposons malheureusement pas du détail des comptes fédéraux, mais nous avons pu retrouver dans les archives qui nous ont été transmises des correspondances entre l'administration du journal *l'Humanité* et la Fédération de la Vienne, au sujet du règlement des journaux achetés par les communistes du département. Le rapprochement avec la conjoncture immobilière que connaît la Fédération permet d'émettre une hypothèse qui peut expliquer cette situation. En septembre 1968, une souscription est lancée afin de financer l'achat de « la maison du Parti » à Poitiers.[351] La permanence fédérale déménage en effet du 18, rue du Marché (juste à coté de l'actuelle boutique Orange) – « qui ne [leur] appartenait pas et qui était insuffisant pour un travail correct de [la] Fédération »[352] – au 140, Grand' Rue, dans le but de « mieux travailler, d'avoir une meilleure activité répondant aux besoins actuels. »[353] Cette acquisition pose donc un problème financier à Fédération, qui se trouve face à une situation financière difficile. En effet, pour pouvoir s'offrir ce nouveau local, la Fédération a dû « emprunter 5 millions d'anciens francs [soit 50 000 francs, ce qui correspond pour l'époque à environ 55 000 euros actuels, nda] à des camarades qui ont mis leurs économies à […] disposition. »[354] Elle espère, grâce à la souscription lancée en septembre 1968, rembourser ces militants en six mois, grâce à des objectifs fixés pour chaque section. Un mois après le lancement, à la veille de l'Assemblée générale des communistes, les cellules en retard sont déjà plus nombreuses que celles qui sont dans les temps ou en avance (huit cellules en retard contre cinq ayant rempli leur objectif) et elles sont rappelées à l'ordre.[355] Quelques jours avant l'échéance des six mois fatidiques, la souscription en était seulement à 3 millions d'anciens francs.[356] Malgré les rappels à l'ordre et le battage qui est fait dans la *SDV* pour encourager la souscription, celle-ci semble s'essouffler. Pourtant, elle est symptomatique

[351] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 6 octobre 1968.
[352] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre de la Fédération à tous les communistes de la Vienne,* 21 septembre 1968.
[353] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre de la section de Poitiers du Parti communiste français aux camarades du secrétariat de cellule,* juillet 1968.
[354] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre de la Fédération à tous les communistes de la Vienne,* 21 septembre 1968.
[355] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Résultats cellule par cellule,* 20 octobre 1968.
[356] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 19 janvier 1969.

d'une situation particulière dans les caisses de la Fédération. Si nous avons consacré toutes ces lignes à un fait qui ne concerne pas la propagande de la Fédération, c'est pour permettre de bien comprendre que l'année 1968 est financièrement difficile pour la direction communiste départementale. Ainsi instaure-t-elle une rigueur budgétaire aux militants qui n'accepte plus les écarts vraisemblablement tolérés par le passé : il faut « veiller à ce que les jeunes camarades soient réellement membre du parti auquel ils ont sollicité l'adhésion »[357] et leurs cotisations doivent être à jour. Des efforts sont donc faits pour remplir les caisses de la Fédération, car cette situation dure depuis un certain temps : si l'achat d'un local permanent amplifie les difficultés financières de l'organisation communiste de la Vienne, c'est car celles-ci sont déjà existantes, et découlent du déficit de distribution de la presse nationale.

En effet, la fin de l'année 1967 est marquée par l'insistance de l'administration du journal *l'Humanité* vis-à-vis de la Fédération, étant donné la dette accumulée auprès du journal national par les militants du département. Celle-ci porte sur la diffusion de *l'Humanité-Dimanche* à laquelle est rattachée la *SDV*. Ce journal est distribué par des CDH, des Comités de diffusion, des Camarades diffuseurs, ou des Comités de défense de *l'Humanité*. Ce sont eux qui commandent un certain nombre de journaux à Paris. *L'Humanité* leur fait alors crédit de ces journaux que les CDH sont censés rembourser grâce au fruit des recettes de distribution du dimanche, ou en recueillant les cotisations des abonnés qu'ils ont fidélisés. Or, la fin de l'année 1967 est marquée par un nombre important de retards, plus ou moins conséquents, dans la remontée des sommes correspondant aux exemplaires expédiés aux militants de la Vienne. Face à cela, l'administration de l'organe de presse communiste fait parvenir aux CDH plusieurs lettres de rappels, avant d'interrompre leurs envois aux militants trop retardataires. Henri Durand, après six mois sans versement et un arriéré de 242 francs voit ainsi *l'Humanité* donner son dernier avertissement – le deuxième – avant de stopper ses envois à ce CDH d'Adriers, en décembre 1967.[358] Des courriers de ce type, nous en avons retrouvé par dizaines dans les archives de la Fédération de la Vienne. Nous ne pouvons pas nous faire une idée sur l'ampleur de ces retards puisque nous avons seulement des informations sur ceux de la fin de l'année 1967. Nous pouvons néanmoins estimer les problèmes que cela pose à la Fédération. Car lorsqu'un CDH n'est plus approvisionné en journaux, mais qu'il ne paie tout de même pas son dû, c'est à la Fédération que l'on demande des comptes. Or, à la veille de 1968, la facture semble exorbitante en regard des efforts que la Fédération a du fournir pour réunir la

[357] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre de la section de Poitiers du Parti communiste français aux camarades du secrétariat de cellule,* juillet 1968.
[358] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre de G. Gibout, chef de vente de* l'Humanité *à Henri Durand, 2ème rappel,* 21 décembre 1967.

somme permettant de rembourser l'achat de la permanence Grand' Rue : 21 404 francs manquent et risquent d'être demandés à la Fédération.[359] Car « pour les « comptes supprimés avec dettes », c'est-à-dire sans diffusion, en premier lieu, il faut voir l'intérêt de dédommager le Journal des sommes dues en effectuant un paiement. »[360]

La diffusion de la propagande communiste dans le département pose donc problème, puisque de nombreuses dettes existent et risquent d'échoir à la Fédération, qui s'apprête à s'engager financièrement dans l'achat d'une nouvelle permanence. Ces difficultés ne semblent néanmoins pas être propres au département de la Vienne. Si *l'Humanité* sollicite autant ces retours, c'est que le journal connaît lui-même des « difficultés financières »[361], dues à des baisses conséquentes du nombre d'abonnements et de numéros vendus. Dans la Vienne, on retrouve ce fléchissement dans la distribution. Il est régulièrement mis en cause dans le bulletin qui fait le point sur la situation de la propagande communiste dans le département de la Vienne : *le Propagandiste de la Vienne*. Cette brochure ronéotypée rédigée par le responsable fédéral de la propagande, Michel Amand, récapitule l'actualité de la propagande du Parti : dernières parutions de brochures, date des ventes de masse, événements organisés par diverses sections ou cellules, initiatives propagandistes originales, etc. Elle pointe également les sections les plus ou les moins performantes dans la diffusion de la propagande, afin de bien mettre en lumière les exemples à suivre et ceux à ne pas reproduire. *Le Propagandiste de la Vienne* est couplé avec *l'Echo des Journaux de cellules,* qui liste de façon plus ou moins détaillée des différents journaux communistes dont nous avons dressé un panorama dans la précédente partie, et en fait un résumé succinct. *Le Propagandiste,* qui parait de façon irrégulière (de deux à cinq fois par an) couvre la moitié de notre période : le dernier numéro que nous ayons, date de mars 1969. La plupart des numéros dont nous disposons mettent particulièrement l'accent sur le fait que les ventes de *l'Humanité-Dimanche* chutent allègrement : pour exemple, « d'avril 1965 au 16 octobre 1966 les sections de Poitiers et Châtellerault ont perdu 201 lecteurs. »[362] La situation en 1969 est encore plus claire : « si la vente de *l'Humanité* est stationnaire, celle de *l'Humanité-Dimanche* baisse : depuis 1958, [les communistes ont] perdu sur Poitiers et Châtellerault près de la moitié de [leurs] lecteurs. »[363] Ces deux villes étant vraisemblablement les principaux lieux de vente de la presse du Parti,

[359] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Diffusion, situation au 30 novembre 1967.*
[360] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Lettre du service vente de* l'Humanité *à la Fédération de la Vienne,* 11 décembre 1967.
[361] *Ibidem.*
[362] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *l'Echo des journaux de cellules,* octobre 1966.
[363] AFVPCF, « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969.

ces différentes informations donnent donc un aperçu de la baisse des ventes, et à quel point les déficits peuvent être menaçants pour la Fédération, qui s'apprête à effectuer une opération financière importante en achetant un nouveau bâtiment pour sa permanence.

Le début de l'année 1968 est donc marqué par des encouragements à la vente répétés dans la *SDV,* qui instaure une sorte de compétition entre les CDH pour savoir qui vendra le plus d'exemplaires de *l'Humanité* ou *l'Humanité-Dimanche*. Cette petite mise en concurrence des vendeurs dépasse alors le cadre interne au Parti qu'on retrouvait dans *le Propagandiste,* pour s'afficher publiquement dans les colonnes de la presse fédérale. La Fédération annonce fièrement qu'elle multiplie les créations de CDH, afin d'intensifier les distributions. Si d'un point de vue extérieur, cette effervescence du début de l'année 1968 autour de l'accroissement de l'activité de vente de presse par les militants de la Vienne peut apparaître comme une preuve de bonne santé de la Fédération qui réussit à multiplier ses forces vives, lorsqu'on connait davantage la situation du journal en lui-même d'une part, et des retards de paiements des CDH de la Vienne d'autre part, les encouragements répétés de la *SDV* adressés aux diffuseurs de la propagande communiste peuvent être assimilés d'une toute autre manière. Outre cette conséquence immédiate liée à la crise de la diffusion de la presse fédérale, on remarque au fil de notre période un envahissement progressif de la publicité entre les colonnes de la *SDV*. Une multiplication des annonceurs semble avoir été la solution privilégiée pour amortir les frais liés à la production du journal fédéral et aux éventuels déficits de distribution. A l'heure-même où la société de consommation explose en Europe occidentale, le PCF adopte un discours quelque peu surprenant concernant la justification de cette présence publicitaire exacerbée :

> « Toute entreprise commerciale ne peut aujourd'hui se développer que grâce à une publicité bien choisie. Nos annonceurs savent trouver en nos lecteurs, une clientèle fidèle, parce qu'elle est attachée à ce journal choisi par elle pour tout ce qu'il lui apporte de vérité et de clarté. Amis lecteurs, camarades, en réservant vos achats aux seuls annonceurs, dont vous pouvez commodément consulter la liste et la publicité sur le Répertoire, que votre page départementale est heureuse de vous offrir ; c'est la liberté d'expression que vous soutenez […] »[364]

Ainsi, sous couvert de la liberté d'expression, le journal fédéral appelle-t-il explicitement, manifestement, à consommer chez les annonceurs qui financent les frais liés à l'édition de cette presse. La rédaction semble ici bien loin du discours anticapitaliste tenu habituellement dans les colonnes de la *SDV* et semble sortir de son rôle de presse politique, en adoptant celui d'un publicitaire : accorder une place importante aux annonceurs est une chose, en faire une

[364] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 4 octobre 1969.

promotion notoire en est une autre. Dans cette logique, on trouve ainsi dans certains exemplaires de la *SDV* plusieurs pages entières répertoriant les annonceurs du département. Le numéro du 4 octobre 1969 dresse ainsi une liste partagée entre ceux de Poitiers et ceux de Châtellerault qui occupe quatre pages entières. Ce sont généralement de petits artisans ou commerçants – dont le PCF, dans le cadre de son ouverture aux « prolétaires qui ne [sont] pas de la classe ouvrière »[365] – cherche à se rapprocher, ou des produits issus des usines où le Parti a une assise importante. On trouve ainsi de nombreuses publicités pour les voitures Renault, Ford, ou Fiat.[366] Seulement, cet amoncellement de publicité ne fait pas forcément l'unanimité. En 1971, le journal change de formule, et donne vraisemblablement encore plus de place à la publicité qu'auparavant. Une lettre d'un des membres de la Fédération, lecteur assidu de *l'Humanité-Dimanche* et de la *SDV*, et vendeur occasionnel, nous en montre l'ampleur. Remettant largement en cause le contenu des articles en lui-même – rappelons que nous sommes alors en pleine campagne contre les gauchistes – sa critique se porte également sur la place prédominante que prennent les annonces commerciales :

> « Quant à la publicité, il est inadmissible qu'elle détruise un texte. Il parait qu'elle est indispensable ? Comment se fait-il alors que tous les journaux gauchistes s'en dispensent ? Ils bénéficient de fond secret ? Cela resterait à démontrer et de toute façon nous avons quand même d'autres moyens qu'eux. Il m'est déjà arrivé plusieurs fois qu'on me refuse d'acheter *l'H.D.* [*l'Humanité-Dimanche*, nda] car il y avait trop de publicité. C'est hélas la vérité.»[367]

Critiquant le caractère commercial de cette presse, le militant s'exprime en termes très durs : « *l'H.D.* pourquoi faire ? S'il s'agit de faire du fric alors il faut pousser encore plus dans cette voie, et faire quelque chose du genre « *Elle* » ou « *Paris-Turf* » etc…. », « après cela on s'étonnera que la vente baisse ! On s'étonnera aussi qu'un nombre croissant de camarades ne vendent pas (ou plus) *l'H.D.* » [368] On remarque donc que la solution choisie pour pallier aux problèmes financiers liés à la propagande du Parti ne convient pas : les abonnés et acheteurs occasionnels semblent continuer à diminuer, les vendeurs font de même, et les militants de la base ne se reconnaissent pas dans ces articles noyés dans la publicité.

On a donc pu voir ici que la presse communiste française souffre de problèmes financiers importants, qui se voient amplifiés à l'échelle du département de la Vienne par une situation budgétaire particulière. Alors que pour combler les déficits et les frais dus à une carence de lecteurs, les instances nationales – suivies par les relais locaux publiant une presse fédérale –

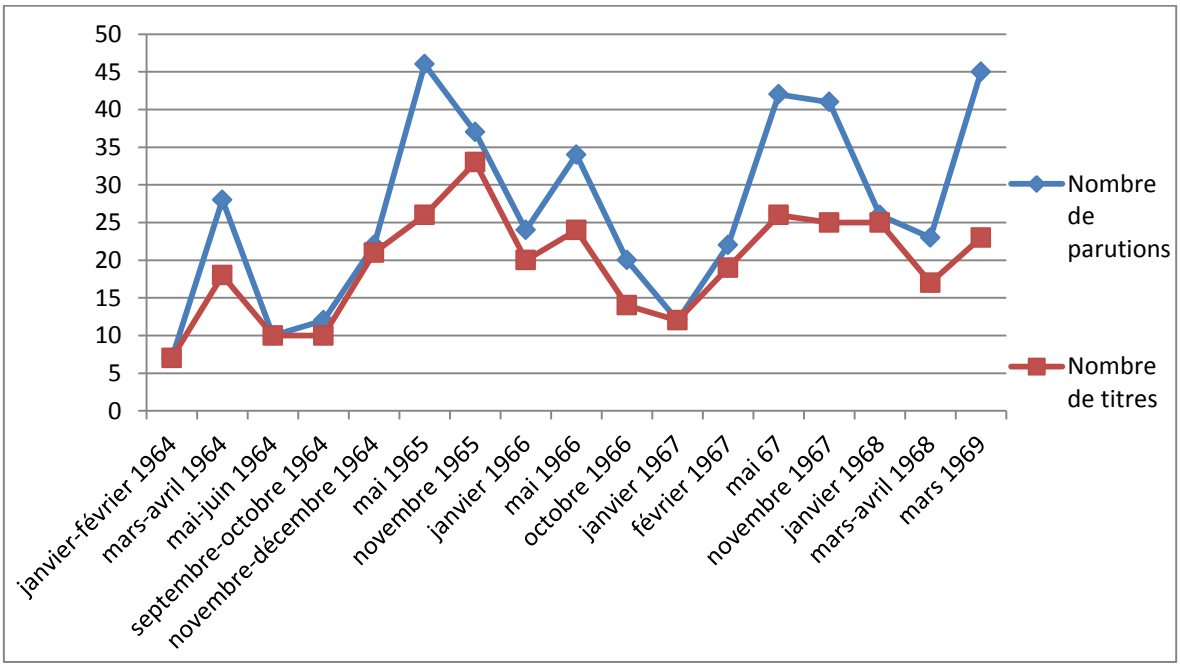
---

[365] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 16 mars 1969.
[366] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 4 octobre 1969.
[367] AFVPCF : « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Lettre de Daniel Surrault*, 25 mai 1971.
[368] *Ibidem.*

optent pour le choix de la publicité, on a pu voir que cette solution était contestée au sein du Parti, par des militants restés fidèles au caractère anticapitaliste et logiquement porté contre la consommation de masse. Alors que la presse fédérale connaît de graves difficultés, la question d'une presse régulière et assumée financièrement aux échelons inférieurs se pose. Mais au-delà de la question des fonds nécessaires, il est un caractère lié à cette presse de section et de cellule qui encourage de toute façon les militants à éditer des journaux.

C/ Une propagande de circonstance

En effet, il est important de comprendre que cette presse est essentiellement circonstancielle. Nous l'avons déjà expliqué, outre la presse fédérale et *l'Avenir du Châtelleraudais,* la plupart des journaux communistes édités dans le département paraissent de façon irrégulière. Ces parutions pourraient paraître aléatoires, s'effectuer en fonction de la disponibilité des militants, ou d'événements très locaux, mais un travail statistique basé sur les informations fournies par *l'Echo des Journaux de cellules* permet de dégager des tendances. Celles-ci ne concernent qu'une période comprise entre 1964 et 1969, mais nous offrent tout de même la possibilité de tirer des conclusions intéressantes sur les raisons de ces parutions.



Evolution des titres et des parutions de la presse communiste de la Vienne[369]

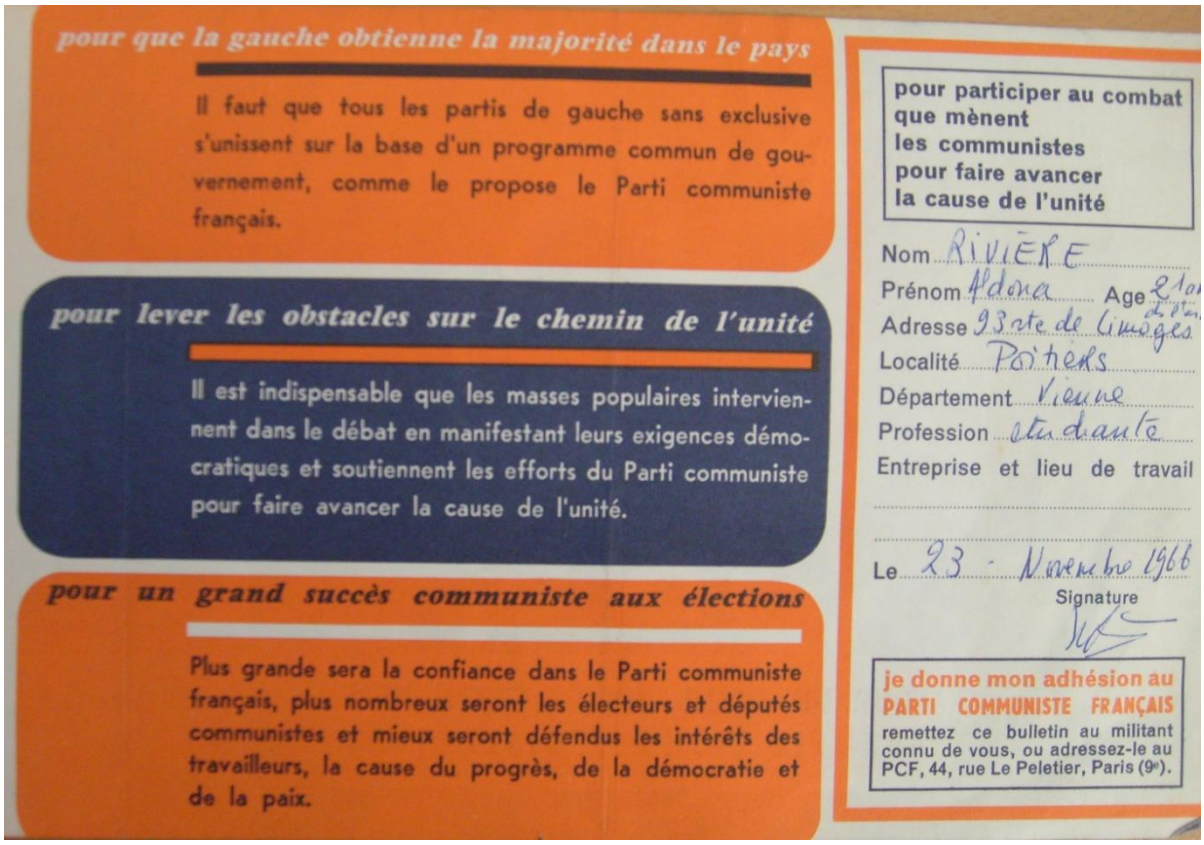
[369] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Dossier* « le Propagandiste », janvier-février 1964 – mars 1969.

Ce graphique nous permet de dégager plusieurs faits notoires. Tout d'abord, on remarque que globalement, le nombre de journaux et de numéros augmente sur l'ensemble de notre période. Alors qu'on compte sept titres et parutions au début de l'année 1964, on trouve 23 titres en 1969 et 45 numéros parus, alors que sur l'intervalle dans sa globalité, nous retrouvons une moyenne de 19 titres et de 27 numéros parus dans chaque bulletin de *l'Echo des Journaux de cellules.* Malgré cette augmentation numérique générale de la presse produite par les militants du Parti dans le département, il est tout de même important de remarquer que la courbe du graphique accuse des pics et des creux importants. Cela nous permet donc d'affirmer que les journaux les plus irréguliers semblent paraître – ou inversement ne pas paraitre – aux mêmes périodes. A la lumière des numéros du *Propagandiste* dont nous disposons, ainsi que du recoupage des résultats du graphique avec la chronologie électorale correspondant à la période, on peut aisément se rendre compte que la presse communiste se concentre de façon quasi-exclusive sur les campagnes liées aux différents scrutins électoraux de notre période. Que constatons-nous ? La première hausse flagrante se situe entre janvier-février 1964 et mars-avril 1964 : des élections cantonales se tiennent les 8 et 15 mars de cette même année. Précédé d'une hausse constante échelonnée sur plusieurs mois, le second pic retombe après l'édition de mai 1965, soit deux mois après les élections municipales des 14 et 21 mars. Alors qu'une baisse globale s'amorce pour atteindre un creux en janvier 1967, les parutions et le nombre de titres se multiplient pour amorcer une nouvelle augmentation et atteindre un nouveau sommet entre février et mai 1967 : durant cet intervalle, des élections législatives se tiennent les 5 et 12 mars. Nous retrouvons quasiment les mêmes chiffres durant plusieurs mois, jusqu'à constater une baisse importante des parutions en novembre 1967, soit juste un mois après les élections cantonales des 24 septembre et 1er octobre. On constate donc que les seuls exemplaires de *l'Echo des Journaux de cellules* dont nous disposons suffisent à démontrer que l'activité de propagande fournie par la Fédération de la Vienne est essentiellement liée aux campagnes électorales. Le contenu de la *SDV* à l'approche de ces mêmes élections corrobore cette affirmation, puisqu'on remarque clairement d'une part que la masse d'articles augmente de façon relativement importante, et d'autre part que ceux-ci se focalisent principalement sur ces élections. Cela montre donc que le PCF concentre ses efforts sur le processus électoral : la propagande témoigne du fait que la plupart des *meetings*, des réunions d'informations, des distributions de matériel de propagande sont organisées durant les campagnes électorales. Le Parti semble donc mettre en suspens son travail de fond, son action revendicative lors des élections, pour amorcer un processus qui, sans être coupé des masses, s'en éloigne quelque peu pour relayer les orientations générales impulsées par la

direction du Parti. Cette valorisation de l'enjeu électoral devient réellement prépondérante sur notre période, et le PCF semble avoir définitivement adopté ce mode de légitimation comme unique moyen de promouvoir ses réformes. Il a désormais essentiellement concentré son activité sur sa position sur l'échiquier électoral et le *processus* révolutionnaire reste maintenant l'apanage seul des groupuscules gauchistes. Waldeck Rochet le souligne avec force dans son ouvrage majeur de 1967 au titre évocateur : *Qu'est ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?* Il annonce :

> « Dans les conditions de la France d'aujourd'hui toute l'activité du Parti communiste français est orientée en vue de créer les conditions favorables à une passage pacifique au socialisme en vue de l'accomplissement de l'idéal socialiste comme résultat du mouvement démocratique de toute la nation laborieuse. »[370]

Les enjeux-mêmes pour lesquels le Parti souhaite remporter des succès électoraux semblent même annihiler par l'obsession du scrutin qui apparait presque, en témoigne ce bulletin, comme une fin en soi :



Bulletin d'adhésion au PCF[371]

[370] ROCHET Waldeck, *Qu'est ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?,* Paris, Editions sociales, 1967, p.28.
[371] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Bulletin d'adhésion au PCF,* 1966.

Un détail, toutefois, nous permet de nuancer ces affirmations. Alors que nous avons rapproché le rythme des parutions de la propagande communiste de la Vienne de celle du calendrier électoral, un détail important ne doit pas être oublié. En effet, alors que se tiennent en décembre 1965 des élections présidentielles, on ne peut que constater que la courbe du graphique illustrant les temps forts et temps faibles de cette propagande accuse pour cette période précise une baisse relativement importante. Un examen plus approfondi du déroulement de la campagne présidentielle de 1965nous permettra de faire la lumière sur ce curieux fléchissement dans la propagande locale communiste.

La propagande produite par la Fédération de la Vienne du PCF est donc relativement fournie. Elle se décline sous plusieurs formes qui, nous l'avons vu, se calquent sur la structure de la Fédération : chaque type de journal (de cellule, de section, fédéral) a ses propres caractéristiques, aborde ses propres thèmes, se destine à des populations spécifiques et doit faire face à différents problèmes. Il va donc désormais nous falloir nous plonger dans le fond de cette presse, après en avoir dessiné les contours, afin d'en déterminer les caractéristiques communes et expliciter concrètement ce qui permet de relier tous ces journaux entre eux, outre le fait qu'ils soient bien sûr tous l'œuvre des militants communistes de la Vienne.

III- Les traits communs de cette propagande

Alors que nous venons de montrer les différentes formes que pouvaient prendre la presse communiste de la Vienne, il va désormais falloir voir – à travers une synthèse des contenus de l'ensemble de cette presse, de la base jusqu'à l'échelon fédéral – les éléments qui fédèrent cette presse et lui confèrent une identité commune, qui, malgré les différences de forme que nous venons de mettre à jour, reste relativement évidente au vu du fond de cette même presse.

A/ La propagande communiste comme vectrice de rassemblement

Que l'on consulte n'importe quel titre de presse produit dans le département par les communistes, le premier élément marquant est évidemment la volonté de faire adhérer le lecteur. Une adhésion qui peut se traduire de différente manière : si un article évoque un organe de presse lié au Parti, le but est de faire lire ou s'abonner le lecteur, si le propos porte sur une usine en lutte, il s'agit d'emporter le soutien du lecteur. Dans tous les cas, le but ultime de toute cette propagande est de faire du PCF un parti de masse, donc de faire adhérer de façon réelle le lecteur à l'organisation partisane, ou du moins pour notre période,

d'emporter son vote pour les élections. Il s'agit donc d'une presse d'opinion et plus encore, de propagande, qui vise à obtenir l'adhésion de ceux à qui elle est destinée. Cependant, le Parti, à travers ces outils, ne frappe pas aveuglément. Il y'a naturellement des couches sociales qu'il vise traditionnellement : ce sont évidemment en premier lieu les ouvriers, et par extension les classes laborieuses, incluant les paysans. Il est alors important de rappeler que notre période voit le PCF s'inscrire dans un véritable *aggiornamento* qui se traduit notamment par un renouvellement de ses effectifs, nous l'avons montré dans notre premier chapitre en établissant la sociologie de la Fédération de la Vienne. Ce renouvellement n'est évidemment pas naturel, il est le fruit d'une stratégie nouvelle, amorcée sous le mandat de Maurice Thorez, perpétuée et amplifiée par Waldeck Rochet. Ainsi un aperçu de cette identité communiste renouvelée nous est offert à la mort de Maurice Thorez par un appel rédigé par la Fédération de la Vienne. Celui-ci dresse la liste de ceux qui pleurent la mort du dirigeant historique du PCF : « jeunes […], ouvriers […], paysans […], intellectuels […], patriotes […], partisans de la paix […], démocrates […], socialistes. »[372] Cette énumération des différents corps sociaux et idéologiques que Maurice Thorez a tenté de fédérer nous offre d'emblée un aperçu de l'ouverture idéologique opérée par le PCF jusqu'en 1964. Son successeur au poste de Secrétaire général du Parti accélère cette ouverture, qui devient de plus en plus explicite. A mesure que la porte se ferme pour les gauchistes, elle s'ouvre pour des catégories sociales et idéologiques que le PCF ne convoitait jusqu'alors pas.

Bien évidemment, rappelons-le, le Parti tout comme la Fédération de la Vienne continue de suivre sa logique ouvriériste, malgré, nous l'avons vu, une poussée locale importante de la part des enseignants. Cependant, on retrouve localement des traces locales de l'ouverture communiste aux nouvelles classes sociales issues des Trente glorieuses qui s'opère dans l'ensemble de l'organisation partisane.

> « La notion de « nouvelles classes moyennes », apparue en 1960 dans les textes officiels, se diffuse dans tout le parti. Les études consacrées aux cadres et aux techniciens se multiplient. […] Le parti s'adresse avec un soin particulier aux employés et à d'autres catégories sociales en ascension, liées au travail industriel, les ingénieurs, les cadres, les techniciens […]. Ces classes sociales sont considérées comme des alliées de la classe ouvrière. Du coup, le PCF s'interroge sur la consistance de ces dernières. »[373]

Waldeck Rochet confirme lui-même que cette tendance perdure jusqu'aux portes des années 1970 lorsqu'il affirme que « le Parti communiste est le parti de la classe ouvrière. Mais il groupe, aux cotés des ouvriers, les employés, les paysans, les techniciens, les intellectuels,

[372] AFVPCF, « 64 », *Maurice Thorez restera vivant parmi nous,* 13 juillet 1964.
[373] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.,* p.339.

tous ceux qui entendent agir pour le triomphe du socialisme. »[374] Nous l'avons vu, à l'échelle du département, les classes moyennes présentes dans la direction fédérale sont essentiellement représentées par le corps professoral, alors que des artisan, docteur, cadre ou technicien ne dépassant guère le nombre de cinq viennent compléter les rangs. Alors que l'étude sociologique réalisée par la Fédération en 1966 indique que « pour les cadres et techniciens il faut souligner une grande faiblesse. C'est une question politique de grande importance qui doit préoccuper le Comité Fédéral. Indiquons également la faiblesse qui concerne les employés du secteur privé »[375], soulignons que les traces, mêmes relativement faibles, d'un travail vers ces catégories ont pu être décelées dans la propagande de la Fédération. Ainsi les élections législatives de 1967 voient la distribution d'une brochure spécialement destinée « aux ingénieurs, cadres et techniciens »[376] qui met en avant les mesures proposées par le PCF susceptibles de satisfaire ces catégories de travailleurs et leurs aspirations nouvelles (augmentation des salaires bien sûr, mais aussi construction de logements, allègement de la fiscalité et reconnaissance du droit au perfectionnement professionnel). Dans la presse fédérale, on trouve plus fréquemment des textes destinés aux artisans et commerçants, et deux « réunions spéciales »[377] leur sont consacrées en 1968 : ces couches professionnelles, à l'image de la petite propriété agricole familiale contre les gros propriétaires, sont le reflet de la dichotomie habituelle du petit contre le gros, du petit artisan contre la grande industrie, du petit commerçant contre la grande distribution. Nous soulignerons tout de même, comme une parenthèse, que l'année 1969 est marquée dans la *SDV* par une importante campagne de publicité pour un super dépôt-vente spécialisé dans l'électroménager et l'ameublement, Mobi, souhaitant notamment mettre en place « la technique américaine dite de *discount*, basée sur la rotation des produits. »[378] Mais cette année voit aussi dans le même temps – et de façon finalement aussi un peu paradoxale – la Fédération soutenir les « justes revendications des commerçants et artisans qui ressentent très durement les conséquences de la politique économique et fiscale du gouvernement »[379] se traduisant notamment par la mise en place de nouvelles taxes pénalisant ces catégories professionnelles, mais peut-être aussi un peu par la mise en place de structures de grande consommation comme celles dont la Fédération fait sa promotion dans sa propagande.

[374] ROCHET Waldeck, *L'avenir du Parti communiste français,* Paris, Grasset, 1969.
[375] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Compte-rendu de la commission fédérale d'organisation,* 1966.
[376] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *Aux ingénieurs, cadres et techniciens,* 1967.
[377] AFVPCF, « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969.
[378] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 23 mars 1969.
[379] AFVPCF : « Poitiers, 64-70 », *La Fédération de la Vienne du Parti communiste français apporte son soutien aux justes revendications des commerçants et artisans,* 5 mars 1969.

Peut-être plus que dans la presse fédérale, c'est certainement dans la presse de cellules que le Parti cherche à rassembler de nouvelles catégories socioprofessionnelles. En écartant bien sûr la propagande visant des couches professionnelles spécifiques (presse d'entreprise, de cheminots, de professeurs, d'écoles etc.), les cellules de la Fédération éditent, comme nous l'avons déjà mentionné, un certain nombre de journaux de quartiers. Or, ceux-ci abandonnent clairement la logique de classes sociales – ou du moins de catégories professionnelles – en s'adressant à la population de quartiers dans leur ensemble, ce qui regroupe différentes couches sociales, et ne cloisonne plus la propagande communiste à des corps de métiers bien spécifique. Cette presse de quartier s'implante donc à Poitiers et, dans une moindre mesure, à Châtellerault, dans des zones d'habitation qui brassent différentes couches de population et notamment des classes moyennes : ce sont les quartiers qui jouxtent le centre-ville, les Sables, Montbernage, ou les cités neuves des Couronneries, de Bel-Air. On assiste donc à travers la propagande produite par la Fédération, à une lutte des classes édulcorée, qui met dans les actes – plus que dans les textes, où l'on fait bien évidement la part belle à l'éternelle classe ouvrière – les couches sociales de coté pour tenter de fédérer le plus de monde possible. Cela se traduit donc par une propagande renouvelée, destinée aux catégories professionnelles émergentes, par une propagande de quartier qui ne fait pas de distinction entre les classes sociales, mais aussi plus étonnamment à des appels du pied répétés à des catégories de population semblant relativement éloignées du PCF. On trouve notamment quelques sources concernant les tentatives de rapprochement des communistes de la Vienne avec les catholiques. Le bulletin *Cités Nouvelles* de mars 1964, édité par la cellule du quartier de St Cyprien – dont l'église inaugurée en 1965 était en pleine construction – consacra ainsi un encart spécialement destiné aux populations catholiques :

> « TRAVAILLEURS CATHOLIQUES : Les bons administrateurs sont ceux qui vivent chaque jour la vie de la population laborieuse, ceux qui connaissent ses besoins, ses aspirations et militent pour une orientation démocratique de la politique nationale. Les communistes répondent à cette définition. Et le regretté Pape Jean XXIII ne préconisait-il pas de telles alliances temporelles entre croyants et incroyants ? »[380]

Alors que le PCF est traditionnellement un parti politique sceptique vis-à-vis de la religion et du cléricalisme, on remarque ici que préférant les préconisations du défunt pape à celles de Marx ou de Lénine, sans toutefois renier leurs convictions athées, les communistes de la Vienne cherchent clairement à entrainer les catholiques dans leurs rangs, au nom de l'union des masses laborieuses. Pour aboutir aux mêmes conclusions, *l'Avenir du Châtelleraudais* livre une analyse du bulletin paroissial de Naintré qui ne tarit pas d'éloges sur la qualité de la

[380] AFVPCF : « 64 », *Cités Nouvelles*, mars 1964.

presse catholique « bien présenté, sur du beau papier, il contient des articles qui méritent d'y réfléchir. »[381] Le PCF, ici par l'intermédiaire de la Fédération de la Vienne, cherche à élargir son aire d'influence. Pour cela, sa propagande semble donc diminuer le sentiment de classe qui prédominait jusque là pour devenir plus consensuelle et fédératrice. Au-delà des traditionnelles classes laborieuses qui constituaient le vivier privilégié du Parti, et de la rigueur idéologique communiste, la propagande du PCF, dans la continuité du mandat de Maurice Thorez, s'inscrit dans une logique fédératrice qui, si nous prenons en compte l'ensemble des caractéristiques que nous venons de mettre en lumière, témoigne d'une ouverture du Parti vers sa droite, les classes moyennes, les commerçants, les catholiques etc. Cette conclusion étant formulée, le rapprochement de cette volonté de rassembler, de fédérer d'avec le spectre du Front populaire de 1936 semble relativement évidente.

En effet, si nous venons de détailler les catégories socioprofessionnelles dont le Parti et la Fédération de la Vienne cherchent à se rapprocher, tout en précisant que cette tentative était marquée par une ouverture vers des populations de convictions politiques modérées, il est important d'inscrire ce phénomène dans le contexte de recomposition de la gauche, qu'essaie de réaliser le PCF. Ce rapprochement vers sa droite est finalement le marqueur de l'obsession communiste qui marque la propagande de la Fédération sur l'ensemble de notre période : l'union. La presse dont nous disposons pour notre période est en effet marquée, quel que soit l'échelon d'où elle provient (fédéral, de section ou de cellule) par des appels récurrents, incessants, à l'union des gauches, notamment à l'adresse du Parti socialiste naissant. L'année 1966 était donc à même de revenir sur l'épisode du Front populaire – c'en était le trentième anniversaire – en axant évidemment l'angle de vue sur les victoires qui furent rendues possibles par l'alliance des socialistes avec les communistes, dans le but de « préparer le retour d'une entente indispensable des démocrates ; seule issue favorable à une situation plus sérieuse qu'elle n'apparait. »[382] Cette référence régulière apparaît évidemment d'autant plus en période électorale. Dans ce sens, il est curieux de voir comment la Fédération cherche à créer des liens avec les socialistes locaux. Alors que les communistes cherchent à former des listes d'union, mêlant des socialistes, radicaux et communistes, ceux-ci envoient des lettres à la SFIO et au PSU quelques mois avant la tenue des scrutins locaux, afin de leur proposer d'allier leurs forces. Ces échanges épistolaires concernent le plus souvent Poitiers et Châtellerault et nous sont le plus souvent communiqués par le biais de la propagande. Les réponses de la SFIO étant le plus souvent négatives – ceux-ci préférant se joindre aux listes

[381] AFVPCF : « 64 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* juin 1964.
[382] AFVPCF : « 66-68 », *SDV* du 9 octobre 1936.

présentées par les centristes « réactionnaires », comme les appellent les communistes – la Fédération, le plus souvent par le biais de Maxime Dumas lorsqu'il était Secrétaire fédéral ou de Paul Fromonteil, très actif à Châtellerault, s'emploie à pointer les responsabilités des socialistes dans les succès incessants de la droite et du centre, et la remise en cause du travail de la SFIO, parfois dans des termes assez durs :

> « Accepter de fondre la SFIO dans une 3e force aux contours politiques imprécis, sous la direction d'Abelin, une sorte de travaillisme qui réunit certains dirigeants syndicaux au patronat local, tout cela conduit à ce que nous constatons aujourd'hui… la disparition de la SFIO dans le Châtelleraudais en tant que force politique autonome. »[383]

> « Peut-on prétendre qu'un éventuelle participation d'élus socialistes à la municipalité actuelle [de Poitiers, nda] serait suffisante pour la sortir du conservatisme qui la caractérise, l'expérience de Châtellerault nous autorise d'en douter. Dans cette dernière ville, la participation d'élus socialistes à la municipalité d'Abelin ne s'est pas traduite par des réalisations sociales apparentes, pas de crèches, de maisons de jeunes, d'installations sportives et culturelles ; les vieux, les travailleurs ne sont pas dégrévés de taxes, ce sont au contraire les grosses sociétés comme Jaeger et autres qui sont exonérées de la patente et bénéficient d'avantages fiscaux importants. »[384]

> « Notre Châtelleraudais a de profondes traditions démocratiques, laïques et socialistes. Nous disions que voter ABELIN c'est trahir la mémoire de vieux socialistes, des vieux radicaux de notre région. […] A Châtellerault la SFIO persiste dans l'alliance avec la réaction, le patronat et la grande bourgeoisie locale. Elle accepte d'être l'otage et l'alibi d'Abelin. »[385]

> « Châtellerault est une ville où l'influence de la gauche est déterminante. Les socialistes de Châtellerault portent donc une lourde responsabilité pour l'avenir de leur Parti comme pour l'avenir du combat démocratique et socialiste. […] Les socialistes de Châtellerault ne peuvent freiner un tel mouvement. Ils doivent au contraire y participer pleinement en acceptant les propositions de la section du Parti Communiste pour constituer une liste de la gauche unie. »[386]

On remarque donc que les tentatives de la Fédération locale du PCF pour former des listes d'union avec les sections SFIO du département, ressemblent plus à des dénonciations de collaboration avec les ennemis du peuple, plutôt qu'à de véritables démonstrations de main tendue fraternelle. Si l'échec de l'union entre le PCF et le Parti socialiste à l'échelon national avant 1972 s'explique par des facteurs politiques, il semblerait qu'à l'échelon local, la stratégie de communication des communistes de la Vienne pose d'emblée des problèmes pour une éventuelle entente. Les socialistes sont d'ailleurs sensibles aux attaques en brèche qu'ils subissent de la part de la Fédération de la Vienne du PCF, et expriment clairement leurs réticences à se rapprocher des communistes lorsqu'ils lisent ce que ces derniers écrivent sur leur façon de militer :

> « Vous nous permettrez de dire combien nous avons été surpris de vous voir interpréter, pour notre usage, les décisions de nos propres congrès nationaux. Vous nous permettrez également de souligner qu'il nous a été désagréable de vous entendre par ailleurs, dans certains tracts et articles

[383] AFVPCF : « 64 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* juin 1964.
[384] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 1er novembre 1964.
[385] AFVPCF : « 65 », *l'Avenir du Châtelleraudais,* mars 1965.
[386] AFVPCF : « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972», *l'Avenir du Châtelleraudais,* octobre 1970.

de presse, préjuger déjà de nos décisions en nous accusant de porter de « lourdes responsabilités ».»[387]

Le climat de constante dénonciation et remises en cause que les communistes installent vis-à-vis des socialistes du département est donc visiblement peu engageant pour ces derniers, qui refusent naturellement les propositions des communistes étant donné la teneur des multiples pamphlets dont ils font l'objet.

Nous le voyons, la Fédération de la Vienne, sous l'impulsion de la politique globale du PCF, cherche à rassembler diverses catégories de population – de classes sociales ou d'obédiences politiques ou religieuses différentes – en mobilisant une propagande qui s'adapte de plus en plus à cette recherche d'effectifs renouvelés. Cela s'opère nous l'avons vu en complément d'une stratégie visant à s'allier avec le Parti socialiste : « Le PCF ne cesse d'insister sur la nécessité d'un programme commun, exerçant ainsi une forte pression sur ses partenaires potentiels »[388] ce qui, dans le cas de notre fédération, provoque la réticence des socialistes locaux à mettre en œuvre une politique d'union de la gauche. Malgré l'apparente agressivité avec laquelle les militants de la Vienne cherchent à se rapprocher des socialistes, ces appels du pied répétés constituent une ouverture du Parti communiste vers sa droite. Il convient désormais de voir si cet assouplissement apparent se retrouve, à travers la propagande produite par les différents échelons de la Fédération, dans la ligne politique qui y est relayée.

B/ La ligne politique partisane au miroir de la propagande communiste locale

Conjointement avec cette volonté de rassembler autour du Parti communiste, la propagande se donne évidemment pour but de relayer un projet politique. Ce qu'il va nous falloir déterminer dans cette partie, c'est si la ligne politique du PCF, et les échos que celle-ci trouve dans les colonnes de la presse de la Fédération poitevine, s'adapte au renouvellement des classes socioprofessionnelles que le Parti cherche à fédérer. A l'image de ce que nous avons montré jusqu'à présent, le PCF réforme sa doctrine politique de façon à se démarquer des gauchistes et à se rapprocher des socialistes. L'historiographie tend d'ailleurs à dissocier ces deux *processus* de façon chronologique, une première période étant marquée de 1964 à 1969 par une vaste actualisation du volet théorique du Parti à travers les différents congrès et réunions du Comité central, tandis qu'un deuxième temps entre 1969 et 1972 devait voir une

[387] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 décembre 1970.
[388] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.335.

préparation accélérée du Programme commun. Evidemment, ces deux phases recoupent les deux mandats de secrétaire général du PCF exercés par Waldeck Rochet jusqu'à ce qu'une maladie ne l'oblige à laisser sa place de fait à la tête du Parti à Georges Marchais dès la fin de l'année 1969 (ce dernier ne sera officiellement nommé secrétaire général qu'en 1972). A la lumière de la propagande produite par les militants de la Fédération de la Vienne, ces deux périodes ne semblent pas se distinguer, et surtout de façon générale, les caractéristiques qui marquent ces deux phases s'inscrivent chacune dans le vaste chantier de la recomposition de la gauche amorcé par le PCF. De façon globale, les travaux théoriques du PCF sont caractérisés pour notre période par la revendication d'un passage pacifique au socialisme – en privilégiant comme nous l'expliquions la voie électorale – et par une conceptualisation de l'Etat et du capitalisme qui connait selon les théoriciens communistes une crise annonçant le passage prochain – et pacifique – au socialisme : le PCF met en effet en place la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (CME). Cette analyse met l'Etat au centre du fonctionnement capitaliste d'après-guerre : c'est lui qui régule le capital, afin de favoriser économiquement les grandes sociétés au détriment des plus petites, contribuant ainsi à créer une accumulation du capital chez les grands *trusts* économiques. Cette théorisation du capitalisme et de l'Etat doit permettre de dépasser la critique aveugle du gaullisme, du « pouvoir personnel », « elle permet désormais au PCF de parler du régime de la V^{ème} République comme d'un « pouvoir des monopoles », formule plus économiste et impersonnelle. »[389] Elle permet également au Parti de présenter les nationalisations d'entreprises comme moyen de briser ces monopoles et de renverser le rapport de force économique, le pouvoir de l'Etat se substituant à celui des grands *trusts*. Ce renouvellement idéologique, qui marque au même titre que le renouvellement sociologique l'*aggiornamento* du PCF, et qui accompagne la perception nouvelles des classes sociales de la société française est jalonné par plusieurs événements marquants. Le plus important est certainement le Comité central de Champigny des 5 et 6 décembre 1968 qui adopta le Manifeste pour une démocratie avancée, pour une France socialiste, considéré comme l'héritage politique laissé par Waldeck Rochet. Ce document apparaît comme le stade ultime du renouvellement théorique du PCF, et s'inscrit bien évidemment dans le travail visant à établir l'union avec le Parti socialiste que nous avons analysé à l'échelle locale dans la partie précédente. Garantissant à ce dernier « les procédures démocratiques, toutes les libertés touchant à l'élection par le peuple de toutes les assemblées

[389] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.338.

délibérantes, ce passage au socialisme par la voie pacifique est conçu comme une alliance de la classe ouvrière avec les paysans, les intellectuels, les couches moyennes »[390].

Notre période est donc marquée par la volonté du PCF de créer un substrat idéologique favorable à une entente électorale avec les socialistes. Celui-ci se manifeste par « de nouvelles concessions […] sur le fond. A propos de la dictature du prolétariat, du rôle de la classe ouvrière, du rôle des syndicats, du rôle des partis »[391], qui accompagnent la vision neuve du PCF sur la société d'après-guerre que nous venons d'énoncer. Il convient donc désormais d'observer comment se déroule le renouvellement théorique du PCF à l'échelle de notre Fédération, comment les événements symboles de l'*aggiornamento* idéologique communiste – les XVII^{ème}, XVIII^{ème} et XX^{ème} congrès, et le Comité central de Champigny – et les décisions qu'elles entérinent sont traités par la propagande du PCF. Réaliser ce travail, c'est donc transposer les évolutions politiques énoncées plus haut à l'échelle de la Vienne, donc identifier les tenants du pouvoir personnel, obsession des communistes au début de notre période, et comment les attaques du Parti se redirigent ensuite dès 1967 et l'émergence de la théorie du CME vers le pouvoir des monopoles.

Nous soulignions plus haut que la distinction entre deux période distinctes – le mandat de Rochet et le début de celui de Marchais – nous semblait superflue étant donné que le travail idéologique opéré sous le secrétariat de Rochet s'inscrivait déjà dans la marche au Programme commun, dont on situe pourtant principalement le début à partir de 1969. Dans le cas de l'étude de la Fédération de la Vienne, cette absence de distinction se manifeste également de façon claire : du début à la fin de notre période, les communistes du département n'ont eu de cesse d'appeler à l'union des gauches socialiste et communistes. Comme le souligne le rapport du Comité fédéral lors de la Conférence fédérale de 1964, « la bataille pour un programme commun reste trop une affaire de sommet »[392] et si le rapport affirme en contrepartie que celle-ci doit impliquer les cellules et les sections, la question de l'union reste en effet principalement liée dans les fédérations aux pourparlers ayant lieu entre les directions nationales du PCF et celle de la FGDS, puis du PS. Sur le terrain, la bataille pour l'union est incessante, en témoigne la presse produite dans la Vienne, et ne devient payante que lorsque les négociations d'en haut aboutissent (c'est le cas ponctuellement lors des élections présidentielles de 1965, ou pour les scrutins suivant les accords du 20 décembre 1966, ou du

[390] TEUGELS Patrick, *op. cit.*, p.127.
[391] AFVPCF, « Conférence fédérale 1972, Châtellerault », *Bilan de l'activité des communistes de la Vienne présenté à la Conférence fédérale* du 14 novembre 1971.
[392] AFVPCF, « 66-68 », *Rapport fédéral présenté par Maxime Dumas lors de la Conférence fédérale* du 10 mai 1964.

22 décembre 1970). La propagande communiste locale est donc marquée de façon permanente par des appels à l'union avec les socialistes, sans réelle rupture chronologique, les seules variations d'intensité n'existant seulement que lorsqu'un accord électoral est signé entre le PCF et la FGDS.

En lien avec le combat pour l'union des démocrates, il convient désormais d'analyser comment les changements de fond que met en place le PCF se répercutent à l'échelle locale. Nous l'avons dit, le Parti adopte au cours de notre période la théorie du CME – en 1966 selon MM. Lazar et Courtois[393] – qui lui permet de rediriger ses attaques du pouvoir personnel, et principalement le gaullisme, vers les grands monopoles économiques qui prospèrent grâce à la complicité de l'Etat réactionnaire. Ce changement idéologique semble donc daté, et devrait donc logiquement prendre effet au cours de la seconde moitié des années 1960 dans la propagande des fédérations. Pourtant, ici encore, il ne semble pas y avoir de rupture marquée entre deux périodes distinctes. Le début de notre période est effectivement marqué par une dénonciation des tenants locaux du pouvoir personnel, de la V^{ème} République, du système gaulliste. Comme souvent, cette campagne se focalise sur Poitiers et Châtellerault et pointe du doigt les députés-maires des deux principales communes de la Vienne : Pierre Vertadier (UDR) pour Poitiers, et Pierre Abelin (MRP, centriste) pour Châtellerault. Exacerbée à l'approche des scrutins, ces dénonciations reprennent les arguments principaux dégagés lorsque « le PCF, surpris par l'ampleur du phénomène gaulliste, analyse rapidement et aveuglément ce mouvement comme fasciste. »[394] La Fédération reprend donc cette grille d'analyse lorsqu'il s'agit de dénigrer les responsables locaux du Parti gaulliste, notamment Paul Guillon, candidat gaulliste à la mairie pictavienne avant son suicide quelques semaines seulement avant le scrutin, contraignant Pierre Vertadier à prendre sa place :

> « Vous croyez sans doute que ce député UNR va présenter une aux élections une liste UNR ? Vous n'y êtes pas davantage. Cette liste comprendra des personnalités de « toutes opinions ». Sauf des fascistes, dit Guillon, qui s'y connaît : le parti politique issu du putsch des généraux d'Alger avec Salan à leur tête, le parti politique dont le fondateur et l'organisateur fut Jacques Soustelles est **orfèvre en la matière**… »[395]

En ce qui concerne Pierre Abelin, la position du PCF est plus délicate, moins frontale. De façon générale, les communistes de la Vienne approuvent les constats réalisés par les centristes, se « réjouiss[ent] de certaines prises de position qui rejoignent [leurs] appréciations sur les résultats catastrophiques, pour les masses populaires, de la politique gaulliste. »[396]

[393] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.338.
[394] NAHON Guillaume, *op. cit.*, p.10.
[395] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 10 janvier 1965.
[396] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 8 novembre 1964.

Mais le désaccord est profond concernant les solutions à apporter à ce constat, puisqu'il est reproché à Pierre Abelin de valider les décisions gouvernementales, en approuvant « l'orientation générale définie par le pouvoir gaulliste : en votant le budget de 1965, en demandant l'application de la loi d'orientation agricole, en situant [son] action d'élu local et départemental dans le cadre de l'application du V^e^ plan gaulliste. »[397] Ce schéma d'approbation/désapprobation préfigure l'argumentaire communiste concernant les centristes. La campagne municipale de 1965 donne ainsi le ton : « Les U.N.R. Peyret, Pasquet, Vertadier et les réactionnaires Masteau, Abelin, Monory, Toulat, J.-M. Bouloux, Guillard, Raffarin, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. »[398] La lutte contre le pouvoir personnel en Vienne est donc menée relativement activement par les communistes qui se livrent à de nombreuses campagnes de dénonciations visant à démasquer les représentants du gaullisme dans le département ainsi que leurs complices centristes.

La nouvelle théorisation de la société par le PCF à partir de 1967 devait donc voir la propagande de la Fédération prendre une direction différente, pour concentrer ses critiques sur les méfaits de la concentration industrielle, de l'accumulation du capital et ainsi désigner un ennemi peu personnifié. Deux observations importantes peuvent être faites sur ce double *processus* : tout d'abord, il est important de voir que la campagne de dénigrement contre Pierre Abelin ne cessera de s'accroitre sur l'ensemble de notre période, à mesure que l'influence de celui-ci semble s'affirmer sur le châtelleraudais. Celui-ci fait même l'objet de pages entières dans la *SDV* du début des années 1970. Alors que l'historiographie annonce une impersonnalité de la propagande communiste après le renouvellement théorique du PCF, on remarque à travers la propagande de la Vienne que les militants de la Fédération s'attaquent encore largement aux formes de pouvoir personnel locales. Cependant, en allant au fond du propos, on remarque que ces attaques constantes dirigées vers le député-maire centriste de Châtellerault s'inscrivent dans le renouvellement idéologique du PCF : « Abelin est du côté des P.D.G. », « Abelin ne veux [sic] pas augmenter les impôts sur les grosses fortunes et refuse d'alléger la fiscalité pour les petits contribuables. »[399] On remarque à travers cette campagne constante contre Abelin que la Fédération trouve en lui le symbole du CME, du pouvoir politique au service des grandes entreprises, de l'encouragement étatique des *trusts* au détriment des structures à taille humaine ; en bref de la dichotomie qui oppose les gros aux petits. Seulement, ce procédé rhétorique ne date pas du tournant théorique du PCF,

[397] *Ibidem.*
[398] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.
[399] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.

généralement daté vers 1967. Dès 1965 en effet, le maire de Châtellerault est désigné comme « administrateur de grosses sociétés capitalistes, homme des monopoles »,[400] et dès 1964, la Conférence fédérale de la Vienne insiste sur le fait que le programme communiste départemental expose « avec des chiffres et des exemples concrets, l'emprise toujours plus grande des monopoles et des banques sur l'économie [du] département. »[401] Le vocabulaire théorique définitivement établi par le congrès du PCF en 1967 est donc dès 1964 largement employé par les militants locaux, et l'officialisation de la théorie du CME semble finalement être le résultat d'une analyse émanant des fédérations. Bien sûr, ce congrès et les décisions qu'il entérine intensifient ce champ lexical, et si les instances dirigeantes reprennent officiellement à leur compte l'analyse du CME, il est important de constater à travers la propagande des fédérations que c'est un point de vue qui est exposé antérieurement à 1967. Nous le voyons donc, on ne peut pas vraiment parler pour le département de la Vienne d'une lecture de la société calquée sur le CME succédant à une critique du pouvoir personnel gaulliste et réactionnaire. Ces deux lignes politiques perdurent toutes deux sur l'ensemble de notre période, du début à la fin : nous l'avons vu, la dénonciation des monopoles est déjà amorcée en 1964, et celle du pouvoir gaulliste – qui devait être remplacée par la précédente à partir de 1967 – perdure jusqu'à son retrait de la vie politique en 1969. La campagne pour le « non » au *referendum* sur la régionalisation de cette année voit les communistes de la Vienne se demander quelle région est censée découler de ce scrutin : « une région gérée démocratiquement comme [ils le veulent] ou une région gérée selon des principes que ne désavouerait sans doute pas Franco ? »[402] La théorisation du CME ne fait donc que valider une ligne politique que nous avons déjà décrite, notamment lorsque nous évoquions celle du MODEF : celle qui se donne comme principal objectif de défendre les « petits » contre les « gros ». Et il est vrai que peu à peu et de plus en plus au fil de notre champ d'étude, la Fédération concentre son travail de propagande sur la politique salariale des grandes entreprises, sur la défense des petites exploitations agricoles, de l'artisanat et du petit commerce etc. La propagande de la Fédération se tourne vers les volets économiques de la société poitevine et concentre essentiellement son travail politique lors des scrutins électoraux. Ainsi, si le début de notre période est marqué par un travail régulier d'analyse des décisions du Conseil général, celui-ci diminue peu à peu pour voir les militants concentrer

[400] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 11 avril 1965.
[401] AFVPCF, « 66-68 », *Rapport fédéral présenté par Maxime Dumas lors de la Conférence fédérale* du 10 mai 1964.
[402] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 13 avril 1969.

leur attention sur les différentes attaques portées par le capital aux travailleurs du département. Plusieurs moments importants de cette activité de propagande peuvent être retenus : la fermeture de la MAC de Châtellerault en novembre 1968 est un exemple évidemment symbolique pour la Fédération des conséquences du CME, qui voit fermer des usines et reclasse arbitrairement les ouvriers, contribuant à accentuer la concentration ouvrière, et à « liquider l'industrie d'état au profit des *trusts* et de la haute-finance »[403] ; le plan Mansholt est vivement combattu car en prévoyant la création de grosses unités d'exploitation agricole, la fermeture de nombreuses petites fermes familiales, la mise hors-culture d'une importante surface exploitable sur toute l'Europe, il menace directement la Vienne dont « 1/3 du département, situé en gros entre Poitiers et Montmorillon est classé comme « ZONE D'ABANDON POSSIBLE ». »[404] Les exemples pourraient se multiplier, mais il est une idée importante à retenir concernant ces différentes campagnes de propagande locale, c'est celle qui voit la Fédération lutter pour la conservation d'un certain dynamisme dans la région, et contre un abandon progressif au profit de régions plus déterminantes économiquement. On retrouve bien cette notion lorsque la Fédération de la Vienne du PCF s'engage largement dans la défense de la ligne de chemin de fer entre Chinon et Thouars, qui menace de fermeture la gare de Loudun par une décision ministérielle du 7 novembre 1969. Selon les communistes, qui annoncent « la disparition d'une quarantaine d'emplois et le déplacement de plusieurs dizaines de familles de cheminots. Elle aboutirait à l'asphyxie économique de [la] région. »[405] Cette fermeture est aussi et surtout la marque de la situation causée par dix ans de gaullisme : le fait qu' « on dépouill[e] les petites communes de leurs services publics : bureau de poste, école, et maintenant le chemin de fer. »[406]

Nous pouvons donc dire qu'à travers cette partie consacrée au traitement local de la ligne politique partisane dans la propagande de la Vienne, nous avons pu voir que si la presse communiste s'inscrivait dans les évolutions idéologiques du PCF, il fallait nuancer ce phénomène en constatant que la Fédération s'était approprié le vocabulaire propre à la lutte contre les monopoles bien avant ce que celui-ci ne soit adopté officiellement par le PCF, et que la critique du pouvoir personnel gaulliste et réactionnaire perdurait bien après que la théorie du CME censée la remplacer fut entérinée. Et s'il est vrai que la propagande de la

[403] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 20 octobre 1968.
[404] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Avenir du Châtelleraudais* de mars 1969.
[405] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 18 mai 1969.
[406] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 31 mai 1970.

Fédération délaisse peu à peu – sans toutefois jamais l'abandonner – la critique politique nominative pour se concentrer sur analyse plus économique de la situation départementale, il est important de comprendre que ce travail de propagande est une application très pratique, pragmatique de cette ligne politique. En effet, on remarque que la presse communiste est une presse de terrain, qui prend davantage en compte la réalité concrète du département qu'elle n'opère un travail d'explication de fond sur les documents théoriques du Parti. Pour exemple, nous avons cité le Manifeste de Champigny pour une démocratie avancée, pour une France socialiste comme un document majeur adopté par le PCF sur notre période. Même si la Fédération met un peu plus d'un mois avant d'évoquer l'ouvrage de Waldeck Rochet dans les colonnes de sa propagande, celui-ci est reçu avec enthousiasme, et sa diffusion est vivement encouragée. Et bien que l'éditorial de la *SDV* annonce « une série d'articles rédigés par des camarades de [la] direction fédérale sur les principales thèses développées dans le « Manifeste » »[407], il faut attendre le mois de mars pour lire un article abordant de façon théorique le contenu du manifeste. Michel Amand y expose la position du PCF concernant la définition nouvelle (incluant les classes moyennes) et le rôle de la classe ouvrière dans le *processus* révolutionnaire à une époque marquée par la concentration capitaliste.[408] Outre ce texte de fond, on encourage plus à acheter et à discuter le texte qu'à l'expliquer ouvertement par voie de presse. En parallèle, certaines éditions de la *SDV* faisant paraître en dernière page la une des *Nouvelles de Charente*, on peut clairement constater la différence existant entre les deux fédérations : celle de Charente entame un véritable travail d'analyse théorique de certains points du manifeste dans sa propagande, et met en place une campagne de réunions d'information sur ce document. La différence de traitement du manifeste montre donc bien le caractère plus pragmatique de la propagande communiste de la Vienne, alors que celle de Charente revêt un aspect plus pédagogique. Cependant, le seul article de fond poitevin indique bien la direction choisie par le manifeste et par les réflexions idéologiques dont il découle : on constate clairement que la propagande accentue son travail à l'entreprise, pousse la logique ouvriériste du Parti, tout en s'adaptant aux mutations sociétales. Ces évolutions idéologiques permettent donc d'actualiser la position du PCF dans la société, mais surtout dans l'entreprise, où les communistes cherchent toujours à s'implanter de façon prioritaire, bien que la conjoncture européenne en matière d'agriculture leur offre l'opportunité de s'enraciner profondément dans les mouvements paysans qu'ils préfèrent laisser au MODEF.

[407] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 12 janvier 1969.
[408] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 16 mars 1969.

Nous l'avons vu, la propagande de la Fédération de la Vienne semble contribuer, par les analyses qu'elle livre, aux évolutions idéologiques du PCF, tout en n'accomplissant pas à la lettre les mutations théoriques des derniers moments des années 1960. Nous avons également pu voir que les communistes de la Vienne éditaient une presse de terrain, préférant s'appuyer sur des exemples concrets, dans lesquels se retrouvent les travailleurs du département, plutôt que de publier de longues analyses théoriques fastidieuses. Et n'oubliant pas la priorité électorale que se donne le Parti, étant donné que l'union avec le PS n'est pas encore réalisée, il nous faut maintenant voir comment cette presse appelle au vote communiste par l'exemple.

C/ « Les communistes ? Des réalisateurs ! »[409]

Il s'agira ici de voir comment la presse produite par les militants de la Vienne sert d'amplificateur à l'action des élus communistes. Corroborant le caractère pragmatique de propagande locale, la propagande se fait régulièrement la messagère du travail des communistes ayant reçu des électeurs un mandat de maire, de Conseiller général ou d'élu parlementaire. Tentant ainsi de dépasser les seules promesses de campagne, la propagande se propose de relayer, en plus du programme partisan, des exemples concrets de réalisations d'élus communistes déjà en place, afin de remplir l'objectif désormais principal du PCF : obtenir un *maximum* de représentants du peuple, la voie électorale étant devenue la seule façon pour le Parti de renverser le système politique d'alors. Evidemment plus fournie en période préélectorale, mais néanmoins existant de façon régulière, cette vitrine fournie aux administrateurs membres du PCF se décline pour notre période sous plusieurs formes.

On voit ainsi relatées dans les colonnes de la presse fédérale les interventions de députés communistes à l'Assemblée nationale dans deux cas de figures : lors de déclarations importantes du groupe parlementaire du PCF, ou lorsqu'un membre de celui-ci intervient afin de questionner le gouvernement au sujet de situations particulières propres au département de la Vienne. Ainsi, les mois suivant les élections législatives de 1967, qui voient l'augmentation du nombre de députés communistes à l'Assemblée, sont marqués par la parution de plusieurs communiqués des parlementaires du groupe PCF. Le premier, à chaud, expose naturellement le projet communiste à l'Assemblée nationale et dresse la liste des propositions de loi que les députés comptent présenter (sur les congés payés, la semaine de 40 heures, la retraite à 60 ans, les droits des femmes à l'entreprise, le service militaire etc.).[410] Le second, moins

[409] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 avril 1965.
[410] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 9 avril 1967.

circonstanciel que le précédent, fait part de la première proposition de loi communiste de la législature de 1967-1968. Celle-ci est forcément symbolique pour un parti qui revendique 75 000 fusillés pendant la Seconde guerre mondiale : elle réclame un retour à la loi du 20 mars 1953 – abrogée par un décret de 1959 – prévoyant que la journée de commémoration du 8 mai soit chômée.[411] Il s'agit donc là d'une revendication qui concerne le département de la Vienne, où la Seconde guerre a laissé des traces. La ligne de démarcation coupant en effet le département en deux, celui-ci a connu l'Occupation allemande ainsi que la Résistance. Le vingtième anniversaire de la Libération est ainsi marqué par une double campagne commémorative dans la *SDV* : tous les numéros du journal entre le 1er juillet et le 4 octobre 1964 relatent ainsi des moments forts de la Résistance dans la Vienne afin de célébrer le vingtième anniversaire de la Libération du département en juillet et août 1964, la Libération du pays étant pour sa part traitée en 1965 par une série de numéros rappelant l'horreur des camps et de la déportation. La proposition de loi que relaie la Fédération n'est donc pas anodine et n'est pas coupée de la réalité culturelle de la Vienne, puisqu'elle touche directement au patrimoine mémoriel commun des habitants du département. Plus pragmatique encore est le deuxième cas de figure dans lequel les travaux parlementaires communistes sont relayés dans la presse militante de la Vienne : les députés du PCF font parfois porter les revendications poitevines jusqu'entre les murs de l'Assemblée nationale, et la propagande locale ne manque évidemment pas d'en faire part aux intéressés. Ces interventions concernent souvent des événements importants de la vie sociale de la Vienne, notamment des licenciements massifs. Ainsi la Fédération relaie-t-elle une question écrite du député communiste historique de l'Allier, Pierre Villon, concernant « une cinquantaine d'ouvriers licenciés par suite de la fermeture de la manufacture d'armes de Châtellerault [qui] n'ont pas été reclassés et sont au chômage, contrairement aux promesses gouvernementales faites au moment de la fermeture. »[412] Les échos du travail des parlementaires communistes sont donc circonstanciels, on ne trouve pas de rubrique régulière consacrée à l'activité des députés PCF à l'Assemblée nationale. Les militants locaux ont en effet à cœur de ne relayer que l'activité directe en lien avec les préoccupations touchant directement les habitants de la Vienne.

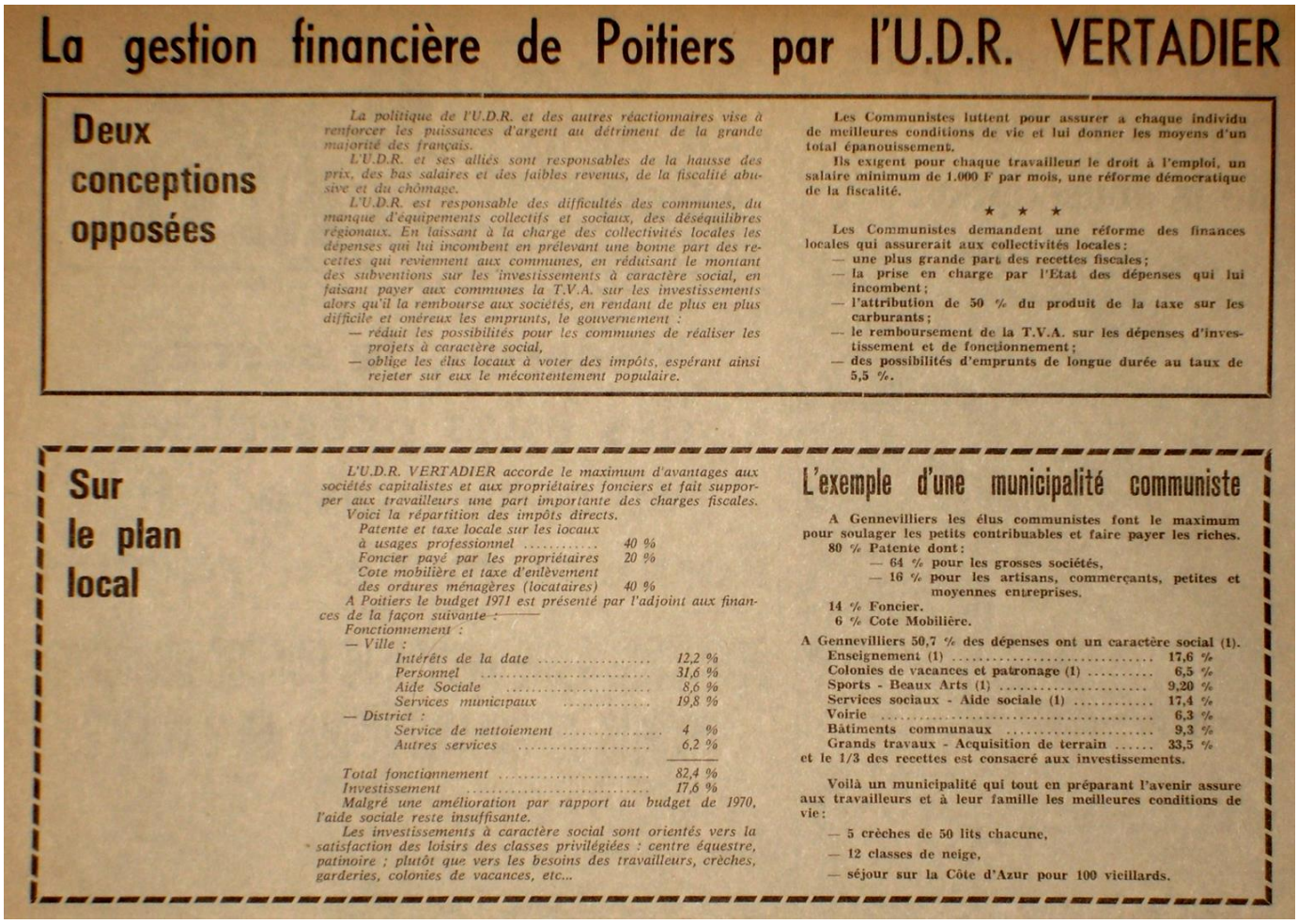
Dans une autre optique, les militants de la Fédération mettent également en lumière le travail des élus communistes extérieurs au département. En effet, pris pour exemple pour montrer le caractère néfaste de la gestion municipale de Poitiers, l'activité des maires

[411] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 7 mai 1967.
[412] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 septembre 1970.

communistes de la ceinture rouge francilienne – « pour la région parisienne, plus de la moitié des maires des villes de plus de 30 000 habitants sont communistes »[413] – sert de référence aux adhérents locaux afin de montrer que les candidats du PCF sont à même de diriger des villes importantes comme Poitiers ou Châtellerault. Pour cela, les militants de la Vienne disposent des brochures municipales de certaines de ces communes d'Ile-de-France (comme Malakoff, ou Vitry)[414] qui leur permettent d'élaborer un argumentaire à même de dénigrer les réalisations des municipalités UDR successives de Poitiers. Essentiellement employée en période d'élections municipales, la comparaison entre administration gaulliste et administration communiste met plus particulièrement face à face le bilan de l'édile pictavien Pierre Vertadier et celui de Waldeck l'Huillier, maire historique de Gennevilliers depuis la Libération (depuis 1973 et la fin du mandat de Waldeck l'Huillier, la ville du Nord-Ouest de Paris est d'ailleurs toujours détenue par le PCF) qui semble être le fleuron en matière de gestion municipale communiste. Ainsi, en 1966, les militants de la Vienne montrent à travers un dossier décliné sur plusieurs numéros (« Budget de classe ») les différences de politique entre le député-maire UDR Pierre Vertadier et son homologue communiste Waldeck l'Huillier, notamment sur le plan social (augmentation des impôts, des tarifs de bus etc.).[415] En 1971, la campagne pour les municipales du 21 mars battant son plein, les militants de la Fédération de la Vienne font une fois de plus un bilan désastreux de l'action municipales de Pierre Vertadier et opposent évidemment à ce dernier celui de Waldeck l'Huillier pour Gennevilliers. Chiffres à l'appui, les communistes mettent dos à dos les politiques budgétaires gaulliste et communiste afin de bien mettre en évidence le fait que la municipalité pictavienne prélève aux plus modestes afin de financer des équipements sociaux permettant la pratique « des loisirs des classes privilégiées : centre équestre, patinoire ; plutôt que vers les besoins des travailleurs, crèches garderies, colonies de vacances, etc. »[416], tandis que les membres de l'équipe gennevilloise « font le *maximum* pour soulager les petits contribuables et faire payer les riches » pour offrir « aux travailleurs et à leur famille les meilleures conditions de vie. »[417] Ces analyses comparées permettent donc aux communistes poitevins de prouver par l'exemple – certes délocalisé – qu'ils sont capables d'administrer une ville de taille importante, et que leur gestion se fait au bénéfice des plus modestes. On peut par ailleurs se

[413] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 14 février 1971.
[414] AFVPCF, « Bulletins Municipaux Années 1970 ».
[415] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* des 27 mars 1966 et 3 avril 1966.
[416] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 7 mars 1971.
[417] *Ibidem.*

demander pourquoi ce procédé comparatif n'est utilisé que dans le cas de Poitiers, alors que Châtellerault est aussi une ville de plus de 30 000 habitants et que son maire Pierre Abelin est la cible favorite des communistes de la Vienne.



La gestion financière de Poitiers par l'U.D.R. VERTADIER

Deux conceptions opposées

La politique de l'U.D.R. et des autres réactionnaires vise à renforcer les puissances d'argent au détriment de la grande majorité des français.

L'U.D.R. et ses alliés sont responsables de la hausse des prix, des bas salaires et des faibles revenus, de la fiscalité abusive et du chômage.

L'U.D.R. est responsable des difficultés des communes, du manque d'équipements collectifs et sociaux, des déséquilibres régionaux. En laissant à la charge des collectivités locales les dépenses qui lui incombent en prélevant une bonne part des recettes qui reviennent aux communes, en réduisant le montant des subventions sur les investissements à caractère social, en faisant payer aux communes la T.V.A. sur les investissements alors qu'il la rembourse aux sociétés, en rendant de plus en plus difficile et onéreux les emprunts, le gouvernement :

— réduit les possibilités pour les communes de réaliser les projets à caractère social,

— oblige les élus locaux à voter des impôts, espérant ainsi rejeter sur eux le mécontentement populaire.

Les Communistes luttent pour assurer a chaque individu de meilleures conditions de vie et lui donner les moyens d'un total épanouissement.

Ils exigent pour chaque travailleur le droit à l'emploi, un salaire minimum de 1.000 F par mois, une réforme démocratique de la fiscalité.

★ ★ ★

Les Communistes demandent une réforme des finances locales qui assurerait aux collectivités locales :

— une plus grande part des recettes fiscales ;

— la prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent ;

— l'attribution de 50 % du produit de la taxe sur les carburants ;

— le remboursement de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement et de fonctionnement ;

— des possibilités d'emprunts de longue durée au taux de 5,5 %.

Sur le plan local

L'U.D.R. VERTADIER accorde le maximum d'avantages aux sociétés capitalistes et aux propriétaires fonciers et fait supporter aux travailleurs une part importante des charges fiscales.

Voici la répartition des impôts directs.

Patente et taxe locale sur les locaux à usages professionnel	*40 %*
Foncier payé par les propriétaires	*20 %*
Cote mobilière et taxe d'enlèvement des ordures ménagères (locataires)	*40 %*

A Poitiers le budget 1971 est présenté par l'adjoint aux finances de la façon suivante :

Fonctionnement :

— Ville :

Intérêts de la date	*12,2 %*
Personnel	*31,6 %*
Aide Sociale	*8,6 %*
Services municipaux	*19,8 %*

— District :

Service de nettoiement	*4 %*
Autres services	*6,2 %*
Total fonctionnement	*82,4 %*
Investissement	*17,6 %*

Malgré une amélioration par rapport au budget de 1970, l'aide sociale reste insuffisante.

Les investissements à caractère social sont orientés vers la satisfaction des loisirs des classes privilégiées : centre équestre, patinoire ; plutôt que vers les besoins des travailleurs, crèches, garderies, colonies de vacances, etc...

L'exemple d'une municipalité communiste

A Gennevilliers les élus communistes font le maximum pour soulager les petits contribuables et faire payer les riches.

80 % Patente dont :

— 64 % pour les grosses sociétés,

— 16 % pour les artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises.

14 % Foncier.

6 % Cote Mobilière.

A Gennevilliers 50,7 % des dépenses ont un caractère social (1).

Enseignement (1)	**17,6 %**
Colonies de vacances et patronage (1)	**6,5 %**
Sports - Beaux Arts (1)	**9,20 %**
Services sociaux - Aide sociale (1)	**17,4 %**
Voirie	**6,3 %**
Bâtiments communaux	**9,3 %**
Grands travaux - Acquisition de terrain	**33,5 %**

et le 1/3 des recettes est consacré aux investissements.

Voilà un municipalité qui tout en préparant l'avenir assure aux travailleurs et à leur famille les meilleures conditions de vie :

— 5 crèches de 50 lits chacune,

— 12 classes de neige,

— séjour sur la Côte d'Azur pour 100 vieillards.

Comparatif des gestions financières pour les communes de Poitiers et de Gennevilliers[418]

La situation de Châtellerault est particulière. En effet, les communistes ont dans la seconde plus grande commune de la Vienne un passif qui leur évite de devoir mettre en comparaison le bilan de Pierre Abelin, maire de Châtellerault depuis 1959, et celui d'un maire communiste de la ceinture rouge francilienne. C'est « précisément à partir de 1953 que l'ère des réalisations communales commença. C'est avec la municipalité à participation communiste qu'une série de grands chantiers se mirent en route à Châtellerault. »[419] L'équipe municipale radicale menée par Bernard Percevault à partir de 1953 compta en effet des participants

[418] *Ibidem.*
[419] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 février 1965.

communistes et permit la réalisation de divers projets à vocation sociale (logements, école et lycée, hôpital) dont la paternité est martelée à longueur d'article : « la municipalité précédente [à celle de Pierre Abelin, nda] sous l'impulsion des adjoints communistes. »[420] Cette démonstration des bienfaits d'une municipalité à participation communiste intervient essentiellement en période de campagne pour les élections municipales et revêt un sens particulier pour la ville de Châtellerault où, comme nous l'avons montré, les communistes n'arrivent pas à créer de stratégie unitaire avec la SFIO locale qui préfère se joindre à l'équipe centriste de Pierre Abelin, entrainant ainsi une pression constante de la part de la Fédération du PCF. Le bilan positif qu'ils en tirent leur permet ainsi à la fois de montrer à la population les bienfaits du vote communiste, mais aussi d'accentuer leur pression sur les socialistes :

> « Les communistes, en commun avec les démocrates, ont fait la preuve à Châtellerault de leur capacité à diriger une grande municipalité. C'est pourquoi la section du Parti Communiste écrivait à la section S.F.I.O. de Châtellerault, « nous avons déjà fait l'expérience du travail en commun dans la précédente municipalité, et nous avons fait la preuve de ce qu'il était possible de réaliser en faveur des travailleurs ». »[421]

Dans le cas précis de Châtellerault, les militants locaux font resurgir ces réalisations en période électorale : mettre de façon constante et régulière l'action municipale alors en évolution de Pierre Abelin face à ces vestiges figés de la participation communiste à l'administration châtelleraudaise serait redondant. La Fédération met alors en place à partir de 1965 un travail plus régulier d'information sur les apports positifs des élus communistes dans les communes de la Vienne. Celui-ci est favorisé par la conservation de petites communes acquises depuis un temps assez long (comme Adriers ou Gouex), et surtout par le gain de plusieurs conseillers municipaux (notamment à Chauvigny) ainsi que d'une commune de plus de 3 500 habitants en 1965 : Naintré. Alors que les petites municipalités acquises aux communistes ne permettaient pas – vraisemblablement car le peu de responsabilités que la gestion de ce type de communes impliquait – que l'on rapporte de façon permanente les réalisations des ces équipes municipales (même si la période préélectorale de 1965 est toutefois propice à la mise en avant de la gestion de ces villages, notamment à Gouex, qui bénéficie d' « un bilan tout à l'actif des communistes »[422]) on ne peut que remarquer que le travail municipal de Naintré sert de vitrine permanente aux compétences communistes en matière d'administration publique.

[420] *Ibidem.*
[421] *Ibidem.*
[422] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 février 1965.

NAINTRE : Bilan de deux mois de travail

Robert SAUVION
Maire de Naintré

Nous avons rencontré notre camarade Robert SAUVION, maire de Naintré. Nous lui avons demandé de dresser un premier bilan de l'activité du nouveau Conseil Municipal de Naintré. Il le fit bien volontiers et ce bilan est déjà impressionnant. D'ailleurs la population de Naintré le constate : il n'y a jamais eu autant d'activité à Naintré.

C'est qu'autour de notre camarade Sauvion, maire de Naintré, il y a toute une équipe au travail, en tout premier lieu les 4 adjoints MM. DOUCINEAU, CHABANNE, GOND, Mme JOLY et le travail de la municipalité est très collectif : chaque membre du Conseil Municipal ayant sa part de responsabilité.

M. le Maire de Naintré a tenu aussi à rappeler au début de notre entretien que la municipalité de Naintré comptait associer la population aux diverses initiatives prises. C'est pourquoi un bulletin municipal a été édité contenant le compte rendu détaillé des réunions du Conseil Municipal qui ont eu lieu depuis l'installation de la nouvelle équipe.

Voila comment travaille une municipalité communiste ; avec et pour la population. C'est sans doute cet exemple que l'on craint et c'est pourquoi Abelin et le pouvoir gaulliste s'attaquent à Naintré.

Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Naintré est en pleine activité :
— d'une part les grands chantiers du Pont sur la Vienne, des logements P.S.R., de la zone industrielle continuent.
— d'autre part la municipalité a pris, dans le cadre du budget 1965, d'importantes mesures pour mettre en route les réalisations attendues par la population.

LES ECOLES - Un centre aéré une cantine pour 500 rations

CANTINE :

— La construction d'une cantine aux Renardières est décidée. Les plans sont en cours d'élaboration.

— Dans un avenir proche, une cantine sera aussi construite à Chézelles.

— Les menus ont été améliorés à la cantine de Naintré.

— Une amélioration du matériel et de la cuisine est en cours.

CAISSE DES ECOLES

— Un nouveau comité est en place.

— La caisse des écoles va gérer les cantines et le centre aéré.

UN CENTRE AERE pour enfants de 4 à 7 ans va ouvrir pendant les vacances.

L'ECOLE DE MUSIQUE a organisé un concert à Naintré avec le concours de la jeune Harmonie Municipale de Châtellerault.

Le Conseil Municipal a décidé de doubler le nombre des heures de cours à Naintré et d'étendre l'école de Musique aux Renardières.

Le Conseil Municipal a décidé en outre :

— l'achat d'une classe préfabriqué pour la classe supplémentaire créée à l'école de garçons des Renardières.

— faire immédiatement les petites réparations dans les écoles.

— allouer un crédit supplémentaire pour le 3e trimestre scolaire à toutes les écoles pour l'achat de petit matériel d'enseignement.

— de doubler le montant des sommes allouées pour les fournitures scolaires à la rentrée de septembre 1965 (ces sommes passants de 900 à 1800 frs par élève pour les écoles primaires et de 450 à 900 Fr pour les écoles maternelles, s'il faut lire en anciens francs »). Ainsi, les élèves auront comme par le passé les fournitures (cahiers, crayons...) gratuites et quelques livres gratuits. En deux ou trois ans, les écoles auront ainsi un fond de livres permettant de donner tous les livres et fournitures gratuits.

La photo représente l'école des Filles des Renardières. Elle fut construite par la municipalité de Naintré à l'époque où il y avait des conseillers municipaux communistes. Il a fallu attendre l'installation de la municipalité communiste de Naintré pour reprendre les travaux ; une cantine pouvant accueillir 300 enfants et servir 500 repas va être construite prochainement.

Les grands chantiers

Le pont sur la Vienne

Dans la plaine des Renardières doit s'édifier un grand ensemble prolongeant celui de la plaine d'Ozon : la jonction entre les deux grands ensembles se faisant par un nouveau pont sur la Vienne.

La construction de cet ensemble a été confiée à une société d'économie mixte la SARC (Société d'Aménagement de la Région Châtelleraudaise).

La réalisation des opérations suivantes est confiée à la société :
— acquérir les terrains.
— assurer le relogement si nécessaire des occupants.
— démolir éventuellement les immeubles existants.
— réaliser l'infrastructure.
— réaliser les équipements collectifs.
— céder ou louer les terrains à leur divers utilisateurs.

POUR LE FINANCEMENT DU PONT

La participation des villes de Châtellerault et de Naintré est fixée de la manière suivante :
Châtellerault 73,5 %
Naintré 26,5 %

Bien sûr il y a les subventions qui payent 75 % des dépenses, mais indiquons néanmoins que les travaux du Pont coûteront plus de 220 millions d'AF.

Actuellement la ville de Naintré est partie prenante dans cette opération. Tous les problèmes posés par la coopération de Naintré et de Châtellerault ont été réglés jusqu'à présent et pourront l'être à l'avenir.

La présence de représentants de la municipalité de Naintré au sein de ces organismes est une garantie pour les habitants de notre région. Elle permet une gestion et un contrôle plus démocratiques et conformes aux intérêts des habitants de notre région.

Ce pont qui doit relier Naintré et Châtellerault et qui créera une importante voie de dégagement doit, en principe, entrer en service au mois de juin.

En conclusion de l'entretien sur ces chantiers M. le Maire de Naintré souhaite que les conseils d'administration de la SARC soient plus fréquents et que les administrateurs et la municipalité de Naintré soient davantage tenus au courant de l'avancement des travaux, des difficultés existantes, etc...

Le pont sur la Vienne, unissant Naintré et Châtellerault, sera-t-il mis en service en juin ? Les travaux avancent et les voies de raccordement sont prêtes.

La zone industrielle
Le silo régional de 200.000 quintaux

Les travaux vont commencer bientôt pour la construction du silo régional. Il est prévu d'y rentrer la récolte 1966.

De quoi s'agit-il ?

De l'édification d'un Silo Régional de Céréales et d'une usine de transformation de ces produits du sol, une partie de cette surface devant être réservée pour la création d'une annexe de la Coopérative Agricole de Châtellerault.

Les projets de l'Union Nationale des Coopératives de Céréales sont d'importance, puisqu'il est prévue la construction de bâtiments de stockage pour 200.000 quintaux sur une hauteur de 17 à 31 m., avec une « tour d'élévation » centrale qui doit s'élever à 42 m au-dessus du sol.

Ajoutons que les installations sont prévues pour un débit horaire de 1.000 quintaux et qu'elles entraineront l'emploi d'une quarantaine d'ouvriers.

Ce Silo Régional occupera 4 hectares sur les 9 hectares de la zone industrielle située entre la ligne de chemin de fer et la R.N. 10.

Les contacts sont pris par la nouvelle municipalité pour la viabilisation :
— pour amener l'eau
— pour une route desservant la zone.
— pour l'arrivée du courant force.
— pour la construction des voies ferrées.

Des pourparlers sont engagés pour vendre le reste de la zone.

LOGEMENTS - URBANISME

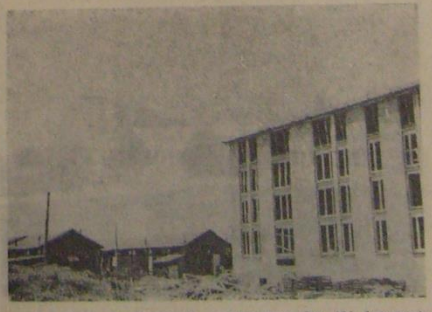
Un plan d'aménagement est en cours d'élaboration. Ce plan prévoit écoles, stades, salle des fêtes piscine, etc...

Contrairement à M. Abelin, nous pensons qu'il faut que la commune de Naintré conserve sa partie urbaine pour réaliser un ensemble harmonieux et faire les réalisations qu'attend la population aussi bien celle de Naintré que celle des Renardières, de la Montée Rouge et de la Brelandière.

Naintré devenant une petite ville de 10.000 habitants cela permettra d'avoir des services municipaux importants, des œuvres sociales comme Maison de Retraite pour les vieux, colonies de vacances et classes de neige pour les jeunes, centre médical, du personnel attaché aux services municipaux comme une assistante sociale.

Naintré réduit à sa portion rurale ne pourra jamais obtenir tout cela. Pourtant la population de Naintré est maintenant une population ouvrière qui a les mêmes besoins que la population des villes.

SUITE PAGE J



La photo représente la construction des 104 logements P.S.R. (Programme Social de Relogement) pour aboutir à la suppression des baraquements qui ont certes permis de dépanner beaucoup de familles, mais qu'il est temps de faire disparaître pour laisser la place à des logements répondant aux conditions d'existence de notre temps.

Les premiers logements seraient habitables en septembre si les travaux avancent comme prévus.

Bilan des deux premiers mois de la municipalité communiste de Naintré[423]

[423] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 23 mai 1965.

La presse fédérale publie ainsi seulement deux mois après la tenue du scrutin victorieux pour les militants naintréens, un premier bilan de l'activité de la nouvelle équipe municipale communiste. Celui-ci met en avant les premiers chantiers mis en route depuis le scrutin, certains d'entre eux étant des reprises des constructions entamées par une précédente municipalité à participation communiste (c'est le cas pour les deux écoles dont l'édification avait été mise en suspens par l'équipe sortante). Ceux-ci reprennent les caractères principaux de l'action communiste à la ville : ce sont en priorité des équipements publics, des logements, tandis que le budget semble être réorienté vers l'aide aux plus modestes. Un bureau d'aide sociale est ainsi mis en place et utilise les fonds dont il dispose en direction des jeunes qui partent régulièrement en colonies de vacances,[424] et des « vieux » pour lesquels sont régulièrement organisés des événements comme des repas[425] ou des activités diverses. Un centre social – en préfabriqué – est finalement ouvert à Naintré en 1971 et comprend « [un] service de consultations des nourrissons, [un] dispensaire, et [un] foyer des personnes âgées. »[426] Sur toute notre période, les délibérations du Conseil municipal de Naintré sont systématiquement relayées par la presse communiste de la Vienne, ainsi que celles d'autres villes comptant des conseillers municipaux du Parti, comme Chauvigny notamment.[427] A partir de 1970, l'action d'André Rideau, seul Conseiller général communiste du département, fut également une occasion pour la Fédération de montrer un autre aspect des compétences communistes en matière de gestion administrative. Cependant, l'élu de l'Isle-Jourdain semble bien isolé au sein de cette institution, et il faut relativiser l'ampleur de la vitrine qu'il offre aux militants de la Vienne, tant son action semble difficile. Ses seules interventions dont la presse fédérale fait état montre toutefois deux caractères importants : son activité est bien évidemment ostensiblement décrite comme profitable aux classes défavorisées, et elle corrobore de plus le fait que les mandats cantonaux sont réellement considérés par le PCF comme un moyen de faire entendre la voix des campagnes. André Rideau, cultivateur de son état, intervient en effet le plus souvent sur des questions touchant aux problématiques agricoles et plus généralement rurales, notamment sur les questions de l'élevage ovin et bovin,[428] ou de la voierie.[429] Le succès de ses prises de position étant très relatif – et ne

[424] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *SDV* du 24 août 1968.
[425] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 9 mars 1969.
[426] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 2 mai 1971.
[427] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 16 janvier 1966.
[428] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *la Vienne Démocratique* de novembre 1970.
[429] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 3 décembre 1972.

convenant pas vraiment à une presse de propagande – on ne peut que noter que la presse fédérale préfère mettre en avant son action sociale en tant que maire de la commune d'Adriers, les réalisations dont il est à l'origine y étant beaucoup plus concrètes qu'au Conseil général où sa voix semble bien seule.

Cet exemple était néanmoins nécessaire afin de montrer que les communistes de la Vienne mettent tout en œuvre dans leur propagande pour montrer que leurs élus sont des hommes d'action, en lien avec la population, qui agissent en faveur des populations les plus modestes, par opposition aux édiles gaullistes ou centristes qui favorisent les plus riches et les sociétés capitalistes. Les électeurs de la Vienne ont donc régulièrement l'occasion de constater que les candidats du PCF œuvrent pour eux, et ont donc toutes les raisons de voter pour eux. Désireux de faire preuve de cohérence en comparant ce qui est comparable, les militants locaux peuvent s'appuyer sur l'activité des maires communistes franciliens pour donner aux votants pictaviens un aperçu de ce que pourrait être leur ville gérée par des communistes. Pour le reste du département, l'exemple de la gestion de Naintré montre à quel point une ville communiste peut être dynamique d'un point de vue social. Car nous l'avons vu, c'est essentiellement sur ce point qu'insiste la propagande lorsqu'il s'agit de dresser le bilan d'une équipe communale communiste. Et si le tournant idéologique du PCF donne comme nous l'avons vu un arsenal argumentaire aux militants concernant le système économique français, et que celui-ci est décliné à l'échelon de la Vienne par une critique sévère des aspects départementaux du CME, les exemples locaux de gestion municipale communiste montrent bien que cette théorisation de l'économie donne de l'ampleur à la critique, à la contestation, mais, n'engendre pas de force de proposition et de réalisation dans ce domaine, comme c'est le cas pour le social.

Nous venons de le voir, la propagande communiste de la Vienne se décline sous trois aspects différents, puisqu'elle constitue à la fois un vecteur de rassemblement, de transmission idéologique et de démonstration pratique, qui doivent tous trois contribuer à convaincre le lecteur que la solution communiste est celle qui convient le mieux aux intérêts des travailleurs : c'est grâce au PCF que peut se réaliser l'union avec le PS, et que le passage au socialisme par la voie pacifique est possible. Le fond de cette presse militante confirme donc bien de façon plus ou moins explicite ce que nous avions montré de façon statistique dans notre partie précédente : l'implication politique du PCF est désormais totalement liée au système électoral : comment interpréter autrement cette adaptation soudaine à la réalité des nouvelles classes socioprofessionnelles, cette ouverture à des populations si éloignées du stéréotype communiste ? Comment interpréter ces brusques changements théoriques se

concentrant subitement sur un système politico-économique, plutôt que sur la personnalité et le régime gaulliste, si ce n'est pour prendre en compte la part croissante de la population appartenant à des classes sociales autrefois dénigrées par le Parti ? Enfin, la démonstration des réalisations des élus communistes indique clairement la seule marche à suivre pour généraliser ce mode d'administration à forte portée sociale : le vote et uniquement le vote. L'union communiste-socialiste découle donc moins de réelles accointances idéologiques que d'une volonté de puissance de feu électoral. L'étude de la propagande de la Vienne montre donc de façon toujours aussi pragmatique, comment d'un point de vue local l'union est difficile à réaliser, et les difficultés que rencontrent les dirigeants du PCF et du PS à se mettre d'accord sur un programme commun de gouvernement ne sont certainement pas étrangères à ce phénomène.

Troisième Partie : La Fédération de la Vienne dans le processus *électoral*

Nous l'avons souligné en analysant le virage idéologique du PCF sur notre période, la voie électorale devient pour le Parti la solution exclusive pour réaliser le passage au socialisme et donne un tout autre sens au concept révolutionnaire. La théorie du CME ayant éliminé la question de l'élimination de l'Etat et relégué les mouvements de base à celui d'un simple soutien politique, les communistes s'engagent donc massivement dans ces élections avec la volonté de rénover l'Etat et de briser l'interdépendance entre ce dernier et les monopoles capitalistes. L'idée de rénovation étatique est donc primordiale : il n'est plus question de remplacer le schéma existant, juste de le libérer de la gangrène monopoliste. Cherchant pour cela à s'appuyer sur l'unité de toutes les forces démocratiques, le Parti met tout en œuvre pour réaliser l'union avec le Parti socialiste, une union dont l'aboutissement réside dans la signature d'un programme commun. D'avancées en reculs, la marche vers ce graal est laborieuse, et il conviendra d'en voir les répercussions à l'échelle locale. Entre adaptation du PCF aux nouvelles caractéristiques sociétales, conception rénovée du principe étatique et construction de l'union, il va ici s'agir de voir si cette période de bonne santé du Parti porte ses fruits dans les urnes du département de la Vienne. Cette analyse nous permettra ensuite d'établir des liens de causes à effets entre les zones où les militants communistes se distinguent particulièrement par leur nombre et/ou par leur activité, corroborant ainsi ou non les hypothèses déjà avancées.

I- <u>Les élections municipales et le PCF dans la Vienne</u>

En commençant par analyser la place des communistes dans le *processus* électoral municipal, nous avons voulu amorcer ce chapitre sur des bases pragmatiques, en lien avec nos deux principales préoccupations : observer comment, localement, la stratégie d'union développée par la Fédération se déroule, et observer si les principaux foyers d'activité communiste se retrouvent sur le plan électoral. En s'intéressant en premier lieu aux élections municipales, nous pourrons ainsi voir au plus près où se manifeste réellement l'influence communiste, de quelle manière, et par quels mécanismes. Ce travail sera d'autant plus révélateur que ce type de scrutin intéresse particulièrement les communistes du fait de son caractère local et de la proximité des votants avec ceux qu'ils élisent. Il correspond donc bien à la réalité de terrain, à la défense des libertés et des dynamismes locaux auxquels sont attachés les militants de la Vienne. Par opposition à la politique gouvernementale qui,

> « sous le prétexte de moderniser ou de procéder à d'indispensables réformes administratives […] établit de nombreux projets dans le but d'étendre sa main-mise, sur les collectivités locales, en vue de mieux contrôler leurs ressources au profit exclusif de la grande finance […] ; en faisant payer les riches, en portant au taux *maximum* la taxe sur les locaux à usage industriel des grosses sociétés, les municipalités communistes réalisent en faveur des travailleurs et de leurs familles : salles des fêtes, centres sportifs et culturels, foyers et maisons de vieux. Elles font le *maximum* pour l'enfant et la mère de famille : école, cantines, crèches, garderies, colonies de vacances, classes de neige, fournitures gratuites, maisons de jeunes, etc. »[430]

Ce bref récapitulatif de l'action municipale communiste en donne ainsi les directions principales : elle se construit sur des bases « sociale, moderne et démocratique. »[431] L'étude des deux scrutins municipaux de notre période, en 1965 et en 1971, devra ainsi déterminer si les militants de la Vienne traduisent concrètement ce projet de politique urbaine dans la propagande, les zones où ils ont l'occasion de le réaliser, et si celui-ci permet aux municipalités rouges de perdurer, à travers le soutien populaire.

A/ Les 14 et 21 mars 1965 : des positions consolidées

Ce premier scrutin municipal pour notre période constitue une occasion pour la Fédération de la Vienne de réintégrer la vie politique locale, de laquelle elle fut quelque peu mise au ban par les élections municipales de 1959. En effet, alors que l'après-guerre immédiat avait vu les communistes intégrer de nombreux conseils municipaux aux cotés de socialistes et de radicaux – nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les militants locaux mettent régulièrement cette période en avant pour prouver qu'ils sont de bons administrateurs – la fin des années 1950 voit le bouleversement de ces alliances : une nette poussée de la part des centristes leur permet d'enlever un certain nombre de mairies importantes dans le département (comme Poitiers, Châtellerault, Loudun ou Montmorillon). Cette poussée redistribue les cartes et isole le PCF, alors que les socialistes se rapprochent des centristes. Le scrutin de 1965 doit donc permettre aux communistes de reprendre une partie de terrain perdu lors du passage à la V^{ème} République. La préparation de la campagne et de l'élection est donc très rigoureuse, et se caractérise par un travail qui commence dans certains cas bien en amont de la date du scrutin. Il est important de comprendre que la préparation de l'échéance ne se déroule pas partout de la même façon. En effet, alors que le caractère local du scrutin permet aux militants locaux d'avoir une réelle influence sur les choix politiques qui sont faits, il faut garder à l'esprit que les instances dirigeantes du Parti gardent leur mot à dire sur les décisions finales dans les villes les plus importantes. Et même si le Comité central n'a pas la possibilité d'orienter

[430] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 février 1965.
[431] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 décembre 1970.

chaque situation particulière, il peut garder un œil sur le déroulement des événements, grâce à de nombreux rapports qui lui sont envoyés par la direction fédérale. Cette étude sur les élections municipales de 1965 se devra donc pour restituer une vue globale de la situation du département d'isoler certains cas particuliers permettant une meilleure compréhension. Etant donné le déroulement de cette élection et les archives consécutives dont nous disposons, il nous faudra distinguer la situation de Poitiers, et celle du reste du département, en mettant en relief les localités où les communistes se manifestent de façon particulière.

Les premières références aux élections municipales de 1965 apparaissent très tôt dans la propagande de la Fédération. Pratiquement un an avant le scrutin, les communistes locaux prennent les devants et réagissent à la nouvelle loi électorale sur les élections municipales fraichement promulguée par le gouvernement gaulliste. Celle-ci interdit les fusions de listes entre les deux tours dans les villes de plus de 30 000 habitants. Le mois de juin 1964 est donc marqué par une série d'articles dans la *SDV* mettant en place la stratégie de la Fédération pour Poitiers, seule ville du département à être concernée par cette loi : pointant d'abord le caractère favoritiste de cette loi pour les candidats UNR, la série d'articles anticipe ensuite le rapprochement entre socialistes et centristes qu'elle occasionnerait. Prenant appui sur des résultats électoraux antérieurs, les communistes montrent que « le candidat d'union – qu'il soit socialiste, communiste, ou d'un autre parti – a obtenu les meilleurs résultats là où la discussion a été la plus franche et l'accord le plus poussé. »[432] L'argumentation de la Fédération se base donc ici moins sur des valeurs communes, des connivences politiques que sur un calcul électoral qui permettrait simplement de battre l'UNR. Parallèlement à ce lancement public de l'avant-campagne, la Fédération prend également les devants en sous-main. Dès le mois de mai 1964, elle envoie un courrier aux différents partis de gauche afin, « dès le premier tour de constituer une liste d'Union des forces ouvrières et démocratiques autour des communistes et des socialistes. »[433] Fondant cette demande d'alliance sur quelques revendications généralistes (relatives aux libertés démocratiques, à la construction de logements, à l'éducation et à la fiscalité antimonopoliste), le but reste très stratégique : « La constitution d'une liste d'Union dès le premier tour, offre donc la perspective de faire élire une municipalité républicaine. »[434] Le contexte particulier créé par la nouvelle loi électorale met également l'appareil national en branle, qui se met en quête d'informations sur les situations particulières des villes de plus de 30 000 habitants, insistant sur « l'évolution

[432] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 juin 1964.
[433] AFVPCF, « 65 », *Lettre de la Fédération de la Vienne du PCF aux organisations de gauche du département,* mai 1964.
[434] *Ibidem.*

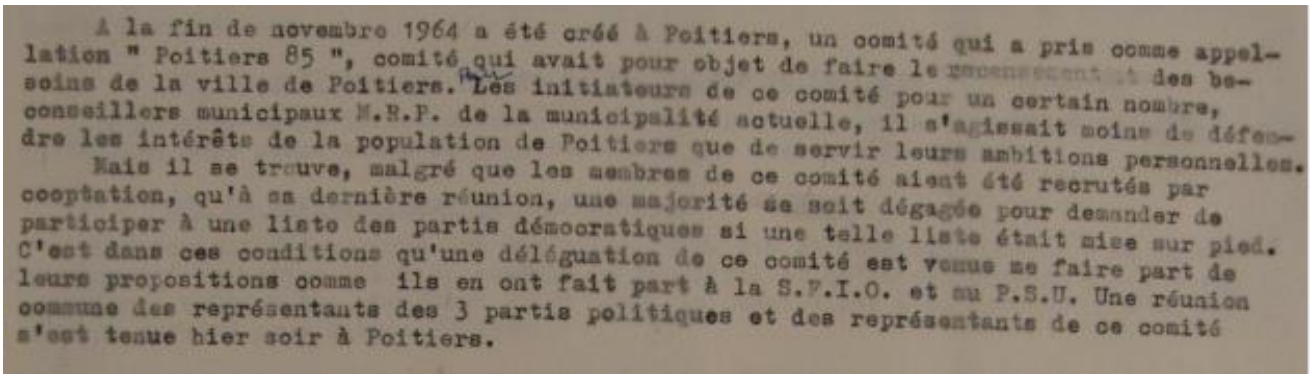
politique et la nature des rapports entre communistes et socialistes »,[435] afin de pouvoir donner ses directives sur la stratégie à suivre pour les élections municipales à Poitiers. Le rapport consécutif à cette correspondance et établissant la situation pictavienne nous délivre alors quelques éléments étonnants. Il décrit une situation à Poitiers qui voit un recul du maire centriste Jacques Masteau au profit de l'UNR – qui semble se préparer à gagner le scrutin municipal – ainsi qu'une dégradation des relations entre communistes et socialistes, qui souhaitent selon les militants locaux se rapprocher des centristes et refusent de mener une politique de désistement conjointement avec le PCF. Les communistes pictaviens se retrouvent donc dans une situation inconfortable, et complètement isolés sur l'échiquier électoral de Poitiers. Cette situation ainsi que des échanges locaux avec les centristes amènent alors les communistes de Poitiers à des conclusions étonnantes dans ce rapport. En effet la porte ouverte laissée aux militants PCF par un des adjoints de Masteau, qui « a fait savoir à un camarade qu'il fallait le considérer comme un démocrate, et qu'il ne serait pas hostile pour participer à une liste commune avec [eux] »[436] offre de nouvelles perspectives à la Fédération. Si leur priorité reste de « prendre contact immédiatement avec les socialistes, pour leur proposer l'établissement d'une liste commune ouverte à d'autres républicains [et de] tout faire pour obtenir que les socialistes ne s'engagent pas avec Masteau »,[437] ils n'excluent pas d'ouvrir des négociations avec ce dernier. La conjoncture électorale ainsi que l'obsession antigaulliste qui anime le PCF au début de la seconde moitié des années 1960 poussent donc la Fédération à revoir sa stratégie pour les élections municipales et à en venir à ne pas exclure de se ranger derrière le maire sortant centriste, pourtant décrit par les communistes locaux comme étant l'allié objectif de la droite conservatrice, et dont le mandat fut tant critiqué pour son coté réactionnaire. Ce revirement prend clairement l'aspect d'une manœuvre électorale, puisqu'il découle d'un constat mathématique qui met de coté toute considération idéologique : « au cas où il y'aura seulement la liste du Parti, avec celle de l'U.N.R. et de Masteau, le risque de voir passer l'U.N.R. est grand. »[438] Et étant donné que les rapports avec les socialistes de la Vienne sont plutôt mauvais, il faudra éventuellement – pour peser dans les suffrages – envisager de s'allier aux centristes qui ne semblent pourtant pas être tenus en plus haute estime que les gaullistes par les communistes. Par une lettre du début du mois de juillet, la direction du PCF donne ses appréciations sur la stratégie prévue par les communistes locaux, mais demande tout de même sur Jacques Masteau « des précisions concernant ses positions

[435] AFVPCF, « 65 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne du PCF,* 28 mai 1964.
[436] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la situation de Poitiers,* juin 1964.
[437] *Ibidem.*
[438] *Ibidem.*

politiques et [leurs] appréciations à ce sujet. »[439] Nous ne disposons malheureusement pas de la description du maire sortant fournie par la direction fédérale en réponse à la requête du Comité central, mais on ne peut que rester dubitatif en spéculant sur la teneur de celle-ci tant l'édile centriste pictavien a pu être décrié et mis dans le même sac que les gaullistes dans la presse communiste. La suite des événements montre que la solution centriste a vraisemblablement été rejetée par la direction communiste.

Alors que la situation à Poitiers ne semble évoluer qu'à partir de décembre 1964, un nouveau rapport de la direction fédérale vient réaffirmer les difficultés de communication avec les socialistes, puisque les demandes effectuées par les communistes afin de mettre sur pied une tactique électorale n'ont pas donné de réponse. La Fédération choisit alors dès octobre 1964 de rendre publiques ses positions par une conférence de presse qui devait mettre un peu plus la pression sur la SFIO. La situation semble pourtant mal engagée puisqu' « une majorité de ce Parti se prononce pour la participation à la liste réactionnaire sortante conduite par MASTEAU. »[440] On voit donc d'une part que les centristes retrouvent désormais l'appréciation politique dont ils étaient affublés avant que la Fédération n'envisage une hypothétique alliance électorale avec eux, et d'autre part que les socialistes privilégient une entente avec le maire sortant avant de penser s'unir avec les communistes : la formation d'une liste commune avec des militants du PCF dépend de la réponse de Jacques Masteau. Tout comme les communistes, la SFIO, par la voix de son Secrétaire fédéral fonde cette stratégie sur un calcul de voix qui envisage un but que partagent communistes et socialistes : « Le problème qui se pose étant celui de battre le candidat de l'U.N.R. GUILLON, député, il pense que leur meilleur moyen, c'est une entente des socialistes avec MASTEAU. »[441] Cette équation est rapidement remise en cause par un événement qui redistribue les cartes. Alors que la Fédération multipliant les réunions publiques à la fin de l'année 1964 ne cessait d'appeler à « la constitution d'une liste commune comprenant communistes, socialistes, radicaux et chrétiens progressistes »,[442] une partie des soutiens que l'on pensait acquis à Jacques Masteau (vraisemblablement les chrétiens progressistes évoqués à l'instant, qui constituent une part importante des suffrages centristes), change de stratégie au début du mois de décembre et oblige le PS et le PCF à envisager une nouvelle tactique. C'est une nouvelle fois un rapport de la direction fédérale qui nous renseigne sur la situation :

[439] AFVPCF, « 65 », *Lettre de Gaston Plissonnier à la Fédération de la Vienne du PCF,* 2 juillet 1964.
[440] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la préparation des élections municipales,* décembre 1964.
[441] *Ibidem.*
[442] AFVPCF, « 65 », *Centre-Presse* du 5 décembre 1964.



A la fin de novembre 1964 a été créé à Poitiers, un comité qui a pris comme appellation " Poitiers 85 ", comité qui avait pour objet de faire le recensement [illegible] des besoins de la ville de Poitiers. Les initiateurs de ce comité pour un certain nombre, conseillers municipaux M.R.P. de la municipalité actuelle, il s'agissait moins de défendre les intérêts de la population de Poitiers que de servir leurs ambitions personnelles.

Mais il se trouve, malgré que les membres de ce comité aient été recrutés par cooptation, qu'à sa dernière réunion, une majorité se soit dégagée pour demander de participer à une liste des partis démocratiques si une telle liste était mise sur pied. C'est dans ces conditions qu'une délégation de ce comité est venue se faire part de leurs propositions comme ils en ont fait part à la S.F.I.O. et au P.S.U. Une réunion commune des représentants des 3 partis politiques et des représentants de ce comité s'est tenue hier soir à Poitiers.

Extrait du rapport sur les municipales envoyé au Comité central en janvier 1965[443]

Certains éléments du comité « Poitiers 85 », pourtant dirigé par des conseillers municipaux centristes, en se rapprochant des partis de gauche relancent l'idée d'une liste d'union, mais aussi celle d'une alliance comprenant des éléments très critiqués par la Fédération, y compris dans ce rapport, qui envisage pourtant clairement une entente entre centristes (ou assimilés), socialistes et communistes. On se retrouve finalement ici dans une situation similaire à celle du mois de juin, lorsque la Fédération envisageait de négocier avec des éléments proches du maire sortant. La position des militants PCF de Poitiers vis-à-vis des centristes varie donc au gré de la conjoncture et relève de la tactique électoraliste pure et simple, et semble le temps de la préparation de l'élection moins dépendre d'une posture idéologique que de la recherche d'une « solution [qui] aurait l'avantage de permettre l'entrée de conseillers municipaux communistes. »[444]

Cependant, le déroulement de l'entrevue entre les différents protagonistes de cette hypothétique alliance électorale a vite montré qu'une entente serait difficile. Car si tout le monde semble s'entendre sur le fait qu'une telle liste pourrait amplifier les chances de battre le candidat gaulliste Paul Guillon, la forme que prendrait celle-ci attise les dissensions. D'abord sur la question de la tête de liste : alors que les communistes revendiquent la place de maire en raison de leur poids électoral lors du dernier scrutin municipal, le rapport précise que les « cette exigence n'a pas emballé [les] partenaires qui ont prétendu que le fait que ce soit un communiste qui soit en tête de liste peut éloigner des électeurs de la liste. »[445] Par ailleurs, alors que les socialistes envisagent dès cette réunion, dans le cas où une liste commune est formée, de se désister au second tour si celui-ci oppose Jacques Masteau à Paul Guillon, cette hypothèse ne convient guère aux communistes, qui ne souhaitent pas servir de force d'appoint

[443] AFVPCF, « 65 », *Rapport complémentaire sur les élections municipales,* 15 janvier 1965.
[444] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la situation de Poitiers,* juin 1964.
[445] AFVPCF, « 65 », *Rapport complémentaire sur les élections municipales,* 15 janvier 1965.

aux moins progressistes des centristes pictaviens. Des divergences de forme apparaissent donc dès la première entrevue réunissant l'ensemble des couleurs politiques que les communistes souhaitent rassembler sur une liste d'union ; des désaccords que ne peut éclipser la faible unité de fond qui fédère seulement ces protagonistes autour de la défense des libertés communales et de la laïcité, de l'opposition au pouvoir personnel (encore et toujours) et à la force de frappe.[446] Les négociations tournent toutefois court lorsque les dirigeants du comité « Poitiers 85 » décident de fondre la structure dans la liste de Jacques Masteau, prenant ainsi de court les membres qui s'en étaient détachés pour négocier avec les formations de gauche. Ce manque de positionnement clair de la part du comité permettra aux communistes d'attaquer la liste centriste sur ce point, qualifiant « Poitiers 85 » d' « opération électorale, en vue de servir les ambitions de quelques-uns » qu'ils accusent de « recrépir une façade MRP passablement discrédité par sa politique réactionnaire. »[447]

Dès lors, à partir de la fin du mois de janvier, la plupart des informations dont nous disposons pour la préparation des élections municipales à Poitiers sont issues de la propagande communiste : les manœuvres en coulisses semblent terminées et la proximité du scrutin fait qu'il faut hâter la constitution des listes. Semaine après semaine, la propagande communiste locale nous livre les évolutions que connaissent les pourparlers entre socialistes et communistes. A la fin du mois de janvier, la situation est la suivante :

> « Pendant des mois le Parti Socialiste S.F.I.O. à tourné le dos à [l]'union et a essayé d'entrer sur une liste MASTEAU. Mais celui-ci vient de préférer l'alliance avec les éléments de la fraction réactionnaire du « Comité Poitiers 85 », qui ont dévoilé le véritable objectif de leur agitation. Dans ces conditions, le Parti Socialiste a donné son accord de principe à la constitution d'une liste d'Union. »[448]

Cependant, la bonne nouvelle est ternie par les conditions posées par les socialistes pour la constitution de cette liste. Celles-ci réaffirment le peu d'emballement qu'avait pu susciter l'idée que la tête de liste soit acquise à un communiste. Ainsi, la SFIO demande à ce que le maire potentiel présenté par la gauche pictavienne soit socialiste ou radical, et que les communistes soient en minorité sur la liste. En réponse à ces conditions, la Section de Poitiers avance ses propres exigences : celle de voir Albert Foisnet, ancien conseiller municipal communiste pictavien en tête de liste ainsi qu'une répartition des sièges se fondant sur les résultats électoraux de 1959, c'est-à-dire 24 pour le PCF, 11 pour la SFIO et 2 pour le PSU. Ce premier pas concret vers la formation d'une liste commune montre bien que si la

[446] *Ibidem.*
[447] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 14 mars 1965.
[448] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 24 janvier 1965.

Fédération milite activement pour l'union avec les socialistes, celle-ci doit se réaliser sous direction communiste, et que les concessions seront minces. La fermeté de la Section de Poitiers a beau se justifier par le fait qu'elle « revendique seulement la place que lui a donné la confiance des électeurs, et rien de plus »,[449] elle montre également que l'union, si elle se réalise, ne se fera pas au dépends des intérêts communistes, qui souhaitent, au-delà de leur légitimité statistique, garder le contrôle et récolter les fruits de cette politique d'entente. C'est dans ce sens que la Section de Poitiers finit par accepter une partie des conditions posées par les socialistes : la SFIO exige en effet qu'une partie des membres de la liste commune ne soit pas encartée, ni au PCF, ni à la SFIO, ni au PSU. Cette caractéristique donnerait ainsi une liste composée de « 18 communistes plus 5 démocrates présentés par [le] Parti, 7 socialistes plus 3 démocrates présentés par [la SFIO] et 4 PSU. »[450] Cependant, la Section communiste pictavienne ne peut se résoudre à abandonner la tête de liste et reste inflexible sur ce point. Tentant une nouvelle fois d'emporter l'accord des socialistes par un procédé que nous avons déjà pu observer auparavant, les communistes dénoncent l'anticommunisme dont sont teintées les exigences de la SFIO et leur enjoint de prendre exemple sur l'accord qui a été passé pour les élections municipales entre les deux partis de gauche au Mans. Le ton dénonciateur employé dans cette lettre du 29 janvier, publiée dans la *SDV* au début du mois de février, n'a certainement pas été pour amadouer les militants de la SFIO, qui ne donnent plus de nouvelles à la section de Poitiers jusqu'à ce qu'un événement inattendu ne vienne une fois de plus relancer les pourparlers. En effet, le 6 février 1965, soit un mois avant la tenue du scrutin, le candidat gaulliste Paul Guillon, dont la victoire semblait assurée à Poitiers, se donne la mort dans des circonstances qui restent troubles. Cet événement n'aurait dû avoir qu'une influence limitée sur les pourparlers entre socialistes et communistes, le candidat défunt étant remplacé par Pierre Vertadier, et la campagne suivant son cours presque normalement. C'était sans compter sur le mandat de conseiller général qui venait de se libérer suite au décès de l'édile. Mettant fin à leur silence quelques jours après la mort de Paul Guillon, les socialistes rouvrent le dialogue avec la Section communiste alors que celle-ci a déjà annoncé publiquement la création d'une liste exclusivement communiste, devant le manque de réponse des socialistes traduisant un « anticommunisme qui passe avant l'objectif claire et précis de battre l'UNR et la réaction. »[451] La proposition qui est faite aux communistes finit de les faire sortir de leurs gonds : les socialistes finissent en effet par accepter que la tête de liste pour les élections

[449] *Ibidem.*
[450] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 février 1965.
[451] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 février 1965.

municipales de Poitiers soit communiste (mais qu'Alphonse Bouloux soit substitué à Albert Foisnet) si la Fédération ne présente pas de candidat aux élections cantonales anticipées provoquées par la mort de Paul Guillon, laissant ainsi le champ libre à la SFIO. Un compromis inacceptable pour la majorité de la Section de Poitiers, bien que « certains camarades étant prêts à accepter la proposition socialiste »[452] obligent tout de même les dirigeants fédéraux à demander l'avis du Comité central, qui semble d'avis de refuser. Cette énième proposition de la SFIO locale achève de détériorer les relations entre socialistes et communistes pictaviens, en témoigne la réponse donnée par la Section de Poitiers le 19 février 1965, et publiée dans la presse communiste deux semaines avant le scrutin :

> « Après avoir refusé pendant des semaines l'élaboration d'une liste commune sous le prétexte que vous ne pouviez accepter qu'elle soit conduite par un communiste, vous semblez trouver opportun la disparition du conseille général U.N.R. pour vous livrez [sic] à un marchandage qui n'a rien à voir, ni avec la démocratie, ni avec l'esprit de confiance et de collaboration qui doit présider à toute entente loyale et sincère. »[453]

L'amertume qui ressort de cette lettre voit également des éléments antérieurs à cette brouille refaire surface, et expliquer l'infertilité du terreau dans lequel doit se construire l'union socialiste-communiste à Poitiers :

> « Faut-il rappeler qu'aux récentes élections cantonales de Mars 1964, vous avez refusé le désistement réciproque de nos candidats au 2ème tour dans les cantons de Poitiers-Sud et Poitiers-Nord, comme nous vous l'avions proposé. Nous pouvons ajouter que pour les différentes élections législatives ou cantonales, jamais encore votre Parti, dans notre département, n'a fait un appel publié à ses électeurs pour au 2ème tour voter pour un des nôtres qui restait le seul candidat républicain et laïque face à celui de la réaction. »[454]

Les rapports que nous avons pu ici observer entre socialistes et communistes pictaviens découlent donc d'un passif chargé, construit sur une animosité réciproque, elle-même fondée sur le choix de deux directions stratégiques différentes, provoquant de la rancune de la part des communistes. Et bien qu'un pas ait été franchi sur la voie de l'union à travers ce scrutin, les échanges entre les fédérations PCF et SFIO visant à préparer la campagne municipale de 1965 ont montré que la construction de l'unité à gauche sera difficile à Poitiers.

Au-delà de cet aspect, il est important de voir que cette situation profite doublement aux adversaires de la gauche, centristes ou gaullistes, pour la ville de Poitiers. En effet, d'une part, le fait qu'une liste d'union de la gauche n'ait pu être constituée constitue un avantage pour eux puisqu'ils font face à une gauche divisée, et d'autre part, les forces de la Section de Poitiers du PCF ont été consacrées aux négociations avec les socialistes. Les coups de théâtre

[452] AFVPCF, « 65 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central,* 23 février 1965.
[453] AFVPCF, « 65 », *Lettre du Comité de section de Poitiers à la Section socialiste SFIO,* 19 février 1965.
[454] *Ibidem.*

qui stoppaient ou relançaient les négociations, se sont donc déroulés au détriment de la campagne municipale. En effet, nous venons de voir qu'à deux semaines du scrutin les communistes sont encore au cœur des négociations avec les socialistes, alors que la campagne de fond qu'est censée défendre la liste présentée par le PCF devrait battre son plein. Au lieu d'un travail de fond, les pictaviens ont été le témoin des querelles internes agitant la gauche de Poitiers, marquées par les avancées, les reculs, les revirements et les insultes. Rien de concret, à travers la propagande fédérale n'a été proposé aux électeurs de la capitale départementale, alors que nous avions vu que cette propagande était réellement issue d'un travail de terrain. Au lieu de cela, la presse de la Fédération se contente de commenter la campagne des deux candidats adverses. Il s'agit de dénoncer la collusion existant entre Guillon et Masteau :« l'un et l'autre sont unis par les intérêts de classe, et si Guillon avec l'UNR représente la force principale de la réaction bancaire et militariste, Masteau quant à lui défend les intérêts de la bourgeoisie traditionnelle et retardataire »,[455] ou de montrer la désunion qui règne également du côté des centristes à travers les dissensions qui animent le comité « Poitiers 85 ». Son dirigeant MRP fait ainsi l'objet d'attaques hebdomadaires concernant le fait qu'il ait arbitrairement négocié des places intéressantes sur la liste de Jacques Masteau, alors que des pourparlers avec les partis de gauche avaient été engagés par d'autres membre du comité (membres qui finiront par démissionner de la structure quelques jours avant le premier tour[456]). Du coté de la propagande orale, nous n'avons de traces que de très peu d'événements : une conférence de presse est donnée le 1er mars afin de présenter les membres de la liste communiste pictavienne – composée de trente adhérents PCF et de sept démocrates parmi lesquels on compte 14 ouvriers contre 17 membres de l'enseignement – et une « grande réunion publique »[457] présidée par Albert Foisnet, qui conduit la liste communiste pictavienne, et Jean Brun, du Comité central est timidement annoncée pour le 12 mars, deux jours avant le scrutin. La campagne pictavienne s'achève finalement dans la propagande le jour-même du scrutin par un « ultime et pressant appel d'Alphonse Bouloux »[458] adressé aux socialistes, tentant dans un registre presque lyrique rappelant les envolées oratoires de la grande époque du Front populaire de ramener la SFIO dans le giron communiste : « vous mêlerez vos bulletins, aux bulletins des républicains, c'est-à-dire des

[455] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 24 janvier 1965.
[456] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 14 mars 1965.
[457] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.
[458] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 14 mars 1965.

laïques ; et dimanche soir un impératif surgira des urnes, nous dictant notre devoir : Unité ! Unité ! A ce devoir, nous ne faillirons pas. »[459]

La campagne communiste pictavienne a donc été largement éclipsée par les pourparlers avec les socialistes, et ne pouvait laisser espérer de succès triomphant pour ce premier tour, où le PCF présentait une liste seul, et ne pouvait qu'être le témoin de la bataille opposant les centristes sortants au conquérants gaullistes. De fait, même si la Fédération revendique « un gain de 733 voix et 1.60% sur 1959 »[460] lui donnant un score de 23.13%, elle est complètement dépassée par les 40% de Jacques Masteau et les 36% de Pierre Vertadier, le candidat UNR ayant succédé à Paul Guillon. Refusant de se retirer de la course, « étant impensable que les électeurs démocrates puissent servir d'arbitre entre deux forces qui représentent également la réaction et la régression sociale »,[461] les communistes assistent impuissants à la lutte finale opposant ses deux concurrents et entérinant la victoire de Pierre Vertadier, qui bat le maire sortant de 167 voix, pourtant en tête au premier tour.[462] La liste d'Union démocratique présentée par le PCF accuse pour sa part un recul important, perdant près de 5% et surtout plus de 1 000 voix entre les deux tours. Le déroulement catastrophique de la préparation des élections à Poitiers n'a donc pas débouché sur une surprise. Qu'à cela ne tienne, ce bilan est sans appel pour les communistes, et montre s'il en était encore besoin, qu'une union entre démocrates aurait pu changer le cours du scrutin : « de ces élections, les démocrates devraient tirer la leçon. Les résultats indiquent clairement que si une liste d'Union avait été constituée comme l'avait proposé notre Parti, nous aurions pu figurer en bonne place pour battre Masteau et profiter du courant qui le rejetait. »[463] Même après la tenue du scrutin, les communistes pictaviens continuent à renvoyer les socialistes devant leur responsabilités et à militer pour une alliance future en se basant une nouvelle fois sur de simples calculs électoraux – qui semblent d'ailleurs dans le cas présent relativement infondés – plutôt que sur un éventail de valeurs et de propositions communes. Nous l'avons vu, les communistes ont connu des élections municipales particulières à Poitiers, marquées par une préparation qui a presque annihilé toute forme de campagne de fond. Il convient maintenant de voir comment le scrutin s'est déroulé dans le reste du département, afin d'avoir une vue d'ensemble sur la situation de l'union, et sur l'implantation réelle du PCF dans les villes et villages de la Vienne.

[459] *Ibidem.*
[460] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 mars 1965.
[461] *Ibidem.*
[462] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[463] *Ibidem.*

Le mode de fonctionnement est ici complètement différent, puisque la règle électorale appliquée à Poitiers empêchant le panachage et obligeant ainsi à voter pour une liste dans son ensemble ne s'applique pas. Ainsi, alors que la situation pictavienne était suivie par les instances dirigeantes du PCF, la préparation des élections municipales dans le département est chapeautée par le Comité fédéral. C'est en effet cet organe de la Fédération qui synthétise les informations relatives à l'organisation du Parti dans le département afin d'en tirer des conclusions orientant la stratégie à mener, les zones où les communistes doivent accentuer leur travail, les éléments à mettre en valeur dans la propagande etc. Les archives qui émanent de ce travail de synthèse permettent ainsi d'analyser comment les dirigeants de la Vienne opèrent afin de préparer cette campagne et ce scrutin de 1965. Tout d'abord, les forces en présence sont passées en revue, et permettent de constituer une base sur laquelle il faut partir. Ainsi, quatre municipalités dans le département sont entièrement gagnées aux communistes, toutes dans le Sud du département : deux dans le Lussacois (Gouex et Sillars), une dans le canton de Charroux, à proximité de Civray (Genouillé) et une près de l'Isle-Jourdain (Adriers).[464] La plupart de ces communes témoignent d'une implantation ancienne du PCF dans la campagne du Sud du département, marqué par la petite propriété paysanne. Cette caractéristique est importante à prendre en compte dans la mesure où la présence communiste dans ces localités est ancienne et semble découler d'un travail auprès des paysans réalisés par des militants isolés et eux aussi liés au monde agricole. Ainsi, la mairie de Gouex est-elle détenue par Fernand Maillocheau de 1933 à sa mort en 1963, où il est remplacé par René Auzenet.[465] Adriers est ravie par André Rideau en 1947,[466] Genouillé est conquise en 1953, et Sillars dès la Libération.[467] Outre ce dernier village où l'implantation communiste peut également s'expliquer par la présence en 1938 et 1939 d'un camp de réfugiés espagnols, cette emprise électorale du PCF – qui, nous l'avons vu dans notre premier chapitre, ne se traduit finalement pas par une activité importante du Parti dans ces mêmes zones, mais plutôt par un nombre conséquent de cartes placées – doit donc réellement à un travail constant de militants paysans isolés qui parviennent à s'implanter localement dans des petits villages. Ce phénomène se retrouve dans les deux autres municipalités détenues par le PCF, mais où le Parti n'a pas la majorité dans le Conseil municipal (à Chenevelles, près de Pleumartin, et Paizay-le-Sec dans le Montmorillonnais).

[464] AFVPCF, « 65 », *Elections municipales 1964-1965*, 1964.
[465] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 5 janvier 1964.
[466] NIVELLE Pascale, « Quinquagémaire », *in Libération* du 9 mars 2001, http://www.liberation.fr/portrait/0101366689-quinquagemaire [consulté le 5 septembre 2012].
[467] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.

Le vecteur rural est donc un élément clé dans l'implantation électorale du PCF dans certaines localités du département. Cet aspect est d'autant plus flagrant lorsqu'on le met en lien avec l'implantation du MODEF. Le Comité départemental de ce syndicat agricole défendant les petits exploitants familiaux est constitué au début de l'année 1965, soit quelques mois avant les élections municipales. Celui-ci comprend Robert Sapin, conseiller municipal de Gouex, un paysan de Chenevelles, de Saulgé, et plusieurs autres de Surin ou de Saint-Secondin. Or, si nous reprenons le bilan préliminaire à l'organisation des élections municipales dans le département de la Vienne, que pouvons-nous mettre en lien avec cette localisation des dirigeants départementaux du MODEF ? Outre Gouex et Chenevelles qui sont déjà dirigées par un élu du PCF, tous les autres villages ont été placés par les dirigeants communistes locaux sur la liste des « localités où [ils doivent] apporter une attention particulière, en raison de la possibilité de conquérir la municipalité »[468] où figurent dix toponymes. On voit donc que les localités susceptibles de tomber aux mains des communistes sont très liées au travail mené par les syndicalistes paysans du MODEF et qu'une fois de plus, le travail en direction des populations rurales semble payant malgré le fait que celui en direction des catégories ouvrières soit largement privilégié. On notera toutefois qu'un constat similaire a dû être formulé par les communistes du département puisqu'une grande campagne de propositions en faveur de la politique agricole (sur le maraichage dans le mirebalais,[469] le statut du métayage,[470] l'exode rural et la dépossession des terres,[471] le Marché commun[472] et l'exploitation agricole en coopérative[473]) semble amorcer la campagne des municipales de 1965 durant toute la fin de l'année 1964.

Justement, voyons maintenant comment se déroule, à partir de cette base, la campagne pour la conquête de nouvelles municipalités. Nous l'avons dit, seule Poitiers est concernée par la nouvelle loi électorale qui empêche le panachage et pousse les communistes à travailler pour réaliser une liste commune dès le premier tour avec les socialistes. Dans le reste du département, on préfère faire liste à part, et éventuellement regrouper les deux séries de noms entre les deux tours. Cependant, cela n'empêche les communistes locaux d'être focalisés, en ce début de campagne sur les faits et geste de la SFIO. Le mois de janvier voit ainsi, à l'image de ce qui se passe à Poitiers, la Fédération tirer à boulets rouges sur les socialistes

[468] AFVPCF, « 65 », *Elections municipales 1964-1965,* 1964.
[469] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 15 novembre 1964.
[470] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 22 novembre 1964.
[471] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 29 novembre 1964.
[472] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 6 décembre 1964.
[473] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 13 décembre 1964.

châtelleraudais, qui prennent part à la liste du maire centriste sortant Pierre Abelin. Nous avions déjà vu dans notre chapitre précédent la façon particulière et relativement frontale avec laquelle les communistes de Châtellerault tentaient de rallier leurs homologues socialistes à leur cause, en leur faisant endosser la responsabilité des succès réactionnaires, dus à leurs choix tactiques. Le début de campagne voit donc s'amorcer un passage en revue des méfaits de Pierre Abelin sur la politique urbaine châtelleraudaise, associé à des tranches d'histoire du mouvement social de Châtellerault censées montrer à quel point la SFIO locale a pu dévier de la voie républicaine qu'elle s'était tracée. Une situation analogue est par ailleurs observée à Chauvigny, où les socialistes choisissent de faire liste commune avec la municipalité centriste sortante.[474] Le début de campagne est donc marqué par la dénonciation ça et là des collusions entre socialistes et centristes, qui nuisent au *processus* unitaire que le PCF cherche à provoquer et divisent les travailleurs, au grand bénéfice des réactionnaires. Une fois passé ce stade, la campagne s'oriente dans la propagande conformément au plan fixé par la direction fédérale :

> « sujets essentiels :
> 1- Les objectifs du pouvoir gaulliste
> 2- Les communistes ont fait leurs preuves, même dans la Vienne
> 3- Les communistes proposent »[475]

On retrouve donc ce schéma dans la presse fédérale, mais on observe que celui-ci n'est pas étalé : les réalisations de la municipalité châtelleraudaise à participation communiste élue en 1953 sont présentées dans la *SDV* du 21 février ; une semaine plus tard, les propos du sous-préfet au sujet de Gouex (« Je n'ai jamais vu de commune où il y'ait tant de réalisations »[476]) permettent aux communistes de dresser un descriptif dithyrambique de leur gestion municipale, notamment en matière de logement et d'équipements sportifs ; et enfin, l'édition de la *SDV* précédant le scrutin consacre une double-page à une présentation détaillée des communes gérées par les communistes ainsi que des travaux qui y ont été réalisés, en y mêlant les programmes soutenus par les candidats PCF dans les localités à conquérir. Des programmes s'appuyant sur des mesures plus ou moins concrètes (alors qu'on promet sans précision à Chauvigny l' « implantation de nouvelles industries »,[477] le candidat de Naintré prévoit « des cantines dans toutes les écoles », quand celui de Loudun souhaite fournir « l'eau courante à Velors, Niré, Véniers et tous les écarts »[478]) mais gravitant toutes autour de

[474] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 février 1965.
[475] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la préparation des élections municipales*, décembre 1964.
[476] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 février 1965.
[477] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.
[478] *Ibidem.*

plusieurs axes communs : le logement, l'éducation, l'équipement social ou socioculturel. Plusieurs remarques peuvent être formulées sur la campagne menée dans la presse fédérale pour ces élections. Tout d'abord, la faible ampleur et la faible récurrence (par rapport à des sujets qui reviennent sans cesse, comme celui de l'union) des articles préparant le scrutin ne doit pas être vue comme une négligence de la part de la Fédération, qui, ne semble pas en apparence fournir beaucoup d'énergie à vanter, alors que la situation préélectorale le nécessite, le bilan des municipalités communistes, ni à marteler le programme défendu par les candidats du Parti. Il est en effet nécessaire de garder à l'esprit que ce scrutin municipal est une échéance locale, et qu'une grande part du travail de propagande est réalisé localement par les militants de la base. En plus de la presse fédérale, le Parti peut compter – comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent – sur les « dizaines de journaux de cellules, tracts ou affiches, édités par les cellules ou Sections »[479] qui se manifestent massivement principalement pour ce type d'échéance électorale, mais dont nous n'avons malheureusement pas de trace.

Par ailleurs, seuls les programmes prévus pour des villes relativement importantes du département sont exposés par la propagande qui nous est parvenue : Loudun, Chauvigny ou Châtellerault. Qu'en est-il des multiples localités dans lesquelles le PCF présente des candidats ? Combien sont-elles ? Comment sont formées les listes ? Peu d'informations subsistent à ce sujet, bien que certains documents nous offrent quelques renseignements, parfois surprenants. Le Parti présente des candidats dans 50 localités, en tout. Outre Poitiers et Châtellerault qui font figure d'exception, des listes communistes sont présentées dans les villes principales du département, à Naintré, Chauvigny, Montmorillon, Loudun, sauf à Civray où une liste unit communistes et socialistes en raison de l'insuffisance d'effectifs sur chacune des listes respectives. C'est ici l'un des grands paradoxes de la campagne : alors que le PCF, par la voix de la Fédération milite au quotidien pour construire l'union des démocrates, cette liste commune est totalement désavouée par la direction fédérale, pour la simple raison qu'elle ne prend pas en compte les directives fixées par le XVII^{ème} Congrès du PCF, basées sur le principe républicain de Jules Guesde, « au premier tour on choisit, au deuxième on élimine. »[480] Alors que les militants de gauche civraisiens réussissent pour la première fois à présenter une liste fondée sur le compromis et non sur le calcul politique découlant de scores électoraux antérieurs (« il y'aura 10 communistes et 11 socialistes sur la liste, la tête de liste est socialiste, en cas de succès le maire sera socialiste, et le premier

[479] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la préparation des élections municipales,* décembre 1964.
[480] AFVPCF, « 65 », *Lettre du Comité de section de Poitiers à la Section socialiste SFIO,* 19 février 1965.

adjoint communiste »[481]) les dirigeants départementaux désavouent clairement cet accord sous prétexte que ce fonctionnement risquerait de priver les communistes d'une partie des suffrages acquis en 1959, ainsi que de potentiels sièges. Cet exemple flagrant montre donc bien la conception particulière que se font les communistes de l'union entre démocrates : elle semble être pour eux une affaire de sommet, qui ne concerne la base que lorsqu'il faut porter cette revendication au cœur des masses. A l'inverse, lorsque celle-ci se réalise ponctuellement sous l'action des militants eux-mêmes, celle-ci est désavouée car elle sort du rang et vient compromettre la pérennité des suffrages. Ce premier contact pourrait pourtant être vu comme un premier jalon local posant les bases d'une entente durable si le Programme commun pour lequel milite quotidiennement le PCF venait à se réaliser.

La situation civraisienne met ainsi l'accent sur une des particularités du scrutin municipal, notamment en milieu rural : la difficulté à constituer des listes complètes en raison de l'éparpillement militant et de la faible organisation du Parti dans certaines localités. Ainsi faut-il bien comprendre que « les communistes présentent des candidats ou participent à des listes d'Union. »[482] La situation au cas par cas montre en effet que les communistes ne sont évidemment pas en mesure de mener des listes partout. Sur 297 communes de la Vienne, les communistes se présentent dans seulement 50 d'entre elles. Et sur ces 50 communes, il faut en compter 32 où le Parti souhaite emporter la mairie « soit par des listes entières, soit par des candidats isolés »[483] et 18 où les communistes apparaissent sur des listes d'union : des listes où ils ne pourront espérer que des places de conseillers municipaux. On voit donc que bien que le Parti ait de bonnes assises dans certains cantons, l'éparpillement militant rend difficile la participation communiste dans un nombre important de commune. De plus, il faut également comprendre que dans des cas bien spécifiques, des candidats du Parti se présentent parfois sur des listes d'union en ôtant leur étiquette politique pour des raisons stratégiques. Nous en avons ainsi l'exemple avec la liste républicaine de Brigueil-le-Chantre, dans la région de la Trimouille, où « 3 camarades ayant leur carte figureront. Mais la liste ne sera pas soutenue par le Parti, [les] partenaires s'y opposent. »[484] La réputation d'épouvantail que trainent les communistes est donc à prendre en compte pour l'organisation du scrutin, même si nous n'en connaissons pas l'ampleur. Les militants du Parti se présentent donc à cette échéance électorale dans des configurations différentes. D'un point de vue d'ensemble, la tactique communiste relève d'un objectif simple : il faut faire entrer des militants dans les

[481] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la préparation des élections municipales de mars 1965,* 12 février 1965.
[482] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 14 mars 1965.
[483] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965,* mars 1965.
[484] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur la préparation des élections municipales de mars 1965,* 12 février 1965.

conseils municipaux coûte que coûte, afin de créer des bases sur lesquelles il faudra s'appuyer lors des scrutins futurs.

Canton où le PCF présente des candidats dans au moins quatre localités

Canton où le PCF présente des candidats dans deux ou trois localités

Canton où le PCF présente des candidats dans une localité

Canton où le PCF ne présente aucun candidat

Blocs de communes où le PCF présente des candidats

Répartition des candidats communistes aux élections municipales de 1965

La liste des communes dont nous disposons et où les communistes sont présents permet d'établir une géographie de ces potentielles zones d'implantation où ils sont assez organisés et groupés pour pouvoir mener ou participer à des listes. Celle-ci montre clairement, comme nous l'avons déjà vu, à quel point le Sud du département était imprégné par les idées du Parti : du canton de Civray à celui de la Trimouille – c'est-à-dire des zones qui jouxtent la Charente et la région limousine, où le PCF est très actif – le Parti est en mesure de présenter des candidats dans vingt-deux communes. Cependant, analyser ce phénomène de concentration communiste en le fractionnant par canton nous parait erroné, ou du moins infidèle à la réalité. En effet, bien que le découpage administratif nous amène à désigner des zones comme le Civraisien ou le Lussacois, toutes les communes du Sud de la Vienne où le PCF est en mesure de présenter des listes ou des candidats forment des blocs : elles sont souvent limitrophes et forment des zones continues qui transgressent les frontières cantonales. On a ainsi dans le Sud du Civraisien une zone où s'agglutinent Civray, Saint-Saviol, Voulême, Lizant, et qui joignent les communes de l'extrême sud-est du canton de Charroux, Surin et Genouillé. Un peu plus à l'est, une seconde zone part du Sud de Lussac-les-Chateaux, de Gouex, puis par Sillars, passe dans le Montmorillonnais, englobant le chef-lieu de canton et les petites communes de Saulgé, Plaisance, Lathus, Moulismes ; pénètre ensuite dans l'Islois en regroupant Adriers, Mouterre, Luchapt ; rattache l'extrême Sud du canton d'Availles-Limouzine avec Pressac ; et remonte ensuite le cours de la Vienne pour retourner dans le canton de l'Isle-Jourdain, par Moussac et Queaux. Malgré l'éparpillement militant qui empêche le PCF de présenter des candidats dans un grand nombre de communes, on remarque donc que le Sud du département échappe à la règle et forme des bastions où la concentration numérique permet aux communistes de pouvoir s'organiser et de pouvoir présenter des candidats dans de nombreuses communes. Alors que dans notre premier chapitre, nous nous étions focalisés sur le découpage par section, et donc par canton, pour analyser l'organisation communiste, nous avancions l'hypothèse de figures locales charismatiques pour expliquer la concentration communiste dans cette zone. L'étude du *processus* électoral, sans tenir compte des frontières cantonales, ajoute d'autres aspects à ce postulat : celui de codes communs à des zones organisées autour de pôles où l'influence communiste est forte pour emporter des municipalités – Adriers, Gouex, Genouillé ou Sillars. La sociabilité rurale est importante à prendre en compte pour comprendre ce schéma : toutes ces petites communes sont agglutinées, et la communication est facilitée par le fait que l'agriculture, et notamment la petite paysannerie est un secteur d'activité qui prévaut dans ces zones. Or, c'est un milieu où les travailleurs sont amenés à se fréquenter – sur les marchés, lors des fêtes de village – ce qui

facilite largement la communication, et par extension la diffusion des idées communistes. Le schéma de propagande habituel, qui prévaut en milieu urbain et se manifeste par la distribution de presse, de tracts etc. fonctionne donc moins bien ici – bien que *la Terre* soit un organe de presse très lu – et la Fédération semble l'avoir compris puisqu'elle s'appuie de plus en plus sur ce système de sociabilités paysanne en organisant par exemple de plus en plus de Fêtes de *la Terre*. Nous l'avons vu, celles-ci se tiennent le plus souvent dans des localités où l'influence communiste est déjà forte, et permettent aux idées du Parti de faire tâche d'huile. Le phénomène communiste se transmet alors de petites localités à des zones beaucoup plus larges, et finit par s'implanter en tant que code par le biais de la sociabilité rurale dans plusieurs communes voisines. Cela n'échappe pas à la Fédération, qui place un nombre important d'entre elles dans « les localités où [elle doit] apporter une attention particulière, en raison de la possibilité de conquérir la municipalité »[485] : Surin, Lizant, Voulême, Luchapt, Moussac et Queaux en font ainsi partie.

Sans parler de la façade Ouest du département où le Parti ne peut présenter de candidat dans aucune commune – il semblerait que les contacts avec les Deux-Sèvres, qui parait plus marqué par le catholicisme traditionnel, ait favorisé l'ancrage des idées de droite dans cette partie du territoire – on ne trouve pas de tel foyer communiste dans la partie Nord du département. Excepté le creuset ouvrier que constitue Châtellerault, où le PCF bénéficie de son assise dans le secteur industriel, ce qui lui permet de constituer des listes dans les communes satellites. La zone reliant Poitiers à Châtellerault, le fameux axe sur lequel le V^{ème} Plan gaulliste compte développer l'industrie départementale semble montrer son caractère ouvrier puisque la Fédération présente des candidats dans plusieurs localités dans les cantons reliant les deux pôles industriels du département, comme Naintré, Thuré ou Cenon. Ailleurs, la faiblesse du nombre de listes soutenues par le PCF montre la dispersion des militants et les difficultés pour les communistes à s'implanter dans des zones agricoles différentes de celles du Sud du département : les grosses propriétés y sont plus fréquentes, comme celles des viticulteurs du mirebalais, et les paysans sont moins soumis aux problèmes liés à la polyculture qui touchent la Vienne méridionale. La monoculture qui est plus fréquente dans le Loudunais est en effet moins pénalisée par la politique agricole européenne qui y est favorable.

On constate donc des différences dans l'organisation de la Fédération dans le département, où les militants communistes sont beaucoup plus implantés dans certaines zones que d'autres.

[485] AFVPCF, « 65 », *Elections municipales 1964-1965,* 1964.

C'est toutefois au miroir des résultats du scrutin que nous pourrons effectivement voir si les capacités d'organisation du Parti dans certaines zones se traduit par un soutien populaire. Pour le Sud du département, où nous venons de montrer comment le nombre et l'organisation militantes avait permis au PCF de présenter des candidats dans de nombreuses localités, la presse reste silencieuse, excepté pour municipalités qui sont réélues. L'équipe de Gouex est reconduite avec 79.8% des suffrages, celle d'Adriers avec 60.4%[486] et celle de Genouillé « avec plus de 75% des suffrages. »[487] Ces succès s'expliquent par un fait très simple, qui donne une idée très nette de la profondeur de l'enracinement communiste dans ces localités : il n'y a pas de liste adverse, et le PCF est seul pour présenter des candidats.[488] Les scores des communes rurales du Sud de la Vienne ne sont pas vraiment explicités par la Fédération, qui préfère mettre les résultats des grandes villes en avant. Il est vaguement précisé après le premier tour que « dans de nombreuses localités rurales, les candidats présentés ou soutenus par [le] Parti marquent une progression sensible. »[489] Le report du deuxième tour est plus explicite mais n'annonce que les communes où le PCF est en progression : à Queaux, à Sillars, où la liste sortante conforte sa domination dans le conseil municipal puisqu'elle gagne des sièges, ou au Vigeant.[490] Les rapports rédigés à la suite du scrutin sont plus bavards, même si leur imprécision appelle à la prudence. En effet, ceux-ci listent indistinctement les élus communistes et les sympathisants, et ne donnent donc pas précisément la mesure de l'implantation communiste, même s'ils en offrent tout de même un aperçu convenable. Ceux-ci permettent ainsi de voir que les communistes sont davantage implantés dans le Civraisien, où ils obtiennent au moins deux sièges dans plusieurs localités – à Surin, Lizant, Savigné et Voulême – alors que parmi les nombreuses communes du Lussacois, du Montmorillonnais et de l'Islois où les communistes se présentaient, seuls Luchapt et Moulismes donnent un siège au PCF.[491] Seul Queaux progresse, avec la présence de cinq conseillers sur un total de treize élus.[492] Ces deux zones rurales restent tout de même un important bastion communiste – pour le département s'entend – puisque le Parti ne dispose ensuite que de simples conseillers municipaux disséminés ça et là dans la Vienne. Pourtant, ce n'est pas cet enracinement ancien qui est mis en valeur par la propagande fédérale. Celle-ci préfère insister sur deux points différents : tout d'abord, la situation dans les villes importantes prend une place non

[486] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 mars 1965.
[487] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965,* mars 1965.
[488] *Ibidem.*
[489] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 mars 1965.
[490] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[491] AFVPCF, « 65 », *Elus communistes des 14 et 21 mars 1965,* 1965.
[492] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.

négligeable. Les trois sièges enlevés à Civray par la liste d'Union sont mis en avant, le score de la liste châtelleraudais est présenté comme « un élément de confiance pour [le] Parti »[493] (alors que celle-ci est battue à plate couture à 75% contre 25% par la municipalité centriste sortante), et les 148 voix gagnées à Loudun sont mentionnées en première page.[494] Nous pouvons également observer que la Fédération insiste beaucoup sur les victoires nouvelles du Parti. En insistant encore une fois davantage sur les villes importantes, les communistes brandissent notamment les résultats chauvinois, où le travail permanent mené par Jean-Pierre David, qui semble porter la section à bout de bras, semble payer puisque lui et un autre camarade intègrent le conseil municipal. Le résultat des concurrents communistes à Montmorillon est également porté en triomphe, puisqu'il résulte d'une réorganisation complète de la section. « En 1959, il n'y avait aucune liste d'opposée à la municipalité. »[495] En 1965, celle-ci emporte 38,10% des suffrages. Dans une localité plus petite, en pays gencéen, les démocrates réussissent à enlever trois sièges en formant au second tour « une liste d'Union avec l'autre liste républicaine. »[496] Hubert Pannetier, membre du Comité fédéral devient ainsi le premier communiste à siéger au Conseil municipal de Saint-Secondin. De façon générale, la Fédération analyse ces résultats comme « un renforcement de l'influence [du] Parti, tant dans les villes, que dans les communes rurales. »[497] Plus précisément, ces élections sont marquées par trois faits majeurs. Tout d'abord, le PCF est marginalisé dans les deux plus grandes villes du département, Poitiers et Châtellerault, où il n'arrive pas à s'entendre avec la SFIO, qui préfère s'allier de façon stratégique aux centristes. Ensuite, ce scrutin a été l'occasion pour le PCF de confirmer sa forte implantation dans certaines zones, essentiellement à l'extrême Sud du département, sans pour autant accentuer cet enracinement par des gains majeurs. Enfin, le Parti a pu en 1965 s'implanter électoralement dans des zones où elle ne l'était auparavant pas. Les communistes enlèvent ainsi des sièges à Chauvigny, s'installent à Saint-Secondin, signent un « progrès à Lencloître »,[498] dans des zones de la partie nord de la Vienne, qui jouxtent le canton de Châtellerault, mais surtout – et c'est là un fait extrêmement important, qui influe largement sur notre période – gagnent une municipalité de plus de 2 000 habitants : Naintré.

Il convenait d'évoquer ce cas à part, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette ville située sur l'axe Poitiers-Châtellerault bénéficie d'une campagne très intense, certainement en

[493] *Ibidem.*
[494] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 mars 1965.
[495] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965,* mars 1965.
[496] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[497] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965,* mars 1965.
[498] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.

raison du fait qu'elle figure en premier sur la liste des municipalités à surveiller car susceptible d'être gagnée aux communistes. Ce travail préélectoral se manifeste sur le terrain, où une quantité importante de matériel de propagande semble être distribuée. La presse fédérale s'en fait l'écho durant la campagne et évoque à de multiples reprises les ventes de masse de *l'Humanité-Dimanche* dans les lieux-dits et les quartiers naintréens, à la Montée-Rouge,[499] ou à Corcet,[500] où les vingt exemplaires dont disposent les militants sont très vite écoulés et permettent de créer un contact avec la population, afin de discuter de leurs problèmes quotidiens. De ce travail de terrain qui semble être mené très activement découle le second facteur permettant de distinguer la campagne de Naintré des autres localités départementales : les fruits de ce travail sont rapportés hebdomadairement dans la presse fédérale, ce qui implique deux conséquences. Tout d'abord, les naintréens constatent ainsi chaque semaine dans la *SDV* rattachée à *l'Humanité-Dimanche* que leur cas intéresse les communistes du département. Et surtout, le travail mené sur le terrain permet de publier chaque semaine des articles en lien avec les discussions engagées avec les riverains. Tout au long du mois de février, la cellule de Naintré expose ainsi, non seulement localement mais aussi dans la presse fédérale, ses solutions en matière de raccordement à l'eau courante,[501] d'équipements scolaires,[502] de développement économique et industriel,[503] qui est un thème important dans cette localité particulière : « située dans l'axe Poitiers-Châtellerault, aux portes de cette dernière ville, NAINTRE est en pleine expansion. »[504] Enfin, la « liste d'Union Démocratique présentée par le Parti Communiste pour une gestion communale dynamique et sociale »[505] est présentée de façon détaillée dans la *SDV*. Cela n'a été fait que pour celles de Poitiers et de Châtellerault, et achève de démontrer la différence de publicité donnée à la campagne naintréenne par rapport aux autres localités du département, montrant par là les espoirs que place la Fédération dans ce scrutin local.

Le résultat final indique clairement que la Fédération a eu raison de médiatiser la campagne de Naintré. Celle-ci semble avoir été menée tambour battant sur le terrain, puisque cette stratégie débouche sur un fait totalement nouveau : « Pour la première fois dans [le] département, une ville d'importance, la 6e actuellement par le nombre de ses habitants, sera

[499] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 février 1965.
[500] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 14 février 1965.
[501] *Ibidem.*
[502] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 février 1965.
[503] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 février 1965.
[504] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965*, mars 1965.
[505] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.

gérée par des administrateurs communistes. »[506] Avec un premier tour où elle recueille 41% des suffrages, la liste communiste est en bonne position pour attaquer le deuxième tour pour lequel on observe un ballotage général entre les trois listes, et qui se déroule dans un contexte particulier : Naintré étant une ville relativement importante du département, l'enjeu n'est pas négligeable. Alors que la Fédération indique que « des pressions ont été effectuées par ABELIN et la sous-Préfecture pour obtenir le désistement ou le retrait de la liste centriste en faveur de la municipalité sortante pour barrer la route aux communistes »,[507] la presse locale, comme *la Nouvelle République* indique que Naintré sera « le point chaud »[508] du second tour. Les communistes tentent donc de mettre toutes les chances de leur cotés afin de gagner la municipalité, y compris en mettant une fois de plus leurs considérations idéologiques de coté, au profit de la tactique électorale. Ainsi proposent-ils à la liste centriste restée en course de « réaliser une liste d'Union sur la base des résultats obtenus : 17 sièges à la liste d'Union démocratique, le maire et deux adjoints, 6 sièges à la liste Découbès [centriste, nda] et deux adjoints. »[509] Alors que celle-ci devait refuser l'offre, les communistes ont pu s'appuyer sur une campagne intensifiée et prolongée par la population : « dès le lundi, [ils ont] popularisé [leurs] propositions, des appels d'instituteurs, de ménagères, d'habitants ont été faits en [leur] faveur. »[510] Cette ferveur populaire est importante à prendre en compte, car elle permet à la liste présentée par le PCF de remonter son score de 7% au second tour, et d'obtenir 22 sièges sur les 23 disponibles.[511] Elle se manifeste largement après la victoire communiste :

> « Plusieurs centaines de personnes ont stationné devant la mairie jusqu'à l'annonce des résultats de Naintré : la mairie était trop petite, la foule débordait largement sur la place, les rues du bourg étaient envahies par les voitures venues de communes limitrophes. Naintré était le point de mire de ce 2e tour de scrutin. […] Un long cortège de voitures se dirigea vers la salle de bal de CORCET, qui fut trop petite pour contenir la foule. Robert Sauvion [le nouveau maire de Naintré, nda] et Maxime Dumas soulignaient à nouveau l'importance du succès remporté et des dizaines de bouteilles permirent de fêter la nouvelle municipalité de NAINTRE. »[512]

L'élection municipale de Naintré devient donc un véritable phénomène de foire, qui attise la curiosité au-delà des frontières de la ville. Mais la liesse populaire et le triomphe communiste sont bien vite brisés par un événement inattendu, une semaine après le scrutin :

> « A peine installé, le conseil municipal de NAINTRE doit faire face à une grave offensive contre l'intégrité du territoire de la commune. ABELIN, député-maire MRP de Châtellerault a fait voter à l'unanimité par son conseil municipal, réuni le 29 mars, une délibération réclamant le rattachement

[506] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[507] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965*, mars 1965.
[508] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[509] *Ibidem.*
[510] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965*, mars 1965.
[511] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[512] *Ibidem.*

> à Châtellerault des quartiers urbains de Naintré. Le lendemain, 30 mars, le Sous-Préfet de Châtellerault s'empressait de prendre les arrêtés fixant la procédure à engager. »[513]

« Ces quartiers, les Renardières, la Montée Rouge et la Brelandière habitent 54% de la population de la commune. »[514] Ils sont également d'importants foyers communistes, puisque la liste menée par Robert Sauvion recueillit 51% des suffrages aux Renardières.[515] La lutte pour la conservation de ces quartiers s'organise rapidement, par la formation de Comités de défense regroupant les riverains des zones concernées mais aussi des habitants de Châtellerault, et par des communiqués de la municipalité assurant que « le maintien des structures communales actuelles n'entrave nullement (avec les organismes de coopération) le développement et l'expansion de [la] région [châtelleraudaise, nda]. »[516] Pierre Abelin semble en effet craindre que la municipalité communiste n'entrave l'expansion industrielle du Châtelleraudais et ne rompe les liens avec la municipalité centriste voisine. Un vaste mouvement de protestation s'engage alors, et tente de faire reculer le maire centriste de Châtellerault et le Sous préfet : un premier *meeting* présidé à la demande des Comités de défense par Waldeck l'Huillier réunit 1 000 personnes le 9 avril.[517] Cet engagement populaire semble réel, puisqu'il obtient des résultats : le 17 avril, un « commissaire-enquêteur [est] chargé par le Sous-Préfet de recueillir l'avis de la population. […] 2043 signatures et lettres contre le projet lui ont été remises. »[518] Le lendemain, une élection est mise en place afin d'élire la commission syndicale chargée d'émettre un avis sur le projet de rattachement. Deux listes se présentent : l'une pour le rattachement des quartiers, l'autre, menée par Robert Sauvion, contre. Cette dernière obtient 79% des suffrages exprimés.[519] Durant près d'un an, la situation reste stable, même si tout est mis en œuvre pour montrer ostensiblement que la municipalité est active, et ne chôme pas: une lettre de Jacques Duclos au Ministre de l'intérieur est publiée,[520] les Comités de défense s'activent et surtout, plusieurs fois par mois, de larges colonnes sont consacrées au report des travaux du Conseil municipal naintréen, ainsi qu'aux méfaits de la politique menée par Pierre Abelin. La situation évolue finalement a la fin du mois de mars 1966, avec l'éventualité d'un règlement du litige devant le Conseil constitutionnel,[521] et la tenue de nouvelles élections municipales à Naintré et Châtellerault. A

[513] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 11 avril 1965.
[514] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 4 avril 1965.
[515] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 mars 1965.
[516] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 11 avril 1965.
[517] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 18 avril 1965.
[518] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 25 avril 1965.
[519] *Ibidem.*
[520] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 30 mai 1965.
[521] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 20 mars 1966.

peine l'éventualité d'un nouveau scrutin est-elle évoquée que les communistes relancent leur travail visant à rallier les socialistes, avec le tact qu'on leur connait. Dès la fin du mois de mars, la Section de Châtellerault est mise devant les responsabilités qu'elle endosse concernant la décision antidémocratique de rattacher arbitrairement les quartiers urbains de Naintré, qu'elle a votée au Conseil municipal. Ces reproches n'empêchent tout de même pas les communistes de leur offrir une seconde chance, en « proposant la constitution d'une liste de la gauche unie »,[522] alors que la tenue d'un scrutin n'est toujours pas officiellement à l'ordre du jour. Une fois de plus, c'est par la pression constante que la Fédération souhaite faire plier les socialistes à leurs exigences :

> « Nos camarades socialistes et radicaux de Châtellerault doivent comprendre quelles sont leurs responsabilités. Au moment où il importe que la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste fasse connaitre si elle accepte une véritable entente entre tous les partis de gauche, une alliance locale à Châtellerault entre les socialistes, les radicaux et Abelin engagerait l'avenir politique et aurait de graves répercussions. »[523]

La tenue du scrutin est finalement officialisée par un décret du 10 juin 1966, qui entérine le rattachement des quartiers naintréens à la commune de Châtellerault, ce que la Fédération considère comme « un acte arbitraire sans précédent. »[524] Une décision qui tombe au moment même où François Mitterrand, chef de file de la gauche socialiste déclare que « rien ne passe avant l'union de la gauche »,[525] ce qui permet aux soutiens communistes, Comités de défense des quartiers, ainsi qu'aux ouvriers des usines voisines d'appeler à l'union. Jacques Duclos vient même s'ajouter à la campagne, par un *meeting* tenu à Châtellerault le 1er juillet qui rassemble 700 personnes[526]en venant dénoncer l'acte antidémocratique que représente un rattachement auquel ne peuvent souscrire les socialistes. Qu'à cela ne tienne, malgré l'espoir qu'avait soulevé la candidature unique de Mitterrand – soutenue par le PS et le PCF – quelques mois plus tôt, la SFIO locale décide de reconduire son alliance avec Pierre Abelin, s'attirant les foudres communistes : « ils prennent la responsabilité de briser l'espérance des milliers de démocrates qui s'étaient rassemblés au mois de décembre sur Mitterrand. Mais fait plus grave, leur attitude les conduit à être des instruments entre les mains d'Abelin et du pouvoir. »[527]

Malgré l'absence d'entente, le PCF renforce les scores obtenus aux élections municipales tenues un an auparavant : le 3 juillet 1966 à Naintré, la liste communiste obtient 55% des

[522] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 8 mai 1966.
[523] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 22 mai 1966.
[524] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 19 juin 1966.
[525] *Ibidem.*
[526] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 3 juillet 1966.
[527] *Ibidem.*

suffrages, soit 7% de plus qu'en 1965.[528] A Châtellerault, bien qu'elle soit une nouvelle fois surpassée par l'alliance entre centristes et socialistes, la liste présentée par le Parti signe une hausse de 10% pour atteindre 36%.[529] Ces résultats ont beau montrer une évolution positive concernant l'implantation communiste dans le Châtelleraudais, deux échecs doivent tout de même avoir un goût amer pour les militants : la perte de plus de la moitié des habitants de Naintré et du même coup d'un point d'ancrage très important dans la région châtelleraudaise mais aussi sur l'axe ; ainsi que la déception de n'avoir pu poser une première dans la voie de l'union avec les socialistes. Cet épisode permet de mieux comprendre pourquoi les attaques contre les centristes et le MRP sont principalement dirigées contre Pierre Abelin, et épargne relativement d'autres personnalités notoires comme René Monory, en poste à Loudun.

Ce long exposé sur l'implantation électorale du PCF dans la Vienne à travers les élections municipales était donc nécessaire pour construire une base qui nous permettra prochainement de calquer les résultats des scrutins futurs sur cette géographie initiale et les foyers communistes qu'elle a dévoilés. Il nous a permis de faire un point sur la situation au tout début de notre période, d'envisager une première fois les mécanismes déclenchés par les communistes tout au long du *processus* électoral, en termes de stratégie, de propagande, d'analyse etc. Cette grille nous servira donc de repère pour quantifier l'évolution du poids électoral communiste dans la Vienne.

B/ Les 14 et 21 mars 1971 : Les premiers signes locaux d'union

Le contexte dans lequel se tiennent les élections municipales de 1971 est complètement différent à celui de 1965. Alors que nous venons d'analyser la situation départementale du Parti au tout début de notre période, ce second scrutin va pour sa part nous offrir un aperçu de cette géographie électorale communiste pour les années qui concluent l'intervalle chronologique ici étudié. Pour cette première année de la décennie, la situation du PCF et de la gauche est radicalement différente. En effet, la maladie contractée par Waldeck Rochet étant devenue trop prononcée, Georges Marchais est placé à la tête du Parti dès la fin de l'année 1969 et « continue l'œuvre engagée par son prédécesseur. Il s'agit dans un premier temps de prolonger les travaux d'union avec la gauche non-communiste. »[530] « Le XIX[e] Congrès du PCF, en février 1970, confirme la recherche de l'union et d'un programme

[528] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 10 juillet 1966.
[529] *Ibidem.*
[530] NAHON Guillaume, *op. cit.,* p.15.

commun de gouvernement. La même année, le parti organise des rencontres publiques avec des dirigeants du Parti socialiste. »[531] Enfin, le 20 décembre, les deux formations signent un premier bilan de leurs conversations, qui définit les quatre principes sur lesquels elles sont en accord : « les répliques communes au pouvoir ; comment combattre pour une démocratie économique et politique ; les voies de passage au socialisme ; la démocratie socialiste. »[532] Toute l'année 1970 est donc marquée par une activité intensifiée du Parti tendant à le rapprocher du PS et débouche sur les élections municipales du début de l'année 1971. Ce qu'il va donc falloir analyser ici relève de deux aspects différents : en lien, avec les faits nouveaux que nous venons d'introduire, est-ce que la Fédération locale a pu profiter localement des rapprochements concrets entre les deux directions partisanes (si oui, où et comment ?) ? Et secondement, ce scrutin va nous montrer, six ans après le précédent, comment l'implantation du Parti a évolué sur le territoire départemental : a-t-il pu conserver ses bases solides du Sud du département ? D'autres zones ont-elles pu manifester de façon nouvelle un soutien électoral aux candidats communistes.

Tout d'abord, contrairement à 1965, la préparation des élections municipales de 1971 est amorcée beaucoup plus tôt dans la propagande de la Fédération, et ces prémisses de campagne ne concernent pas seulement Poitiers ou Châtellerault mais l'ensemble des électeurs de la Vienne. Evidemment, l'importance des villes comme Poitiers et Châtellerault exige que l'accent soit plus souvent placé sur ces deux communes, mais les militants s'efforcent cette fois-ci de mettre en avant des informations relatives à d'autres localités. La rentrée de septembre 1970 est ainsi l'occasion pour les communistes de mettre en place de vastes campagnes d'informations sur différents sujets, qui témoignent bien des nouvelles orientations communistes : de grandes enquêtes sur les problèmes scolaires[533] ou la situation du logement et de l'urbanisme,[534] occupent des éditions entières de la *SDV*, et une étude de la Commission paysanne de la Fédération de la Vienne du PCF parait également.[535]

[531] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.367.
[532] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.
[533] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 4 octobre 1970.
[534] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 décembre 1970.
[535] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.

NAINTRE : Un exemple de gestion

GESTION SOCIALE

A Naintré, le Conseil Municipal a le souci des besoins des habitants, les œuvres sociales ne sont pas négligées comme dans de nombreuses communes.

Dès 1965, un centre aéré a été ouvert et il connait un grand succès.

Un gros effort est fait pour les écoles, une aide importante est apporté aux sociétés locales (clubs sportifs, association des aides familiales, maison de jeunes, etc..).

Les personnes âgées, en particulier, sont l'objet de l'attention particulier des Elus. Un centre social avec un foyer pour personnes âgées est en cours de construction. C'est un centre provisoire, un projet beaucoup plus important comportant une soixantaine de foyers-logements est en cours d'élaboration avec l'office départemental d'H.L.M.

GESTION DEMOCRATIQUE

La liste d'Union Démocratique élue en 1965, réélue en 1966, après le rattachement comprend des communistes et des démocrates non inscrits de tendance socialiste.

La population est associée à la gestion de la commune : Parents d'Elèves et enseignants avec la Caisse des Ecoles Publiques. Des réunions de commissions ont lieu périodiquement : responsables de toutes les associations (de sports, de loisirs, sociales) y sont invités et il est tenu compte de leur avis. C'est ainsi que les Parents d'Elèves ont demandé un ramassage scolaire et malgré les problèmes et les difficultés posées par ce problème, le conseil municipal est décidé de le résoudre en 1971.

Les habitants sont informés par des comptes rendus des séances du conseil dans les journaux, par la publication de Bulletins Municipaux.

Et Robert Sauvion nous précise. Pour les prochaines élections municipales de mars 1971, nous conserverons le même état d'esprit : formation d'une liste d'union très large, consultation de la population pour l'établissement du programme municipal par de nombreuses réunions préparatoires.

L'INAUGURATION DU 22 NOVEMBRE

La conclusion de notre visite est que la gestion de la commune de Naintré est une expérience intéressante, qui montre ce que peuvent réaliser des Elus au service de la population, malgré les difficultés des communes dues à la politique gouvernementale.

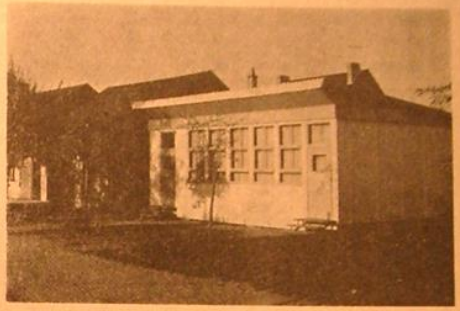
Il faut aller nombreux aux manifestations organisées par la municipalité de Naintré le 22 novembre pour se rendre compte sur place.

NAINTRE. — L'Ecole Maternelle sera la pièce maîtresse de l'inauguration du 22 novembre.

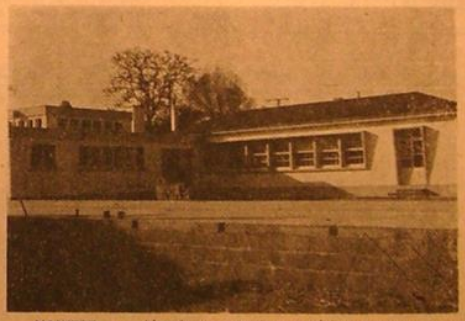
NAINTRE. — Les Lotissements des Tailles Rottes montrent l'effort de la Municipalité en faveur de la construction individuelle.

A Naintré, les cultivateurs ne sont pas oubliés. Une vue de la pelleteuse en action. L'écoulement des eaux de Corcet permettra, outre un assainissement du village, la récupération de quelques bonnes terres de culture.

CORCET. — Route en mauvais état, murs qui s'écroulent, eau qui stagne sur les bas côtés.



L'installation d'une cantine scolaire à Chezelles a été une des premières réalisations de la Municipalité.



NAINTRE. — L'ancienne cantine scolaire restaurée. La cuisine centrale et en premier plan le socle du Foyer Sanitaire et Social actuellement en construction.

A l'initiative de la F.E.N. et de la Fédération CORNEC "La crise de l'école et l'avenir de la jeunesse"

A l'initiative de la F.E.N. et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornec) une campagne est organisée pendant la discussion budgétaire annuelle.

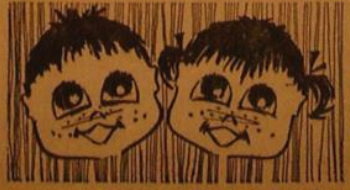
Par delà l'optimisme officiel déclarent la rentrée réussie à 99,5 %, l'opinion publique a le droit d'être informée sur les nombreux problèmes non résolus et sur les conséquences à plus ou moins long terme des options du Sixième Plan concernant l'Education Nationale.

Les options fondamentales de ce Plan réduisent le taux de croissances des dépenses de l'Education alors qu'un retard considérable devrait être résorbé ; que des réformes amorcées nécessitent des efforts financiers importants ; qu'une nouvelle vague démographique va se présenter aux portes de l'Ecole ; que la démocratisation de l'enseignement ne peut être poursuivie que par des moyens financiers accrus, un coup d'arrêt brutal est décidé pour les années à venir.

Les parents et les enseignants s'élèvent contre une telle politique scolaire qui sacrifie l'avenir des enfants et l'avenir même de notre pays ; ils demandent d'urgence une autre orientation. L'école publique ne doit pas se contenter d'accueillir les élèves, elle doit véritablement les instruire et les éduquer.

Alors que plus d'un élève sur deux a, au moins un an de retard scolaire dès le cours moyen ; qu'un jeune sur deux sort de l'école sans diplôme et sans formation professionnelle ; que les collèges techniques devraient recevoir deux fois plus d'élèves qu'ils n'en ont ; que l'âge moyen d'obtention du baccalauréat ne cesse de s'élever ; que moins de 6 % d'enfants d'ouvriers accèdent à l'Enseignement Supérieur, pouvons-nous admettre des mesures qui accélèrent la dégradation de l'enseignement ?

La défense de l'Education Nationale est l'affaire de tous les parents et de tous les enseignants ; la F.E.N. et la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornec) ont organisé une série de réunions dans les chefs-lieux de canton, avec la participation d'un représentant de chacune de ces organisations : à Châtellerault, le mardi 10 novembre ; à Pleumartin, le jeudi 12 novembre ; à Saint-Gervais, le lundi 9 novembre ; à Vouneuil-s-Vienne, le lundi 9 novembre ; à Loudun, le jeudi 12 novembre.



JOUETS
Paradis des Enfants
envoi catalogue sur demande
19, rue Bourbeau — POITIERS

NAINTRÉ

● Les transformations d'une commune

● La satisfaction des besoins des travailleurs

Avant l'inauguration du 22 Novembre, nous avons visité la commune de Naintré, en compagnie de notre camarade Robert SAUVION, Maire depuis 1965, afin de faire le point et d'informer nos lecteurs.

NAINTRE AVANT 1965

Avant 1965, Naintré était une commune importante avec les quartiers des Renardières, la Montée Rouge et la Brelandière et avec 5.500 habitants.

On sait dans quelles conditions, ces quartiers comprenant la partie la plus urbaine de la commune ont été rattachés à Chatellerault.

On sait aussi que les habitants de ces quartiers n'y ont rien gagné sinon une très forte augmentation d'impôts et que par contre ils ont perdu le bénéfice d'œuvres telle le Centre Aéré et les fournitures gratuites dans les écoles.

Naintré donc, est resté avec sa partie rurale et 2.226 habitants répartis en 23 villages et hameaux. Cependant on trouvait un secteur de construction plus dense avec le bourg, les Prés-Secs, et les Bares et deux gros villages Corcet et Chezelles. La population restait aussi à majorité ouvrière (70 % d'ouvriers et d'employés, 10 % de commerçants et artisans, 10 % de cultivateurs et 10 % de populations diverses : retraités, cadres, professions libérales).

La commune présentait une urbanisation désordonnée, anarchique avec de très grands retards dans de nombreux domaines (l'adduction d'eau et l'assainissement étaient juste commencés). Les œuvres sociales étaient aussi insuffisantes.

LE PLAN D'AMENAGEMENT

Dès le début, nous avons fait établir un plan d'aménagement par l'Agence Départementale d'Urbanisme. Une maquette de ce plan sera exposée à l'Ecole Maternelle le jour de l'Inauguration.

Après de nombreux contacts entre M. de Villiers, directeur de l'Agence d'Urbanisme et nous-même, ce plan a été mis au point. Il comprend des zones d'habitations diverses. Le Bourg et la plaine des Tailles Rottes avec entre les deux, une zone d'équipements collectifs: Stade, piscine, salle des fêtes, Maison des Jeunes, C.E.S. Les constructions seront de type habitations individuelles, pas ou peu de collectifs.

Il ne s'agit pas, nous précise R. Sauvion, de créer une ville genre plaine d'Ozon, mais un gros village où les habitants pourront, tout en bénéficiant des avantages des villes, vivre dans un cadre de vie gardant un aspect aéré et rural.

1965-66 : PREMIERES REALISATIONS SOCIALES

Dès notre élection explique Robert Sauvion, il fallait parer au plus pressé.

Nous avons ouvert une cantine scolaire à l'Ecole de Chezelles et créé un centre aéré pour les enfants de Naintré et des Renardières. Nous avons aussi donné les fournitures gratuites. Nous avons apporté une aide matérielle et morale aux personnes âgées.

DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT DE BASE : L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Pour l'inauguration, nous ne pourrons pas tout voir, en particulier nous ne verrons pas ce qui est sous terre : les réseaux d'eau et d'égout.

En 5 ans, 3 tranches d'eau de 30 millions d'AF ont été réalisé. L'eau a été installée au Puyrigault, la Tour de Naintré, Corcet, Repousson, Bergeste, Chezelles, Bracon. La 3e tranche a été presque entièrement absorbée par la construction d'une station de pompage.

L'adduction n'est pas encore terminée, il reste des gros villages comme les Doutardes et le Bouchot-Marin. Nous comptons sur une nouvelle tranche en 1971 pour alimenter ces villages. Il ne restera plus alors que quelques maisons isolées.

Nous avons aussi construit une station d'épuration (coût 25 millions d'AF) et 4 tranches d'égout de 20 millions d'AF.

Cet équipement est un atout important pour le développement futur de la commune. Naintré est la seule commune entre Poitiers et Chatellerault possédant stations de pompage et d'épuration.

LES LOTISSEMENTS : LA CONSTRUCTION INDIVIDUELLE

Le 22 novembre, nous inaugurerons les lotissements, lotissement à lots individuels (35 lots) et lotissement du Crédit Immobilier (24 lots dont 10 en construction).

L'originalité des lotissements de Naintré est que les terrains ont été vendus avec facilités de paiement (payables en 5 annuités).

Le lotissement à lots individuels avec ses espaces verts, sa zone de commerce présente un aspect agréable.

Précisons qu'un nouveau lotissement de 56 lots est en cours de préparation et devrait être réalisé en 1971.

Mais l'effort de construction de la commune n'a pas porté que sur les lotissements.

En prolongeant les conduites d'eau en limite de villages ; la construction individuelle a pu se développer. On voit ainsi des maisons neuves un peu partout, autour du bourg, à Chédeville, Corcet, Chezelles, Bracon, etc...

Les permis de construire délivrés depuis 1965 approchent du nombre des 300. C'est ainsi qu'on peut estimer la population actuelle à 3.000 habitants (chiffre officiel du dernier recensement 2436).

LA CUISINE CENTRALE

L'augmentation du nombre des rationnaires dans les cantines scolaires (130 en mars 1965, 350 actuellement), nous a amené à la nécessité de construire une Cuisine Centrale.

Mais la construction de cette cuisine centrale nous ouvre d'autres possibilités : C'est ainsi que depuis le 4 novembre, nous avons commencé à porter des repas à domicile aux personnes âgées.

La Cuisine Centrale est gérée par la Caisse des Ecoles Publiques qui vend des repas au Bureau d'Aide Social qui gère le service de portage de repas aux personnes âgées et le Centre social (en construction).

L'ECOLE MATERNELLE

Sans aucun doute, la plus belle des réalisations inaugurées le 22 novembre, sera l'Ecole Maternelle.

Elle comprend 2 classes plus une salle de repas, mais tout l'équipement : salle de jeux, sanitaires, réfectoire est prévu pour son extension à 4 classes. Rien n'a été négligé, la cour avec ses trois parties : goudronnée, sablée, gazonnée, attire l'attention. L'architecte M. Salignat a particulièrement bien réussi les plans de cette école.

Nous avons posé à R. Sauvion la question du financement de cette école.

Elle est théoriquement financée par l'Etat à 80 %, mais la subvention de 80 % porte sur un chiffre

SUITE PAGE C

Dimanche 22 Novembre à 15 heures

à l'occasion de la journée des inaugurations

Grand Rassemblement Populaire

● allocutions de

Robert SAUVION, maire de Naintré,

et de

Waldeck-L'Huillier

maire de Genevilliers, sénateur de la Seine, Secrétaire de la Fédération des Elus Républicains

AU COURS DE CE RASSEMBLEMENT

Un spectacle gratuit

est offert à la population

avec

BOB REGINS
JIM et ses chiens comédiens
LES FERNYS

et **Dupont et Pondu**

Vous êtes tous invités

NAINTRE
Samedi 21 Novembre
21 heures

Grand Bal

au profit des œuvres sociales de la commune
avec l'orchestre

PHILIPPE BINI

Présentation des réalisations communistes à Naintré, avant l'inauguration, 1970[536]

[536] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 29 novembre 1970.

En parallèle, des opérations de grande envergure sont mises en place sur le terrain et visent à amorcer la campagne. Au mois de novembre sont en effet organisées les inaugurations des réalisations municipales d'Adriers et de Naintré, respectivement les 15 et 22 du mois. Annoncées en grande pompe dans la presse fédérale, ces manifestations font l'attention d'un soin particulier en ce qui concerne leur organisation et par conséquent leur publicité. Ainsi l'annonce de l'inauguration naintréenne prend la forme d'un passage en revue exhaustif réalisé par la municipalité communiste depuis six ans. Comme nous le voyons ci-dessus, plusieurs pages (trois en tout sur un journal qui en compte quatre) sont consacrées à l'énumération détaillée, photos à l'appui des chantiers entrepris par l'équipe municipale de Naintré. Avant leur tenue, ces inaugurations permettent donc à la Fédération de largement communiquer sur les bienfaits d'une administration communiste, et d'en vanter les mérites. Après leur tenue, ces manifestations auront pour but de montrer que la gestion des ces localités, suscitent de l'intérêt et un soutien populaire. Il s'agit donc d'en faire des événements attractifs, capables de faire affluer un nombre conséquent de curieux. Pour cela, les deux municipalités mettent en place un programme varié : à Adriers, un spectacle de danse traditionnelle poitevine exécuté par la troupe de la Marchoise dont nous avons déjà parlé, vient s'insérer entre la visite de la commune et le discours d'un membre du Comité central dépêché pour l'occasion, Marcel Rigout, également vice-président du Conseil général de Haute-Vienne.[537] A Naintré, la manifestation se déroule du matin jusqu'au soir, avec en plus de la visite des réalisations communales, un discours de Waldeck l'Huillier et de nombreux spectacles que vient clôturer un bal populaire.[538] Au final, cette opération de communication est une réussite pour les communistes, puisque l'inauguration de Naintré rassemble plus de mille personnes, et celle d'Adriers plusieurs centaines de personnes, dont quelques personnalités locales : le Conseiller général socialiste de Civray, Raoul Cartraud, la plus grande satisfaction des communistes étant certainement de voir que « le Dr Peyret, député, et Monsieur le Sous-Préfet de Montmorillon devaient rendre hommage au travail de la municipalité d'Adriers et à son maire André RIDEAU »[539] qui administre la commune depuis 1947. Ces deux événements sont donc significatifs des devants que prend la Fédération pour lancer la campagne. Celle de 1965 ne s'était étalée que sur un mois, alors qu'ici, ces événements qui se tiennent près de quatre mois avant le scrutin s'inscrivent complètement

[537] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 15 novembre 1970.
[538] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 22 novembre 1970.
[539] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 29 novembre 1970.

dans la logique du travail préélectoral et délivrent un message clair : « Qu'on puisse, au soir des élections municipales de mars, compter dans la Vienne et en France beaucoup de communes comme celles d'Adriers. »[540]

Outre ce travail de persuasion qui s'engage, il faut également organiser le scrutin d'un point de vue tactique. Nous l'avons déjà souligné, le contexte national est marqué par des signes de rapprochements entre communistes et socialistes, qui semblent préfigurer une réelle stratégie unitaire. A l'échelle locale, la Fédération du PCF tente de suivre le mouvement, en interpellant très tôt les formations de gauche du département. Une lettre du Secrétaire fédéral communiste Paul Fromonteil est ainsi envoyée aux fédérations départementales du PS, de la CIR, du PSU et du Parti radical dès septembre 1970 afin « qu'un premier contact s'établisse entre [eux] le JEUDI 1er OCTOBRE […] pour créer les conditions d'un fructueux échanges d'idées. »[541] Un échange d'idée qui sera, s'il existe, basé sur les propositions communistes échafaudées à l'avance , consistant en la

> « constitution d'une liste d'union dès le 1er tour à Poitiers, Châtellerault, Chauvigny, Civray. Listes de très large union sur lesquelles auraient leur place tous les courants de pensée démocratique avec une représentation équitable reflétant l'influence effective des différents partis, sans exclusive, mais sans compromission avec la réaction, qu'elle soit gaulliste ou centriste. »[542]

Plusieurs remarques peuvent être formulées concernant ce premier jalon dans la préparation des élections municipales de la Vienne. Tout d'abord, nous remarquons qu'à la différence de 1965, où les sections étaient chargées d'établir des contacts avec les socialistes de leurs localités, la prise de contact se fait de manière centrale, par le biais la direction fédérale. De longs mois avant la tenue du scrutin, les négociations sont ouvertes pour plusieurs ville d'un coup. C'est ici une autre différence d'avec les élections de 1965 : des listes communes sont souhaitées dès le premier tour dans des localités où ce n'était pas la stratégie auparavant (la section de Civray avait même été désavouée par la direction car elle n'avait pas respecté les consignes en formant une liste avec les socialistes). Enfin, il convient également de souligner que les communistes restent fidèles à la répartition des sièges par formation en fonction des résultats électoraux précédents. C'est précisément sur ce point que les sections communiste et socialiste avaient longuement bataillé en 1965, pour finalement n'aboutir à rien. On voit donc qu'une main est tendue par les communistes à leurs

[540] *Ibidem.*
[541] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *Lettre de Paul Fromonteil aux formations de gauche de la Vienne*, septembre 1970.
[542] *Ibidem.*

homologues de gauche. Il convient désormais de voir si ceux-ci la saisissent, et quelle direction prend la dynamique unitaire que tente de lancer la Fédération locale du PCF.

Rappelons que depuis 1965, le panachage est interdit dans les villes de plus de 30 000 habitants et qu'il faut voter pour des listes entières. Pour plus de cohérence, nous traiterons à part la stratégie employée par les communistes dans ces localités. Nous disons ces localités, car en 1971, il faut rajouter Châtellerault à ce cas de figure : l'expansion aidant, ainsi que le rattachement des quartiers urbains de Naintré, a permis à cette ville de dépasser les 30 000 habitants. Il va donc nous falloir déterminer à travers les documents dont nous disposons comment la perspective unitaire entre socialistes et communistes évolue dans ces deux agglomérations qui partagent la même loi électorale ainsi qu'une situation où les rapports entre les deux formations de gauche étaient plus que difficiles en 1965. Rappelons qu'à Poitiers, après de longues tergiversations, les deux partis n'avaient pas réussi à tomber d'accord, et le PCF présentait une liste seul tandis que la SFIO appelait à voter blanc. A Châtellerault, ces derniers s'étaient sans hésiter présentés sur la liste centriste d'Abelin. En 1971, pour éviter les déconvenues de 1965, où les pourparlers avaient largement amputé la campagne communiste, la Fédération engage les négociations très tôt, par la lettre que nous venons de mentionner. Celle-ci ne trouvant pas de réponse de la part des socialistes châtelleraudais, la propagande fédérale intensifie alors dès le début du mois de novembre sa campagne permanente contre Pierre Abelin, l' « homme de la « 3^{e} force », qui porte la marque de l'impuissance politique de ceux qui gouvernèrent la France de 1947 à 1958 »[543] ainsi que sa pression sur les socialistes : « Ne pensez vous pas qu'il serait temps que le Parti Socialiste de Châtellerault se dégage de sa collaboration dans une municipalité où la droite domine ? »[544] Le ton accusateur n'est évidemment pas pour amadouer le camp socialiste, qui se trouve forcément d'autant plus insensible aux appels du pied communistes. Cette situation ubuesque qui voit la Section châtelleraudaise tenter de rallier les militants socialistes par des attaques dénonciatrices atteint son point d'orgue un mois plus tard, lorsqu'une lettre du PS local expliquant que « la section du parti socialiste français de Châtellerault n'entend céder ni aux pressions des uns, ni au chantage des autres »[545] est publiée dans les colonnes de la page de la Vienne aux côtés d'un article montrant que « le Bulletin [national, nda] du Parti

[543] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.
[544] *Ibidem.*
[545] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 6 décembre 1970.

Socialiste souligne qu'Abelin se rallie aux thèses de Pompidou »,[546] en se demandant ironiquement en conclusion « qu'en pensent [les] camarades de Châtellerault du Parti Socialiste ? »[547] Les deux formations campant sur leurs positions, et la Section communiste de Châtellerault ne semblant pas vouloir faire d'efforts concernant la forme de leurs requêtes, on remarque que la Fédération semble se donner jusqu'à la fin de l'année 1970 avant d'arrêter d'attendre une réponse qui ne vient pas. Le 17 décembre, une conférence de presse est donnée pour expliquer la situation :

> « Compte-tenu de l'absence de réponse précise du Parti socialiste et de la nécessité d'affirmer rapidement la présence des idées démocratiques dans la préparation des élections municipales, la section de Châtellerault du Parti Communiste Français a chargé Paul Fromonteil de prendre tous les contacts nécessaires pour former une liste d'union pour une gestion moderne, sociale de la ville de Châtellerault. »[548]

Bien que les communistes « rest[ent] prêts à la conclusion d'un accord avec la section socialiste ; [ils] ne fermeron[t] jamais la porte pour réaliser une telle entente »,[549] ils semblent néanmoins partis pour mener la campagne de leurs cotés, et ne font pas l'erreur d'attendre une issue favorable comme l'avaient fait les militants poitevins en 1965. La suite montrera que les non-communistes de gauche de Châtellerault préféreront se ranger du coté du maire sortant, à hauteur de « 10 socialistes ou socialisants et 7 radicaux sur la liste d'Abelin. »[550]

A Poitiers, la situation semble être similaire, à quelques différences près. Contrairement à la préparation des élections municipales de 1965, et à ce qu'on a pu observer pour le cas de Châtellerault, la Section communiste pictavienne cesse de rendre publique ses prises de contacts avec les socialistes. Si cette attitude semble relever d'une volonté d'apaisement des tensions, elle n'aide pas notre travail de recherche, puisque nous ne disposons que d'infimes détails sur la préparation de l'union entre socialistes et communistes à Poitiers. Aucun détail n'est donné dans la presse, mais lorsque nous découvrons, quelques semaines après celle qu'a donnée Paul Fromonteil à Châtellerault, le report de la conférence de presse des communistes pictaviens, nous comprenons globalement ce qui est en train de se passer. Les militants y présentent les « 11 candidats « Noyau » de la liste d'Union pour une gestion moderne, sociale et démocratique de Poitiers »,[551] c'est-à-dire une première base de candidats communistes auxquels pourront venir s'ajouter soit une seconde partie de candidats présentés par le PCF,

[546] *Ibidem.*
[547] *Ibidem.*
[548] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 10 janvier 1971.
[549] *Ibidem.*
[550] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.
[551] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 23 janvier 1971.

soit des militants socialistes dans l'éventualité d'un accord. La Section de Poitiers tire donc les leçons des pourparlers de 1965 et ne tarde pas à prendre ses dispositions en présentant une première liste de candidats lancés à l'assaut de la municipalité pictavienne. Cette disposition ne laisse par ailleurs rien augurer de bon sur l'issue des négociations entre communistes et socialistes au sujet d'une liste d'union. De fait, le rapport rédigé après le scrutin nous renseigne, de façon laconique :

> « L'impossibilité où se sont trouvés les forces de la gauche non-communiste de constituer une liste s'explique par leur refus d'accepter les propositions unitaires de notre Parti. Notre position ferme à partir d'une juste conception de l'unité a créé des contradictions au sein des forces de la gauche non-communiste : ni le courant unitaire, ni le courant antiunitaire n'ont pu l'emporter. »[552]

Les pourparlers pour créer une liste commune échouent donc également à Poitiers, mais suscitent tout de même un débat au sein de la Section socialiste. Nous le voyons, les raisons de cet échec restent floues, et on ne peut qu'émettre des suppositions concernant la « fermeté » des communistes, qui semble avoir provoqué le refus des non-communistes. L'hypothèse nous semblant la plus probable est celle qui verrait la Section rester inflexible, un peu à l'image de 1965, sur certaines formes que prendrait la liste, à savoir sur le nombre de sièges et l'identité politique de celui qui la mènerait au scrutin. Quoiqu'il en soit, nous voyons ici que l'union entre socialistes et communistes ne sera pas possible à Châtellerault et Poitiers. La condition *sine qua non* pour cela étant de présenter des listes d'union des le premier tour, celle-ci n'est pas remplie et montre que les deux plus grandes villes du département sont à contre-courant d'une époque où le PCF et le PS franchissent des étapes importantes sur la voie de l'unité. Ici, la situation est en 1971 presque similaire à celle de 1965.

Cela étant, peut-on dire la même chose dans le reste du département ? Ici, il reste aux communistes la possibilité de faire fusionner les listes démocrates dans les seconds tours où il y'a ballotage – ce qui offre une sécurité de plus si l'union n'a pu être réalisée dès le premier tour. Nous l'avons vu précédemment, la Fédération proposait aux socialistes d'ouvrir des négociations, au même titre qu'à Poitiers et à Châtellerault, dans les villes de Chauvigny et de Civray. C'est ici un fait complètement nouveau, puisque nous avons observé en 1965 que les communistes préféraient la tactique décrite ci-dessus, qui leur permettait potentiellement d'obtenir plus de sièges. La conception de l'union a donc évolué au fil du temps du coté du PCF, qui semble mettre quelque peu de coté une tactique privilégiant l'enjeu électoral au profit de compromis témoignant d'un effort réel pour créer les conditions d'une union où les socialistes ne serviraient plus seulement de forces d'appoint pour faire élire des démocrates en

[552] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.

désespoir de cause. En 1971, l'union prend un tout autre sens, puisque si les communistes demandent prioritairement la formation de listes communes à Poitiers, Châtellerault, Civray et Chauvigny, ils précisent également qu' « il ne saurait être question d'envisager des orientations différentes selon les villes du département. »[553] La mise en avant de ces quatre communes découle donc de deux aspects : dans les villes de plus de 30 000 habitants, la loi électorale l'exige, mais Civray et Chauvigny ne sont pas choisies au hasard, la situation semblant relativement favorable à un aboutissement positif du projet communiste. Dès 1965, les militants civraisiens des deux formations politiques s'entendent pour une mener une liste commune aux élections municipales, contre l'avis de la direction fédérale communiste qui désavouait alors une tactique qu'elle promeut en 1971. Par ailleurs, si les socialistes se présentent aux cotés des centristes aux élections municipales de 1965 à Chauvigny, c'est une des premières villes du département où les militants locaux du PCF et de la SFIO apportent un soutien commun à la candidature unique de François Mitterrand à l'élection présidentielle se tenant quelques mois plus tard. La Fédération ne choisit donc pas des villes au hasard pour lancer des pourparlers. Il s'agit désormais de voir comment ceux-ci se déroulent, même si les sources dont nous disposons sont assez maigres à ce sujet. Un premier aspect permet de distinguer la forme que prennent les appels du pied des communistes locaux, notamment à Chauvigny. La situation y est quelque peu délicate puisque les socialistes, comme à Châtellerault, siègent au Conseil municipal du coté centriste, ce qui donne donc aux communistes la lourde tâche de renverser l'union. Pour autant, force est de contester que les militants chauvinois s'y emploient avec beaucoup plus de diplomatie que ceux de Châtellerault. Alors que nous avions vu que les communistes châtelleraudais fondaient ce travail sur une dénonciation quasi-constante de la collaboration socialiste au pouvoir centriste, les accusant ainsi de trahir le passé socialiste du creuset ouvrier, leurs homologues chauvinois préfèrent attirer la SFIO locale hors de la sphère centriste par le pragmatisme. Le numéro de *l'Echo Chauvinois* inséré dans la page de la Vienne du début du mois de novembre engage ainsi les pourparlers de deux façons différentes : tout d'abord en présentant une amorce de programme pour Chauvigny où les communistes exposent concrètement « les méthodes propres à mener l'action qu['ils ont] esquissée. »[554] C'est donc par le fond politique et l'analyse de problèmes locaux que la propagande chauvinoise souhaite unir communistes et socialistes, en montrant « que bien souvent les solutions qu'ils envisageaient pour y remédier

[553] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *Lettre de Paul Fromonteil aux formations de gauche de la Vienne,* septembre 1970.
[554] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 novembre 1970.

étaient identiques. »[555] C'est un argument très simple, mais qui n'a jamais été mis en avant à Châtellerault, par exemple. Secondement, la Section communiste de Chauvigny ouvre la voie aux négociations en s'adressant aux socialistes de façon beaucoup plus diplomatique que ce qu'ont pu montrer les militants pictaviens ou châtelleraudais, tout en n'excluant pas les concessions, et bien que revendiquant les mêmes choses :

> « L'union pour être juste et ouvrir de véritables perspectives d'avenir doit se concevoir en tenant compte dans la composition des listes de l'influence électorale des différentes formations de gauche : c'est une question de respect du suffrage universel. […] Notre Parti dans l'une ou l'autre ville n'entend pas profiter de ses résultats électoraux pour vouloir dominer les autres, mais […] il ne veut pas non plus être réduit à une seule force d'appoint. […] Les discussions entre responsables sont certes importantes mais […] rien de valable ne saurait être gagné sans l'intervention de tous ceux qui se sentent concernés. Il faut à la fois exprimer votre volonté unitaire et réprouver toute compromission avec la droite centriste, même camouflée sous le masque « d'apolitisme ». »[556]

Le caractère apaisé et précautionneux des sollicitations communistes chauvinoises se démarquent donc largement du ton employé à Châtellerault, mais aussi des résultats qui y sont obtenus. Ainsi, dès le mois de janvier, l'annonce tant attendue tombe :

> « A l'issue de plusieurs rencontres qui se sont déroulées entre les représentants du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste de Chauvigny, il a été décidé de s'engager conjointement sur une liste commune aux élections municipales. Cette décision résulte d'une large concordance d'opinion sur différents aspects des problèmes municipaux et sur la volonté très ferme d'œuvrer en commun au développement de Chauvigny. »[557]

Celle-ci résulte également d'une « importante bataille pour arracher les socialistes à la formation municipale centriste. […] Mais une partie des socialistes et des conseillers socialisants n'ont pas accepté la décision de la section socialiste et formèrent une liste centriste. »[558] Seulement, une position moins ferme et une attitude plus conciliante ont permis d'aboutir à un accord qui, même s'il ne reprend pas les exigences de proportion au sein de la liste, marque une première victoire. En effet, les communistes s'étaient basés sur les résultats électoraux du dernier scrutin pour constituer la liste, ce qui aurait donné une présence de militants encartés au PCF plus de trois fois supérieure à celle des socialistes. Au lieu de cela, la liste est conduite par un socialiste, et les communistes sont minoritaires sur la liste, ce que Jean-Pierre David, secrétaire de la Section chauvinoise et grand artisan de cette liste d'union, explique dans des termes inhabituels comparés à ce que nous avons pu lire jusque là :

> « Nous avons mené ces discussion avec la volonté de surmonter toutes les difficultés et aboutir à un accord clair et loyal où chacun aurait les mêmes droits et les mêmes devoirs en cas de succès.

[555] *Ibidem.*
[556] *Ibidem.*
[557] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.
[558] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.

> Mais il est bien évident que nous avons été amenés à faire des concessions, nos camarades socialistes également et cela est une démarche normale pour rapprocher les points de vue. […] J'ajouterai (et nous l'avons déjà écrit) que le Parti Communiste n'entendait pas profiter des ses résultats électoraux pour dominer la gauche : je pense que cet accord en constitue une preuve. »[559]

Le travail des sections les plus actives de la campagne du département semble donc payer et s'orienter de façon positive vers le but recherché par les communistes depuis de nombreuses années : l'union. Car outre Chauvigny, la section civraisienne réussit également à constituer une liste commune comprenant des socialistes locaux, « avec 10 communistes et 11 gauche non-communiste (CIR, P.S.), cela reflète le rapport des forces. »[560] Il en est de même pour la section de Montmorillon. Ces sections, qui s'étaient déjà distinguées en 1965 confirment donc bien une présence communiste manifeste sur l'échiquier. Elles confirment également leur particularité par rapport aux sections lussacoise et isloise, où l'implantation des militants est plus flagrante dans des petits villages, et ne pénètre pas les gros bourgs. Le caractère ouvrier de Civray, où il y'a l'usine PBL, de Chauvigny, avec la fabrique de porcelaine permet une concentration militante urbaine et pas seulement rurale comme dans les sections du Sud-Est.

Ce défaut d'organisation pour les sections de Lussac et de l'Isle-Jourdain est d'ailleurs constaté par la direction fédérale, qui axe une partie de la campagne sur les aspects ouvriers de la ville de Lussac-les-Chateaux, à travers le travail du bois (Lussac compte une ébénisterie et une usine, et un atelier de fabrication de meubles qui emploient en tout près de 400 ouvriers).[561] C'est un fait nouveau pour une campagne municipale locale menée par les communistes. Rappelons que celle de 1965 s'était simplement contentée en quelques semaines de mettre en avant le caractère positif de l'administration communiste, en tirant des portraits idylliques des villages de Gouex et d'Adriers. Pour le scrutin de 1971, nous avons déjà souligné que la campagne était amorcée dès la fin de l'année 1970, il s'agit désormais d'en déterminer les aspects nouveaux. Ceux-ci se manifestent clairement dans la propagande, qui met ostensiblement l'accent sur des villes précises. Ainsi, le début de l'année 1971 voit la *SDV* lancer une campagne d'information à l'encontre du sénateur-maire de Loudun, René Monory, un peu à l'image de ce qu'on peut observer dans la même presse, concernant Pierre Abelin. Celle-ci découle de deux facteurs : tout d'abord, les résultats de 1965 sont encourageants dans cette localité, dont la section se distingue déjà pour sa « bonne activité, un

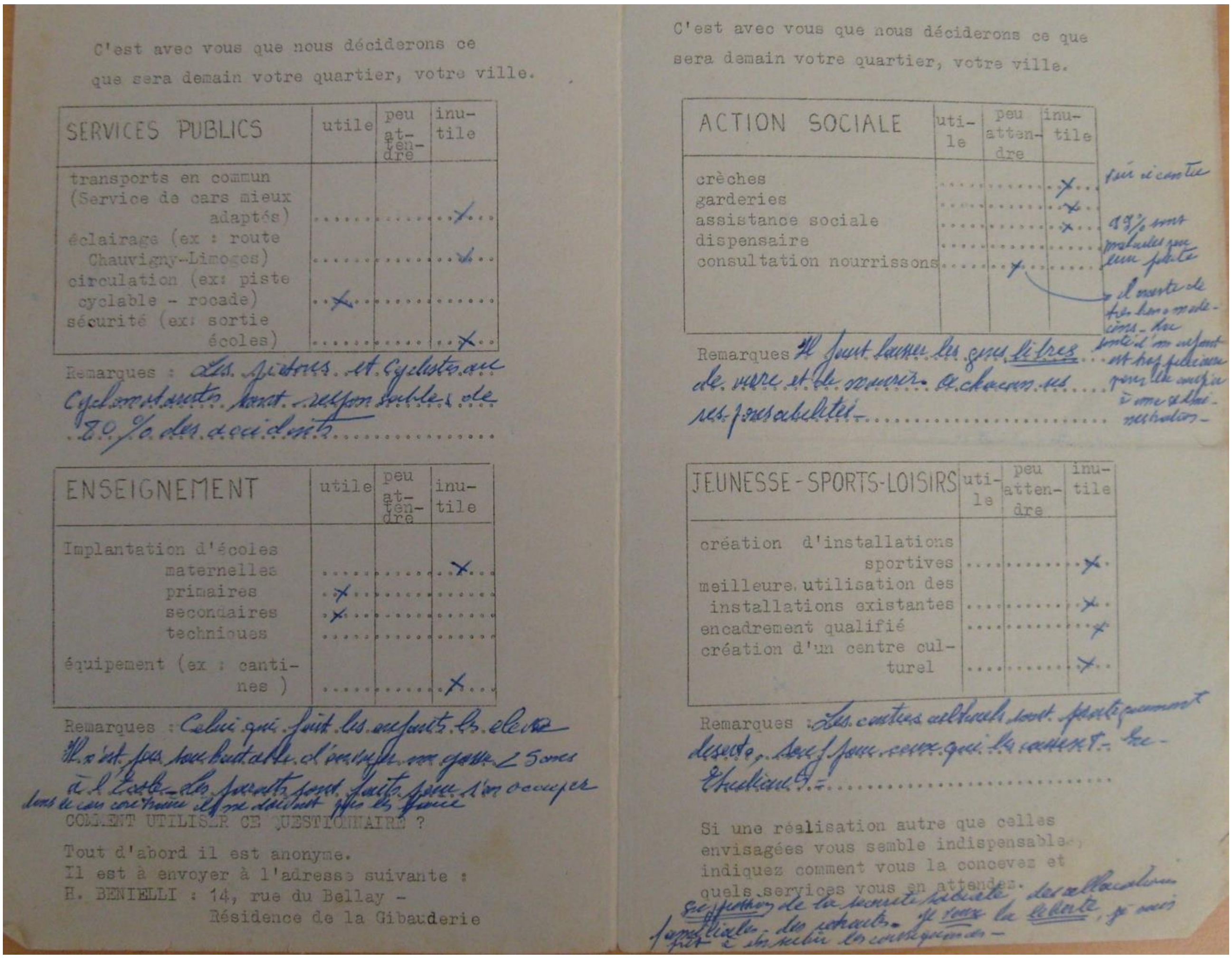
[559] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.
[560] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.
[561] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 22 novembre 1970.

journal de cellule est publié régulièrement depuis de nombreuses années. »[562] De plus, il faut ajouter que le cadre préélectoral est marqué à Loudun par un contexte favorable au Parti : la ligne de chemin de fer reliant Chinon à Thouars et passant par Loudun est menacée de fermeture, ce qui mobilise la population locale et permet aux communistes de se greffer au mouvement. En cette période de campagne, la Fédération peut ainsi s'appuyer sur cette dynamique pour attaquer la politique centriste menée par Monory, en se focalisant sur des thèmes allant de l'emploi,[563] aux problèmes d'équipements sociaux.[564] La principale différence d'avec 1965 réside dans la campagne menée à Poitiers, notamment dans la propagande. La précédente avait totalement été éclipsée par les pourparlers avec les socialistes, mais en 1971 la donne change, puisqu'une partie de la liste pictavienne est présentée à la presse dès janvier 1971. Cet événement permet alors à la Section pictavienne de lancer une campagne poussée, se manifestant par des pages entières consacrées à une étude poussée du bilan du mandat de Pierre Vertadier. Employant le procédé consistant à comparer les réalisations gaullistes à Poitiers à celles menées par les communistes dans une ville de taille comparable, Gennevilliers, la Section poitevine met alors en lumière les méfaits de la politique du maire sortant en s'attachant aux réalités de terrain, et pointant les insuffisances, photos à l'appui, en matière de voierie, d'équipement, et de structures socio-culturelles.[565] Dans le même temps, « la cellule de la Pierre Levée [ouvre] la série de réunions-débats qui se tiendront dans [la] ville »[566] et s'achèveront en point d'orgue par le *meeting* de la liste présentée au scrutin organisée aux Salons de Blossac. Une liste d'ailleurs présentée en grande pompe dans la *SDV* du jour-même de la tenue du scrutin, mettant évidemment l'ensemble des critères sociologiques chers au PCF, mais aussi les nouvelles conceptions sociétales du Parti, notamment en matière de couches socioprofessionnelles :

> « Des militants connaissant les problèmes de toutes les catégories sociales, des hommes compétents, actifs, dévoués aux intérêts de notre ville, le dynamisme des jeunes et l'expérience d'hommes ayant déjà des responsabilités, des femmes au Conseil municipal, c'est une nécessité, nous y avons pensé. »[567]

[562] AFVPCF, « 65 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1965,* mars 1965.
[563] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 31 janvier 1971.
[564] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 février 1971.
[565] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 7 mars 1971.
[566] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 14 mars 1971.
[567] *Ibidem.*

De manière générale, cette campagne pour les élections municipales se distingue de celle de 1965 par sa longueur, qui permet aux militants de se focaliser leur travail sur différentes localités où ils pensent avoir des chances d'obtenir des résultats satisfaisants. Résolument modernisée, la propagande mise en place s'équilibre enfin pour contrebalancer les attaques contre les municipalités réactionnaires sortantes – dont on matérialise le bilan par un recours fréquent aux illustrations – par des propositions concrètes. Par ailleurs, le Parti met également en place un élément novateur, afin de pénétrer au cœur des masses, et ce à grande échelle. « Décidez vous-même de l'avenir de votre ville. »[568]



C'est avec vous que nous déciderons ce que sera demain votre quartier, votre ville.

SERVICES PUBLICS	utile	peu attendre	inutile
transports en commun (Service de cars mieux adaptés)			X
éclairage (ex : route Chauvigny-Limoges)			X
circulation (ex: piste cyclable - rocade)	X		
sécurité (ex: sortie écoles)			X

Remarques : Les piétons et cyclistes ou cyclomotoristes sont responsables de 80 % des accidents

ENSEIGNEMENT	utile	peu attendre	inutile
Implantation d'écoles maternelles			X
primaires	X		
secondaires	X		
techniques			
équipement (ex : cantines)			X

Remarques :

COMMENT UTILISER CE QUESTIONNAIRE ?

Tout d'abord il est anonyme.
Il est à envoyer à l'adresse suivante :
R. BENIELLI : 14, rue du Bellay -
Résidence de la Gibauderie

C'est avec vous que nous déciderons ce que sera demain votre quartier, votre ville.

ACTION SOCIALE	utile	peu attendre	inutile
crèches			X
garderies			X
assistance sociale			X
dispensaire			
consultation nourrissons		X	

Remarques

JEUNESSE - SPORTS - LOISIRS	utile	peu attendre	inutile
création d'installations sportives			X
meilleure utilisation des installations existantes			X
encadrement qualifié			X
création d'un centre culturel			X

Remarques :

Si une réalisation autre que celles envisagées vous semble indispensable, indiquez comment vous la concevez et quels services vous en attendez.

<u>Consultation des habitants de la Pierre-Levée à Poitiers par le biais du journal *Vivre*, 1971[569]</u>

Ainsi se nomme le questionnaire envoyé dans plusieurs villes du département, afin que les propositions soumises par les listes communistes soient le plus proches possible des exigences de la population. Par opposition au « « néoféodalisme » où un cercle restreint décide pour tout

[568] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 17 janvier 1971.
[569] AFVPCF, « 71-72 », *Vivre*, janvier 1971.

le monde », la Fédération propose cette « consultation de tout le monde, [qui] n'est plus seulement une question de méthode, mais de principe. »[570] A Poitiers, ces questionnaires sont diffusés à 15 000 exemplaires par différents canaux : outre la *SDV,* « les trois cellules de la ZUP ont édité un journal spécial »[571] et montrent par là que ce travail de consultation populaire en vue de réaliser « un contrat communal pour une gestion sociale, moderne et démocratique »[572] est l'affaire de nombreuses cellules de villes. Se présentant sous forme d'une liste de structures à mettre en place classées par thèmes (la consultation réalisée est très exhaustive et interroge la population sur les problèmes d'action sociale, de santé, d'emploi, de jeunesse, de sports et de loisirs, d'enseignement et de culture, de logement, d'urbanisme, de services publics pour les ruraux, de télécommunications, de circulations, de tourisme et enfin d'information municipale[573]), le questionnaire permet aux riverains de classer celles-ci par ordre de priorité et d'annoter des remarques. On voit donc que les thèmes proposés ici sont ceux qui sont le plus souvent mis en avant par les communistes, ce qui oriente quelque peu la consultation. De plus, on ne sait pas comment sont exploités les résultats : dès le moi de janvier, les militants affirment que « l'élan suscité par cette vaste consultation démocratique rend encore plus sensible les problèmes de l'unité à gauche »,[574] sans que ce propos ne soit réellement étayé. Quoiqu'il en soit, cette nouveauté dans l'arsenal propagandiste mis en place par le Parti lui offre une nouvelle corde à son arc, qui le rapproche de la population : l'objectif est de « nouer réellement le contact, susciter l'intérêt autour des questions posées. »[575] Cette consultation lui offre également un vernis réellement démocratique qui tend à le rapprocher de la gauche non-communiste en mettant à jour une forme de pratique commune. A Chauvigny, Jean-Pierre David explique ainsi :

> « Si la majorité du corps électoral confie la gestion de la commune à la liste d'union de la gauche, il va sans dire que ce style nouveau de relations entre la population et les élus sera pratiqué systématiquement au travers d'une information et d'une consultation permanentes sur tous les problèmes. »[576]

Entre opération de communication, et réelle implication des masses populaires au *processus* décisionnel, la Fédération a en tout cas mis sur pied un nouveau mode de

[570] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 17 janvier 1971.
[571] *Ibidem.*
[572] AFVPCF, « 71-72 », *Vivre*, janvier 1971.
[573] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.
[574] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 17 janvier 1971.
[575] *Ibidem.*
[576] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 24 janvier 1971.

fonctionnement et offre un souffle nouveau à sa campagne électorale. Pour autant, peut-on mesurer l'efficacité de ce nouveau dispositif ?

Un bilan complet est difficile à réaliser : les sources dont nous disposons sont relativement peu bavardes, et nous obligent à exploiter les informations que nous ont laissées les communistes du département. D'un point de vue global, ceux-ci ont « un plus grand nombre d'élus. […] A leur connaissance, [ils ont] des camarades dans une quarantaine de conseils municipaux »,[577] soit dans dix communes de plus qu'en 1965. Le Parti est donc en progrès, en témoigne le fait qu'il détient désormais six communes. Alors que Sillars est perdue et « sanctionne des méthodes de travail et une absence de travail politiques »,[578] la Bussière, petite localité du Saint-Savinois, réélit le communiste Paul Brouard à sa tête (alors que sa victoire de 1965 n'avait pas été annoncée), et surtout, une nouvelle commune du canton de Lenloître, en plein sur l'axe Poitiers-Châtellerault, est acquise au PCF : à Ouzilly, le « bon travail de la cellule, qui a fait progresser [les] idées [communistes, nda] d'une façon permanente »,[579] permet à la liste du Parti d'obtenir neuf élus dès le premier tour, avec 56% des suffrages.[580] Les localités communistes historiques sont quant à elle réélues dès le premier tour très facilement, comme Naintré, où la municipalité recueille après avoir exercé son premier mandat un score de 86%.[581] Quel bilan peut-on maintenant tirer des villes pour lesquelles une campagne plus importante a été menée ? Celui-ci est mis en avant en priorité dans la propagande, même si le bilan ne semble pas exceptionnel : la liste de Loudun progresse de 6%, mais n'obtient que 22% des suffrages, celle Poitiers gagne 10% par rapport à 1965 et recueille 33% des voix pictaviennes, un score insuffisant pour que la municipalité gaulliste sortante ne soit pas réélue dès le premier tour. A Châtellerault, les communistes parviennent au second grâce au fait que l'UNR présente une liste et enlève quelques voix à Pierre Abelin, qui rassemble tout de même 49% des suffrages au premier tour.[582] Cette insuffisance est toutefois nuancée par la direction fédérale qui évoque dans son rapport « un net renforcement des positions du Parti dans les villes (Poitiers, Châtellerault, Loudun). »[583] Un renforcement qui prend le pas dans la propagande sur les progrès concrets du Parti dans ces élections, car il y'en a : « de nombreux communistes entrent pour la première fois dans

[577] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.
[578] *Ibidem.*
[579] *Ibidem.*
[580] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 mars 1971.
[581] *Ibidem.*
[582] *Ibidem.*
[583] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.

des conseils municipaux »,[584] « dans les communes rurales, [ils ont] un plus grand nombre d'élus communistes »[585] Ces petites victoires sont moins soulignées que les scores communistes dans les zones urbaines, mais témoignent pourtant davantage des progrès de l'implantation communiste. Ces conseils municipaux sont en effet significatifs des zones de prédilection des communistes : des élus du PCF intègrent les conseils municipaux de Lussac-les-Chateaux, Availles-Limouzine, Montmorillon, Gençay et confirment l'influence grandissante que le Parti entretient dans le Sud du département. La nature de ces conseils montre bien l'évolution de cette implantation, puisqu'il ne s'agit pas de petits villages, mais de chefs-lieux de canton qui impliquent plus d'habitants, et plus d'influence. Les deux symboles de cette implantation sont portés par deux villes, où le symbole est d'autant plus fort, qu'il résulte des premières formes locales d'union entre communistes et socialistes. En effet, « à Civray, la liste d'union emporte 17 sièges au 1er tour contre la municipalité réactionnaire sortante. »[586] Elle est finalement élue haut la main au deuxième tour, puisqu'elle obtient tous les sièges du Conseil municipal. Conformément aux accords convenus, le maire est socialiste et le premier adjoint communiste. A Chauvigny, « il s'en faut de quelques voix pour assurer l'élection d'une municipalité de gauche »[587] : huit élus de la liste commune, dont cinq communistes, sont finalement élus, Jean-Pierre David dès le premier tour.[588] La stratégie d'union est donc payante pour le Parti qui réalise des avancées considérables dans deux villes importantes du Sud du département. Dans les campagnes, le Parti consolide ses positions dans les communes habituelles : Voulême ou Lizant pour le Civraisien, le Vigeant ou Moussac pour le Montmorillonnais et la liste d'Union présentée dans la commune gencéenne de Saint-Secondin, où le Parti avait de bonnes assises, obtient sept sièges sur treize éligibles.[589] Si la victoire à Ouzilly et l'obtention de quelques sièges dans des localités situées entre Poitiers et Châtellerault (Neuville et Beaumont) montrent une certaine amélioration de l'influence communiste dans la moitié Nord du département, ce scrutin montre définitivement que six ans après les dernières élections municipales, le Parti accentue de plus en plus son implantation dans les villes et les villages du Sud.

[584] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 mars 1971.
[585] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.
[586] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 mars 1971.
[587] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 mars 1971.
[588] AFVPCF, « 67-68 », *Rapport sur les élections municipales des 14 et 21 mars 1971,* mars 1971.
[589] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 28 mars 1971.

Les constats mis à jour par cette analyse des élections municipales nous ont donc permis de dégager des éléments intéressants relevant de deux aspects différents. Tout d'abord, elle a permis de déterminer une géographie des zones où l'influence communiste est la plus forte. Alors que nous avons montré que le type d'agriculture pratiqué dans le Sud du département avait constitué un terreau favorable à l'activité du Parti ainsi qu'à son implantation électorale, ce qui en faisait le principal foyer rouge du département (certaines zones étant plus prononcées que d'autres), l'industrialisation progressive de l'axe Poitiers-Châtellerault, conformément aux plans gaullistes, profite au Parti, qui s'implante de plus en plus dans les cantons reliant les deux villes. A l'inverse, le Nord de la Vienne est moins favorable aux idées du Parti, même si un travail accru des militants permet peu à peu de signer des avancées progressives, notamment à Loudun, où une campagne à l'encontre des méfaits de la politique du centriste René Monory s'intensifie au fil du temps. En dehors de tous ces constats, la façade occidentale du département est hermétique aux idées communistes. Les communes des cantons de Couhé, de Lusignan, de Vouillé ou de Moncontour ne sont pas du tout convoitées par des listes ou des candidats communistes, confirmant ainsi le manque de militants et d'organisation du Parti dans ces zones.

L'autre aspect constaté à travers ce scrutin, c'est l'évolution positive de la stratégie d'union entre socialistes et communistes. Alors que nous avions vu que les villes où celle-ci était encouragée, les rapports conflictuels, fondés sur des contentieux se basant sur des différences de tactiques électorale entre le deux formations, empêchaient l'aboutissement des négociations. Au contraire, les premiers rapprochements entre communistes et non-communistes étaient réprouvés par les dirigeants locaux, qui y voyaient un manque à gagner en termes de suffrages. Le temps a montré comment les communistes, à travers l'adaptation locale du discours et surtout du ton par les responsables locaux du PCF, avaient pu retourner le jeu des alliances pour gagner la collaboration des socialistes. Si les socialistes des deux principales villes de la Vienne restaient réfractaires à une stratégie unitaire, la comparaison entre 1965 et 1971 a montré qu'un courant favorable à l'union avait émergé parmi les rangs socialistes et commençaient à créer un débat interne. Entre ces deux dates extrêmes, il conviendra désormais d'envisager les étapes ayant mené à cette situation.

II- Les élections présidentielles et le PCF dans la Vienne

Jadis largement décrié par le PCF, le régime présidentiel constitue pour notre période la pierre angulaire du combat communiste, d'abord contre le gaullisme et pour la démocratie, ensuite contre le CME et pour débarrasser l'appareil étatique des griffes des monopoles capitalistes. L'enjeu présidentiel reste de plus le moteur de la recherche de l'union, un hypothétique programme commun signé avec le PS devant permettre de substituer un gouvernement démocratique au pouvoir gaulliste gangrené par les *trusts*. Cependant, il est nécessaire de comprendre que les militants locaux n'ont pas vraiment d'emprise sur la préparation de ces élections, qui reste l'affaire de la direction nationale. Leur rôle est donc de faire redescendre les décisions d'en haut et de faire campagne pour l'option choisie par les dirigeants. Cette fatalité va donc être intéressante à traiter dans la mesure où l'appréciation des militants concernant les choix du Comité central pourra infléchir sur la forme que peut prendre la campagne à mener. Dans l'ordre des choses, il faudra donc voir comment les résultats du scrutin traduisent ces différentes campagnes.

A/ Les 5 et 19 décembre 1965 : la candidature unique de François Mitterrand

L'appréhension par les militants locaux de l'option choisie par la direction du PCF concernant le candidat à l'élection présidentielle de 1965 va ainsi être intéressante à traiter, dans la mesure où le Parti choisit de ne pas présenter de prétendant au poste présidentiel et de soutenir le socialiste François Mitterrand. Cette décision est prise dans un contexte particulier : Gaston Defferre, de la SFIO, cherche dès 1963 à créer un large mouvement politique en vue du scrutin de 1965 comprenant les radicaux, les socialistes, et les centristes du MRP, à l'image de ce qui se passe localement à Châtellerault, et qui concentre les attaques des communistes locaux contre Pierre Abelin. Cette candidature aurait pu mettre le PCF dans une situation très inconfortable et dans l'isolement total si elle avait aboutit, mais elle échoue finalement et permet à François Mitterrand, le jeune président de la Convention des institutions républicaines aux positions parfois radicales, favorable à l'alliance avec le PCF, de porter les couleurs de la gauche à l'élection présidentielle. Le soutien communiste au candidat socialiste est officialisé en septembre 1965, et doit beaucoup au fait qu'il n'est pas jugé dangereux pour le Parti. Les divergences d'opinion étant toutefois nombreuses entre Mitterrand et le PCF – ce que ne manquent pas de faire remarquer certains membres du Comité central comme Jeannette Thorez-Vermeersch – et un programme commun même *minimum* n'étant pas à l'ordre du jour, Waldeck Rochet fonde le soutien communiste sur trois

conditions essentielles que doit remplir le candidat commun: « 1°) que le candidat soit un opposant résolu au pouvoir personnel ; 2°) que le programme ou les options qu'il soutient soient acceptables par tous les démocrates ; 3°) qu'il s'appuie sur tous les partis de gauche sans exclusive, y compris le parti communiste. »[590]

On le voit clairement, le soutien du PCF s'appuie essentiellement sur l'antigaullisme du candidat, Waldeck Rochet explicite d'autant plus cette exigence dans la brochure expliquant pourquoi le Parti a choisi d'offrir un appui à François Mitterrand.[591] Cela confirme ainsi ce que nous affirmions dans notre chapitre précédent : la ligne politique du Parti est essentiellement fondée sur la critique du gaullisme, et n'offre pas réellement de perspective de fond. Les raisons du soutien à Mitterrand le montrent une fois de plus puisqu'elles expliquent davantage en quoi le président de la CIR, que pourquoi son programme est compatible avec l'idéologie communiste. Tous ces éléments sont importants à comprendre, dans la mesure où ils impriment la marche de la campagne locale. La configuration choisie par la direction pour ce scrutin peut en effet être difficile à appréhender pour la base, qui pourrait être sceptique sur le fait que l'entente se fasse autour d'une candidature, mais pas autour d'un programme commun, même *minimum*. Les dirigeants communistes l'ont bien compris et estiment qu' « il faudra faire un effort d'explication parmi les militants pour qu'ils acceptent la candidature de François MITTERRAND. »[592] Ce travail d'explication est donc réalisé par la direction elle-même qui diffuse la brochure reprenant le rapport de Waldeck Rochet, mais aussi par la direction fédérale, qui endosse le rôle de faire redescendre les décisions nationales. Bien qu'officialisée à l'issue du Comité central du 23 septembre 1965, la nouvelle du soutien communiste à Mitterrand n'est annoncée que le 3 octobre par la presse fédérale. On ne peut d'ailleurs pas dire que l'annonce soit réellement marquée par l'enthousiasme : un petit éditorial de Maxime Dumas – qui n'empiète pas du tout sur la série de témoignages concernant Auschwitz dont la *SDV* fait l'objet au même moment – se fait le porte-voix de la décision et annonce que « la bataille commune pour l'élection présidentielle va créer les conditions pour réaliser une véritable entente des partis démocratiques. »[593] Le manque d'ampleur de cette annonce est aussi à mettre sur le compte du fait qu'elle n'est pas réellement portée par la base : outre la section de Chauvigny qui, nous l'avons déjà souligné, entretient de bons rapports avec les socialistes locaux et qui rencontre une délégation

[590] NAHON Guillaume, *op. cit.*, p.11.
[591] ROCHET Waldeck, « Les raisons du soutien communiste à François Mitterrand », supplément à *l'Humanité* du 23 septembre 1965.
[592] NAHON Guillaume, *op. cit.*, p.34.
[593] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 3 octobre 1965.

chauvinoise de la SFIO afin d'analyser les perspectives à donner à la campagne, les sections et cellules communistes du département semblent se désintéresser de ce fait nouveau. Il est évident que lorsque le Secrétaire fédéral lui-même ne considère comme nous venons de le voir cette candidature commune que comme une étape dans la construction d'une union durable et ne songe même pas à envisager une hypothétique victoire, l'enthousiasme chez les militants de base ne peut être que réduit : seule la puissance du « coup porté contre le pouvoir personnel »[594] semble pouvoir varier en fonction de la campagne.

Il faut même attendre le courant du mois d'octobre et le mois de novembre pour pouvoir analyser la position des militants vis-à-vis de la candidature unique, tant la fièvre militante qu'elle dégage semble faible. Le contenu de la presse de cellules nous permet de mieux comprendre pourquoi l'idée d'une alliance concrète du PCF avec les socialistes ne déclenche pas tout de suite une campagne intense d'information sur ce fait politique nouveau. Le défaitisme ambiant – une défaite du général De Gaulle semblant inenvisageable – que nous évoquions à travers l'éditorial de Maxime Dumas, semble général, et l'option François Mitterrand, tout en étant bien accueillie, ne fait pas réellement recette. Le Secrétaire fédéral, en reprenant point par point la brochure de Waldeck Rochet pour expliquer le choix de soutenir Mitterrand,[595] ne fait qu'accentuer la tendance qui se pressentait déjà : celle d'une campagne qui se construirait moins en faveur du candidat unique de la gauche, que contre De Gaulle. Il est vrai que, bien que faisant partie des plus radicaux du Parti socialiste, Mitterrand, en tant que personne, ne correspond pas forcément aux attentes des militants communistes. Outre les points de divergence, notamment en matière de politique extérieure, qui divisent le PCF et le PS, le candidat unique de la gauche ne partagent pas certaines références auxquelles se raccrochent les militants communistes. La plus éclatante d'entre elles reste certainement le Front Populaire : comment ne pas faire le rapprochement entre cet âge d'or de la gauche française et le travail de recomposition de cette famille politique qu'est en train de réaliser le PCF ? Les références à cette période sont nombreuses dans la presse locale, et l'année 1966 qui en marque les 30 ans est l'occasion pour les communistes d'établir une nouvelle fois le parallèle entre le Front Populaire et l'union communiste-socialiste :

> « Au moment où les travailleurs sont engagés dans de grandes luttes contre le patronat monopoliste et son pouvoir, ils savent que la victoire est possible, si comme en 1936 l'unité de tous se réalise dans l'action. […] Les démocrates, qui veulent en finir avec le pouvoir des

[594] *Ibidem.*
[595] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 10 octobre 1965.

> monopoles, estiment qu'il est possible comme cela fut fait en 1936, que les Partis de gauche s'entendent et préparent dans l'union l'avènement d'une véritable démocratie. »[596]

François Mitterrand semble pour sa part bien loin de l'exaltation de ce passé glorieux. Dans une entrevue donnée au *Nouvel Observateur* relayée par la *SDV* et malgré les positions radicales que nous évoquions plus haut lui faisant dénoncer « le caractère totalitaire »[597] du régime gaulliste, Mitterrand se démarque nettement du parallèle fantasmatique fréquemment établi par les militants communistes : « S'agit-il du « Front Populaire » ? Rien de tel aujourd'hui dit François Mitterrand en soulignant certaines différences essentielles entre l'alliance de 1936 et la situation d'à présent. »[598] Les quelques divergences de fond et le manque de références communes poussent donc la Fédération à faire campagne de façon spécifique, la recette habituelle décriant le pouvoir gaulliste devant servir à détourner l'attention et désamorcer les quelques déconvenues citées plus haut. Le plan de campagne est donc simple : dans la course au poste présidentiel, il y a un candidat unique pour l'ensemble de la gauche, et diverses figures à droite. La stratégie sera donc plus de faire campagne contre ces derniers – de Gaulle en priorité – que pour le prétendant de la gauche. Cette ligne est clairement assumée, même postérieurement au scrutin, par la direction fédérale :

> « Notre ligne de conduite a eu pour objet :
>
> 1) De diriger nos coups principaux contre le pouvoir gaulliste et l'U.N.R. ;
> 2) De démasquer la nature réactionnaire du centrisme, dont ABELIN, le lieutenant de LECANUET, est le représentant typique dans notre département. »[599]

La presse de cellules se fait donc l'écho de cette stratégie et s'escrime sur les deux principaux fronts : d'une part, mettre rapidement en valeur les points de convergence du PCF avec François Mitterrand, tout en désamorçant les questions épineuses ; d'autre part consacrer beaucoup plus d'énergie à la critique des adversaires de la gauche. Le numéro de *Cités nouvelles* de novembre 1965 constitue un parfait exemple de cette stratégie. Consacrant une demie-page à des citations de Mitterrand rejoignant les positions communistes sur le rôle des syndicats et du chef de l'Etat, le reste du journal est partagé entre plusieurs articles énonçant les raisons pour lesquelles il ne faut pas voter pour les candidats du centre et de la droite – Lecanuet étant « soutenu par POUJADE et ANTIER », Texier-Vignancourt étant un « ancien ministre de PETAIN » et de Gaulle régnant « avec un gouvernement de banquiers »[600] – ainsi

[596] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 8 mai 1966.
[597] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 3 octobre 1965.
[598] *Ibidem.*
[599] AFVPCF, « 66-68 », *Rapport sur l'union présenté par Maxime Dumas à la Conférence fédérale* du 18 décembre 1966.
[600] AFVPCF, « Poitiers 64-70 », *Cités nouvelles* de novembre 1965.

que par une argumentation délicate tendant à montrer que « certains aspects positifs dans la politique extérieure du pouvoir actuel [gaulliste, nda] »[601] vantés par la direction du PCUS, ne devaient pas faire oublier son bilan désastreux en matière de politique sociale. Les militants locaux doivent ici éteindre le feu allumé par les « nouveaux dirigeants soviétiques qui, pour des raisons de politique étrangère, préfèrent de Gaulle à Mitterrand, suspecté d'être un partisan de l'Alliance atlantique. »[602]

Le début, déjà tardif, de la campagne présidentielle est donc marqué par une position défensive de la part des communistes, qui passent plus de temps à attirer l'attention sur le bilan du président sortant et la nature réactionnaire des centristes qu'à exposer les qualités du programme mitterrandien. Il faut même attendre la *SDV* du 5 décembre, soit du jour-même du scurtin, pour voir une première photo de Mitterrand dans la propagande. Les références faites au candidat unique de la gauche le sont souvent dans un but justificatif, comme lorsque Maxime Dumas rédige un éditorial inspiré d'une remarque d'un artisan lui expliquant qu'il ne voterait ni pour de Gaulle ni pour Mitterrand, car c'était un homme de la IV^{ème} République.[603] La campagne prend toutefois un nouveau tournant au début du mois de novembre, un mois avant la tenue du scrutin le 5 décembre 1965. Les premières réunions publiques débutent le 6 novembre, et se poursuivent jusqu'au 2 décembre. En un peu moins d'un mois, ce sont plus de 170 réunions qui sont tenues dans tous les cantons du département. On ne peut que s'étonner à ce sujet de la stratégie adoptée par les sections locales du PCF et de la SFIO, qui consiste à convoquer ces réunions publiques chacune de leur coté. Et si « pour le soutien de la candidature de François MITTERRAND, le Comité Fédéral appelle les communistes à faire un effort aussi grand que pour un candidat Communiste » – ce qui témoigne d'ailleurs une fois de plus des problèmes d'intérêt que pose la candidature unique du président de la CIR – la consigne semble appliquée à la lettre puisqu'une stratégie qui semble identique à celle adoptée pour un candidat communiste est mise en place : ce sont principalement des membres du Comité fédéral assistés de Maurice Niles et de René Guesnier du Comité central pour les villes les plus importantes du département ainsi que dans les sections les plus actives comme Poitiers, Châtellerault, mais aussi Loudun, Chauvigny ou encore Civray, qui tiennent les tribune de ces *meetings*. Malgré l'encouragement à la stratégie d'union que représente la candidature unique, rien ne semble fait pour faire apparaitre cette unité sur le terrain. C'est finalement la section de Chauvigny qui montre la voie en organisant la première réunion

[601] *Ibidem.*
[602] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.335.
[603] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 31 octobre 1965.

commune avec les socialistes chauvinois : les deux formations « envisagent d'apporter en commun un soutien réel à la candidature Mitterrand qui rejette le pouvoir personnel au bénéfice d'une « république de tous les citoyens ». »[604] Dans le même temps, l'enthousiasme collectif commence à se manifester réellement, donnant à la presse fédérale l'occasion de réaliser pour la première fois une pleine couverture consacrée à la campagne présidentielle et une édition qui y est majoritairement consacrée, à seulement une semaine du scrutin. Les nombreux appels à voter Mitterrand remontent enfin de la base, affluant de différents cantons – et pas forcément ceux où les communistes sont le plus implantés : ce ne sont pas Civray ou Chauvigny qui rédigent ces appels, mais Mirebeau, ou Vouillé – du conseil municipal de Naintré qui a été gagné aux communistes quelques mois plus tôt, ou des instituteurs de la Vienne. Parallèlement, l'initiative unitaire de Chauvigny a fait tâche d'huile : une réunion commune à Vivonne le 24 novembre permet à Maxime Dumas et à Henri Charrieau, Secrétaire fédérale de la SFIO de la Vienne, de tenir la tribune ensemble,[605] et le dernier *meeting* de la campagne à Poitiers est annoncé comme une « grande réunion d'union ».[606] Au final, six réunions publiques réunissant communistes et socialistes à la tribune ont été organisées avant le premier tour.[607]

C'est finalement le premier tour et ses résultats inespérés qui offrent à la campagne l'enthousiasme qui lui faisait défaut depuis son lancement. A l'échelle nationale, de Gaulle et ses 44.65% sont en effet mis en ballotage par François Mitterrand, qui réalise le score exceptionnel de 31.72%. Il faut donc désormais voir dans quelle mesure le département de la Vienne contribue à ce succès de la gauche unie. D'une façon générale, le candidat unique de la gauche semble payer la bonne implantation de la petite bourgeoisie locale : recueillant 1% de plus qu'à l'échelle nationale, de Gaulle passe dans la Vienne la barre des 45.69%, tandis que le candidat centriste Lecanuet bénéficie de la plus forte différence avec 3% d'électeurs en plus dans la Vienne que dans la France entière (il obtient 18.43%). Cet ancrage de la droite et surtout du centre dans le département dessert donc François Mitterrand qui obtient 27.46% des voix de la Vienne, soit 3% de moins que son score national. Mais qu'importe cette différence, ce résultat satisfait les communiste bien au-delà de leurs attentes. Pourtant, la mise en avant de Mitterrand n'est toujours pas à l'ordre du jour : c'est « l'échec cuisant essuyé par

[604] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 21 novembre 1965.
[605] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 28 novembre 1965.
[606] *Ibidem.*
[607] AFVPCF, « 66-68 », *Rapport sur l'union présenté par Maxime Dumas à la Conférence fédérale* du 18 décembre 1966.

de Gaulle »[608] qui est d'abord retenu. « La deuxième caractéristique, c'est le succès incontestable du candidat unique de la gauche François MITTERRAND. »[609] Par un calcul alambiqué comprenant le *referendum* de 1958, les élections législatives de 1962 (donc des scrutins qui ne sont que peu comparables), les communistes annoncent triomphalement un recul de 37% des suffrages gaullistes depuis le début de la V^{ème} République. Enfin, ils se réjouissent du fait que le président sortant « ne recueille la majorité absolue que dans 97 localités sur 297 »[610] alors que Mitterrand n'est en tête que dans 28 communes, dont 2 avec la majorité absolue. Ces premiers résultats permettent déjà de dégager des informations importantes, qui peuvent être mise en confrontation avec le premier bilan établi par la Fédération. En effet, celle-ci met avant des cantons comme Châtellerault ou Chauvigny, ainsi que des petites localités paysannes afin de symboliser le succès de Mitterrand. Or, si on observe le phénomène de plus près, on se rend compte que la mise en avant de Châtellerault semble indéniable, tant le bastion ouvrier s'est montré favorable à la candidature de Mitterrand : de Gaulle n'y réalise que 37%, alors que son concurrent de gauche dépasse les 34%, et la plupart des communes où ce dernier se place en tête appartiennent au canton châtelleraudais. Celle de Chauvigny est plus discutable, puisque de nombreux cantons donnent un pourcentage beaucoup plus important au candidat de la gauche et sanctionnent sévèrement le président sortant : ce sont pour beaucoup les cantons agglutinés autour de Châtellerault comme Lencloitre, Vouneuil sur Vienne ou Pleumartin, ou le canton de Civray – dont la commune de Voulême se distingue en donnant la majorité absolue à Mitterrand – qui se distinguent avec des scores frôlant les 35% pour le prétendant de la gauche. Mais le symbole semble primer et Chauvigny, en tant que ville moteur de l'union pour le département, se devait d'être mise en avant afin de montrer la voie à suivre pour la campagne de l'entre-deux tours. Car la dynamique unitaire semble bel et bien lancée après les résultats inespérés du 5 décembre, et autant de *meetings* communs sont organisés pendant les deux semaines séparant les scrutins. Deux le sont dans des petites villes du châtelleraudais où la gauche a réalisé de bons scores – Pleumartin et Berthegon – et quatre dans des localités de taille moyenne où de Gaulle engrange systématiquement au moins deux fois le nombre de voix mitterrandiennes – Couhé, Vivonne, Lussac et Loudun.[611] La propagande prend également un tournant dans le ton :

[608] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 12 décembre 1965.
[609] *Ibidem.*
[610] *Ibidem*.
[611] *Ibidem.*

> « Aujourd'hui apparait la possibilité d'instaurer une véritable démocratie, grâce à l'union des forces démocratiques, cette possibilité il faut la transformer en réalité. […] L'espoir est là. Il est représenté par l'union qui de nouveau vient de se réaliser. Pour le bonheur de tous, pour l'avenir de nos enfants, de notre pays, pour le progrès social, les libertés et la Paix, ne le laissons pas échapper. »[612]

Le coup assené au pouvoir gaulliste, qui semblait être le seul objectif réalisable avant le premier tour, semble donc avoir été administré, il s'agit donc désormais de porter l'estocade. C'en est donc fini du discours presque défaitiste et seulement défensif, on met désormais Mitterrand à l'honneur et la dualité opposant pouvoir personnel et démocratie est étoffée par d'autres avancées dont serait synonyme l'élection du candidat unique présenté par la gauche.

Il s'agit donc de voir maintenant l'effet qu'a eu cet enthousiasme soudain de la campagne réalisée par la gauche du département sur les suffrages du second tour. Globalement, le bilan est positif, puisque Mitterrand progresse plus que de Gaulle. Malgré un score légèrement inférieur à la moyenne nationale (45%), le président de la CIR avec 42.94% réussit dans la Vienne une progression supérieure à cette même moyenne nationale puisqu'il gagne 15.38%. De Gaulle ne gagne que 11.47% pour atteindre 57.16%. Ces résultats encourageants font définitivement disparaitre le discours adopté par les communistes en début de campagne. L'union ne semblait être qu'un moyen pour battre de Gaulle, elle devient désormais un but à part entière. La propagande fédérale cesse alors de se focaliser sur le passé et le bilan du général de Gaulle pour envisager l'avenir sous le signe de l'entente avec le PS : « il s'agit en particulier de préparer la bataille des élections législatives prochaines. »[613] Pour cela, la Fédération peut s'appuyer sur une circonscription châtelleraudaise qui a sensiblement rehaussé le score de Mitterrand pour ce scrutin : avec 4% de plus que le score départemental, la circonscription du Nord de la Vienne offre ses plus beaux scores au candidat de la gauche. Nous le disions, la plupart des communes où le socialiste était en tête au premier tour faisaient majoritairement partie de cette circonscription. Pour ce second tour, trois cantons entiers de cette partie du département votent majoritairement à gauche : Châtellerault, Lencloitre et Monts-sur-Guesnes. Si la Fédération met ce bon score sur le compte du report des voix centristes des petits propriétaires du Nord du département, elle assimile le résultat satisfaisant de Civray à la tradition républicaine, qui est réelle, nous l'avons vu. Par ailleurs, les communistes se félicitent du fait que « la progression des voix de François MITTERRAND est plus importante dans les cantons où une bonne bataille commune a été menée. »[614] On ne

[612] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 19 décembre 1965.
[613] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 26 décembre 1965.
[614] *Ibidem.*

peut que faire référence à Chauvigny, qui au premier tour s'alignait sur les chiffres nationaux, alors que le candidat de la gauche obtient plus de 48% au second tour.

Ce scrutin nous donne donc des données permettant de comparer l'influence électorale locale du PCF aux résultats nationaux, ainsi qu'à la géographie communiste que nous avons précédemment établie. Plusieurs enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés du bilan de ce scrutin : alors que nous avions vu que la plupart de l'activité communiste se développait dans le Sud du département, nous voyons ici que celle-ci ne se traduit pas – outre les exceptions civraisienne et chauvinoise – dans l'urne. Les cantons où le vote à gauche est le plus important se situent dans le bastion ouvrier de Châtellerault : le pourcentage de suffrages échus à la gauche est très important à Naintré (46% au premier tour[615]) mais aussi dans la campagne entourant cette ville, où les sections sont très faibles et ne fournissent que peu d'activité, comme Monts-sur-Guesnes ou Pleumartin. A l'inverse, les cantons du Sud du département ne recueillent dans leur ensemble que relativement peu de suffrages républicains. Le pays civraisien et le bloc de communes que nous y avions déterminé confirme une implantation très forte des communistes : Genouillé, mais aussi les localités qui ne sont pas dirigées par le Parti comme Voulême, Lizant et les autres placent Mitterrand en tête dès le premier tour.[616] A l'inverse, du côté du Lussacois et de l'Isle-Jourdain, seule Gouex manifeste son soutien à Mitterrand dès le premier tour. Adriers et Sillars ne donneront même pas la majorité au candidat unique au second tour. Cette situation est difficilement explicable : les sections sont fortement pourvues numériquement, les communistes détiennent des communes, siègent dans plusieurs conseils, mais ces localités ne votent pas pour Mitterrand. Peut-être ces localités sont elles réellement attachées au PCF et manifestent de l'hostilité à ce qu'un candidat socialiste se présente en leur nom. Cela permettrait d'expliquer qu'à de très rares exceptions, comme à Pressac, toutes les localités où les communistes semblent avoir un poids, comme Queaux, Luchapt et les municipalités voisines ne donnent pas leurs voix à Mitterrand. Le prochain scrutin présidentiel nous permettra de corroborer ou non cette hypothèse.

Outre le rapport différencié entre implantation militante et résultat électoral, c'est également la portée politique de ce scrutin qui doit être mentionnée. Nous avons en effet pu voir comment, pendant la campagne, la stratégie d'union prenait forme de manière concrète, après des débuts plus que timides. Cela nous a montré à quel point le décalage entre les appels constants à l'unité lancés par la propagande de la Fédération et la réalité de celle-ci sur le

[615] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 12 décembre 1965.
[616] *Ibidem*.

terrain pouvait être importante. L'impulsion donnée par certaines sections et les résultats inespérés de Mitterrand ont toutefois pu débloquer la situation et rapprocher les militants des deux partis, afin de construire concrètement une stratégie unitaire et surtout d'en constater les bienfaits. Il ne faut donc pas négliger cet aspect et comprendre que l'union, bien que martelée par la presse communiste, ne faisait pas forcément partie de la réalité de la base. Ce scrutin présidentiel a ainsi pu marquer un tournant local en associant progressivement le geste commun à la parole communiste. Maxime Dumas exprime d'ailleurs clairement ce revirement :

> « Presque journellement, le secrétaire de la Fédération S.F.I.O. venait me voir à mon bureau pour discuter des questions posées par la campagne. Fait également nouveau, pour la première fois depuis de longues années, communistes et socialistes partaient ensemble dans la même voiture, parlaient ensemble sur la même tribune. Oui, il y avait quelque chose de changé, un climat nouveau a été créé, un climat de compréhension, à la défiance a commencé à succéder la coopération, l'estime réciproque. »[617]

Les tendances que nous venons d'évoquer ont donc permis de dégager des éléments parfois inattendus, il convient maintenant d'essayer de montrer ou non si celles-ci peuvent être assimilées à des constantes, ou bien à des caractéristiques éphémères.

B/ Les 1er et 15 juin 1969 : la candidature de Jacques Duclos

Ici encore, mais de façon différente, la situation de ce scrutin est particulière. A la différence de 1965, ce n'est pas la situation de la gauche qui est atypique, mais l'organisation de l'élection, qui se déroule de façon accélérée. En effet, au lendemain du *referendum* sur la régionalisation qui désavoue la proposition du président de Gaulle, sa démission est remise le 28 avril et des élections anticipées sont annoncées pour le 1er juin 1969. La campagne doit donc se dérouler de façon accélérée et ne peut se dérouler qu'en l'espace d'un mois. Le PCF peut toutefois s'appuyer sur un contexte doublement favorable : d'une part le *referendum* qui vient de provoquer le départ du général de Gaulle permet au Parti de largement communiquer autour de ce succès, et d'autre part, le Manifeste du Comité central de Champigny publié au début de l'année donne l'occasion au PCF de réaliser un travail de diffusion des dernières évolutions théoriques communistes et du nouveau projet de société qu'il propose. Cependant, dans un cadre temporel plus large, on trouve des éléments moins favorables pour le PCF. En effet, ces élections se tiennent « un an après le printemps 1968, où il avait été de toutes les

[617] AFVPCF, « 66-68 », *Rapport sur l'union présenté par Maxime Dumas à la Conférence fédérale* du 18 décembre 1966.

critiques de droite comme de gauche, et quelques mois après l'invasion de la Tchécoslovaquie ».[618]

Naturellement, la campagne se lance dans la continuité du résultat du *referendum*, pour appeler à voter communiste, mais pas seulement. Le bon aboutissement de la consultation gaulliste laissait en effet visiblement croire à un rapprochement entre le PCF et le PS, après que mai 68 eut réduit à néant la bonne tenue des négociations entre les deux formations politiques, malgré des avancées intéressantes. La Fédération de la Vienne fait donc remonter pour le début de la campagne plusieurs appels signés des travailleurs de différents secteurs d'activités où elle est bien implantée (PTT, EDF-GDF) et des syndicats CGT et FEN. Tous s'adressent « aux formations démocratiques pour leur demander de travailler ensemble et très rapidement à la mise sur pied d'un programme commun de gouvernement. »[619] A l'image de celle que mettent les communistes châtelleraudais sur leurs homologues socialistes, la pression est donc mise sur les épaules de la SFIO, bien que celle-ci n'aboutisse pas : Gaston Defferre se présente pour le compte du PS, qui est sèchement mise en face de ses responsabilités dès le début de cette campagne : « les travailleurs, les démocrates jugeront sévèrement la candidature de division du Parti socialiste qui fait le jeu de Pompidou. »[620] A l'instar de 1965, où la Fédération concentrait son travail de campagne sur le bilan du mandat gaulliste au lieu de parler du candidat qu'elle défendait, les militants dévient cette fois-ci l'attention sur l'attitude jugée sectaire du PS, qui divise la gauche. Les campagnes présidentielles semblent donc décidément être menées par les communistes de façon à pointer les défauts de ses adversaires, afin de convaincre les électeurs de glisser le bulletin PCF dans l'urne.

La campagne se recentre toutefois sur le candidat communiste et celle-ci se trouve d'autant plus facilitée pour le département de la Vienne que Jacques Duclos entretient des rapports particuliers avec les militants locaux, et ceux-ci savent très bien le mettre en avant. Cette proximité leur permet d'allier aux arguments nationaux justifiant le choix de ce militant historique du PCF – c'est « un des fondateurs [du] Parti avec Maurice THOREZ. Son intégrité, son expérience, son dévouement inlassable à la cause des travailleurs, des exploités sont reconnus de tous, amis ou adversaires »[621] – des raisons plus locales, en présentant

[618] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.358.
[619] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 11 mai 1969.
[620] *Ibidem.*
[621] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 18 mai 1969.

Duclos comme militant concrètement au service des travailleurs et comme un fervent opposant aux représentants locaux du pouvoir réactionnaire. Pour exemple, « face aux manœuvres du centriste ABELIN et du pouvoir gaulliste, Jacques DUCLOS fut le défenseur au Sénat de la Municipalité de Naintré »[622] : ses venues fréquentes sur place sont alors rappelées par la presse fédérale, prouvant ainsi son dévouement pour la commune du châtelleraudais, et contre les attaques portées par la réaction aux localités rurales. Outre cette orientation de la campagne locale sur les liens entre Jacques Duclos et la Vienne, il faut également apprécier le fond politique distillé par la presse communiste lors de cette campagne. Ici encore, le projet de société tel que le développe le Parti dans les écrits qu'il publie n'est pas vraiment abordé : tout est encore axé sur l'union de la gauche. Ici, le problème est inverse à celui de 1965. Alors que lors de ce premier scrutin, l'union ne semblait être envisagée au départ que comme un moyen électoral, sans réelle perspective d'avenir étant donné le défaitisme ambiant, en 1969, le PCF semble mener une campagne dont le but serait de réaliser l'union, alors que celle-ci aurait d'abord dû être un moyen afin d'avoir plus de poids sur ce scrutin. Les communistes appellent simplement « les travailleurs et démocrates de la Vienne à rassembler massivement leurs suffrages sur le nom de Jacques DUCLOS, préparant ainsi les conditions d'une union claire et loyale de la gauche. »[623]

Pour soutenir la campagne locale, deux *meetings* de Waldeck l'Huillier, maire historique de Gennevilliers sont annoncés en grande pompe, et se tiennent les 28 et 29 mai à Poitiers et Châtellerault, soit quatre et trois jours avant la tenue du scrutin. La une de l'édition du 25 mai de la *SDV* est ainsi consacrée entièrement à l'annonce de ces conférences, et donne la liste des réunions publiques prévues, forcément plus réduite que celle de 1965. Ce sont environ trente réunions publiques qui sont organisées dans la plupart des chefs-lieux de canton du département, ainsi que dans des localités où la Fédération est bien implantée – Naintré, Sillars, ou la Bussière – durant les dix derniers jours du mois de mai.

[622] *Ibidem.*
[623] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 25 mai 1969.

Annonce des *meetings* de soutien à la candidature de Jacques Duclos, 1969[624]

Dans le même temps, un comité départemental de soutien à la candidature de Jacques Duclos est formé et une souscription recueille plus de 20 000 francs en quatre semaines. Ici encore, la campagne présidentielle de la Vienne pour 1969 se démarque de celle de 1965. En effet, nous pointions un manque d'enthousiasme de la part de la base en faveur de la candidature de François Mitterrand. Celui-ci n'est que plus éclatant au regard du déroulement des deux souscriptions. La récolte de fonds lancée deux mois avant l'ouverture des bureaux de vote afin de soutenir les frais engagés pour la campagne du candidat unique de la gauche en

[624] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne* + *Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 25 mai 1969.

1965 avait pour objectif fixé de rapporter 12 000 francs.[625] Preuve du peu d'engouement suscité chez les militants par la candidature de François Mitterrand, au lendemain du premier tour, la direction a « comptabilisé à la direction fédérale 300.000 AF, soit le quart de l'objectif fixé. »[626] Cet échec relativement important fait l'objet d'un article de Maxime Dumas afin d'encourager les cellules et les sections à redoubler d'efforts, ou plutôt à débuter un effort pour collecter des fonds. Car c'est bien du manque de motivation de la base que provient cet écart entre le but établi par la Fédération et la somme récoltée par les militants :

> « Si on tient compte que la grande partie de cette somme a été recueillie au cours de réunions publiques, il faut se rendre à l'évidence que très peu de camarades ont collecté avec leur liste souscription. […] Par exemple : aucun versement n'a encore été fait par les sections de Poitiers-Centre, Poiters-Est, Châtellerault-Est, Châtellerault-Ouest, Civray, l'Isle-Jourdain, Loudun, Montmorillon etc. »[627]

En 1969, la situation est complètement différente, et même si nous n'avons pas les objectifs de souscription pour cette campagne, les militants récoltent donc plus de 20 000 francs en quatre semaines, soit 8 000 francs de plus que la somme prévue en 1965, et surtout presque sept fois les fonds récoltés pour la campagne de François Mitterrand. Si le contexte immédiat est favorable à cet enthousiasme, ce phénomène montre tout de même la différence d'engouement que suscite la candidature du candidat communiste historique Jacques Duclos chez les militants de la base.

Il faut donc voir si cet enthousiasme militant a pu déborder de la sphère partisane pour pénétrer les masses. Globalement, on peut dire que le même *scenario* qu'en 1965 se retrouve : le candidat communiste recueille dans la Vienne 18.81% des suffrages, soit un peu plus que 2% de moins qu'à l'échelle nationale et paie ainsi une nouvelle fois la bonne implantation des centristes dans le département, ainsi que la proximité des socialistes locaux avec ces derniers, qui parviennent à réaliser un score dépassant de 4% la moyenne générale pour atteindre 27.93%. En effet, le déficit de voix locales que subit Gaston Defferre (presque 2% sur la moyenne nationale) semble profiter à Alain Poher et non à Jacques Duclos. Enfin, Pompidou réalise un score quasiment identique au national, soit 43.95%.[628] Ces résultats locaux sont donc plus décevants que ceux réalisés en 1965 lorsque le PCF avait réussi à allier ses forces à celles du PS. L'annonce de ces résultats est donc teintée d'enthousiasme, mais aussi de réserve. Enthousiasme car ces résultats, même à l'échelle locale, montrent que le PCF reste la principale force d'opposition de gauche au pouvoir en place. Mais ce triomphalisme est

[625] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 31 octobre 1965.
[626] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 12 décembre 1965.
[627] *Ibidem.*
[628] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 8 juin 1969.

nuancé par le fait que ces résultats sont plus décevants que ceux enregistrés en 1965. Les traces de cette modération se ressentent dans l'annonce des résultats dans la presse fédérale : un vaste tableau récapitulatif des résultats électoraux mélangeant les scrutins législatifs de 1967 et 1968 et présidentiels de 1965 et 1969 pour la Vienne et les communes de Poitiers et Châtellerault occupe une large partie de la une de la *SDV* suivant la tenue du premier tour. Le reste de la page se concentre sur les caractères positifs du scrutin pour la Fédération, mais ceux-ci ne peuvent masquer les reculs par rapport à certains aspects ponctuels des résultats obtenus localement par François Mitterrand. En effet, le candidat unique de la gauche recueillait en 1965 la majorité absolue des suffrages dans deux localités – l'une du civraisien, Voulême, l'autre du Châtelleraudais, Cernay – et arrivait en tête dans 24 autres communes. En 1969, Jacques Duclos n'obtient aucune majorité absolue, ce qui peut s'expliquer par une meilleure répartition des suffrages et de moins gros écarts entre les candidats. Cependant, il n'arrive en tête que dans dix communes, parmi lesquelles on retrouve des noms connus : Cernay et Voulême sont encore parmi les plus fidèles soutiens électoraux du Parti, ainsi que certaines communes du même canton civraisien que Voulême. On retrouve également des localités dont les maires sont communistes : Naintré, Gouex, mais aussi certaines communes du Sud-Est de la Vienne qui avaient rechigné à gauche en 1965 : Adriers qui n'avait pas donné la majorité à François Mitterrand, ainsi que des communes avoisinantes, comme Mouterre ou Pressac. Cette faiblesse du nombre de localités où Duclos arrive en tête pousse donc la Fédération à annoncer les communes qui lui auraient permis d'arriver au second tour, en deuxième position. Plusieurs remarques peuvent être formulées à l'égard de ces petites villes et villages. Alors qu'en 1965, les campagnes entourant Châtellerault s'étaient beaucoup manifestées en faveur de Mitterrand, on remarque en 1969 que de nombreux cantons du Sud de la Vienne – hormis le civraisien qui constituait déjà en 1965 un important réservoir de vote pour la gauche – offrent cette fois-ci leur voix au candidat présenté par le PCF. Ainsi le fameux bloc de communes s'étalant sur les parties méridionales et jouxtant la Charente du Lussacois, de l'Islois, du Montmorillonnais et de l'Availlais qui semblait s'être montré réfractaire à la candidature de François Mitterrand refait surface : Queaux, le Vigeant, Luchapt, Moussac placent Duclos en second. Ce résultat permet de confirmer notre hypothèse selon laquelle toutes ces localités où les communistes sont bien implantés, jusque dans les conseils municipaux, s'étaient montrées hostiles à Mitterrand en raison de son identité politique. Ici, l'étiquette communiste de Jacques Duclos semble lui avoir attiré les faveurs de ce foyer rouge.

La géographie de ces résultats correspond donc grossièrement à celle que nous avions esquissé au début de ce chapitre : on y retrouve les deux zones principales d'implantation communistes à la frontière charentaise (le Civraisien et l'Islois) au même titre que ceux que l'on peut grossièrement placer sur l'axe Poitiers-Châtellerault, comme Lencloître ou Neuville, qui se manifestent davantage en période électorale. Une seconde remarque concerne la nature de certaines de ces communes hissant Jacques Duclos à la deuxième place : en 1965, la plupart de celles qui avaient favorisé Mitterrand étaient majoritairement de très petites localités, des villages. Or, en 1969, parmi les lieux où le candidat du PCF réalise de bons scores, on compte des villes relativement importantes, des chefs-lieux de canton. Ce sont naturellement des villes où la Fédération déploie une activité régulière et fournit un travail militant que nous avons déjà évoqué, comme Chauvigny, ou Civray, mais pas seulement : Availles-Limouzine, qui jouxte Civray, voit également Duclos arriver en deuxième position. On remarque donc que parallèlement à l'activité déployée par les militants communistes dans cette zone, le Sud-Vienne semble devenir entre ces deux scrutins présidentiels de plus en plus favorable électoralement au parti moteur de la gauche. Par ailleurs, la Fédération ne manque pas de souligner la portée de son travail nouveau dans certains quartiers ciblés, où les cellules communistes sont actives, notamment en y distribuant une presse de proximité, et où, nous l'imaginons, les militants participent aux conseils de quartiers : elle annonce ainsi de « nets progrès [du] Parti dans les quartiers périphériques : »[629] on citera la Plaine-les Sables où la cellule France-Bloch distribue *Cités Nouvelles*, la Pierre Levée où c'est *Vivre* qui est édité, ou encore les Couronneries où *l'Unité* est distribué. A Châtellerault, ce sont les « quartiers ouvriers », comme les Renardières (anciennement rattaché à Naintré) où c'est *l'Echo des Renardières* qui est rédigé par les militants châtelleraudais. La Fédération revendique ainsi sa forte implantation dans les quartiers peuplés de prolétaires ou de néo-prolétaires, selon les nouvelles théories développées par le PCF sur les catégories socioprofessionnelles : ce sont donc les quartiers ouvriers de Châtellerault, ainsi que les zones excentrées de Poitiers qui sont investies par les nouvelles classes moyennes, dont le Parti convoite alors l'adhésion et les suffrages. Une fois de plus, ce sont donc ces bons résultats dans les zones urbaines et ouvrières qui sont mis en avant, alors que le caractère rural des communes qui placent Jacques Duclos en tête en ou en seconde position n'est pas du tout revendiqué de la même façon, confirmant une fois de plus la logique presque exclusivement ouvriériste de la Fédération.

[629] *Ibidem.*

Outre le bilan, la Fédération doit aussi préparer le second tour, où aucun candidat de gauche n'est représenté, puisqu'il oppose le gaulliste Georges Pompidou au centriste Alain Poher. Le PCF choisit cette fois-ci de rester fidèle à ses considérations politiques vis-à-vis des centristes et n'appelle pas à voter pour leur candidat : le Parti enjoint à ses électeurs à s'abstenir – nous avons vu que localement, le PCF, malgré les critiques émises à leur encontre, étaient prêts à s'allier ponctuellement avec des centristes pour barrer la route aux gaullistes. Pour cela, les communistes peuvent s'appuyer sur le même argumentaire que celui employé lors de la campagne du premier tour, s'appuyant sur le succès du « non » au *referendum* et prêchant toujours pour un union durable de la gauche :

> « Le victoire du « NON » au *référendum* a prouvé la volonté de changement des travailleurs et de la majorité de notre peuple
> Il faut un réel changement de politique.
> Mais ni POMPIDOU, ni POHER ne peuvent apporter ce changement car ils sont l'un et l'autre les représentants du grand capital. […]
> Dans ces conditions, refuser de participer au vote, c'est agir contre la réaction. […]
> Assurer le succès du 3e candidat, le candidat abstention, c'est voter pour l'union de la gauche, pour une autre politique. »[630]

Employant une formule qui marque les esprits, « Pompidou, Poher, c'est bonnet blanc et blanc bonnet » – mais qui n'est pourtant pas neuve : les communistes de la Vienne s'en servent bien avant 1969 pour mettre gaullistes et centristes dans le même sac[631] – le PCF appelle donc à une abstention massive, qui serait la marque d'un rejet de la politique réactionnaire et d'un appel populaire à l'union entre socialistes et communistes. Seulement, nous l'avons déjà souligné, la Vienne est un département où le centrisme est bien implanté, ce qui pourrait avoir pour effet de créer un afflux massif de votants en faveur d'Alain Poher, qui a des chances d'emporter le scrutin. Sans assister à une marée humain centriste, force est de constater deux éléments allant dans ce sens : tout d'abord, la Fédération de la Vienne est obligé de cumuler les abstentions ainsi que les bulletins nuls pour égaler la moyenne nationale des abstentions de 31.15%. Ainsi, les 27% d'abstentions et les 4.5% de bulletins nuls permettent aux communistes locaux de revendiquer une « progression [qui] est particulièrement nette dans les secteurs ouvriers »[632] même si ce même cumul de résultats à l'échelle nationale donne un pourcentage supérieur de 6% (37.57%). Le deuxième aspect important à retenir est le score réalisé localement par Alain Poher, qui enlève en Vienne 3.5% à Georges Pompidou sur son score national : le centriste récolte 45.3% des suffrages. Ces

[630] AFVPCF, « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 », *l'Avenir du Châtelleraudais* de juin 1969.
[631] AFVPCF, « 63-65 », *SDV* du 7 mars 1965.
[632] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 22 juin 1969.

caractéristiques permettent tout de même à la Fédération de tirer une conclusion relativement satisfaisante : « Pompidou n'est l'élu que de 37% des électeurs inscrits [du] département. »[633] Pour mettre en valeur ce résultat, la Fédération avance des résultats de trois ordres différents : ceux des deux plus grandes villes du département, et notamment Châtellerault où elle annonce fièrement « le candidat abstention en tête »[634] puisque le cumul des abstentionnistes et des bulletins nuls devance ceux des deux candidats. Elle met également en avant deux communes détenues par le PCF où le nombre de bulletins exprimés fut particulièrement faible : à Naintré où le pourcentage des abstentionnistes additionné à celui des bulletins nuls dépasse les 50% et à Gouex où il les frôle. Enfin, quelques localités où le pourcentage d'abstentionnistes et de bulletins nuls est particulièrement fort sont mentionnées, sans même que les scores des deux candidats en lice ne soient énoncés. Outre une petite ville de l'agglomération de Châtellerault, on ne peut que retenir le score de Chauvigny – où seulement 59% de bulletins exprimés sont décomptés sur l'ensemble des inscrits – où les communistes semblent avoir une influence grandissante depuis le début de notre période, fruit d'un travail important des militants, et notamment de Jean-Pierre David.

Globalement, nous pouvons dire que ce scrutin présidentiel confirme dans la Vienne le statut obtenu à l'échelle nationale par le PCF : il s'agit de la principale force d'opposition de gauche, dans un département où la droite et le centre sont bien implantés et où le PS semble localement avoir beaucoup perdu à présenter un candidat isolé, en regard des résultats obtenus en 1965 par la candidature unique de François Mitterrand. L'autre constat important à expliciter est celui qui voit la zone d'influence communiste se confirmer au Sud du département – toujours principalement vers l'Islois, Chauvigny, et le Civraisien, principalement – et confirmer que le travail du PCF dans cette zone semble porter ses fruits. Par ailleurs, la situation de la gauche vue par les communistes se ressent clairement dans la campagne locale : entre victoire et déception, espoir et désillusion, le succès obtenu lors du *referendum* ayant chassé de Gaulle est terni par la candidature de Defferre et ravive la rancœur des militants du PCF à l'égard des socialistes, qui sont une fois de plus mis sèchement en face de leurs responsabilités par voie de presse.

La mise en opposition de ces deux scrutins présidentiels nous a donc permis de dégager des éléments intéressants tant sur les formes qu'ont pu prendre ces deux campagnes électorales que sur les résultats qui s'ensuivirent. Nous avons ainsi pu voir que la Fédération,

[633] *Ibidem.*
[634] *Ibidem.*

profitant d'un contexte favorable couplé à un enthousiasme manifeste de la base militante était capable de mener une campagne efficace et bien amortie financièrement. Ce fut l'occasion de constater, notamment pour la campagne de 1965, à quel point les aspirations réelles de la base pouvaient avoir une influence sur le travail fourni par la Fédération. Car si nous avons pu montrer que la hiérarchie communiste locale dirigeait fermement le travail de la Fédération, l'exemple de la campagne présidentielle pour le candidat unique de la gauche de 1965 a pu montrer que la direction pouvait difficilement faire appliquer sur le terrain un travail militant que les adhérents de base ne souhaitaient que peu effectuer. Alors que nous avons déjà évoqué les relations parfois difficiles que la Fédération entretient avec les socialistes locaux – notamment à Châtellerault, dans une bien moindre mesure à Civray et Chauvigny – il faut peut-être mettre ce peu d'engouement communiste sur l'attitude de la SFIO du département, qui préfère souvent se ranger du coté des centristes. A l'inverse, la campagne locale pour Jacques Duclos a pu donner l'image d'une réelle ferveur militante en faveur d'un cadre du Parti, que la base souhaitait sincèrement soutenir. Enfin, les résultats obtenus pour ces deux échéances ont pu montrer que ceux-ci dépendaient moins des campagnes électorales ponctuelles que d'un réel travail de fond, régulier. De façon générale, on peut dire que les résultats présidentiels du Parti dans la Vienne s'alignent sur les scores nationaux, avec deux points en moins qui peuvent être mis sur le compte d'une forte implantation centriste, notamment dans le nord du département où René Monory et Pierre Abelin tiennent les deux villes les plus importantes, Loudun et Châtellerault. Et alors que les élections de 1965 avaient montré que cette ville fortement ouvrière pouvait constituer un bastion électoral important, plaçant le candidat de la gauche juste derrière le président gaulliste, notre second scrutin a montré que l'influence centriste d'Abelin s'était amplifiée pour reléguer Jacques Duclos à la troisième place. A l'inverse, des zones favorables au PCF semblent décidément se distinguer, dans l'extrême-sud de la Vienne et dans le Chauvinois où les communistes, sans avoir de municipalité importante, fournissent un travail militant régulier qui permet au Parti de réaliser de bons scores sur ce type de scrutin national.

III- Les élections législatives et le PCF dans la Vienne

Le scrutin législatif va nous permettre d'étudier un *processus* électoral hybride, à mi-chemin entre résultats locaux et enjeu national. Dans ce cas de figure, il va nous falloir montrer comment ce caractère influe sur le déroulement de la campagne, forcément téléguidée par les instances dirigeantes. Entre directives nationales et application locale, cette analyse

devra porter un regard particulier sur la campagne menée dans la Vienne. Par ailleurs, en regard du passé communiste vis-à-vis de ce type de scrutin dans la Vienne – Alphonse Bouloux et Fernand Maillocheau, ancien maire de Gouex, ont en effet représenté les électeurs du département après la Seconde guerre mondiale – il faudra donc voir si cette implantation communiste dans la Vienne se retrouve pour notre période d'étude, à travers l'obtention d'un mandat législatif par les candidats du Parti.

A/ Les 5 et 12 mars 1967 : vers un changement de tête

Le scrutin législatif de 1967 est la première échéance électorale depuis les élections présidentielles de 1965, qui voient le PCF soutenir la candidature unique de François Mitterrand. Dans cette continuité, les élections législatives de 1967 se tiennent dans un contexte favorable pour l'union entre socialistes et communistes, puisque « le 20 décembre 1966, à la veille de son XVIII^{ème} Congrès en janvier 1967 qui insiste sur « la voie pacifique au socialisme », le PCF signe avec la FGDS un accord électoral et d'action commune en vue des élections législatives de mars 1967. »[635] La Fédération accompagne donc toute l'année les efforts du Comité central tendant à le rapprocher du Parti socialiste en rappelant les objectifs du PCF, et ce dès la seconde victoire successive de la municipalité communiste de Naintré en juillet 1966 : les communistes affirment que « les élections de Naintré et de Châtellerault confirment [leurs] sentiments que [leurs] propositions d'union finiront par s'imposer et que les dirigeants des partis de gauche devront tenir compte de l'aspiration unitaire. La préparation des élections législatives va être marquée par le débat désormais ouvert sur ce qui succèdera au gaullisme. »[636] La bataille commence réellement dès la fin des vacances estivales de cette même année : « la rentrée, c'est aussi la préparation active des élections législatives. »[637] D'abord basée sur la ligne politique générale du Parti, qui souhaite ravir le pouvoir législatif aux gaullistes, la propagande se charge rapidement de mettre en valeur les candidats locaux. C'est d'abord Paul Fromonteil, qui est mis à l'honneur lorsqu'il apporte son soutien aux travailleurs licenciés de la base militaire américaine d'Ingrandes, en tant que « candidat du Parti Communiste Français dans la circonscription de CHÂTELLERAULT-LOUDUN. »[638] L'identité des autres candidats est progressivement révélée dans le courant du mois novembre, alors qu'on annonce leur participation aux assemblées de remise des

[635] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.335.
[636] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 10 juillet 1966.
[637] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 11 septembre 1966.
[638] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 16 octobre 1966.

cartes.[639] Ainsi remarque-t-on que les candidats ne sont pas présentés en grande pompe par la propagande, comment peuvent l'être les listes municipales par exemple. De la façon dont les choses se présentent, l'identité des militants présentés par le Parti semble aller d'elle-même. Le département est découpé en trois circonscriptions. Pour celle de Châtellerault-Loudun, nous l'avons dit, c'est Paul Fromonteil, Secrétaire de cette section et militant le plus actif dans cette partie du département, qui est présenté. Maxime Dumas, Secrétaire fédéral, tentera de briguer un mandat à Poitiers. Enfin, Jean-Pierre David, Conseiller municipal de Chauvigny, Secrétaire de cette même section, et militant dont on parle le plus pour le Sud-Vienne, représente le PCF pour la circonscription de Montmorillon-Civray. Nous le voyons donc, ces places de candidats semblent revenir aux militants les plus emblématiques, les plus connus dans les zones géographiques dessinées par le découpage électoral. C'est donc moins dans la propagande que sur le terrain que la campagne est lancée, où Paul Fromonteil multiplie les interventions en tant que candidat, notamment pour interpeller les autorités locales à propos des insuffisances en matière de structures scolaires.[640]

Elle prend un nouveau tournant dès le début de l'année 1967, quelques jours après l'accord électoral signé entre communistes et socialistes le 20 décembre 1966 : « c'est une grande victoire pour tous ceux qui veulent et luttent en faveur de l'union des forces ouvrières et démocratiques. »[641] Cette nouvelle crée donc un premier élan d'espoir du coté de la Fédération communiste, qui est toutefois vite rattrapée par les réalités locales des rapports entre le PCF et la FGDS. Des signes pourtant encourageants pouvant laisser croire à des répercussions locales du texte commun, se sont malgré tout manifestés, comme la signature d'un texte commun par les Fédérations locales du PCF, de la FGDS et du PSU tirant un bilan encourageant des luttes ouvrières en cours :

> « Les trois Fédérations estiment que la satisfaction des revendications des travailleurs passe par un changement qui implique la défaite des candidats U.N.R. et de la réaction, et l'élection d'une majorité de gauche décidée à mettre en application une politique démocratique de progrès social et de Paix.[642]

Seulement, dans le même temps, les communistes continuent de mettre la pression habituelle sur les socialistes, qui ne sont pas assez clairs à leur goût concernant leurs intentions pour ces élections.

---

[639] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 13 novembre 1966.
[640] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 11 décembre 1966.
[641] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 1er janvier 1967.
[642] AFVPCF, « 67-68 », *Communiqué commun des Fédérations de la Vienne du PCF, de la FGDS, du PSU,* 1er février 1967.

> « Personne ne voulant faire acte de candidature à Châtellerault, tandis qu'à Montmorillon, le candidat présenté préférerait ne pas « porter d'étiquette » dans l'espoir de recueillir sur son nom les voix de droite comme celles de gauche. Une telle situation, est, pensons-nous préjudiciable en ce sens que les électeurs de la Fédération [socialiste, nda] risquent d'être désorientés. Dans ces deux circonscriptions, sans une position claire et nette de la Fédération, dès le premier tour, les candidats centristes ne manqueraient pas de se faire valoir comme les seuls capables de battre l'U.N.R. Nous voulons croire que ce n'est pas l'intention des dirigeants départementaux de la Fédération, mais en ce cas, il faut qu'ils le fassent savoir vite. »[643]

Les prémisses d'union engendrées par la candidature unique de François Mitterrand en 1965, et les aspects positifs qui s'en étaient dégagés ne semblent pas avoir perduré jusqu'en 1967. Tout d'abord car les communistes sont toujours aussi exigeants vis-à-vis de leurs homologues socialistes, mais aussi car ceux-ci ont toujours une vision très stratégique de l'union. Les directives centrales montrent ainsi quel doit être le but principal de la propagande : « rappeler les efforts persévérants du Parti pour l'union des forces de gauche et souligner que quel que soit l'aspect positif de l'accord avec la FGDS il reste limité. C'est en votant dès le premier tour pour le candidat communiste qu'on favorise les progrès de l'unité et de l'union en raison de la politique résolument unitaire [du] Parti. »[644] Cette conception rappelle ainsi les raisons qui avaient poussé la direction fédérale à désavouer l'union entre socialistes et communistes aux élections municipales de 1965 : l'intérêt du Parti doit rester prédominant, même au sein d'une configuration unitaire.

Cet aspect imprime alors une marche particulière à la campagne. En effet, les communistes, en raison du nombre de candidats adverses se présentant sans étiquette, se sentent obligés pour ne pas que les voix républicaines ne se reportent sur eux de mener une campagne accentuée contre leurs adversaires. Il s'agit de prouver que le PCF est la seule formation d'opposition au gaullisme valable. La campagne s'oriente alors très vite davantage contre les adversaires des candidats communistes que pour eux-mêmes. Une rubrique quotidienne est mise en place de façon hebdomadaire dans la page de la Vienne, « s'en vanteront-ils ? », qui visent à démasquer la réelle nature réactionnaire des candidats apolitiques, et confirmer leurs aspects antidémocratiques et opposés aux intérêts des classes laborieuses.[645] Un exemple flagrant de cette orientation de la presse communiste nous est donné par le numéro de février 1967 de *l'Avenir du Châtelleraudais*. Celui-ci est particulièrement significatif des deux orientations données à la campagne, et des proportions respectives qui leur sont données. Ainsi, alors que la première page présente les candidats communistes de la première circonscription conformément aux instructions données par le

[643] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 15 janvier 1967.
[644] AFVPCF, « 67-68 », *Note aux directions fédérales*, 24 janvier 1967.
[645] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* des 29 janvier, 12 et 19 février 1967.

Comité central (« rappeler [leur] activité comme élu et comme militant, souligner [leur] rôle en faveur des travailleurs, de la population, insister sur les capacités de réalisateurs des communistes. »[646]), quatre pages sont destinées à pointer les collusions du député sortant de la circonscription avec le pouvoir gaulliste : « ABELIN vote avec l'U.N.R. »[647], « ABELIN a voté les options du Ve plan »[648], et « dans l'histoire locale, le nom d'ABELIN restera attaché à la liquidation de la plus grande entreprise de la région, LA M.A.C. »[649] En opposition, les interventions de Paul Fromonteil auprès des autorités locales que nous avons évoquées plus haut sont rappelées aux électeurs sur seulement deux pages. Cet aspect de la campagne est d'ailleurs constaté pas les communistes, qui le retiennent comme un point négatif, notamment dans le cas de la circonscription de Montmorillon : « il fallait prendre une position plus conquérante, de telle sorte que la lutte soit entre l'U.N.R. et nous. Dès le départ, nous avons eu une position de retrait et notre campagne a été effectivement axée sur la dénonciation de SARDET [le candidat centriste, nda]. »[650]

La campagne est en effet largement mise en cause pour expliquer des résultats qui ne satisfont pas vraiment les communistes, notamment en regard des résultats nationaux qui constituent une victoire pour le Parti : « le PCF gagne 32 sièges par rapport à 1962 ; la FGDS, 25 et le Parti socialiste unifié (PSU), 3. Sur 487 sièges, la majorité obtient 245 élus : c'est un succès pour l'union de la gauche, même si les gaullistes gardent la majorité. »[651] Cependant, ce résultat doit être à nuancer : « le PCF progresse dans les régions industrielles et urbaines, mais recule dans les campagnes. »[652] Il convient donc maintenant de voir quels sont les résultats communistes dans la Vienne, afin de déterminer comment ceux-ci se calquent sur ces résultats globaux. Tout d'abord, d'un point de vue public, la Fédération s'inscrit dans le courant triomphant qui domine la propagande communiste : sans entrer dans les détails, la page de la Vienne annonce victorieusement que « le Parti Communiste avec 37.792 voix confirme qu'il est le premier parti de gauche du département : il gagne 12.582 voix et 4.40% sur le premier tour de 1962. »[653] Dans le même temps, la stratégie d'alliance électorale entre socialistes et communistes se met en place et un appel commun est lancé : Jean Sarvonat, candidat présenté par la FGDS, recueille plus de voix que Maxime Dumas à Poitiers, qui se

[646] AFVPCF, « 67-68 », *Note aux directions fédérales,* 24 janvier 1967.
[647] AFVPCF, « 67-68 », *l'Avenir du Châtelleraudais* de février 1967.
[648] *Ibidem.*
[649] *Ibidem.*
[650] AFVPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport de Paul Fromonteil sur les élections législatives présenté devant le Comité fédéral,* avril 1967.
[651] NAHON Guillaume, *op. cit.*, p.12.
[652] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, pp.335-336.
[653] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 12 mars 1967.

retire donc au second tour à son profit. A Châtellerault, en contrepartie, Paul Fromonteil se présente au second tour en candidat unique de la gauche, même si les socialistes n'avaient présenté personne au premier tour. Ce qui ressort de la propagande locale semble donc très positif, sur deux tableaux : les suffrages communistes sont en augmentation, et la stratégie d'union décidée par les accords de décembre 1966 fonctionne. Pourtant, même à travers la propagande, des points noirs qui ne sont pas commentés sont à noter sur ce premier tour : à Poitiers, le Parti perd 419 voix sur le premier tour de 1962, et à Montmorillon, le candidat communiste ne passe pas au second tour, puisque le député gaulliste sortant est réélu. Pour le deuxième tour, les mêmes aspects peuvent être constatés : le succès que représente le scrutin à l'échelle nationale est souligné, et celui qui, dans une bien moindre mesure, se dégage du second est largement vanté dans la presse fédérale. Même si Jean Sarvonat gagne plus de 5 000 voix sur le premier tour, il ne recueille que 44% des suffrages, qui offrent le poste de député au maire gaulliste de Poitiers Pierre Vertadier. A Châtellerault, le soutien apporté par les socialistes ne permet à Paul Fromonteil de ne recueillir que 49 suffrages de plus entre les deux tours, pour n'atteindre que 30% des voix et entériner la victoire de Pierre Abelin. Concernant notre étude, quels éléments peuvent être dégagés de ces résultats ? Les scores constatés dans la circonscription de Montmorillon – qui regroupe les sections les plus nombreuses du département en dehors de Poitiers et Châtellerault, et les plus implantées électoralement – confirment bien que l'enracinement communiste dans cette partie du département est concentré dans certaines zones très précises et ne s'observe pas dans l'ensemble de ces cantons méridionaux. Ainsi, alors que Jean-Pierre David ne passe pas le premier tour de ce scrutin, sur les dix-sept communes du département où le PCF est en tête, neuf sont situées dans la circonscription de Montmorillon et font partie des blocs de communes où le PCF a de bonnes assises (Adriers, Gouex, Voulême, Pressac etc.). Chauvigny confirme que le militant communiste commence à recueillir les fruits d'un travail régulier, puisqu'il y recueille le plus grand nombre de suffrages.[654] Le phénomène communiste est donc bien présent dans le Sud-Vienne, mais uniquement de façon très locale et ne parvient pas à supplanter l'influence gaulliste qui s'exprime dans d'autres régions de la circonscription malgré des conditions pourtant favorables au développement du PCF : « le canton de la Trimouille est celui où les transformations sont les plus profondes, où le nombre d'ouvriers agricoles est le plus élevé : c'est un secteur où l'U.N.R. progresse le plus. »[655] Les

[654] *Ibidem.*
[655] AFVPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport de Paul Fromonteil sur les élections législatives présenté devant le Comité fédéral*, avril 1967.

résultats de Châtellerault ont pour leur part montré que si Abelin avait la mainmise sur la circonscription, les communistes conservaient néanmoins une bonne dynamique, et recueillait dans les quartiers ouvriers une part importante des suffrages.

Cependant, si ces résultats confirment les tendances que nous avions dégagées, ils sont interprétés différemment par la direction fédérale et donnent lieu à un vif débat qui semble être à la base d'un renouvellement important de la tête de la Fédération. Nous l'avions vu lorsque nous avons abordé la place des intellectuels dans la Fédération, la campagne pour ce scrutin législatif avait mis à jour les dissensions existant entre le milieu intellectuel pictavien et le Secrétaire fédéral également candidat, Maxime Dumas. Ce terreau favorable avait permis à Paul Fromonteil, professeur, d'adopter une position offensive vis-à-vis de Maxime Dumas. Or, cette position se manifeste à travers une contre-analyse du bilan des élections législatives, qui reprend le rapport envoyé au Comité central par le Secrétaire fédéral en place. Ce dernier, lorsqu'il fait l'exposé des résultats communistes pour ce scrutin, et notamment dans les conclusions qu'il en tire, tente manifestement de défendre son bilan à la tête de la Fédération. Si la propagande communiste met naturellement en avant les aspects positifs des résultats du PCF, on aurait pu attendre du rapport interne que celui-ci soit plus explicite concernant les points noirs soulevés ça et là par des résultats locaux qui ne sont pas à la hauteur des avancées nationales. Ainsi, Maxime Dumas, en tentant de s'aligner sur les tendances globales, en vient à tirer des constats surprenants : « recul relatif de l'U.N.R., nous disons relatif, car en réalité, sur l'ensemble du département, l'U.N.R. recueille plus de voix qu'en 1962. »[656] En commentant de façon très détaillée ce rapport devant le Comité fédéral, Paul Fromonteil tient à rétablir certaines vérités masquées par les raccourcis de l'exposé de Maxime Dumas, notamment concernant la situation de Poitiers. Ses commentaires explicitent d'ailleurs clairement la conception communiste de l'union à cette époque : « le candidat de la FGDS gagne 7 204 voix cependant que le Parti perd 419 voix. Je ne pense pas que l'on puisse se réjouir d'une « poussée à gauche » obtenue dans telles conditions. »[657] Globalement, ce rapport tire des conclusions négatives à propos de toutes les circonscriptions, exceptées la sienne, celle de Châtellerault. Dans celle de Montmorillon, le centrisme et l'UNR progressent, dans celle de Poitiers, le centrisme augmente ses suffrages, et le PCF recule au profit des socialistes. À Châtellerault, non seulement les voix de la gauche sont en augmentation et se concentrent sur le candidat communiste, mais la situation des adversaires du PCF est idéale :

[656] AFVPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport sur les élections législatives des 5 et 12 mars 1967,* 24 mars 1967.
[657] AFVPCF, « Problèmes cadres, 1968-1975 », *Rapport de Paul Fromonteil sur les élections législatives présenté devant le Comité fédéral,* avril 1967.

« le candidat centriste maintient ses positions mais il perd sur sa gauche et gagne sur sa droite. »[658] Cette configuration idéale permet à Paul Fromonteil de pouvoir formuler des critiques appuyées aux deux autres circonscriptions, sans vraiment craindre de représailles. A ce titre, ses commentaires s'orientent le plus souvent vers le bilan de la Section de Poitiers, qui soutenait la campagne de Maxime et où celui-ci évolue d'ailleurs, avec parfois des recommandations assez sèches à leur encontre :

> « L'effort politique idéologique se nourrit de la réalité vécue par les masses populaires, doit retourner aux masses populaires qui font l'histoire. Je pense qu'à Poitiers ce mouvement dialectique n'existe pas. On se réunit beaucoup, on discute beaucoup, mais entre soi. C'est pourquoi l'on a commis de graves erreurs d'appréciations au cours des dernières élections municipales et législatives. Il faut que les camarades de Poitiers réapprennent à écouter ce qui se dit, ce que se passe dans les cités, dans les usines, sur les marchés etc… »[659]

Des critiques qui ne permettent qu'introduire la cible réelle de cette analyse : « ce n'est pas le manque d'efforts des camarades qui est en cause, c'est une orientation. »[660] Or, l'orientation de la Fédération, c'est principalement Maxime Dumas qui la donne.

Ces élections législatives mettent donc à jour des disfonctionnements dans la stratégie de la Fédération. Ces disfonctionnements sont caractéristiques des mutations que connait le Parti, et la façon dont ceux-ci sont explicités montre bien la façon dont les cadres sont renouvelés localement, afin d'insuffler au mieux les évolutions théoriques que nous avons déjà explicitées, au plus près des masses. Paul Fromonteil, à travers sa profession et son analyse du travail du Parti – qui prend en compte l'ouverture communiste aux nouvelles couches socioprofessionnelles tandis que l'influence thorézienne de Dumas concentrait la majorité de son action vers les ouvriers – est donc significatif de l'*aggiornamento* local du PCF. Ce scrutin nous ayant montré un exemple de mauvaise conduite de campagne, il faut maintenant essayer de déceler les marques d'une orientation nouvelle dans le travail préélectoral de la Fédération.

B/ Les 23 et 30 juin 1968 : la confirmation des implantations gaulliste et centriste dans le département

Il s'agira en effet de voir ici comment, seulement un an après les précédentes, les constats établis à la suite des élections législatives de 1967 ont pu trouver écho sur celles de 1968. Une fois de plus, le contexte dans lequel se tiennent celles-ci est particulier. A la suite des troubles

[658] *Ibidem.*
[659] *Ibidem.*
[660] *Ibidem.*

de mai 1968, le général de Gaulle dissout l'Assemblée nationale et convoque des élections législatives anticipées les 23 et 30 juin 1968. La campagne se déroule donc dans des conditions accélérées, en seulement quelques semaines, à un rythme très accéléré. C'est certainement ce qui explique le peu d'archives que l'on ait au sujet de ce scrutin : nous pourrons en effet seulement nous appuyer sur la presse fédérale pour en tirer des enseignements. A l'inverse des autres scrutins – où nous disposons de documents internes qui permettent d'envisager les liens entre les orientations données par la direction fédérale et le déroulement effectif de la campagne, ainsi que les différences de point de vue concernant le bilan tiré dans la presse et dans les rapports destinés au Comité central – il faudra analyser les caractères particuliers des élections législatives de 1968 uniquement à travers ce que les militants communistes ont choisi de communiquer. Cependant, plusieurs éléments significatifs peuvent être dégagés, qui se distinguent par rapport aux scrutins que nous avons eu l'occasion d'observer antérieurement.

Tout d'abord, nous pouvons voir que le rapport de Paul Fromonteil rédigé afin de corriger celui de Maxime Dumas semble avoir eu des répercussions. Comme nous l'évoquions, Maxime Dumas semblait être la cible principale de la contre-analyse de Paul Fromonteil et la configuration mise en place par la Fédération va dans ce sens. En effet, alors que pour les circonscriptions de Poitiers et de Montmorillon, le PCF enregistrait en 1967 des résultats qui soulevaient les imperfections du travail des militants, on remarque que si le binôme de candidats présentés aux élections législatives de 1968 pour Poitiers est modifié, celui de Montmorillon reste le même – Jean-Pierre David est le candidat principal et André Rideau son suppléant.[661] Paul Fromonteil reste également, au vu de son très bon bilan au dernier scrutin, le candidat de la circonscription de Châtellerault, et conserve son suppléant, Michel Sapin, un agriculteur du Loudunais. A Poitiers, la stratégie est clairement revue, puisque ni le candidat principal ni son suppléant ne sont reconduits. D'ailleurs, la nature des deux successeurs poitevins aux candidats de 1967 est clairement significative des critiques adressés aux options choisies par Maxime Dumas, jugées trop sectaires, pas assez ouvertes sur les nouvelles classes sociales. C'est Tony Lainé, qui postule au poste de député de Poitiers au nom du PCF : « 38 ans, médecin-chef du centre psychothérapique de la Vienne, chargé de cours à l'école de médecine et à la Faculté de Lettres et Sciences humaines »,[662] son statut représente à lui-seul le changement d'image que souhaite se donner la Section de Poitiers, mais aussi la Fédération de la Vienne dans son ensemble. Une image rajeunie, et clairement

[661] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.
[662] *Ibidem.*

ouverte sur les nouvelles classes moyennes – quoiqu'on puisse aisément classer le médecin communiste parmi les classes les plus aisées. Son suppléant, Jacques Périllaud, symbolise lui-aussi ce renouvellement car s'il est issu d'un milieu ouvrier, le BTP, celui-ci est conducteur de travaux, c'est-à-dire cadre, et non manœuvre. Les candidats présentés à Poitiers pour ce scrutin entérinent donc définitivement le tournant engagé au lendemain des élections législatives de 1967. Maxime Dumas semble définitivement sorti de la vie du Parti, et ce deuxième retrait du militant ne fait que confirmer le premier : rappelons que Dumas, Secrétaire fédéral depuis 1950 est remplacé lors de la Conférence fédérale du 19 mai 1968 par Paul Fromonteil.

C'est donc sur ces candidats que la campagne communiste devra porter l'attention. Une campagne qui se déroule dans un climat local difficile pour les militants du Parti. Bien que la propagande fédérale affirme pour décrire la manifestation de soutien au général de Gaulle, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, que « les assises de celui-ci sont singulièrement ébranlées, les fidèles n'étaient pas nombreux »,[663] Jules Aimé, recourant à plusieurs sources, estime que le 31 mai 1968, « les soutiens du régime arrivèrent à rassembler bien plus de 5000 personnes dans le centre ville, les manifestations « pro-mai » étant bien loin derrière en terme de participants ne marquèrent ainsi pas les mémoire locales. »[664] Il faut donc voir que les assises gaullistes se manifestent largement en réaction au mouvement de mai 1968, et radicalisent leur action sous l'impulsion de groupes d'extrême-droite radicale. Dans la manifestation en soutien au régime que nous venons d'évoquer, la Fédération communiste indique ainsi qu' « il fallait la participation des éléments fascistes de la faculté de droit pour lui donner un peu plus de consistance. »[665] Quelques jours plus tard, le 4 juin, ces mêmes individus s'affichent de nouveau :

> « Les militants d'extrême droite occupèrent la Maison des Etudiants siège de l'UNEF avec pour slogan, « la maison des étudiants n'est pas la maison des étudiants gauchistes ». Ils en furent délogés par la police et les étudiants d'extrême gauche cantonnés à l'extérieur non sans avoir fait sortir le maire par une échelle alors qu'il était venu jouer le diplomate pour leur évacuation. »[666]

Cette « agression fasciste contre l'AGEP [version locale de l'UNEF, nda] »,[667] est vivement dénoncée par la Fédération qui en profite pour pointer les accointances existant entre ces groupes violents et le maire gaulliste de Poitiers : « nous avons pu voir, au cours de l'opération de dégagement, Vertadier grimpé sur l'échelle des pompiers, en train de

[663] *Ibidem.*
[664] AIME Jules, *op. cit.*, p.46.
[665] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.
[666] AIME Jules, *op. cit.*, p.143.
[667] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.

parlementer avec ses alliés de la veille. »[668] On retrouve également ce climat de vive tension sur fond de manifestation des soutiens au régime en place dans les campagnes, ce n'est pas seulement un phénomène pictavien : « c'est ainsi que sur la route de Saint-Secondin, une inscription : « mort aux cocos » avec une flèche en direction du domicile d'un […] camarade, voisine avec des « Vive Peyret »,[669] le député gaulliste sortant de la circonscription de Montmorillon. Toutes ces caractéristiques voient la Fédération dénoncer « une campagne violemment anticommuniste »[670] qui laisse présager une poussée de la droite lors du scrutin législatif. Dans cette situation, entre agitation gauchiste parisienne très médiatisée et manifestations locales des soutiens gaullistes, la Fédération de la Vienne adopte une position d'apaisement :

> « Le gouvernement a tout fait pour créer le désordre dans le pays. C'est le sang-froid, le calme, la vigilance des travailleurs et de leurs organisations qui ont évité l'affrontement violent que chercherait le pouvoir gaulliste. En ces moments difficiles, le Parti Communiste Français a évité de grands malheurs à la France. Nous, les communistes, condamnons à la fois les provocations des groupes anarchistes et les violences policières. […] Parce qu'ils aiment la France, les communistes la veulent libre, prospère, pacifique, un pays où il fait bon vivre pour les travailleurs. »[671]

Le discours distillé par le PCF est donc très simple : pour que cesse l'agitation, il faut éliminer le régime gaulliste qui instrumentalise les violences gauchistes pour rester en place. La solution ne se trouve ni du côté des manifestants gauchistes qui souhaitent créer une situation révolutionnaire dont la seule fin serait la violence, ni du coté du président de Gaulle, qui en est lui-même à l'origine et s'en sert pour démontrer que seul lui est à même de rétablir l'ordre. La solution, c'est donc de donner la majorité parlementaire à la gauche et au PCF, qui serait l'artisan principal d'un éventuel « gouvernement populaire et d'union démocratique. »[672] C'est sur cette issue du scrutin qu'est basée la campagne menée par le PCF, et donc la Fédération de la Vienne. Cette option est préférée à celle des socialistes qui demandent l'instauration d'un gouvernement provisoire et annoncent la candidature de François Mitterrand à une hypothétique élection présidentielle anticipée. Cette différence de stratégie entre communistes et socialistes marque un coup d'arrêt aux premiers jalons posés sur la voie de l'entente. Après l'accord électoral de décembre 1966, « une longue déclaration commune qui, tout en reconnaissant la persistance de divergences, […] établit la liste des points d'accord entre les deux formations » est signée le 24 février 1968. Ce document, à l'image de la déclaration signée en décembre 1970, constitue un pas important en vue d'un

[668] *Ibidem.*
[669] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 30 juin 1968.
[670] *Ibidem.*
[671] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 16 juin 1968.
[672] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 9 juin 1968.

programme commun. Le mouvement de mai 1968 met fin à cette dynamique, même si un accord électoral est toutefois adopté entre les deux formations de gauche : « l'union de toutes les forces de gauche pour battre les candidats gaullistes et de la réaction se fera au second tour sur les noms des candidats de gauche les mieux placés par le suffrage universel. »[673] La stratégie d'union ne consiste une fois de plus qu'en un principe de désistement basé sur le nombre de voix. Il n'est pas question d'observer un élan unitaire similaire à celui que nous avons pu voir pour les élections municipales de 1971 à Chauvigny et Civray.

La campagne se met donc en place de façon séparée et semble plus intense que celle de 1967, qui se déroulait pourtant sur une période plus longue. Environ 90 réunions publiques sont annoncées dans les différentes circonscriptions, dont 40 dans celle de Montmorillon et mettent les membres du Comité fédéral à contribution. Dans le même temps, la propagande, malgré le constat négatif établi par Paul Fromonteil à la suite des élections législatives de 1967, s'oriente une nouvelle fois de façon détaillée davantage vers la critique du bilan des candidats réactionnaires sortants que sur le programme de l'hypothétique gouvernement populaire prévu par le PCF. Cette fixette est vraisemblablement à mettre sur le compte du contexte qui a montré qu'une grande partie de la population avait manifesté par les événements de mai 1968 sa volonté de voir un renversement institutionnel à la tête de l'Etat. C'est essentiellement à travers ce postulat que le PCF analyse le mouvement de mai 1968. A partir de là, l'enjeu du scrutin législatif est simple : « ou bien le pouvoir personnel ouvrant la voie à la dictature militaire et son escorte de mesures réactionnaires et antisociales. Ou bien la démocratie nouvelle fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont les communistes font partie intégrante. »[674] Le mouvement de mai 1968 remet donc au goût du jour, temporairement, l'analyse politique et sociétale des débuts de la V^{ème} République, qui avait peu à peu été mise de coté au profit de la théorie du CME. La figure du président de Gaulle redevient celle de l'homme à battre, et son régime est de nouveau assimilé à une dictature teintée de fascisme. Ainsi, si Pierre Abelin, en tant que député sortant réactionnaire à Châtellerault, fait l'objet de nombreuses attaques de la part de la propagande fédérale, c'est principalement contre les députés de l'UNR, devenue UD-V^{ème} puis UDR (Union des démocrates pour la république) que se concentre le travail de dénonciation de la Fédération de la Vienne. Un long dossier leur est consacré dans la page de

[673] *Ibidem.*
[674] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 16 juin 1968.

la Vienne, et témoigne par son titre du retour discursif communiste à une posture strictement antigaulliste : « dix ans de gaullisme, ça suffit… »[675]

Les résultats, notamment locaux, montrent que cette affirmation a été largement démentie par les électeurs. Alors qu'on assiste nationalement à une écrasante victoire de l'UDR qui conquiert à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale (le parti gaulliste gagne 293 sièges sur 487), on retrouve la même déferlante dans la Vienne, d'habitude davantage marquée par l'implantation centriste. Si, comme à son habitude, la Fédération met en évidence les aspects positifs ressortant du scrutin, « le Parti demeure la force essentielle de l'opposition »,[676] elle ne peut cacher la « nette poussée à droite » survenant « après le chantage à la peur favorisé par les éléments gauchistes. »[677] Pierre Vertadier, député-maire sortant de Poitiers est réélu dès le premier tour, à l'instar de Claude Peyret pour la circonscription de Montmorillon. Pierre Abelin, qui concède près de 2 000 voix au candidat parachuté par l'UDR Victor Rochenoir est mis en ballotage à Châtellerault. En nous concentrant sur les résultats du Parti, que pouvons-nous déterminer ? « Il perd des suffrages sur 1967, sauf dans la circonscription de Poitiers, mais sur les 12.833 voix gagnées l'an dernier sur les élections de 1962, il en conserve 4.250. »[678] Ce recul significatif et son explication prouvent à eux seuls l'échec de l'orientation donnée par les communistes à la campagne. Nous le disions, le PCF choisit de « se présenter, à la fois, comme une formation responsable, par rapport aux attaques anticommunistes qui le traitent de fauteur de guerre civile, et comme un parti révolutionnaire, afin de désamorcer la critique gauchiste qui refuse de participer à la « farce électorale » ».[679] D'un coté comme de l'autre, cette stratégie est un échec : la posture « révolutionnaire » adoptée par les communistes, malgré les dénonciations de la campagne orientée contre eux, de façon parfois radicale, par les gaullistes voit augmenter considérablement les voix de l'UDR. Dans le même temps, l'abandon définitif par le PCF de l'option révolutionnaire – au sens le plus radical du terme – en dépit de la situation créée en mai 1968 voit l'émergence locale du PSU enlever des suffrages au potentiel habituel du Parti à Poitiers et à Châtellerault. Dans la circonscription de Montmorillon, à la différence de 1967, la FGDS présente un candidat qui recueille pratiquement autant de voix que Jean-Pierre David, à 48 voix près. Cette caractéristique montre donc bien la nature de la tradition républicaine dans certaines zones où l'implantation communiste est nette, mais pas autant que

[675] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 23 juin 1968.
[676] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 30 juin 1968.
[677] *Ibidem.*
[678] *Ibidem.*
[679] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.349.

celle des socialistes : à Civray, les voix du candidat présenté par le PCF passent de 1 562 à 506 tandis que les socialistes recueillent 2 080 suffrages.[680] A l'inverse, le changement de stratégie mis en place à Poitiers porte ses fruits puisque le Parti progresse de près de 200 tandis que la FGDS perd environ 2 000 voix, qu'elle concède pour beaucoup au PSU. Cette redistribution permet ainsi au Parti de redevenir le premier parti de gauche pour la circonscription de Poitiers, et du même coup de la Vienne. Cette position n'empêche néanmoins pas les députés sortants gaullistes de Poitiers et de Montmorillon d'être reconduits dès le premier tour. Pierre Vertadier et Claude Peyret peuvent en effet s'appuyer sur un important recul du centrisme, dont les voix se reportent largement sur les représentants de l'UDR. Le candidat du MRP à Poitiers perd ainsi près de la moitié de ses voix, et permet ainsi au maire de Poitiers d'être élu au premier tour, alors qu'il avait été mis en ballotage en 1967. Même Pierre Abelin, dans son fief châtelleraudais, est dans une situation de recul tandis que le candidat gaulliste gagne presque 10% des suffrages sur son prédécesseur de 1967. Paul Fromonteil perd pour sa part plus de 4 000 voix, dont la moitié se reporte sur le candidat du PSU. La poussée gaulliste permet néanmoins la tenue d'un second tour, Pierre Abelin n'obtenant pas la majorité absolue. Devant faire face à une campagne effrénée de la part des gaullistes – « commandos et groupes d'action civique de toutes provenances se sont abattus sur la circonscription recouvrant les murs de milliers d'affiches »[681] – les voix de Paul Fromonteil régressent encore au second tour alors que Victor Rochenoir gagne encore 1 000 voix, insuffisantes pour détrôner Pierre Abelin qui bénéficie d'un appui de la part des électeurs hostiles à de Gaulle, notamment parmi les soutiens communistes : « notons que certains de nos électeurs se sont malgré tout abstenus ou bien ont voté pour le candidat centriste afin de faire barrage au candidat gaulliste. »[682]

La défaite est donc indéniable pour les communistes, qui choisissent de nuancer l'échec de deux façons. Tout d'abord, ceux-ci cherchent à délégitimer la victoire du général de Gaulle : « c'est, en effet, une victoire fondée sur le **chantage** à une **prétendue** subversion communiste, sur une **formidable** campagne de mensonges et de calomnies anticommunistes. »[683] Cette déferlante gaulliste est donc considérée comme sursitaire, les problèmes de fond posés par les orientations politiques du régime de la V^{ème} République devant très vite réapparaitre après la dissipation de l'effet de peur créé et entretenu par les gaullistes. Par ailleurs, les militants communistes préfèrent esquiver le camouflet que

[680] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 30 juin 1968.
[681] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 7 juillet 1968.
[682] *Ibidem.*
[683] *Ibidem.*

représente ce scrutin en pointant les cotés positifs qu'a eu le mouvement de mai 1968 pour le Parti. « Son bilan organisationnel n'est pas mauvais : s'il déplore, selon les évaluations de Bernard Badie, 6 000 départs, le PCF déclare en juillet 1968 avoir recruté 23 000 adhérents. »[684] Ainsi, la Fédération de la Vienne insiste-t-elle largement dans sa propagande sur cet aspect, qui semble presque masquer l'échec subi, alors que nous avons montré à quel point l'activité du PCF était à notre époque focalisée sur l'échéance électorale.

> « L'audience de notre Parti s'est accrue dans la classe ouvrière et chez les intellectuels. Le Parti Communiste Français sort plus solide idéologiquement et organiquement de la bataille. Il suffit de voir les centaines d'adhésions, des jeunes en particulier. Il faut répondre à l'attente de tous ces jeunes adhérents pour apprendre à devenir des vrais communistes. En définitive, c'est ça l'essentiel. »[685]

La propagande met donc l'accent sur les adhésions engrangées par la Fédération consécutivement à la version locale du mouvement revendicatif de mai 1968. Elle revendique ainsi « 255 nouveaux adhérents dont 120 depuis le 13 Mai. »[686] Cependant, MM. Courtois et Lazar montre qu'un renouvellement des effectifs s'opère et que beaucoup de cartes sont placées, un certain nombre ne sont pas renouvelées. Ainsi, le rapport entre le nombre d'adhérents de 1967, celui de 1968 et le nombre d'adhésions permet ainsi de relativiser le succès revendiqué par la Fédération, puisque 135 militants sur l'ensemble de l'année abandonnent leur carte.[687]

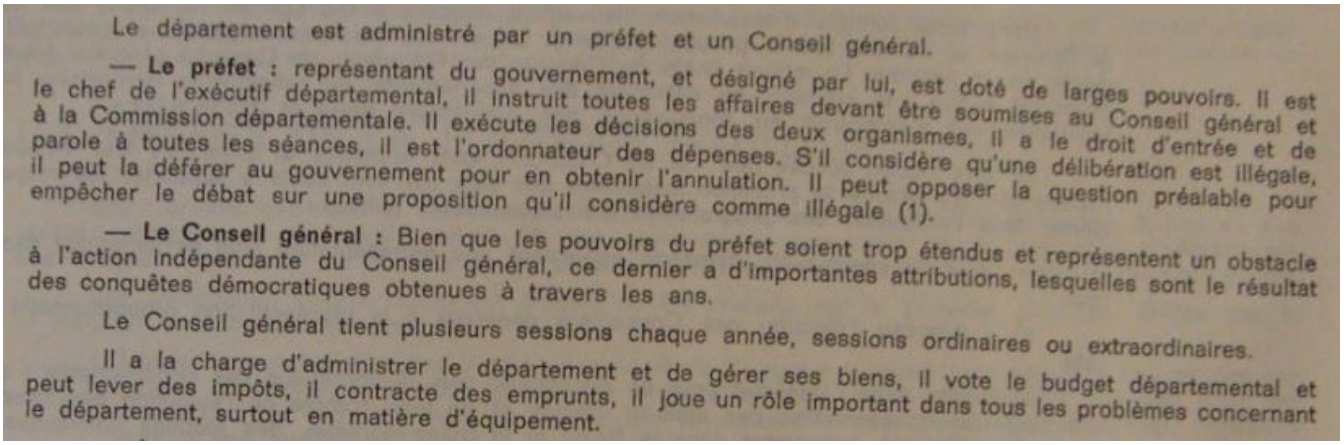
D'un point de vue global, ces deux élections législatives successives ont mis à jour de nombreuses déconvenues pour la Fédération. D'un point de vue interne tout d'abord, nous avons vu que les résultats insatisfaisants de la circonscription de Poitiers avaient placé Maxime Dumas sous le feu des critiques tandis que nous le voyions disparaitre de l'activité du Parti dès l'année suivante. De plus, le scrutin législatif de 1968 a montré comme le travail de la Fédération, malgré des orientations nouvelles localement payantes – notamment à Poitiers – n'avait pas du tout réussi à endiguer la déferlante gaulliste. Globalement, l'étude de ces deux campagnes successives a également permis de montrer que le *processus* d'unité entre le PCF et la FGDS avançait sur un plan national, mais aussi local. Bien que pas assez suivie dans la Vienne par les socialistes au goût des communistes, la tactique électorale échafaudée par les deux formations montre des premiers signes encourageants, avec le soutien de candidats communs pour les deuxièmes tours. Cependant, on ne peut toujours pas parler à proprement parler d'une véritable dynamique unitaire puisque ce qu'on observe ne reste concrètement

[684] COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.351.
[685] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 30 juin 1968.
[686] *Ibidem.*
[687] AFVPCF : « 67-68 », *La situation politique et l'activité du Parti dans la Vienne,* 1969.

d'une stratégie uniquement fondée sur l'espoir d'obtenir des sièges. Les campagnes sont menées séparément par les deux Fédérations, sans qu'un élan commun ne se manifeste par l'organisation conjointe de *meetings* ou la distribution de matériel signé par les deux partis. Les divergences apparues vis-à-vis du mouvement de mai 1968 semblent d'ailleurs ne pas orienter la construction réelle de l'union dans une direction favorable.

IV- Les élections cantonales et le PCF dans la Vienne

Les élections cantonales apparaissent pour notre période et à travers les archives dont nous disposons, comme un scrutin particulier, essentiellement dans l'appréhension qui en est faite par les communistes. Les élections cantonales ont pour but de renouveler les élus locaux siégeant au Conseil général. Or, nous constatons que le PCF développe une réflexion particulière afin de bien exposer la conception qu'il se fait de cette institution. Plusieurs aspects de cette assemblée locale permettent de faire du mandat de Conseiller général un poste particulièrement convoité par les communistes, par les symboles qu'il véhicule. En tant qu'autorité locale majeure à l'échelle du département, les Conseils généraux constituent la principale force d'opposition potentielle aux représentants du gouvernement dépêchés dans chaque département : les préfets.



Le département est administré par un préfet et un Conseil général.

— **Le préfet :** représentant du gouvernement, et désigné par lui, est doté de larges pouvoirs. Il est le chef de l'exécutif départemental, il instruit toutes les affaires devant être soumises au Conseil général et à la Commission départementale. Il exécute les décisions des deux organismes, il a le droit d'entrée et de parole à toutes les séances, il est l'ordonnateur des dépenses. S'il considère qu'une délibération est illégale, il peut la déférer au gouvernement pour en obtenir l'annulation. Il peut opposer la question préalable pour empêcher le débat sur une proposition qu'il considère comme illégale (1).

— **Le Conseil général :** Bien que les pouvoirs du préfet soient trop étendus et représentent un obstacle à l'action indépendante du Conseil général, ce dernier a d'importantes attributions, lesquelles sont le résultat des conquêtes démocratiques obtenues à travers les ans.

Le Conseil général tient plusieurs sessions chaque année, sessions ordinaires ou extraordinaires.

Il a la charge d'administrer le département et de gérer ses biens, il vote le budget départemental et peut lever des impôts, il contracte des emprunts, il joue un rôle important dans tous les problèmes concernant le département, surtout en matière d'équipement.

Description de l'administration départementale[688]

Nous le voyons, le Conseil général est une instance qui a le pouvoir de valider ou non les décisions du préfet, donc de l'Etat, même si ce dernier peut avoir recourt à une contre-décision gouvernementale si les conseillers généraux bloquent ses propositions. Cette assemblée est donc particulièrement convoitée par « le Parti Communiste [qui] lutte pour la sauvegarde et l'extension des libertés communales et départementales » en demandant

[688] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux,* 1967.

« l'extension des pouvoirs des Conseils généraux. »[689] Elle l'est également car « les Conseils généraux prennent des décisions relatives à la santé et l'aide sociale, le logement, l'urbanisme, les établissements scolaires, les routes et autres équipements collectifs urbains et ruraux. »[690] Tous ces domaines sont particulièrement développés par les quelques municipalités communistes, qui mettent en avant leur compétence à mener à bien de nombreuses réalisations relevant de ces thèmes. La particularité du Conseil général réside donc dans le fait que c'est une institution de terrain, qui prend des mesures concrètes touchant directement au quotidien des populations qui en bénéficient. Les communistes axent donc leur propagande sur cet aspect, en se positionnant comme les défenseurs des prérogatives que souhaitent retirer le pouvoir gaulliste aux conseils généraux, par la création d'instances locales plus dépendantes du gouvernement à l'échelle de la région (Préfets de région, Commission de développement économique régional). Le Parti insiste donc sur la nécessité de conserver un pouvoir départemental fort, afin que la population conserve des élus de proximité autonomes qui prennent des mesures pragmatiques dans l'intérêt direct des électeurs. A travers tous ces aspects qui montrent la portée très locale de ce scrutin, il va nous falloir déterminer comment l'organisation du scrutin par la Fédération fait transparaitre ces caractères : dans le choix des candidats, l'indépendance de la campagne vis-à-vis des instances nationales du Parti, les thèmes de campagne mis en avant etc. Enfin, toujours à travers la portée locale de ce scrutin, il nous faudra voir si l'implantation des communistes dans certaines zones bien délimitées a une incidence sur l'issue de cette élection.

A/ Les 24 septembre et 1er octobre 1967 : les marques de la reconstruction

Ces premières élections cantonales pour notre période font suite à un succès électoral de la gauche et du PCF : « elles auront lieu six mois après les élections législatives qui ont condamné la politique gaulliste et assuré la victoire pour notre Parti, dans le cadre d'un succès d'ensemble des forces de gauche. »[691] Pour autant, le lancement de la campagne dans la Vienne n'insiste pas vraiment sur cet aspect, puisque, rappelons-le, malgré une augmentation importante des suffrages communistes, les scores des candidats présentés par le PCF n'étaient pas satisfaisants. Les premiers échos relatifs aux élections cantonales relayés par la presse fédérale trois mois avant le scrutin se concentrent donc sur la dénonciation de la règle électorale en vigueur, ainsi que sur le découpage électoral des cantons :

[689] *Ibidem.*
[690] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux,* 1970.
[691] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux,* 1967.

> « Le scrutin uninominal à deux tours, employé pour ces élections, est profondément injuste, il défavorise particulièrement notre Parti. […] A cela, il faut ajouter une représentation des cantons qui défavorise particulièrement les grandes villes. […] Pour une meilleure représentation, notre Parti réclame avec insistance l'établissement de la représentation proportionnelle, et un découpage démocratique des cantons urbains, afin d'arriver à une représentation plus équitable des électeurs. »[692]

La campagne se lance donc relativement tôt, et reflète la volonté des communistes d'engager à l'avance un travail de communication autour de ce scrutin « l'expérience des législatives montrant qu'il y'a intérêt à ce qu['ils fassent] connaître publiquement [les] candidats assez longtemps avant les élections. »[693] Un important travail en amont est en effet mis en place à la fois localement mais aussi nationalement et s'explique une fois de plus par la nature de l'élection cantonale : c'est un scrutin qui place des élus très locaux à un poste à responsabilité départementale. Les candidats sont donc très tôt sollicités par la direction fédérale – au lendemain des élections législatives de mars – afin de mettre en route la mécanique bureaucratique chargée entériner les choix de la base (« les candidatures au conseil général doivent être ratifiées par le comité central, après avoir été discutées par les cellules, les comités de sections et les comités fédéraux »[694]). Une approbation à plusieurs échelons qui semble d'ailleurs superflue puisque c'est le Bureau fédéral lui-même qui « suggère » aux sections l'identité du candidat qu'il souhaiterait voir porter les idées du Parti. Ainsi, au 15 mai, tous les candidats désignés en Vienne sont soumis à la validation du Comité central, afin que puisse rapidement se lancer la campagne.

Pour ce scrutin de 1967, seize conseillers généraux élus en 1961 doivent être renouvelés à Civray, Charroux, Chauvigny, Couhé, Leigné-sur-Usseau, Loudun, Lusignan, Lussac-les-Châteaux, Mirebeau, Moncontour, Neuville, Pleumartin, Saint-Julien-L'ars, la Trimouille, les Trois-Moutiers et Vouillé. Le PCF présente donc pour chacun de ces cantons un candidat, dont la nature explique le suivi mis en place par les dirigeants communiste à leur sujet. En effet, mis à part dans les cantons correspondant à des sections où les communistes sont nombreux et/ou actifs, les candidats présentés par le Parti semblent relever d'une relative inexpérience dans l'exercice de mandats ou même dans le travail politique à l'échelle de la section. Cette répartition des militants candidats aux élections cantonales dont nous n'avons que très peu, voire pas du tout vu le nom dans les archives dont nous disposons appuie d'ailleurs la géographie communiste que nous décrivons dans cette étude. Alors que nous retrouvons pour les cantons du Sud où les communistes sont bien implantés des membres du

[692] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 25 juin 1967.
[693] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Maxime Dumas aux directions de sections*, 19 avril 1967.
[694] *Ibidem.*

Comité fédéral qui exercent des responsabilités municipales ou qui se présentent souvent aux différentes élections (on retrouve ainsi Robert Bon à Lussac, Jean-Pierre David à Chauvigny ou le permanent paysan Auguste Touchard à la Trimouille), le relatif anonymat de certains candidats communistes démontre l'inactivité du Parti dans les cantons que ceux-ci veulent représenter : à St-Julien, Joseph Koenig n'endosse aucune responsabilité d'élu, ni de responsable de section, et nous pouvons en dire autant de Jean Amand qui se présente à Lusignan. Evidemment, tous les candidats ne sont pas dans ce cas de figure puisque beaucoup sont secrétaires de sections, mais celles-ci sont très peu actives et en font donc des candidats relativement anonymes. A Couhé, ou à Charroux ce sont ainsi des membres du Comité fédéral qui sont présentés, mais ces derniers ne résident même pas dans ces cantons, ils ont été parachutés pour combler la faiblesse de ces sections.[695] Cette caractéristique nous permet d'ailleurs de confirmer que l'implantation communiste dans le Civraisien dépasse le cadre des cantons : Genouillé, qui se situe dans le canton de Charroux, est administrée depuis de nombreuses années par une municipalité rouge, et pourtant, l'enracinement de la cellule de cette localité ne permet pas de présenter un militant local pour ce scrutin cantonal. Cela nous confirme donc bien que les communistes de Charroux s'inscrivent davantage dans la dynamique de la campagne civraisienne que dans celle de leur propre territoire.

Cependant, deux caractéristiques permettent de nuancer un *a priori* qui verrait ces candidats aller vers un échec certain. Tout d'abord, à part pour le canton de Couhé, dont l'inactivité de la Section implique la candidature d'un responsable parachuté, l'ensemble des candidats communistes résident dans le canton où ils se présentent, et, fait intéressant, la plupart de ceux-ci sont issus du monde rural et paysan : sur seize candidats communistes, six sont agriculteurs et égalent ainsi le nombre d'instituteurs concourant au mandat de Conseiller général. Ces candidats sont donc imprégnés de la réalité de terrain, ce qui semble très approprié pour le mandat d'élu de proximité qu'ils convoitent. De plus, ces candidats, à l'image des sections qui sont suivies par des membres du Comité fédéral, la Fédération met en place un système d'encadrement qui permet de guider les prétendants à l'élection cantonale. Chaque candidat est ainsi assisté dans sa tâche par un responsable de la direction fédérale afin d'orienter la campagne dans la direction des thèmes impulsés par la direction nationale du PCF. Car en plus de cet encadrement local, de nombreuses directives émanant du Comité central guident le travail à réaliser dans la campagne. A ce titre, le Parti fait parvenir aux Fédérations un dossier conséquent de *Documentation spéciale pour l'élection des*

[695] AFVPCF, « 67 », *coupure de presse présentant l'ensemble des candidats aux élections cantonales de 1967 pour la Vienne*, 1967.

conseillers généraux, qui offre un argumentaire aux candidats basé sur les prérogatives dont dispose le Conseil général et quelques exemples de réalisations communistes afin d'étoffer leur discours. Ce dossier donne ainsi des clés aux candidats sur des thèmes amplement développés par les communistes à la tête d'administrations de proximité : logement, enseignement, les activités sportives et culturelles en direction de la jeunesse, l'équipement, mais aussi – fait beaucoup plus rare et qui confirme une fois de plus le caractère particulièrement local et spécifique de ce scrutin – sur « les problèmes ruraux. »[696] Ce chapitre placé en fin de brochure, reprend l'ensemble des thèmes énoncés plus haut afin de les développer en se plaçant du point de vue de la situation rurale : les campagnes sont ainsi beaucoup plus exposées aux problèmes d'équipement (voierie, électrification, eau courante), d'accès à la scolarité que les villes, qui sont pour leur part beaucoup plus touchées par les problèmes de logement. La brochure offre ainsi aux candidats une série de propositions à soumettre aux électeurs paysans afin d'influer concrètement sur leur quotidien à travers l'encouragement aux exploitations en commun ou à la coopération intercommunale. Cette prise en compte des attentes paysannes est significative, puisque si les élections municipales sont l'occasion pour les communistes de développer des projets concrets en direction du milieu rural (auxquelles certaines communes appartiennent de fait), les élections cantonales sont une échéance où les dirigeants du Parti – locaux ou nationaux – semblent mettre de coté leur ouvriérisme patent afin de mettre au centre de la campagne une argumentation concernant la mise en place d'une politique adaptée aux spécificités du monde des campagnes. Outre cette brochure, le Comité central cadre la campagne par l'envoi de matériel de propagande, ainsi que par des conseils d'argumentation à employer dans la propagande éditée localement. Tout en démontrant que cette campagne est définitivement orientée vers le monde de l'agriculture, avec l'édition à l'échelle nationale d'une « affiche-paysanne »[697] ainsi que d'un numéro spécial du journal paysan *la Terre,* ces directives centrales montrent que les élections cantonales sont aussi l'occasion de s'adresser aux électeurs au-delà du clivage socioprofessionnel habituel. Ainsi, des pistes sont données aux directions fédérales afin de réaliser un travail en direction des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Ce sont des catégories qui sont ciblées par les communistes, mais souvent de façon secondaire. Ici, le Parti profite d'un contexte où les propositions communistes trouvent un écho particulier. Les élections cantonales se tiennent en effet juste après la rentrée scolaire, « une période où les femmes seront assaillies par nombre de difficultés et soucis : comment boucler le budget avec

[696] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux,* 1967.
[697] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Gaston Plissonnier aux directions fédérales,* 18 août 1967.

l'augmentation du coût de la vie et le sous-emploi, comment équiper convenablement les écoliers, comment assurer les études des enfants et préparer leur avenir. »[698] Les communistes choisissent donc d'exploiter un contexte qui leur permet plus aisément d'introduire leurs thèmes de campagne. Les prérogatives des conseillers généraux permettent également aux communistes de s'adresser plus facilement à ces catégories de populations, comme par exemple aux personnes âgées : « le Conseil Général peut effectivement jouer un rôle utile pour améliorer leur situation. Dans de nombreux cas, l'activité des élus communistes a permis le vote de crédits pour l'attribution de bons de charbon, de gaz, d'électricité, repas, vestiaire, de subventions pour construction et entretien de maisons de retraites… »[699] On remarque donc par le biais de ces documents internes que les orientations locales précédemment observées lors des campagnes municipales s'appuient en partie sur les directives centrales impulsées lors de ce type de scrutin, qui prévoient réellement des réalisations similaires à ce qu'on a pu voir se réaliser dans la commune de Naintré.

Il convient néanmoins désormais d'observer comment la Fédération met en application les pistes données par le Comité central afin de les adapter à des situations locales concrètes. Une campagne axée sur les candidats locaux commence donc dès la fin du mois de juillet, avec la parution hebdomadaire dans la page de la Vienne de la rubrique « Quoi de neuf dans votre canton… M. le candidat ? », qui comprend une courte biographie du militant communiste en question ainsi qu'une petite *interview*. Les éditions de la *SDV* dont nous disposons, malgré la discontinuité du fonds, nous permettent de dégager les priorités données à ce type d'exposé vivant du programme communiste pour les élections cantonales. Ainsi, une question est systématiquement posée par la rédaction du journal : « Dans ton canton, comment se manifeste concrètement la néfaste politique gaulliste ? »[700] Les premières présentations de candidats relèvent donc plus de l'établissement d'un constat sur les problèmes généraux liés aux particularités des cantons (mise en application réelle du Marché commun, nécessité de créer plus d'emplois etc.) que de l'exposé de mesures concrètes à mettre en place dans le canton. Il faut attendre que le Comité central fasse parvenir de la documentation aux fédérations pour que ces petites entrevues prennent la forme d'un réel exposé de campagne. Dès la rentrée de septembre, les questions posées au candidat communiste de Vouillé, Jean Chataigneau, s'orientent davantage vers les thèmes soumis par la direction nationale du Parti, en les adaptant aux réalités locales : la rédaction de la *SDV* demande ainsi au candidat si une

[698] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Gaston Plissonnier aux directions fédérales,* 23 août 1967.
[699] *Ibidem.*
[700] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 23 juillet 1967.

stratégie intercommunale pourrait régler les problèmes de rivalité entre les communes de Latillé et Vouillé ; ce dernier donne également sa vision des priorités à donner en matière d'équipement, notamment concernant « l'électrification, les agriculteurs ont, de plus en plus, besoin du courant de force, triphasé. C'est le rôle du Conseiller Général que de s'occuper de cela, car c'est l'une des conditions de modernisation des exploitations. »[701] La documentation produite à l'échelle nationale par le PCF influe donc clairement sur l'orientation locale de la campagne pour ces élections cantonales. Dès la fin du mois d'août – lorsque sont envoyées les lettres du secteur organisation du Parti – les thèmes abordés par les militants locaux se calquent clairement sur ceux qui sont abordés dans la brochure, et quasiment dans le même ordre. Ainsi de longs articles se succèdent pour dénoncer le recul des pouvoirs du Conseil général au profit d'institutions moins autonomes à rayonnement régional (comme la CODER, qui envisage de placer la région de Brandes et Brennes occupant le tiers Sud-Est du département en zone d'abandon possible[702]), l'accumulation des dépenses autrefois à la charge de l'Etat qui échoient aux conseils généraux et limitent un peu plus les possibilités d'action de cette assemblée pour aider les communes. Cet aspect permet ainsi aux communistes d'exprimer deux idées autour de ce thème. En effet, dans le même temps, les communistes proposent leurs solutions pour trouver des moyens nouveaux – comme l'instauration d'une « fiscalité démocratique avec taux progressif sur les profits réels des sociétés capitalistes et les très grandes fortunes »[703] – mais montrent également que les administrateurs communistes en place, notamment à Naintré bien sûr, sont capables d'une part de mener à bien des réalisations dans l'intérêt direct de la population malgré le déclin de l'aide du Conseil général, et d'autre part que leurs possibilités seraient décuplées si l'aide départementale était plus importante. Il est donc important de considérer le programme cantonal des communistes comme un prolongement de la campagne municipale : tout en montrant qu'ils connaissent très bien les situations individuelles de chaque canton, les candidats présentés par le PCF axent leur argumentaire sur le fait qu'un Conseil général acquis aux communistes allègerait considérablement les charges qui pèsent sur les communes. Tout en contextualisant la situation du canton, « favorisé par la richesse de ses sols, par l'important axe Paris-Bordeaux qui peut permettre une véritable implantation industrielle »,[704] Ernest Ellinger propose pour Couhé « que la R.N.10 soit déviée à Couhé sans que le

[701] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 3 septembre 1967.
[702] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 27 août 1967.
[703] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 3 septembre 1967.
[704] AFVPCF, « 67 », *Profession de foi d'Ernest Ellinger pour les élections cantonales de 1967 à Couhé,* 1967.

gouvernement en fasse subir la charge au département et aux communes. »[705] Le travail développé par les candidats et les militants tend donc largement à renforcer la proximité des communistes avec les attentes des populations. La campagne de terrain qui est menée va ainsi clairement dans ce sens, et montre les efforts qui sont faits en terme de propagande, comme l'explique Maxime Dumas :

> « Concernant notre campagne, d'une façon générale nous pouvons dire que celle-ci est très active dans la plupart des cantons. Nos camarades candidats font du porte-à-porte et des réunions le soir, malheureusement celles-ci ne connaissent pas une très grande affluence. Nous avons édité notre programme départemental à 19 000 exemplaires, avec des éditions particulières pour les cantons de Chauvigny et Civray. Un journal cantonal a été édité pour le canton de Lussac. […] Sans préjuger des résultats, le secrétariat fédéral estime que c'est la première fois que nous avons eu une mobilisation aussi offensive de nos candidats et des camarades. »[706]

La prise en compte de cet aspect donné au scrutin par les communistes est importante pour comprendre que ceux-ci inscrivent les élections locales – cantonales et municipales – dans un même schéma, dans une même grille de solutions politiques : faire payer les entreprises pour alléger les dépenses publiques. Si les élections cantonales représentent donc en quelque sorte une seconde chance après les élections municipales pour faire appliquer leur politique, la conception que s'en font les communistes semble aller à l'encontre des libertés communales qu'ils promeuvent pourtant largement. En effet, en proposant aux électeurs un programme très concret, en prévoyant des réalisations très précises dans les communes et les hameaux, les candidats communistes ne cherchent-ils pas à supplanter la souveraineté des communes ? Evidemment, les mesures proposées vont dans le sens de l'amélioration du cadre de vie des électeurs, mais elles portent la marque des orientations principales de l'action communiste. Or, on peut imaginer qu'un Conseiller général considéré comme réactionnaire par une municipalité communiste, cherchant à investir de cette façon les affaires de la commune serait certainement très mal vu par cette dernière, qui revendiquerait très vite l'indépendance de l'action communale au nom du suffrage universel. On peut donc légitimement s'interroger sur le rôle que souhaite donner le Parti aux conseillers généraux et leur conception des libertés communales.

Nous venons de le voir, une orientation très pragmatique et proche des électeurs a été donnée à la campagne. Il convient désormais d'observer si l'intensité qui lui a été donnée porte ses fruits pour le Parti, ou pour la gauche en général. Rappelons en effet que nous nous trouvons dans le même cas de figure que pour les élections législatives ayant eu lieu au mois de mars de la même année. L'accord électoral – et strictement électoral – passé le 20

[705] *Ibidem.*
[706] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central du PCF*, 20 septembre 1967.

décembre 1966 entre le PCF et la FGDS est donc toujours en vigueur, mais on observe pour ce scrutin qu'une stratégie réellement unitaire et commune n'est toujours pas à l'ordre du jour. Malgré des signe encourageants d'union quelques jours avant le scrutin – « une délégation du bureau fédéral composée de Maxime Dumas, Léon Monteil, Albert Foisnet, a rencontré samedi 9 septembre la délégation de la FGDS composée de Jean Sarvonat, Henri Charrieau et Sarazin. […] Les deux délégations sont tombées d'accords pour soutenir la lutte des travailleurs contre les ordonnances [gaullistes, nda]. Un communiqué commun auquel s'est associé le PSU fut rédigé »[707] – les communistes et les socialistes locaux montrent une fois de plus leur hostilité à mener ensemble, sur un nom commun, une campagne : « dans 7 cantons, il n'y a que deux candidats. A) celui [du] Parti et de la F.G.D.S. dans trois cantons : Leigné s/Usseau, Lusignan et Pleumartin. »[708] Bien que ce genre de situation ait le mérite d'assurer à la gauche départementale au moins trois conseillers généraux pour 1967, elle montre combien une stratégie réellement unitaire bénéficierait aux communistes, puisque dans ces trois cantons, les candidats socialistes isolent ceux présentés par le PCF et risquent de récolter les suffrages habituellement offerts à la droite. Nous avons vu à quel point, avant les élections municipales de 1971, les communistes locaux rechignaient à concéder du terrain aux socialistes lors de leurs négociations : le cas de figure de ces trois cantons montre clairement que, dans le cas où les communistes concentrent leur activité sur le champ électoral, ils auraient tout intérêt à essayer de rédiger, conjointement avec les candidats socialistes locaux et même si leur influence n'y est que minoritaire, des programmes qui pourraient au moins permettre à quelques unes de leurs mesures de pénétrer le Conseil général.

Dans ces trois cantons, les communistes sont comme prévu assez largement battus, même s'ils enregistrent tout de même quelques améliorations par rapport aux scores réalisés en 1961. Même à Lusignan, où la faiblesse d'organisation de la Section n'avait pas permis de mener une bonne campagne,[709] Jean Amand gagne 5% sur le précédent scrutin.[710] A Leigné et Pleumartin, ces avancées sont encore plus fortes et le Parti y réalise quelques unes de ses plus grandes avancées en voix et en pourcentage sur 1961 : à Leigné, il double ses voix et gagne 16%, à Pleumartin, le nombre de voix « est presque quintuplé »[711] et le pourcentage est augmenté de 23% (c'est le plus grand bond du département). Cependant, il faut nuancer ces chiffres en les abordant sous d'autres angles. En effet, la Fédération annonce en grande

[707] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 17 septembre 1967.
[708] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central du PCF*, 20 septembre 1967.
[709] *Ibidem.*
[710] AFVPCF, « 67 », *1er tour des élections cantonales*, 1967.
[711] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 1er octobre 1967.

pompe un bilan du premier tour plus que positif : « le nombre des voix communistes augmente de moitié : sur Loudun il est presque quadruplé, sur Pleumartin il est presque quintuplé, à Chauvigny notre Parti obtient la majorité absolue. »[712] Or, à l'échelle du département, on remarque que « le Parti Communiste gagne 3.076 voix et 5.4% »,[713] ce qui parait relativement faible sur 51 839 bulletins exprimés.[714] La Fédération nous avait habitués à mettre ostensiblement en avant les aspects positifs de ses bilans électoraux, tout en plaçant largement en retrait un report des résultats plus objectif. Ici, les chiffres sont largement sortis de leur contexte et ne reflètent par le ton triomphant avec lequel ils sont annoncés. Nous envisagerons d'abord le cas de Chauvigny à part. Dans la presse comme dans le rapport postérieur au scrutin, la Fédération indique que « dans cette localité, [le] candidat J.P. DAVID, également candidat du Parti pour les législatives, bat aux élections cantonales le maire, conseiller général sortant de 127 voix. »[715] Cette affirmation telle qu'elle est formulée est erronée, dans le sens où si le candidat communiste devance effectivement le maire centriste qui bénéficie d'une partie importante des voix socialistes dans la ville de Chauvigny, ce n'est pas vrai à l'échelle du canton, où il ne recueille que 45.8% des suffrages.[716] En terme de pourcentage, Jean-Pierre David réalise le meilleur score du département, puisqu'il n'est pas si éloigné de la majorité. Il confirme ainsi sa bonne implantation à Chauvigny, mais aussi et surtout sa bonne entente avec les socialistes, puisque la configuration du scrutin et le score communiste implique vraisemblablement que Jean-Pierre David ait recueilli une part importante des suffrages socialistes :

> « En effet, les socialistes participent à la municipalité avec les centristes et autres réactionnaires. La grande masse des électeurs socialistes a voté pour [le] candidat [communiste, nda], approuvent [leur] activité pour l'union des forces ouvrières et démocratiques. Il est également évident que les électeurs gaullistes ont voté pour le centriste conseiller général sortant, l'U.N.R. ne présentant pas de candidat. »[717]

Le Secrétaire de la section de Chauvigny confirme donc une fois de plus son implantation dans sa commune et son canton. Depuis son élection au Conseil municipal en 1965, qui constituait une première marque du bon travail militant de Jean-Pierre David, cette élection cantonale confirme son bon contact avec les électeurs locaux, avant que celui-ci ne permette à la gauche d'emporter la municipalité en 1971 en étant l'artisan de l'union entre socialistes et

[712] *Ibidem.*
[713] *Ibidem.*
[714] AFVPCF, « 67 », *1er tour des élections cantonales,* 1967.
[715] AFVPCF, « 67 », *Rapport sur les résultats aux élections cantonales, la situation économique et politique de Loudun, Civray et Chauvigny,* 24 novembre 1967.
[716] AFVPCF, « 67 », *1er tour des élections cantonales,* 1967.
[717] AFVPCF, « 67 », *Rapport sur les résultats aux élections cantonales, la situation économique et politique de Loudun, Civray et Chauvigny,* 24 novembre 1967.

communistes. Il était important de traiter les résultats chauvinois à part pour ce scrutin, puisque c'est le seul exemple du département où le Parti progresse significativement par rapport à 1961 (il gagne 16%) et où cette augmentation lui offre un score important. Pour exemple, à Loudun, on retrouve une augmentation en pourcentage quasi-similaire (de 17.6%), mais celle-ci n'offre aux communistes que 24.3% des suffrages, ce qui ne permet pas de rivaliser avec le Conseiller général sortant René Monory.[718] Cette augmentation permet néanmoins de confirmer le bon travail de la cellule loudunaise, qui enregistrait déjà des scores satisfaisants pour le Parti aux élections législatives se tenant quelques mois plus tôt. Cependant, la différence d'influence entres les communistes et les centristes est encore beaucoup trop importante dans cette zone pour que la figure locale René Monory ne soit inquiétée. Ce constat peut d'ailleurs être réalisé à l'échelle du département : outre les cas spécifiques de Couhé et Charroux, où le manque d'organisation nécessitait un parachutage de candidat, et à Neuville qui, comme Lusignan, n'était pas assez organisée pour mener une bonne campagne,[719] nous pouvons dire que les scores augmentent ou stagnent par rapport à 1961. Or, en excluant Chauvigny, qui est le seul canton où les communistes dépassent les 30%, la moyenne en pourcentage des candidats présentés par le PCF est de 17.8%, ce qui reste relativement faible.[720] Même dans le canton de Civray, où les communistes sont pourtant bien organisés, où ils peuvent présenter des candidats aux élections municipales et gagner des sièges, ils accusent un très léger recul de 0.4% et sont largement devancés par les socialistes.

Cette tendance se retrouve d'ailleurs à l'échelle du département, puisqu'on remarque que dans tous les cantons où la FGDS présente des candidats, ceux-ci devancent systématiquement les communistes. Cela peut s'expliquer par la stratégie employée par les socialistes, mais aussi par l'ensemble des formations politiques dans le département. En effet, alors que la Fédération choisit, et met d'ailleurs un point d'honneur à présenter un candidat par canton – quitte à parachuter des candidats ou à en présenter qui ne soient que peu reconnus, même au sein de l'organisation – les autres partis semblent engager leurs forces de façon moins aveugle. Ainsi, comme nous l'avons dit, une grande partie des candidats communistes aux élections cantonales n'ont aucune responsabilité administrative – seuls quatre sont conseillers municipaux, et deux ont exercé cette responsabilité par le passé[721] – et sont tout de même lancés dans la bataille des élections cantonales. Les autres formations politiques envisagent différemment cette tactiques, socialistes en tête. Ceux-ci se présentent

[718] AFVPCF, « 67 », *1er tour des élections cantonales*, 1967.
[719] AFVPCF, « 67 », *Lettre de Maxime Dumas au Comité central du PCF*, 20 septembre 1967.
[720] AFVPCF, « 67 », *1er tour des élections cantonales*, 1967.
[721] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 6 août 1967.

dans dix cantons, et sur ces dix candidats, la moitié sont des conseillers généraux sortants, et sept sont des maires de communes. Bien que les communistes mettent en avant comme un avantage le fait de présenter des candidats « qui représentent véritablement les travailleurs, [les] ouvriers, [les] paysans, [les] intellectuels »,[722] on remarque que les attentes de la population sont différentes, et se basent sur l'expérience des candidats en matière d'administration. La Fédération a beau dénoncer le fait que « les réactionnaires de tout poil, gaullistes en tête, s'en vont claironnant que ces élections ne sont pas politiques ; qu'il s'agirait simplement d'élire de bons administrateurs, »[723] les résultats du premier tour de scrutin montrent pourtant clairement que les électeurs se sont davantage basés sur l'expérience que sur l'appartenance à un même milieu social. Même parmi les candidats communistes, ceux exerçant ou ayant exercé une charge municipale réalisent pour la plupart des scores dépassant la moyenne départementale.

Cette situation profite donc largement aux socialistes, qui se retrouvent systématiquement devant les communistes pour ce premier tour, et peuvent prétendre, en vertu des accords passés entre la FGDS et le PCF, à être les candidats uniques de la gauche lorsqu'il y'a un deuxième tour. Il y'a pour ce scrutin cantonal quatre scrutins de ballotage, à Civray, St-Julien, Lussac et Moncontour. Dans deux de ces cas, les accords de désistement fonctionnent et la Fédération décide le « retrait de ses candidats dans les cantons de Civray et St Julien l'Ars en faveur des candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. »[724] Cependant, on retrouve tout de même des candidats communistes dans les deux autres cantons. A Moncontour, « M. Moreau, candidat soutenu par la FGDS ayant décidé son retrait, c'est Michel Sapin qui sera le candidat de la gauche. »[725] Cette situation est facilement explicable : le premier tour comportait quatre candidats – un communiste, un socialiste, un centriste et un gaulliste – qui se retrouvaient tous en ballotage. Un simple calcul permettait de constater que les voix des forces de gauche additionnées parvenaient seulement à dépasser de quelques dizaines de suffrages le candidat centriste arrivé second. Le candidat socialiste choisissait donc ici d'abandonner une bataille perdue d'avance. Dans le canton de Lussac, la situation est différente. Elle montre une nouvelle fois le chemin qui reste à parcourir dans la voie de l'union. Robert Bon est maintenu au second tour car le candidat socialiste a « refusé de se prononcer publiquement contre le pouvoir personnel et pour l'union de toutes les forces de

[722] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 17 septembre 1967.
[723] *Ibidem.*
[724] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 1er octobre 1967.
[725] *Ibidem*

gauche. »[726] Deux candidats de gauche s'affrontent donc dans le canton de Lussac, et se partagent les voix du candidat gaulliste qui était arrivé dernier du premier tour : tous deux gagnent environ 400 voix, qui permettent au socialiste de conserver son avance sur Robert Bon et d'être élu.[727] A Moncontour, comme nous le laissions entendre, Michel Sapin subit un sévère échec : il perd vingt voix sur le premier tour, et ne recueille donc aucun des 724 suffrages obtenus par la FGDS au premier tour, tandis que les deux autres candidats gaullistes et centristes engrangent chacun plusieurs centaines de voix supplémentaires. On notera que le report des suffrages socialistes bénéficie au candidat centriste plutôt qu'à celui du PCF, puisqu'il était mieux placé que Michel Sapin pour faire barrage à l'UNR. Enfin, à Civray et à St-Julien l'Ars, la tactique de désistement fonctionne très bien, puisque les deux candidats socialistes soutenus par le PCF sont élus. Malgré une remontée importante de la part du candidat réactionnaire de Civray, qui s'appuie sur le désistement centriste, le candidat unique de la gauche, Raoul Cartraud (qui devient maire de Civray grâce à la liste d'union formée en 1971) s'impose grâce aux suffrages communistes ainsi qu'un apport de 206 voix, qui lui donnent une courte avance, avec un score de 50.05%.[728] On retrouve le même schéma à St-Julien, où le candidat unique de la gauche totalise 188 voix de plus que le total des voix communistes et socialistes du premier tour, permettant ainsi de battre de le candidat gaulliste dont le report des suffrages centristes ne parvient pas à empêcher la victoire.

Plusieurs remarques sont donc à formuler : tout d'abord, la tactique d'alliance électorale profite largement à la FGDS, qui bénéficie des suffrages communistes, alors que ce n'est pas forcément le cas dans une situation inverse. On voit donc que les réticences des socialistes sont encore bien assez fortes pour freiner la tactique électorale mise sur pied par les directions des deux formations politiques. De plus, lorsque la stratégie de désistement fonctionne, on remarque que les candidatures uniques sont porteuses d'espoir, puisqu'elles permettent la manifestation de suffrages dépassant la somme des voix obtenues par la gauche au premier tour. Nous avons donc pu voir que, malgré une campagne menée sur des thèmes de terrain, par des candidats de terrain, sur le terrain, les communistes ne semblent pas avoir choisi une stratégie payante, comparée aux autres partis qui, en proposant des élus déjà en place, ont réussi à regrouper les suffrages sur l'expérience de leurs candidats. Cette situation a ainsi permis au PS de se trouver en position favorable pour appliquer les accords de désistement, dont la signature doit paradoxalement beaucoup aux communistes.

[726] *Ibidem.*
[727] AFVPCF, « 67 », *Résultats du 2ème tour*, 1967.
[728] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *SDV* du 8 octobre 1967.

B/ Les 8 et 15 mars 1970 : un premier succès

Bien qu'il ait été intéressant de voir les évolutions subies par l'organisation et le déroulement des élections cantonales du point de vue de la Fédération de la Vienne du PCF, le manque de sources à ce sujet va considérablement amputer notre propos, et empêcher des conclusions qui auraient pu être intéressantes, notamment concernant les résultats de ce scrutin, pour lesquels nous ne disposons que de très peu d'informations. Si nous disposons de quelques éléments permettant de dégager des aspects nouveaux pour la campagne, nous ne disposons même pas de la liste complète des candidats présentés dans les quinze cantons renouvelables (Poitiers-Sud, Poitiers-Nord, Châtellerault, Availles-Limouzine, l'Isle-Jourdain, Gençay, Montmorillon, la Villedieu, Vivonne, Saint-Savin, Saint-Georges, Vouneuil-sur-Vienne, Dangé, Lencloître et Monts-sur-Guesnes[729]). Les informations dont nous disposons nous permettent tout de même de constater que les élections cantonales font toujours l'objet en 1970 d'un traitement spécial par la direction nationale, qui envoie de nouveau aux fédérations les brochures de *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux*.[730] Cette brochure reprend les mêmes thèmes que ceux développés en 1967 et donnent une nouvelle fois les orientations à donner à la campagne électorale locale. Les quelques sources dont nous disposons montrent ainsi que celles-ci suit ces directives, mais d'une autre manière que ce qu'on a pu observer en 1967. Ainsi, alors que nous avions pu y observer une campagne très étalée dans le temps, qui présentait chaque candidat et les particularités des cantons dont ceux-ci convoitaient les voix, la campagne pour les élections cantonales de 1970 se déroule différemment. Tout d'abord, elle ne peut débuter qu'au tout début de cette année, puisque l'ensemble de la fin de 1969 est occupé par l'élection présidentielle faisant suite au départ du Général de Gaulle. Dès le début du mois de janvier, le scrutin cantonal est donc à l'ordre du jour. On remarque alors tout de suite que la campagne ne suit pas les mêmes orientations. En effet, on ne peut que constater que des priorités sont données à certains cantons par rapport à d'autres. Ainsi, si les communistes s'efforcent toujours de présenter un candidat dans chaque canton, ils optent cette fois-ci pour une option qui ne disperserait pas leurs forces dans des combats perdus d'avance, mais choisissent plutôt de les concentrer en des lieux bien précis. C'est en tout cas ce que la propagande nous révèle. Au mois de janvier, le programme développé pour le canton de l'Isle-Jourdain par le maire d'Adriers André Rideau est ainsi développé dans la page de la Vienne, et s'oriente vers des

[729] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 18 janvier 1970.
[730] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation spéciale pour l'élection des conseillers généraux,* 1970.

mesures touchant à l'agriculture, la vie des ménagères et les structures scolaires.[731] De plus, une grande réunion publique, en présence de membres du Comité fédérale est annoncée pour exposer publiquement ce programme. On remarque donc que la Fédération semble s'orienter vers une campagne plus classique, spectaculaire, en opposition à la campagne de 1967 qui avait vu les militants communistes préparer les élections au contact direct et régulier des populations, ce qui était moins adapté à des formes de rassemblements relativement massifs que peuvent encourager les grandes réunions publiques. Au mois de février, ce sont les cantons pictaviens et châtelleraudais qui sont à l'honneur. Les thèmes qui y sont développés par les candidats communistes montrent d'ailleurs bien la différence existant entre une campagne menée dans un canton rural, et celle conduite dans des villes de taille relativement importante comme Poitiers et Châtellerault. L'accent est ainsi mis sur des problématiques telles que celles de la « circulation et transports dans un Poitiers avec plus de 100.000 habitants. »[732] Le fait qu'un scrutin se tienne dans ces deux zones concentrant un grand nombre d'ouvriers permet également aux communistes de communiquer sur l'axe Poitiers-Châtellerault et d'élargir leur programme aux cantons et aux localités reliant les deux villes. D'importants travaux d'évaluation sur la situation, basés sur des chiffres de l'INSEE, sont donc réalisés et appuient les propositions de la Fédération, qui prévoient « des réalisations culturelles et sociales qui accompagnent le développement industriel. »[733] Ces focalisations locales, à la différence de 1967, reprennent davantage des orientations généralistes que des mesures très localisées et très concrètes. C'est une caractéristique que l'on peut appliquer à l'ensemble de cette campagne. Si un programme départemental avait été présenté pour le scrutin précédent, il ne constituait pas l'épicentre du travail préélectoral communiste. Or, en 1970, celui-ci est largement développé dans la propagande et doit permettre aux électeurs de tous les cantons concernés par l'élection de connaitre les priorités choisies par les potentiels conseillers généraux communistes. Au lieu de présenter canton par canton les mesures que chaque candidat souhaiterait mettre en place, la Fédération globalise ces informations afin d'adapter la brochure éditée pour l'occasion par le Comité central aux préoccupations locales dans leur ensemble. Cette approche permet ainsi à une presse diffusée dans tout le département de s'adresser à l'ensemble des électeurs, plutôt qu'à un canton par semaine.

[731] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 25 janvier 1970.
[732] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 1er mars 1970.
[733] *Ibidem.*

Pour ce qui est du choix des candidats, les communistes semblent en partie avoir tiré des leçons des élections cantonales de 1967. Ainsi aurait-on pu croire que Paul Fromonteil, Secrétaire fédéral depuis deux ans et membre très actif de la Section de Châtellerault serait le candidat du Parti pour ce canton. Or, c'est Robert Sauvion, maire de Naintré depuis 1965 qui est présenté, afin de symboliser les qualités d'administrateurs des communistes.[734] Le peu d'informations dont nous disposons nous permet de voir que dans les autres cantons, la Fédération présente des candidats dont les caractéristiques nous rappelle celles de leurs prédécesseurs en 1967. Pour Poitiers-Nord, nous retrouvons l'ancien suppléant de Tony Lainé aux élections législatives de 168, Jacques Périllaud. Dans le canton de Poitiers-Sud, c'est un simple membre du Comité de section, qui n'apparait à aucun moment dans la direction fédérale qui se présente : Jean Géron.[735] Dans le Châtelleraudais, un Conseiller municipal de la commune d'Ouzilly (une commune qui sera conquise par le Parti en 1971) se présente pour le canton de Lencloitre.[736] A Dangé-Saint-Romain, c'est Pierre Jamain, membre du Comité fédéral sur l'ensemble de notre période qui convoite le mandat de Conseiller général.[737] Nous le voyons, bien que la stratégie communiste semble s'orienter vers la présentation d'administrateurs plutôt que de responsables politiques, la Fédération ne dispose pas pour le cas de 1970, d'un nombre important d'élus communistes. Si nous pouvons déduire assez logiquement que dans le cas du canton de Châtellerault, l'emprise de Pierre Abelin semble trop forte pour que celui-ci puisse être détrôné, des archives plus tardives, notamment dans celles de la *SDV* nous montrent que la réputation d'André Rideau, en tant que maire d'Adriers, lui a permis d'emporter le siège de Conseiller général de l'Isle-Jourdain. Le ciblage de la propagande sur certains cantons semble donc avoir porté ses fruits puisqu'il permet à un communiste d'entrer au Conseil général. Ses premières interventions, deux mois après le scrutin reprennent d'ailleurs les thèmes développés par le Parti pendant la campagne, et permettent de dire que les mesures proposées n'étaient pas que de simples promesses de campagne. Ainsi réussit-il à faire voter « un vœu, à l'unanimité, demandant que la suppression du trafic voyageurs de la ligne Chinon-Thouars, ne soit pas mise en application. »[738] Ses interventions lors des sessions du Conseil général se calquent donc sur les thèmes proposés par la direction du Parti, et André Rideau met concrètement ces pistes en

[734] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 22 février 1970.
[735] *Ibidem.*
[736] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Tract de campagne de Robert Sauvion,* 1970.
[737] *Ibidem.*
[738] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 17 mai 1970.

application concrète, afin d'améliorer le cadre de vie de son canton. Ainsi, donne-t-il la priorité aux problèmes de voierie et d'accès à l'eau courante dans certaines zones du territoire Islois qu'il défend. A l'image des tâches politiques confiées aux communistes, on remarque donc que les responsabilités d'élus sont menées avec le même don de soi, et le même respect des directives impulsées sur un plan national.

Bien que peu d'archives concernant ce scrutin cantonal de 1970 ne subsistent, nous avons quand même pu déceler quelques éléments méritant d'être soulignés, notamment concernant les changements de méthodes pour la campagne, et les effets bénéfiques de ceux-ci, qui permettent à la Fédération de faire entrer un militant pour la première fois au Conseil général. On regrettera néanmoins de ne pouvoir analyser l'évolution de l'implantation communiste dans des cantons comme Lencloître sur l'axe Poitiers-Châtellerault, ou Gençay, où les communistes accentuaient leur présence sur notre période.

De façon plus générale, cette étude des élections cantonales nous a permis de dégager des éléments intéressants, en nous donnant des précisions sur l'implantation des communistes dans certaines, zones, notamment à Chauvigny, où Jean-Pierre David trace la voie d'une réelle stratégie d'union avec les socialistes, et à Civray, où l'implantation communiste doit à une tradition républicaine qui, tout en privilégiant les socialistes, favorise des rapprochements entre les sections locales du PCF et de la FGDS. A l'inverse, on a pu déduire que l'implantation communiste dans des cantons comme Lussac-les-Châteaux devait plus au travail du Parti envers les petits paysans qu'à une réelle culture de gauche, puisqu'on a pu y remarquer que les socialistes y étaient clairement hostiles à une entente, même simplement électorale, avec les communistes. Par ailleurs, nous avons pu voir que ce type de scrutin était particulièrement préparé par les militants, sous l'égide des directives centrales du Parti. Cela ne semble rien devoir au hasard, puisqu'on peut analyser l'élection cantonale telle qu'elle est appréhendée par les communistes, comme le reflet de la dualité revendiquée par les communistes. Celle qui les oppose, eux, les petits ouvriers, paysans, artisans, commerçants, employés, les dominés, aux gros propriétaires industriels ou fonciers, aux grands patrons et à leurs exécutants gouvernementaux. Le scrutin cantonal est marqué par une double dichotomie similaire : il s'agit de créer un contre-pouvoir local formé d'élus amateurs pour contrebalancer les pouvoirs accumulés entre les mains des préfets, hommes politiques professionnels chargés d'appliquer localement les orientations nationales du gouvernement. Dans une autre mesure, ce scrutin est également l'occasion pour les communistes de montrer (même si nous avons pu constater que cette stratégie n'était pas forcément payante) qu'ils appartiennent réellement au

milieu de ceux qu'ils représentent, en opposition aux autres partis qui présentent le plus souvent des élus déjà en place et appartenant à la petite bourgeoisie locale. Ce scrutin, dont on a seulement pu apprécier les caractéristiques à travers les documents relatifs à l'élection cantonale de 1967, semble donc idéal pour envisager la place des communistes au sein d'un *processus* électoral appliquant localement des directives centrales, en nous permettant d'apprécier concrètement le positionnement des candidats parmi la population, mais aussi par rapport aux forces politiques auxquelles ils sont opposés.

V- Les référendums et le PCF dans la Vienne

Les *referendums* constituent un moment particulier dans la vie politique, notamment par leur finalité. En effet, il ne s'agit pas ici d'élire un représentant, mais d'exprimer un point de vue par rapport à une question précise. Il n'est pas question d'accord électoral entre partis, ou bien de faire campagne pour un candidat ou, comme les communistes ont pu le montrer, contre un autre. Il s'agit ici d'approuver ou sanctionner un projet gouvernemental, ni plus, ni moins. Tout en examinant les aspects particuliers d'une campagne locale menée dans le cadre de ce type de consultation, il nous faudra également voir comment peuvent être appropriés et interprétés des résultats qui peuvent très bien être le fruit du travail de plusieurs formations politiques à la fois.

A/ Le 27 avril 1969 et le référendum sur la régionalisation et le Sénat

Pour ce premier *referendum* sur notre période, les français sont appelés à se prononcer sur la réforme souhaitée par Charles de Gaulle concernant la régionalisation et le Sénat. Cependant, la portée de cette consultation doit être considérée de façon beaucoup plus large, puisqu'en cas de réponse négative, le président de Gaulle indique qu'il démissionnera de son poste. L'enjeu est important, et pourrait conduire à une campagne communiste essentiellement orientée contre la personne même du général de Gaulle, comme ils ont pu en mener au début de notre période. L'importance de ce scrutin, dont l'issue positive pourrait mettre fin à plus de dix ans de pouvoir gaulliste, implique une mobilisation exceptionnelle des forces communistes, à la hauteur de l'enjeu. Commencée un mois avant le *referendum*, celle-ci prévoit d'emblée « 4 *Meetings* Centraux et 200 Réunions Publiques. »[739] Pour l'occasion, Fernand Grenier, député de la Seine et ancien membre du Comité central, est dépêché de Paris

[739] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 30 mars 1969.

pour présider les quatre réunions principales. Celles-ci, sans surprise se tiennent dans les villes de Poitiers et Châtellerault, en raison de leur importante population, ainsi qu'à Civray et Châtellerault, vraisemblablement à la faveur de l'assise dont bénéficient les communistes dans ces deux localités. Ces *meetings* qui se tiennent quatre et trois jours avant l'ouverture des bureaux de vote viennent clôturer une série de 200 réunions publiques tenues par les membres de la direction fédérale et quelques secrétaires de sections du 9 au 20 avril à travers l'ensemble du département.[740] Une campagne de grande intensité est donc menée sur le terrain, et mobilise « les militants de 11 entreprises Châtelleraudaises »,[741] ainsi que les militants du SNI qui « appelle[nt] les instituteurs à renforcer le courant d'hostilité au régime gaulliste en votant et faisant voter négativement. »[742] La Fédération souhaite donc s'inscrire dans un vaste mouvement tendant à renouveler la tête de l'Etat, et semble vouloir être le moteur de la campagne pour le « non ».

Les forces militantes communistes de la Vienne sont donc lancées afin de mener une campagne rapide, de seulement un mois, devant déboucher à l'annulation des réformes souhaitées par le président de Gaulle concernant la régionalisation et le Sénat, mais aussi sur son départ de l'Etat. Nous avons vu au cours de cette étude que les communistes abandonnaient peu à peu la critique du pouvoir personnel ciblant Charles de Gaulle pour adopter une ligne politique prenant en compte les nouveaux aspects de la société d'après-guerre afin d'incriminer les nouvelles formes du capitalisme et de toucher les nouvelles couches socioprofessionnelles. Nous avons également pu constater que le PCF était capable de remettre ce fond politique au goût du jour, lorsqu'il s'agissait de s'inscrire dans un mouvement semblant prendre sa source dans l'hostilité au gaullisme : pour les élections législatives faisant suite au mouvement de mai 1968, les communistes fondent en effet leur propagande sur le refus du gaullisme, afin de récolter les voix des protestataires. Pour ce *referendum,* le cas de figure semble être le même puisqu'il s'agit de rassembler un *maximum* de « non » en réaction à la politique gaulliste. Si le début de campagne se caractérise donc par la critique des méthodes gaullistes s'appuyant sur les médias « de façon fort insidieuse pour convaincre le français moyen que la régionalisation à la mode gaulliste est une belle et bonne chose »,[743] la Fédération met très vite en place un argumentaire de fond, basé sur la critique

[740] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 13 avril 1969.
[741] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 30 mars 1969.
[742] *Ibidem.*
[743] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 13 avril 1969.

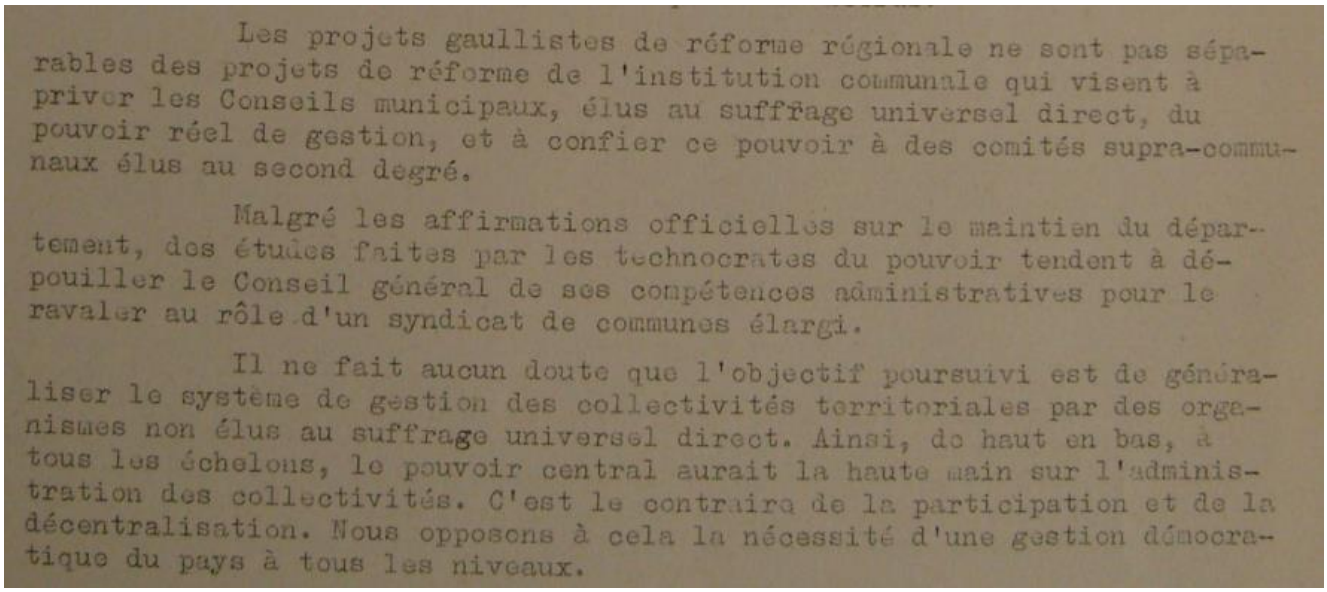
des réformes proposées à l'assentiment des électeurs, ou plutôt sur une de celles-ci. Rappelons-le, le *referendum* prévoit en cas de succès la mise en place de deux réformes, l'une limitant les pouvoirs du Sénat, l'autre prévoyant un découpage du territoire français en régions, qui deviendraient ainsi des collectivités locales à part entière. Or, nous avons pu voir à plusieurs reprises à quel point les communistes étaient attachés à cette notion de gestion locale des affaires de la cité, et notamment à la sauvegarde des prérogatives accordées aux élus locaux. Cet aspect est une nouvelle fois mis à l'honneur par la direction donnée à la campagne par la Fédération du PCF. Si rien n'est dit sur la réforme du Sénat, celle concernant la régionalisation est analysée de façon sérieuse et donne lieu à un argumentaire fourni de la part des communistes. S'appuyant tout de même sur quelques arguments strictement antigaullistes – mettant en relation le fait que les gaullistes affirment que la réforme n'impliquera par de hausse d'impôts et la courbe de celle qu'a provoquée la politique de Pierre Vertadier à Poitiers[744] – les communistes montrent à travers cette campagne leur propre conception de la régionalisation et montrent ainsi que leur refus de la réforme gaulliste s'appuie davantage sur la forme que prend celle-ci et plutôt que sur le principe-même. La Fédération fonde donc son argumentation sur deux éléments qui reviennent régulièrement lorsqu'il s'agit de dénigrer la politique gaulliste : les Conseils que souhaiterait mettre en place le régime à la tête de ces nouvelles régions ne seraient pas démocratiques :

> « Seuls les conseillers « députés » et les conseillers « territoriaux » seront élus (soit 39 [sur 65 conseillers, dont 26 seraient désignés par le gouvernement, nda]. Et quand nous disons « élus », disons élus selon les modes de scrutin les plus injustes qui puissent exister :
>
> - Scrutin d'arrondissement pour les députés, ce qui a permis en juin 1968 à l'U.D.R. d'avoir près de TROIS-QUARTS des députés avec… 43.6% des voix !!!
>
> - Election au second degré pour les conseillers territoriaux (donc élus non pas par l'ensemble des du corps électoral mais par les conseillers municipaux, les conseillers généraux…). »[745]

De plus, ces Conseils régionaux porteraient gravement atteinte à l'intégrité des libertés locales et réduiraient l'action des élus de proximité presqu'à néant. Si cette dénonciation peut parfois prendre une forme ironique dans la presse – la propagande favorable à la réforme de régionalisation indique ainsi que son application permettrait l'allègement du travail des conseillers municipaux, en réponse à quoi les communistes ironisent : « certes ! et même grandement facilitées… car à part l'Etat civil et l'inauguration des chrysanthèmes, il ne leur restera plus grand-chose ! »[746] – elle découle pourtant d'un examen approfondi du projet de

[744] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 avril 1969.
[745] *Ibidem.*
[746] *Ibidem.*

réforme, qui donne lieu à des critiques d'ordre général, reprenant les thèmes principaux de la dénonciation du mode d'administration gaulliste, mais aussi des contre-propositions concrètes.



Les projets gaullistes de réforme régionale ne sont pas séparables des projets de réforme de l'institution communale qui visent à priver les Conseils municipaux, élus au suffrage universel direct, du pouvoir réel de gestion, et à confier ce pouvoir à des comités supra-communaux élus au second degré.

Malgré les affirmations officielles sur le maintien du département, des études faites par les technocrates du pouvoir tendent à dépouiller le Conseil général de ses compétences administratives pour le ravaler au rôle d'un syndicat de communes élargi.

Il ne fait aucun doute que l'objectif poursuivi est de généraliser le système de gestion des collectivités territoriales par des organismes non élus au suffrage universel direct. Ainsi, de haut en bas, à tous les échelons, le pouvoir central aurait la haute main sur l'administration des collectivités. C'est le contraire de la participation et de la décentralisation. Nous opposons à cela la nécessité d'une gestion démocratique du pays à tous les niveaux.

Extrait de la documentation communiste concernant le projet de réforme sur la régionalisation, 1969[747]

En partant de ce constat, les communistes montrent alors qu'ils ne sont réellement pas opposés à une réforme de régionalisation, mais que celle-ci doit correspondre à la conception qu'ils se font d'une assemblée locale. Ainsi préfèreraient-ils des conseils régionaux « dotés de pouvoirs réels dans l'élaboration, l'exécution et le contrôle de la planification démocratique, économique et sociale, et dans la création et la gestion de certains équipement et services collectifs régionaux. »[748] Cette conception du Conseil régional reviendrait donc à retirer ses pouvoirs au Préfet de région, dont l'existence a toujours été contestée par les communistes. La constitution d'une assemblée régionale fonctionnant de cette façon règlerait donc du même les problèmes de dépossession de ses moyens que subissent les Conseils généraux, dont le fonctionnement en relation avec un échelon régional plus démocratique permettrait une articulation plus souple de la gestion des affaires locales. On remarque donc qu'au lieu de profiter du climat antigaulliste qui pourrait émerger d'une pareille consultation, les communistes, pourtant habitués à des attaques ciblées contre la personne de Charles de Gaulle, profitent du thème d'une des réformes pour développer un fond politique revendicatif,

[747] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Documentation relative à la réforme de régionalisation,* 1969.
[748] *Ibidem.*

et expose sa vision de la régionalisation en s'appuyant sur le contre-exemple que représente la conception gaulliste de cet échelon administratif.

Il est difficile de savoir comment l'intensité et l'orientation concrète donnée à leur campagne pour le « non » ont pu influer sur les résultats locaux de ce *referendum,* toujours est-il que ceux-ci s'inscrivent dans le mouvement nationale, avec, comme d'habitude lors des scrutins nationaux, 2% de moins pour l'option choisie par le PCF : « le « NON » l'emporte dans la Vienne avec 50.58% des suffrages exprimés. »[749] A l'échelle nationale, 52.41% des électeurs ne souhaitent pas voir appliquées les réformes du Sénat et de la régionalisation et, consécutivement, le mandat du général de Gaulle renouvelé.

Carte des résultats du *referendum* de 1969 par canton[750]

[749] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 20 avril 1969.
[750] *Ibidem.*

Le premier aspect notoire est que le « non » l'emporte dans les cantons où les communistes, seuls ou en compagnie des socialistes, sont bien implantés. Les cantons bordant la frontière Sud du département de Civray à l'Isle-Jourdain se montrent ainsi hostiles aux réformes gaullistes. Avec le canton de Chauvigny, ce sont les trois seuls cantons du Sud-Vienne à voter en majorité pour le « non ». Le plus gros réservoir de suffrages hostiles au gaullisme se retrouve effectivement dans le Nord du département, où nous avons eu l'occasion de le montrer, les communistes ont de grandes difficultés d'organisation. Mis à part la Section de Loudun, pour laquelle les rapports fédéraux signalent une organisation solide et une activité régulière, la Fédération connait en effet dans le Nord du département des carences d'organisation, qui conduit généralement à une faiblesse des suffrages communistes. Or, nous constatons pour ce *referendum* que les pourcentages de « non » les plus importants se situent dans des zones où le Parti n'a que peu d'influence : à Moncontour, 57.07% des électeurs se prononcent contre les réformes, ils sont 59.7% dans le canton de Lencloître et 61.3% à Monts-sur-Guesnes. Nous ne disposons d'aucune appréciation détaillée sur cette consultation, et n'avons donc pas l'avis des communistes sur cette poussée des suffrages hostiles au régime gaulliste. Ceux-ci remarquent pourtant pour Châtellerault, et sans commenter, « que le secteur le plus traditionnellement rural et réactionnaire donne lui aussi une majorité de « Non » (à 50%). »[751] Il est donc difficile de tirer des conclusions réellement fiables sur la répartition de ce scrutin, même si des hypothèses peuvent être émises. Par exemple, si l'on prend en compte le fait que l'enracinement centriste est relativement fort à Loudun et à Châtellerault, mais aussi à Mirebeau par exemple, où Jean Raffarin[752] est une figure locale, ou à Monts-sur-Guesnes, il se peut que les voix démocrates se soient mêlées à celles des centristes, qui militaient également pour le « non ». A l'inverse, la partie Sud du département semble plus marquée par une implantation gaulliste – l'appartenance politique des conseillers généraux de cette partie du département nous le laisse par exemple penser[753] – à laquelle est opposée l'activité communiste, ce qui pourrait expliquer la majorité des « oui » dans cette zone.

Nous l'avons vu, ce *referendum* se caractérise par une campagne intense de la part de la Fédération communiste, qui profite de la nature des réformes en jeu pour exposer sa vision de l'administration générale. Au final, ce scrutin est marqué par un succès du « non » pour lequel

[751] *Ibidem.*
[752] Né le 23 mars 1914 à Vouzailles et décédé le 19 janvier 1996 à Chasseneuil-du-Poitou, Jean Raffarin fut député de la Vienne de 1951 à 1956, Secrétaire d'Etat à l'agriculture de 1954 à 1955 et Conseiller général de Mirebeau de 1949 à 1979.
[753] AFVPCF, « 67 », *coupure de presse présentant l'ensemble des conseillers généraux de la Vienne,* octobre 1967.

militait le PCF, mais le rôle des centristes dans cette victoire ne nous semble pas à exclure. Ce score satisfaisant pour le Parti lui permet néanmoins de partir en campagne pour soutenir la candidature de Jacques Duclos sur des bases positives.

B/ Le 23 avril 1972 et le référendum sur l'élargissement de la CEE

Le deuxième *referendum* de notre période se tient dans un contexte différent. Le spectre de mai 1968 semble définitivement écarté et le mandat de Georges Pompidou entamé trois ans plus tôt, à la suite de l'échec du *referendum* gaulliste, se déroule sans accroc majeur. Le PCF se focalise sur la construction de l'Union et semble laisser les fédérations, en dehors des scrutins, mener un travail de fond régulier auprès des entreprises et des nouvelles classes moyennes.

Cette échéance électorale arrive donc dans un contexte relativement stable pour le gouvernement en place. Elle n'est d'ailleurs pas réellement à inscrire dans un contexte français, mais européen, puisque l'issue de la consultation décide de l'entrée ou non de quatre nouveaux pays dans la CEE, à savoir la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège. L'enjeu de ce scrutin semble donc à première vue relativement éloigné des préoccupations principales des électeurs. Lors du lancement de la campagne dans la propagande locale, les communistes parlent d'ailleurs d' « une grande bataille politique contre le pouvoir »,[754] ce qui reste plutôt vague concernant les raisons qui motivent les communistes à encourager le vote négatif pour cette consultation. L'intérêt suscité par ce *referendum* est de toute façon bien moindre à celui qui avait permis une large mobilisation des forces partisanes pour permettre la démission du général de Gaulle. Si Fernand Grenier, qui semble suivre le travail de la Fédération depuis quelques années, revient dans le département pour donner, comme en 1969, des *meetings* dans les villes les plus importantes du département (Poitiers et Châtellerault) ainsi que dans les sections les plus actives de la Vienne – Civray et Chauvigny, auxquelles il faut rajouter Loudun et Montmorillon, ce qui confirme l'expansion communiste dans ces deux villes – seulement 80 réunions publiques sont prévues pour l'ensemble du département, contre 200 en 1969.[755] De plus, si l'appel à voter « non » ainsi que l'annonce des réunions tenues par Fernand Grenier font systématiquement la première page de la *SDV*, la propagande semble pour le reste suivre un cours normal, et il faut attendre l'édition de la page

[754] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 2 avril 1972.
[755] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 16 avril 1972.

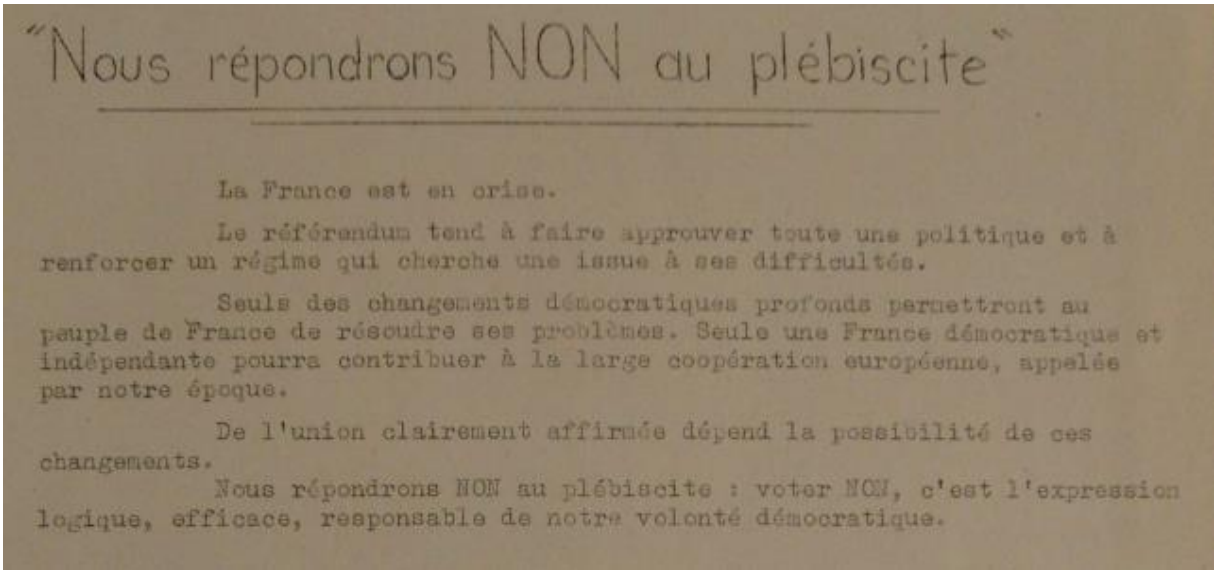
de la Vienne du jour même du scrutin, pour qu'un éditorial explique de façon sommaire au lecteur les raisons qui motivent le vote communiste négatif pour ce *referendum.* Celles-ci étaient relativement prévisibles et se basent plus sur une opposition aux politiques pompidolienne et européenne que sur une réelle volonté d'obstruction aux conséquences que pourraient avoir l'entrée de quatre nouveaux pays dans la Communauté européenne.

Première page de la *Semaine dans la Vienne* le jour du *referendum* sur l'élargissement de la CEE, 1972[756]

La teneur de l'engagement communiste pour le « non » se résume finalement simplement à la conclusion de cet éditorial : « Les travailleurs diront « Non » par millions à l'Europe des *trusts* que prépare Pompidou. En votant massivement « non », les travailleurs exprimeront

[756] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne* + *Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 23 avril 1972.

leur mécontentement devant la politique antisociale du pouvoir. »[757] Il s'agit donc plus ici de sanctionner les méfaits d'une politique européenne décriée tout au long de notre période, notamment par le biais du Marché Commun, ou par le plan Mansholt, dont nous avons déjà évoqués les conséquences néfastes pour les petites exploitations familiales que défend le PCF. C'est d'ailleurs à travers l'exemple de la politique européenne menée par Sicco Mansholt que la Fédération fustige les représentants locaux du centrisme, René Monory et Pierre Abelin, qui appellent à voter « oui » au *referendum*. La campagne permanente menée contre ces personnalités lui offre ainsi un autre argument pour appeler au vote négatif : « l'Europe de Sicco Mansholt comme celle d'Abelin ou de Pompidou c'est celle des *trusts*. »[758] La campagne impulsée par le PCF cherche donc à faire de cette consultation une sanction de la politique menée par Georges Pompidou, et un rejet d'une Europe aux ordres des Etats-Unis, qui sacrifierait la souveraineté nationale sur l'autel du capitalisme (l'hostilité anti-américaine est d'autant plus forte que le *referendum* s'inscrit dans un contexte d'essor du mouvement de soutien au peuple vietnamien face à l'agression états-unienne). Cette ligne très généraliste, qui s'oppose au traitement concret des réformes soumises par le général de Gaulle à l'avis populaire en 1969, implique donc une campagne locale peu active. Le texte laconique faisant guise d'appel signé par les élus communistes du département témoigne d'ailleurs du peu d'entrain suscité par cette campagne :



"Nous répondrons NON au plébiscite"

La France est en crise.

Le référendum tend à faire approuver toute une politique et à renforcer un régime qui cherche une issue à ses difficultés.

Seuls des changements démocratiques profonds permettront au peuple de France de résoudre ses problèmes. Seule une France démocratique et indépendante pourra contribuer à la large coopération européenne, appelée par notre époque.

De l'union clairement affirmée dépend la possibilité de ces changements.

Nous répondrons NON au plébiscite : voter NON, c'est l'expression logique, efficace, responsable de notre volonté démocratique.

Intégralité de l'appel à voter « non » au *referendum* sur l'élargissement de la CEE, signé par les élus communistes de la Vienne, 1972[759]

[757] *Ibidem.*
[758] *Ibidem.*
[759] AFVPCF, « 71-72 », *Appel des élus communistes de la Vienne à voter « non » au* referendum *sur l'élargissement de la CEE,* 1972.

D'un certain point de vue, cette campagne rappelle quelque peu celle qui avait – malgré un enthousiasme très relatif – conduit François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1965. Nous avions ainsi pu remarquer que le manque d'intérêt militant avait conduit à une campagne relativement discrète, provoquée par l'assurance d'un échec du candidat unique de la gauche. Dans le cas de ce *referendum*, les raisons de la faible intensité donnée à cette campagne trouvent également leur source dans un défaitisme ambiant. En effet, la situation du PCF est particulièrement défavorable pour ce scrutin, puisqu'il se retrouve complètement isolé. Nous avons vu que les tenants locaux du centrisme appelaient à voter donner une réponse favorable à l'entrée de nouveaux pays dans la Communauté européenne. Le PS, pour sa part, malgré la tentative de François Mitterrand d'impliquer les socialistes dans une campagne pour le « non »,[760] appelle les électeurs à ne pas aller aux urnes. Le PCF fait donc campagne seul, complètement isolé, pour repousser la proposition gouvernementale. Nous remarquons au passage à quel point les communistes ont adouci leurs positions vis-à-vis des socialistes : une situation similaire quelques années auparavant aurait à coup sûr déclenché la colère des militants du Parti, qui ne se seraient pas privés pour fustiger le manque de positionnement du PS, et les accuser de collaborer avec la politique réactionnaire du gouvernement. Or, pas un mot à l'encontre de l'option choisie par les socialistes n'apparait dans la propagande, ce qui marque les avancées réalisées par les deux formations dans la voie d'une stratégie unitaire.

Dans une situation aussi défavorable, les communistes ne pouvaient guère s'attendre à un résultat miraculeux. Ainsi, le bulletin « non » n'a été glissé dans l'urne que par 31.68% des français. Sur le plan local, il faut enlever 1% à ce score : le « non » recueille 30.70% des suffrages exprimés.[761] Malgré ce score très éloigné de la majorité, qui aurait pu empêcher l'élargissement de la CEE, la *SDV* annonçant les résultats titre sur « le succès du NON. »[762] Cet étonnant constat trouve son origine sur la façon qu'ont eue les communistes d'analyser ce scrutin. Ceux-ci ont en effet choisi de comparer le nombre de « non » obtenus aux voix qu'avait récolté Jacques Duclos à l'élection présidentielle de 1969. Alors que les résultats de la consultation de 1972 auraient pu être confrontés à ceux obtenus lors du *referendum* de 1969, qui avait eu lieu juste avant le scrutin présidentiel, les communistes choisissent l'option qui leur est la moins défavorable. Légitimant certainement cet angle d'analyse par le fait que le PCF étant seul à faire campagne pour le « non », ces mêmes suffrages seront l'expression

[760] NAHON Guillaume, *op. cit.*, p.147.
[761] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 30 avril 1972.
[762] *Ibidem.*

du soutien populaire à la ligne choisie par les communistes, on ne peut toutefois qu'émettre des réserves concernant ce choix de comparer deux scrutins qui ne peuvent l'être. Cependant, l'habitude communiste veut que chaque scrutin où le score déçoit, celui-ci soit mis en relief par rapport à un précédent, afin d'en montrer les aspects positifs. Le succès de la consultation de 1969 se suffisait ainsi à lui-même et n'avait pas nécessité de comparaison, du moins pas dans le cadre d'une analyse principale. Conjointement à ce constat, la Fédération met également en avant les communes où le « non » est majoritaire. Si celles-ci ne sont pas nombreuses, elles ne font que confirmer les bastions électoraux communistes du département : Gouex, Ouzilly, Adriers, Naintré, mais aussi Cernay (dans le canton de Lencloître), Pressac ou Asnières-sur-Blourde (dans l'Islois).[763] Ces deux orientations dans la communication des résultats permettent néanmoins aux communistes, après un premier rapport plus fourni,[764] de tirer des conclusions sur ce scrutin, qui ne font à notre sens que renforcer la mise en scène des chiffres alimentant ce bilan des résultats. Ceux-ci choisissent d'imager grâce à deux cartes les cantons où le pourcentage de « non » dépasse la moyenne nationale et où la différence du nombre de voix de Jacques Duclos en 1969 et le nombre de « non » en 1972 est importante. La première nous montre donc naturellement les zones où les communistes sont bien implantés (le Châtelleraudais et sa campagne élargie, et le Sud paysan du département) et la seconde celle où elle connait des problèmes d'organisation (notamment le long de la façade Ouest) : il est normal d'avoir une différence significative de suffrages dans ces zones où les communistes sont peu présents, tout d'abord car ceux-ci partent de très bas, avec des scores très faible (la moindre augmentation prend ainsi des proportions importantes, même si elle est numériquement faible) et parce que le contexte n'est pas du tout le même pour les deux scrutins. Alors que les suffrages lors de l'élection présidentielle étaient disséminés sur l'ensemble des candidats, le *referendum* a vu les voix des opposants se reportés sur le « non » et pas forcément sur le choix de l'abstention, car il n'y a pas dans ces zones d'implantation socialiste comme on peut en trouver dans le Sud du département. Le choix de présenter le bilan de la consultation sur l'élargissement européen de cette façon est donc très bénéfique pour les communistes, qui peuvent ainsi revendiquer une situation positive sur l'ensemble du département : des scores au-dessus de la moyenne nationale dans les zones où ils sont bien présents, et de nets progrès dans celles où ils n'ont que peu d'influence. Même si d'un point de vue général le constat est juste, il est amplifié par la façon

[763] AFVPCF, « *La Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 7 mai 1972.
[764] AFVPCF, « 71-72 », *Premières appréciations provisoires sur les résultats du* referendum *dans le département de la Vienne*, 1972.

dont les chiffres sont présentés, et ne peut masquer le camouflet reçu par le « non », donc par le Parti.

Cette consultation sur l'élargissement européen nous a donc replongés dans le cadre d'une campagne perdue d'avance, à l'image de celle menée par les communistes sur le nom de François Mitterrand. Seulement, dans le cas présent, les résultats sont sans surprise, et la position du PCF n'est pas suivie, y compris localement. Malgré une présentation astucieuse des résultats par les communistes, l'échec est difficilement contestable. Cependant, d'un point de vue général, l'issue locale du *referendum* a pu confirmer des éléments que nous avions déterminés concernant les zones où le Parti est fort, mais aussi sur le fait que la consolidation de son influence dans certaines zones s'effectue petit à petit. Par ailleurs, la teneur de la campagne nous a également révélé à quel point le PCF s'était rapproché du PS – malgré des dissensions concernant l'option tactique choisie par les deux formations – et que même s'il n'avait pas été possible de mener la campagne derrière une position commune, les communistes avaient clairement fait baisser la pression sur les épaules des socialistes.

Ces deux *referendums* nous ont donc permis de mettre en lumière deux situations totalement différentes : une campagne menée activement en 1969 contre le général de Gaulle, avec une propagande développant un argumentaire solide, qui participa au succès du « non » pour lequel militait le PCF. Et en 1972, un climat marqué par le désintérêt et la déviation des enjeux de la consultation vers la critique de la politique nationale, sur lequel devait à coup sûr déboucher un échec. Cependant, ces deux configurations nous ont permis de confirmer certaines caractéristiques localisées, qui, en lien avec des éléments que nous avons déjà montré, notamment à travers les élections cantonales, permettent de mieux saisir les rapports de force existant dans différentes zones du département, entre différentes forces politiques (notamment la faiblesse de l'implantation socialiste dans le Nord du département, qui profite aux communistes, en expansion sur toute notre période).

Cette longue partie nous a permis de voir comment l'influence électorale communiste avait pu évoluer au cours de notre période. Les éléments que nous avons mis en lumière ont vu se confirmer ce que nous avions déjà évoqué dans les chapitres précédents : d'un point de vue organisationnel, comme ici d'un point de vue électoral, la Fédération de la Vienne est en pleine reconstruction. On ne peut donc pas parler d'une implantation électorale forte, mais plutôt de progrès constants. Si pour les scrutins nationaux, les résultats communistes locaux se calquent sur les tendances globales avec deux points en moins (qui basculent le plus souvent

sur les candidats centristes, bien implantés dans le Nord du département), les résultats locaux nous ont permis de déterminer des zones où l'implantation communiste s'est confirmée, voire dans certains cas accentuée.

Si nous avons vu que deux zones du Sud du département étaient marquées par une forte présence communiste – le Civraisien et un bloc géographique comprenant une partie de l'Islois, du Lussacois et du Montmorillonnais – une étude approfondie de la configuration électorale nous a permis de voir que cette implantation rouge ne relevait pas des mêmes caractéristiques : dans le Civraisien, la présence communiste s'inscrit dans une tradition républicaine qui implique également un nombre important de socialistes, alors qu'elle doit beaucoup au travail en direction des paysans dans la seconde zone. De plus, leur audience est favorisée dans la partie méridionale par le fait que le PCF représente la principale force d'opposition aux gaullistes, qui y sont bien implantés. Cette caractéristique est importante à prendre en compte, car dans la partie Nord du département, où les centristes sont très bien représentés, le rapport de force est différent. Ce sont alors ces derniers qui constituent un rempart contre le gaullisme et qui, dans bien des cas, bénéficient ainsi de l'appui des socialistes, isolant nettement les communistes. Ce constat est particulièrement vrai dans les plus grandes villes, Poitiers et Châtellerault, où les rapports très conflictuels entre socialistes et communistes empêchent les rapprochements, et bénéficient aux centristes.

Pourtant, à partir de ce constat négatif, les scrutins successifs ont pu montrer des améliorations dans certaines zones particulières. Elles résultent d'une part d'un travail acharné du Parti dans plusieurs localités, où il cherche à éloigner les socialistes des centristes : à Loudun, Montmorillon et Chauvigny. A Loudun, il s'agit de briser le symbole René Monory, qui influence la partie Nord du département en coopération avec un autre symbole du centrisme local, Pierre Abelin. Ce travail signe quelques améliorations de l'influence communiste, qui peut s'appuyer sur un contexte revendicatif favorable cristallisant la contestation sur le maire de Loudun (nous faisons ici référence au mouvement de protestation contre la fermeture de la ligne ferroviaire Chinon-Thouars). Cependant, il n'est pas suffisant pour ébranler les assises dont bénéficient ici les centristes. Dans le Sud du département, le travail est plus concluant, notamment à Chauvigny, où le travail constant de Jean-Pierre David parvient à créer des rapprochements, grâce à une communication moins agressive envers le PS qu'à Poitiers à Châtellerault. Ces avancées sont importantes pour le Parti, qui consolide son implantation rurale par des percées dans certaines villes importantes, où l'union avec les socialistes parvient à se réaliser concrètement.

Enfin, on notera que le Parti bénéficie d'une assise un peu moindre, mais non négligeable, dans les communes situées sur l'axe Poitiers-Châtellerault. Naintré, qui se compose de la population ouvrière de Châtellerault est le symbole de cette implantation. Mais les exemples sont nombreux, puisqu'à l'opposé de cet axe, dans la banlieue poitevine de Buxerolles, un militant communiste parvient à intégrer le Conseil municipal. On remarque ici que le PCF bénéficie des suffrages de populations ouvrières, et on retrouve ce phénomène sur l'ensemble de l'axe : Beaumont, St-Cyr, Colombiers, sont des localités qui se font remarquer par le nombre important des suffrages accordés aux communistes lors des scrutins nationaux. Cependant, ces villages qui gonflent à la faveur de l'industrialisation de l'axe Poitiers-Châtellerault, sont isolés et ne permettent pas aux sections auxquelles ils sont rattachés d'être assez organisées pour avantager le PCF lors des scrutins locaux.

Ces informations sur l'implantation électorale communiste sont donc précieuses pour comprendre le phénomène communiste à l'échelle du département. C'est cependant grâce à la confrontation avec ce que nous avons montré dans nos précédents chapitres que nous pourrons l'envisager de façon plus complète.

Conclusion

Ce travail nous aura donc permis d'observer une multitude d'éléments distincts concernant les divers aspects présentés par la Fédération de la Vienne du PCF. Il convient désormais de les mettre en relation, afin de tirer un bilan cohérent de l'étude qui vient d'être menée. Le plus vaste des chantiers entrepris par ce travail de recherche a certainement été de déterminer les zones où les communistes étaient bien implantés, du point de vue de l'organisation d'une part, et du point de vue électoral d'autre part. Si plusieurs constats ont déjà été établis au cours du développement, il nous semble approprié de mettre en lumière une dernière fois les conclusions obtenues, en les enrichissant toutefois par le recoupage de ce que nous avons pu observer en matière d'organisation et d'influence dans les suffrages. Dans cette optique, autant évacuer le cas du Sud du département assez rapidement, tant cette partie du département a pu retenir notre attention. Nous rappellerons donc que la Fédération est très bien implantée dans deux blocs géographiques distincts se trouvant à l'extrême-Sud du département, que l'on peut grossièrement dénommer le Civraisien et le Montmorillonnais. Ces deux zones de forte influence présentent des caractéristiques multiples permettant d'envisager différemment cette implantation. Nous avons déjà mentionné le fait que l'activité industrielle existant à Civray avait permis de créer un substrat favorable au développement des idées républicaines. Cet état de fait impliquait ainsi plusieurs conséquences : tout d'abord un travail régulier des militants de la Section – bien que leur nombre ne soit pas si exceptionnel que ça – une forte implantation électorale à plusieurs niveaux – les communistes participent à de nombreux conseils municipaux, et une part importante des électeurs locaux offre des suffrages au PCF lors des scrutins nationaux – et la facilitation de la mise en place d'une stratégie d'union entre socialistes et communistes. Dans le Montmorillonnais, une toute autre interprétation doit être adoptée. Si c'est dans cette zone que la Fédération – en dehors des cas exceptionnels de Poitiers et Châtellerault – compte ses sections les plus importantes, celles de Lussac-les-Châteaux et l'Isle-Jourdain, nous y avions pourtant observé un manque d'activité flagrant. Cette opposition entre adhésion et activité devait alors être expliquée par le contexte sociopolitique de la zone. Cette partie du département semble en effet peu touchée par les idées socialistes, tandis que les notables gaullistes jouissent d'une bonne implantation. Le recours à la solution communiste comme force d'opposition semblait donc aller de soi, dans une zone fortement marquée par la crise rurale et les attentes sociales qui en découlent. Il faut donc, pour comprendre l'importance de la population communiste dans le Montmorillonnais, envisager l'influence du Parti comme le reflet d'une forme d'opposition à

la droite, et non comme un moyen d'action. C'est à la lumière de ce constat qu'on est à même de comprendre pourquoi le vote communiste est aussi fort dans cette zone – et uniquement communiste, les scores enregistrés dans le Montmorillonnais par la candidature unique de François Mitterrand en 1965 montrent bien la faible implantation socialiste dans le Sud-Est de la Vienne – alors que le nombre important d'adhérents ne fournit que très peu d'activité. L'explication paysanne pour comprendre la nature de la présence communiste dans le Montmorillonnais est également confirmée par le fait que celle-ci n'existe que peu dans les villes importantes de cette zone. Les communes qui votent pour le PCF sont pour la plupart de très petites localités regroupant une population agricole. A la différence du Civraisien où les suffrages communistes sont nombreux dans les campagnes mais aussi à Civray-même, on remarque que ceux-ci sont relativement faibles dans les chefs-lieux du canton (à Lussac-les-Châteaux, l'Isle-Jourdain, Availles-Limouzine ou Montmorillon). Ce n'est que grâce à un travail ciblé impulsé par la direction fédérale que le vote communiste parvient à y décoller lors des dernières années de notre période.

Ce travail de propagande mené de façon intensive a été particulièrement marqué dans des localités précises : Chauvigny, Loudun, et Montmorillon. Il découle d'une stratégie qui peut également être observée à Poitiers et à Châtellerault – même si dans ces deux grandes villes, la forte population implique nécessairement une bonne activité. Le choix de ces villes ne doit rien au hasard, et fait partie intégrante de la politique unitaire impulsée par la direction communiste. Si la ville de Montmorillon est une enclave centriste dans la campagne méridionale de la Vienne où les gaullistes sont bien implantés, Loudun, Chauvigny et Châtellerault sont des villes de taille importante administrées par des centristes. Le travail mis en place dans ces localités est donc destiné à affaiblir l'influence du centre en essayant de capter les suffrages socialistes, lorsque ceux-ci se reportent sur les centristes plutôt que sur les communistes (on vu à Poitiers que le PS appelait à voter pour Jacques Masteau plutôt que pour Albert Foisnet afin de battre le gaulliste Pierre Vertadier), ou en tentant de briser des alliances qui unissent socialistes et centristes (notamment à Chauvigny, la plus symbolique restant celle qui unit les militants du PS châtelleraudais à Pierre Abelin). L'objectif de ce travail est simple : il s'agit de rallier les socialistes dans une stratégie d'union, afin que la principale force d'opposition au gaullisme ne soit plus la force combinée du PS et des partis centristes, mais celle du PS et du PCF. Etant donné le poids du Parti communiste, cette stratégie ferait de lui, par extension, la principale force d'opposition au gaullisme. Si le travail des militants locaux dans cette voie s'avère payant dans la moitié Sud du département, où ils

parviennent à rallier les socialistes sur des listes d'union, l'implantation du centrisme semble trop forte dans la partie Nord pour obtenir des résultats réellement satisfaisants. Nous l'avons dit, le vote communiste s'accroit à la faveur de l'activité développée par la Fédération, sans pour autant inquiéter les centristes (notamment à Loudun), mais les dissensions entre les sections communistes de Poitiers et de Châtellerault, combinées à la bonne influence du centre empêchent la réalisation d'une tactique d'union, et par-là même la traduction concrète du poids de la Fédération par l'obtention de mandats.

Nous le voyons, les rapports entre la présence d'adhérents, le travail de la Fédération et leurs conséquences électorales sont variés. Si on observe ceux-ci en se focalisant sur l'axe Poitiers-Châtellerault, on remarque que la situation est encore différente. On remarque que l'influence communiste se distingue particulièrement lorsqu'on approche des deux pôles de l'axe : Naintré, aux portes de Châtellerault, est conquise en 1965 par les communistes qui y développent une activité soutenue, et Buxerolles, en périphérie de Poitiers, compte plusieurs conseillers municipaux élus à la faveur d'un travail régulier. Cependant, outre ces deux villes semi-urbaines, on remarque que la Fédération ne semble pas développer d'activité particulière et ne bénéficie pas vraiment d'assises électorales importantes (on y constate pourtant environ un communiste par conseil municipal). Cependant, à la lumière des résultats électoraux nationaux, on se rend compte que les communes bordant l'axe sont parmi celles où le Parti réalise ses pourcentages les plus importants : outre Naintré et Buxerolles, Beaumont, St-Cyr, Cenon reviennent constamment dans la liste des communes qui donnent un nombre de voix important aux communistes pour les élections présidentielles ou législatives. Dès lors, comment expliquer la faible présence communiste dans cette zone ? Celle-ci peut se comprendre en ré-explicitant le type de population qui réside et travaille au long de l'axe. En effet, nous avions décrit la main d'œuvre employée dans cette zone d'industrialisation prioritaire comme sous-qualifiée et peu rémunérée, ce qui rendait inefficace ce type d'industrialisation pour enrayer l'exode rural étant donné que ces ouvriers préféraient souvent émigrer. Ce cas de figure est tout a fait caractéristique de la situation de la Fédération le long de cet axe : bien implantées de façon concrète aux deux extrémités en raison de l'aspect plus qualifié des ouvriers qui y résident (un peu plus en périphérie de Châtellerault, qui demeure un plus gros bastion industriel que Poitiers), les idées communistes sont bien reçues par les ouvriers peuplant la zone, ce qui se traduit par un vote naturel en faveur des candidats communistes. Cependant, le renouvellement constant de la population, dû aux nombreux départs, empêche une organisation profonde de la Fédération, qui peine à présenter des

candidats dans les petites communes, et donc à gagner une part importante des sièges municipaux. Ainsi peut-on comprendre l'écart existant entre les pourcentages de suffrages pour les scrutins nationaux, et la faiblesse de la participation communiste à l'administration locale.

On voit donc que les caractéristiques présentées par l'axe Poitiers-Châtellerault sont finalement plus négatives que positives pour la Fédération de la Vienne, car si la concentration ouvrière qu'on y observe est favorable aux idées communistes, celle-ci se construisant au gré des arrivées et des départs ne permet pas la création d'une base militante régulière. Cependant, dans les zones où les ouvriers sont bien fixés, et ne constituent pas une main d'œuvre d'appoint, on observe bonne implantation communiste – c'est particulièrement vrai dans les quartiers ouvriers de Châtellerault, en terme électoral, mais aussi humain. La population ouvrière au sein des rangs de la Fédération est donc intéressante, dans le sens où elle génère des voix lors des scrutins mais également une activité importante. Ainsi avons-nous pu pointer tout au long de notre travail les insuffisances du travail des militants en direction des paysans, dont la persistance du vote communiste montrée par Julian Mischi, notamment, se retrouve dans certains bastions du département. Cependant, la détermination des raisons qui expliquaient cette persistance a permis de voir que l'attachement rural des paysans au communisme était strictement d'ordre électoral. Si les campagnes, essentiellement du Sud-Vienne, glissent facilement le bulletin de vote PCF dans l'urne, ce ne sont pas de réels foyers d'activité. Et s'il n'est pas difficile de présenter des candidats aux élections locales dans ces zones, soutenir une campagne permettant leur élection est plus difficile : le manque d'organisation, d'outils de propagande et d'implication militante ne parvenaient souvent pas à rivaliser avec le travail préélectoral mais aussi le simple statut social des candidats présentés par les gaullistes ou les centristes, qui étaient souvent des notables locaux (docteurs, vétérinaires, pharmaciens etc.). De plus, nous avons pu esquisser le lien existant entre les petites communes agricoles où le Parti réalisait des bons scores et l'implantation du MODEF. Cela nous donne une deuxième indication sur la nature du militantisme communiste rural : il s'agit moins d'un travail politique que d'un travail syndical. A ce titre, si le PCF développe des positions de fond qui prennent en compte les attentes paysannes en cette période de crise rurale, c'est davantage sur le terrain que les paysans semblent envisager la lutte. Ceux-ci semblent en effet attachés à certaines formes d'action directe qui se démarquent de la stratégie réformiste à laquelle le PCF accorde de plus en plus d'importance. Dans ce sens, les agriculteurs proches du Parti préfèrent privilégier une activité que l'on retrouve à travers des

manifestations unitaires, mais aussi des actions coups de poing répondant directement aux attentes paysannes : ainsi les militants du MODEF s'attaquent-ils parfois aux ventes de fermes qui n'ont pu être rachetées par les fermiers qui les exploitent, faute de moyens. Ces ventes aux enchères forcées sont le symbole de la liquidation de la petite exploitation familiale : en interrompant les séances de vote, les agriculteurs s'attaquent donc au problème à la racine. Cette explication des modes d'actions paysans permet ainsi peut-être mieux de comprendre pour quoi la Fédération parvient difficilement à s'implanter en tant qu'organisation dans les espaces ruraux, alors qu'elle dispose de bonnes assises électorales. Elle permet aussi de comprendre pourquoi le travail réalisé par les militants communistes en direction des paysans reste relativement faible comparé à celui mis en œuvre pour rallier les ouvriers et les nouvelles classes moyennes, qui constituent un potentiel militant plus intéressant que celui des agriculteurs. En redirigeant les paysans, lorsqu'elle s'y intéresse, vers le MODEF, la Fédération sait qu'elle exerce tout de même un contrôle sur ces derniers, tout en leur assurant un discours et des formes de lutte qui leur conviendront mieux.

A l'image des pouvoirs publics qui souhaitent enrayer le phénomène d'émigration rurale que connait le département par le biais d'une industrialisation, la Fédération oriente également son travail davantage vers ce secteur qu'en direction des campagnes. Nous avons donc vu à quel point la direction fédérale témoignait de l'ouvriérisme mis en place par le Parti, tout en nous offrant quelques spécificités locales. Ainsi avions-nous vu qu'une partie du renouvellement sociologique du Parti caractérisant l'*aggiornamento* était déjà opérée dès le début de notre période, et se manifestait par une forte présence enseignante au sein de l'appareil dirigeant local. Par ailleurs, nous avons pu constater à quel point les évolutions théoriques impulsées par la direction nationale du PCF étaient estompées à l'échelle du département, étaient moins marquées chronologiquement que ce qu'en dit l'historiographie. La terminologie caractérisant la rénovation idéologique du Parti était effectivement en place dès le début de notre période, et n'a connu qu'un emploi de plus en plus fréquent au fil de la période. Découlant de ces évolutions théoriques, l'*aggiornamento* s'est également caractérisé par la recherche de nouveaux soutiens pour les communistes, essentiellement parmi les classes moyennes émergeant à l'époque à la faveur de l'industrialisation et de l'apparition du secteur tertiaire. C'est essentiellement cet aspect qui doit être pris en compte pour comprendre comment, sur le terrain, à l'échelle des fédérations, s'est concrétisé le rapprochement communiste vers les socialistes. Cette ouverture à des catégories socioprofessionnelles parfois plus proches de la bourgeoisie que du prolétariat a symbolisé la fin du sectarisme ouvrier au

PCF. Cette stratégie permettait ainsi d'adresser un message simple aux socialistes : dans la mesure où les deux formations militaient pour la défense des mêmes classes sociales, pourquoi ne pas s'entendre sur une tactique commune, dont l'aboutissement résiderait dans la signature d'un programme commun ? A ce titre, il est important de prendre en considération la place des enseignants dans l'aboutissement de la politique unitaire locale. Si l'action de Maxime Dumas en tant que Secrétaire fédéral a œuvré pour établir des rapprochements avec les socialistes locaux, nous avons également pu voir que ses rapports conflictuels avec la classe intellectuelle – à une époque où le PCF vient d'entamer un *processus* de réconciliation avec cette dernière – constituaient un frein à l'application locale de la politique du Parti. Si son remplacement par Paul Fromonteil en 1968 ne constitue pas une rupture profonde dans la vie de la Fédération, il est symptomatique d'un renouvellement important dans la vie du Parti, et annonce une approche un peu moins ouvriériste que celle de Maxime Dumas, tourneur de son état. D'ailleurs, en observant les villes où la tactique d'union parvient à se réaliser sur les scrutins locaux les plus tardifs, on remarque que les secrétaires de sections correspondant à ces villes sont instituteurs (Jean-Pierre David à Chauvigny et Georges Raynaud à Civray). On ne peut que citer une nouvelle fois l'action développée par Jean-Pierre David dans son fief chauvinois, qui a complètement modifié la forme d'approche vers les socialistes. Celle-ci, basée sur la conciliation plutôt que sur la pression constante, a réussi à créer un climat d'entente dépassant le cadre de la tactique électorale, en englobant notamment des positions communes face à des événements locaux, et en créant une dynamique unitaire autour de la dénonciation de la guerre du Vietnam.

C'est également cet aspect qui se doit d'être envisagé une nouvelle fois, puisque la définition d'une politique unitaire rassemblant l'ensemble de la gauche reste l'objectif principal du PCF à l'époque que nous étudions. Seulement, on ne peut que souligner la différence de conception existant entre la direction et la base communistes concernant la notion d'union. Nous l'avions vu en introduction, la stratégie unitaire impulsée par Waldeck Rochet relevait d'un *processus* implicite de rénovation du Parti dans son ensemble, dans le sens d'un assouplissement de la ligne politique. Cependant, il est difficile de savoir si le véritable dessein de la tactique mise en place par Waldeck Rochet est réellement apprécié par les militants de la base, au moment-même où celle-ci se déroule. On remarque ainsi que l'application des directives centrales visant à opérer un rapprochement avec les socialistes est effective, mais celle-ci semble se faire dans l'incompréhension. La stratégie unitaire est ainsi vue par la base comme ce qu'elle semble être à première vue, c'est-à-dire une tactique visant à

renforcer le potentiel électoral du PCF. Pour la direction communiste, elle prend un sens beaucoup plus large, puisqu'elle sert de prétexte à rénover la structure trop rigide du Parti. Cette différence de point de vue se traduit donc à l'échelle de la Fédération par une application pure et simple des appels à l'union, mais celle-ci se fait avec des moyens qui semblent d'emblée voués à l'échec. Les avancées et les reculs ne doivent d'ailleurs qu'à la situation de l'union sur le plan national, et il est très rare que des situations locales s'en démarquent. Le seul cas auquel nous ayons eu affaire est celui de la liste commune présentée aux élections municipales de Civray en 1965, qui fut réprouvée par la direction fédérale parce qu'elle ne respectait pas la tactique mise en place par le Parti. Cette situation est parfaitement symptomatique de la stratégie unitaire telle qu'elle est mise en place localement : si les instances dirigeantes s'entendent sur un accord électoral, il faut l'appliquer, sinon, il faut faire cavalier seul de façon stricte. De plus, même dans le cas où les listes d'union sont permises, les négociations qui sont menées avec les socialistes pour arriver à former des listes sont âpres, et laissent transparaitre la vision tacticienne avec laquelle les communistes envisagent ce rapprochement vers les non-communistes : il n'est pas question d'équité, afin de dégager une image réellement soudée entre les partenaires, mais de représenter de façon mathématique chacun d'eux à partir des influences électorales respectives. Cette façon opérer devait bien évidemment offrir une place de choix aux communistes, et leur permettre d'être les principaux bénéficiaires d'une stratégie mise en place de la sorte. Il a donc fallu attendre que les nouvelles orientations données à la politique du Parti par la direction de celui-ci fassent effet afin que l'union soit envisagée à la base d'une façon beaucoup plus profonde et moins intéressée. Ainsi, le renouvellement de la tête de la Fédération a également joué dans ce sens, et a permis de rechercher l'union de façon nouvelle : à la pression mise sur les socialistes, à l'accusation, la dénonciation constante de leur collaboration avec les centristes, aux exigences inflexibles devaient succéder la mise en perspective ou la démonstration d'une convergence idéologique. Ces modifications d'approche qui marquent la fin de notre période montrent alors qu'à la différence de l'époque où Maxime Dumas était à la tête de la Fédération et impulsait une stratégie unitaire dont il ne semblait pas comprendre tous les ressorts, la direction choisie par Paul Fromonteil et par les intellectuels, dont l'influence semble grandissante au sein de l'organisation, se calque davantage sur les évolutions de l'entente entre les dirigeants des deux formations politiques.

Car à la tête du Parti lui-même, un changement de personnel a démultiplié l'énergie employée à réaliser l'union. La prise de relais par Georges Marchais au poste de Secrétaire

général, remplaçant de fait Waldeck Rochet, trop malade pour garder la tête du Parti, se caractérise par une soudaine accélération des pourparlers entre le PCF et le PS. Cet ouvrier métallurgiste de formation n'a pas du tout le même profil que son prédécesseur. Adhérant après la Seconde guerre mondiale, à l'issue de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement Ramadier en 1947, celui-ci devient très vite permanent CGT mais débute une ascension beaucoup plus importante au sein du PCF. Très fortement implanté dans la Fédération de Seine-Sud, il en prend la tête en 1956 et entre comme suppléant au Comité central. Il devient titulaire trois ans plus tard et entre du même coup en tant que suppléant au Bureau politique du Parti. La dernière phase de sa progression dans l'appareil se situe, nous l'avons déjà signalé, lorsqu'il est désigné Secrétaire à l'organisation, alors que Waldeck Rochet obtient pour sa part le poste de Secrétaire général adjoint. La suite des événements, nous venons de le signaler, voit Georges Marchais prendre la tête du Parti dès 1969, avant que sa nomination au poste de Secrétaire général ne soit effective en 1972. Entretenant de très bons rapports avec les soviétiques de l'après-Khrouchtchev, il s'oppose dans un premier temps à la libéralisation du Parti souhaitée par Waldeck Rochet. Pourtant, lorsque celui-ci ne sera plus en mesure de conduire le PCF, c'est lui qui deviendra le principal artisan de l'union. En effet, après la rupture des négociations entre les deux formations politiques de gauche, c'est Georges Marchais qui relance les pourparlers, et obtient en 1970 un premier accord signé conjointement faisant le bilan des points de convergence entre socialistes et communistes. C'est sous son impulsion que le Comité central adopte le programme « Changer de cap » censé servir de base à une entente solide et réelle entre le PS et le PCF. De fait, celle-ci se concrétise le 27 juin 1972, par la signature d'un Programme commun de gouvernement.

C'est donc sur ce terreau national que peut s'appuyer la Fédération pour se rapprocher des socialistes locaux. Un rapprochement très malaisé si l'on prend en compte les rapports très froids qu'entretiennent socialistes et communistes locaux. A l'exception du Civraisien, où les liens qui unissent les formations de gauche relèvent d'une tradition républicaine, les relations entre les fédérations départementales socialiste et communiste relèvent d'une cordialité de mise, eu égard à leur appartenance à un même bord politique. Si la campagne pour le deuxième tour de l'élection présidentielle de 1965 et la candidature unique de François Mitterrand avait pu laisser entrevoir des perspectives heureuses dans la coopération entre les militants, la suite a montré que, même dans le cadre d'une campagne à la faveur d'un accord électoral, chaque fédération faisait campagne de son coté, et il n'était pas question de se mélanger. La signature du Programme commun vient remettre en cause ce mode de

fonctionnement et oblige de fait, les deux formations à se rapprocher. Un court examen de la campagne menée pour les élections législatives de 1973 montre ainsi que les deux fédérations de la Vienne sont capables de s'entendre autour du Programme commun afin de construire une activité militante conjointe. Des réunions communes sont tenues à Poitiers,[765] des « actions communes entreprises sur des questions précises (soutien aux actions revendicatives, défense des libertés, solidarité au peuple vietnamien, etc…) »[766] sont mises en place, et une délégation socialiste se rend même à la Conférence fédérale communiste de 1972.[767] Cette rencontre fut ainsi l'occasion pour Paul Fromonteil de faire table rase d'un passé local entre les deux formations trop souvent marqué par des divergences conduisant à la division, et d'envisager le dépassement de celles-ci comme une source d'espoir : « nous avons chacun notre personnalité, nous sommes des communistes, vous êtes des socialistes, mais si nous sommes différents, nous sommes alliés pour gagner ensemble contre les forces conservatrices, liées à la haute-finance. »[768] Sans renier les différences de chacun, ni reléguer la vision théorique communiste développée à l'égard de la société des années 1960-1970, le Secrétaire fédéral salue l'aboutissement d'un travail long de plusieurs années, dont il fut, à l'échelle locale, l'un des principaux artisans.

Arrivés au bout de notre travail, nous pouvons voir de façon rétrospective que la Fédération de la Vienne a connu de multiples mutations durant notre étude, peut-être pas aussi brusques que celles qui secouent le Parti dans son ensemble, mais de nombreuses caractéristiques concernant ses effectifs, sa façon de militer ou son implantation au sein du territoire départemental se sont trouvées modifiées assez fortement lorsque l'on observe la Fédération au début puis à la fin de notre période. Globalement, cette évolution s'assimile à une lente reconstruction de la structure, qui se devait de sortir du ghetto après les premières années difficiles que constituèrent la fin de la IV^{ème} République et les premières années du régime gaulliste. Surtout, elle préfigure une structuration de la Fédération qui s'apprête à durer de nombreuses années, le plus souvent dans un sens positif. Ainsi, cette étude fut l'occasion de voir dans quel cadre s'est construite l'ascension militante de plusieurs cadres de la Vienne. Celle de Jean-Pierre David le conduisit ainsi, en toute logique au vu de ce que nous avons pu observer ici, au poste de maire de Chauvigny en 1977, et de conseiller général dès

[765] AFVPCF, « La *Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 12 novembre 1972.
[766] AFVPCF, « La *Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 5 novembre 1972.
[767] AFVPCF, « La *Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 10 décembre 1972.
[768] *Ibidem.*

1973. La plus impressionnante de ces ascensions devait bien sûr concerner Paul Fromonteil, qui fut appelé à exercer des responsabilités importantes au sein du Parti. Si la carrière d'administrateur de ce membre éminent de la Fédération de la Vienne n'est pas vraiment prolixe (Paul Fromonteil décrocha néanmoins le poste de Conseiller régional en 1983, qu'il occupa jusque dans les années 2000), celle qu'il a conduite au sein de l'appareil militant est beaucoup plus éclatante. Ainsi la qualité de son travail en tant que Secrétaire fédéral devait lui ouvrir les portes du Comité central en tant que membre suppléant en 1970, puis titulaire en 1972. Il fut également appelé à devenir le Secrétaire de Georges Marchais de 1976 à 1979, puis fut nommé responsable du secteur de l'Education du PCF. Il conserva jusqu'en 1990 d'importantes responsabilités au sein du Parti, comme notamment la direction d'une entreprise de communication destinée à orienter les campagnes du PCF, avant de retourner militer dans son cadre châtelleraudais d'origine. Cette analyse de la vie de la Fédération de la Vienne de 1964 à 1972 n'a donc pas été celle d'une phase de l'organisation parmi d'autres. Elle a permis d'entrevoir l'avenir de l'organisation, en décrivant des caractéristiques qui étaient appelées à durer. Cette période constitue donc pour la Fédération de la Vienne le point de départ d'une histoire qui n'est toujours par refermée aujourd'hui. A ce jour, Paul Fromonteil et Jean-Pierre David sont toujours membres du Comité fédéral de la Vienne.

Annexes

Evolution de la direction fédérale (1964, 1966, 1968, 1971, 1972)

Légende :

Militant présent dans les cinq directions fédérales

Militant présent dans quatre directions fédérales

Militant présent dans trois directions fédérales

Militant présent dans deux directions fédérales

Direction fédérale après la 16ème conférence fédérale du 10 mai 1964[769] :

➔ Secrétariat fédéral :

DUMAS Maxime	**MONTEIL Léon**
FROMONTEIL Paul	

➔ Bureau fédéral :

DAVID Jean-Pierre	**JAMAIN Pierre**
DUMAS Maxime	**LAUMONT André**
FOISNET Albert	**MONTEIL Léon**
FROMONTEIL Paul	*PANNETIER Hubert*
GABILLAS Jean	**PREVOST Claude**
GAVEAU Michel	**RIDEAU André**

[769] AFVPCF : « 63-65 », *SDV* du 17 mai 1964.

➔ Comité fédéral

AMAND Michel	**LECLAIRE Amand**
BIBAULT René	**MONTEIL Léon**
BOULOUX Alphonse	*PANNETIER Hubert*
CHAULET Louis	POINTEAU Suzanne
DAVID Jean-Pierre	**PREVOST Claude**
DUMAS Maxime	PREVOST Gisèle
FOISNET Albert	**RIDEAU André**
FROMONTEIL Paul	**RIFFAULT Jacqueline**
GABILLAS Jean	ROLLAND Robert
GAVEAU Denise	**SAPIN Michel**
GAVEAU Michel	**SAUVION Robert**
JAMAIN Pierre	**SAUVION Mimie**
LAINE Tony	*SICARD Vivianne*
LAUMONT André	*TOUCHARD Auguste*
LAUMONT Gisèle	

Direction fédérale après la 18ème conférence fédérale du 18 décembre 1966[770] :

➔ Secrétariat fédéral :

DUMAS Maxime	**MONTEIL Léon**
FROMONTEIL Paul	

[770] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 25 décembre 1966.

➔ Bureau fédéral :

DAVID Jean-Pierre	**LAUMONT André**
DUMAS Maxime	**MONTEIL Léon**
FOISNET Albert	**PREVOST Claude**
FROMONTEIL Paul	**SAPIN Michel**
GAVEAU Michel	*TOUCHARD Auguste*
JAMAIN Pierre	

➔ Comité fédéral[771] :

AMAND Michel	**LAINE Tony**
BERMES Jean-Marc	**LAUMONT André**
BOBIN Martial	LAUMONT Gisèle
BOULOUX Alphonse	**LECLAIRE Amand**
COIRIER Marc	**MATHON Eliane**
COTTET Régis	**MONTEIL Léon**
DAVID Jean-Pierre	*PANNETIER Hubert*
DIAS Georges	**PERILLAUD Jacques**
DRIBAULT Guy	**PREVOST Claude**
DUMAS Maxime	**RIDEAU André**
FOISNET Albert	**RIFFAULT Jacqueline**
FROMONTEIL Paul	*ROY Camille*
FROMONTEIL Jeanne	**SAPIN Michel**
GABILLAS Jean	**SAUVION Robert**
GAVEAU Michel	**SAUVION Marthe**

[771] AFVPCF : « 66-68 », *Liste des membres du Comité fédéral élu le 18 décembre 1966*.

GAVEAU Denise **JAMAIN Pierre** KARAGUITCHEV Jacques	*SICARD Vivianne* *TOUCHARD Auguste*

Direction fédérale après la 19ème conférence fédérale des 18 et 19 mai 1968[772] :

➔ Secrétariat fédéral :

FROMONTEIL Paul **MONTEIL Léon**	DIAS Georges **PERILLAUD Jacques**

➔ Bureau fédéral :

AMAND Marie-Thérèse **DAVID Jean-Pierre** *DUMAS Maxime* DIAS Georges **FOISNET Albert** **FROMONTEIL Paul**	*JALLAIS Jean-Pierre* **LAUMONT André** **MONTEIL Léon** **PERILLAUD Jacques** *TOUCHARD Auguste*

➔ Comité fédéral :

AMAND Marie-Thérèse **AMAND Michel**	*JALLAIS Jean-Pierre* **JAMAIN Pierre**

[772] AFVPCF, « 66-68 », *SDV* du 26 mai 1968.

BOBIN Martial	*JAMAIN Daniel*
BOULOUX Alphonse	**LAINE Tony**
BRION Jean-Jacques	**LAUMONT André**
CHAFFAUD Jean	LECLAIRE Micheline
CLOCHARD Michel	**MATHON Eliane**
DAVID Jean-Pierre	**MONTEIL Léon**
DIAS Georges	**PREVOST Claude**
DRIBAULT Guy	**RIDEAU André**
DUMAS Maxime	**RIFFAULT Jacqueline**
DUPAS Pierrette	*ROY Camille*
FOISNET Albert	**SAPIN Michel**
FROMONTEIL Paul	**SAUVION Robert**
FROMONTEIL Jeanne	**SAUVION Marthe**
GARREAU Alain	*PERILLAUD Danièle*
GAVEAU Michel	**PERILLAUD Jacques**
GAVEAU Denise	*TOUCHARD Auguste*

Direction fédérale après la 21ème conférence fédérale du 14 novembre 1971[773] :

➔ Secrétariat fédéral :

FROMONTEIL Paul	*VIAUD Christian*
MONTEIL Léon	**PERILLAUD Jacques**

[773] AFVPCF, « *la Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 21 novembre 1971.

➔ Bureau fédéral :

AMAND Marie-Thérèse	**JAMAIN Pierre**
AMAND Michel	**LAUMONT André**
DAVID Jean-Pierre	**MONTEIL Léon**
FROMONTEIL Paul	**PREVOST Claude**
GAVEAU Michel	*VIAUD Christian*
JALLAIS Jean-Pierre	**PERILLAUD Jacques**

➔ Comité fédéral :

AMAND Marie-Thérèse	**PREVOST Claude**
AMAND Michel	**RIDEAU André**
CLOCHARD Michel	**RIFFAULT Jacqueline**
DAVID Jean-Pierre	*ROY Camille*
DRIBAULT Guy	**SAPIN Michel**
DURAND René	**SAUVION Robert**
FOISNET Albert	SURRAULT Daniel
FROMONTEIL Paul	*CHAMPAGNE Hélène*
GARREAU Alain	*COTTET Régis*
GAVEAU Michel	**SAUVION Marthe**
GAVEAU Denise	GERME Lucien
JALLAIS Jean-Pierre	LECOMTE Annick
JAMAIN Pierre	*FROMONTEIL Jeanne*
JAMAIN Daniel	*CHADERAT Jean*
LAINE Tony	*GRANGE Jacques*
LAUMONT André	*BERGERON Claude*

LECLAIRE Amand	*VAUDON Jean-Pierre*
MATHON Eliane	*VIAUD Christian*
MONTEIL Léon	*PERILLAUD Danièle*
NADAL Louis	**PERILLAUD Jacques**

Direction fédérale après la 22ème conférence fédérale du 26 novembre 1972[774] :

➔ Secrétariat fédéral

FROMONTEIL Paul	*VIAUD Christian*
MONTEIL Léon	**PERILLAUD Jacques**

➔ Comité fédéral :

AMAND Marie-Thérèse	**SAPIN Michel**
AMAND Michel	**SAUVION Robert**
CLOCHARD Michel	*VAUDON Jean-Pierre*
DAVID Jean-Pierre	DACHET François
DURAND René	BOYAVAL René
FOISNET Albert	POTEAU Françoise
FROMONTEIL Paul	*CHAMPAGNE Hélène*
GAVEAU Michel	*COTTET Régis*
JALLAIS Jean-Pierre	**SAUVION Marthe**

[774] AFVPCF, « *la Semaine dans la Vienne + Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 », *SDV* du 3 décembre 1972.

JAMAIN Pierre	*CHADERAT Jean*
LAINE Tony	*GRANGE Jacques*
LAUMONT André	*BERGERON Claude*
LECLAIRE Amand	*VAUDON Jean-Pierre*
MATHON Eliane	*VIAUD Christian*
MONTEIL Léon	BERTHOMMIER Guy
NADAL Louis	FABIEN Franck
PREVOST Claude	GODEFROY Joël
RIDEAU André	THIOLLET Yves
RIFFAULT Jacqueline	*PERILLAUD Danièle*
ROY Camille	**PERILLAUD Jacques**

Chronologies

Chronologie des élections :

14 et 21 mars 1965 : élections municipales

5 et 19 décembre 1965 : élections présidentielles

3 et 10 juillet 1966 : élections municipales à Naintré et à Châtellerault

5 et 12 mars 1967 : élections législatives

24 septembre et 1er octobre 1967: élections cantonales

23 et 30 juin 1968 : élections législatives

22 septembre 1968 : élections sénatoriales

27 avril 1969 : *referendum* sur la régionalisation et le Sénat

1er et 15 juin 1969 : élections présidentielles

23 et 30 septembre 1970 : élections cantonales

14 et 21 mars 1971 : élections municipales

28 novembre 1971 : élections cantonales partielles aux Trois-Moutiers

23 avril 1972 : *referendum* sur l'élargissement de la CEE

Chronologie événementielle :

10 mai 1964 : 16ème conférence fédérale à Chincé, en présence de Raoul Calas

6 septembre 1964 : 1ère fête de *la Terre* à Adriers

7 février 1965 : conférence de Gaston Plisson et Roland Leroy

27 juin 1965 : 17ème conférence fédérale à Naintré

20 mars au 3 avril 1966 : actions dans les usines, à la SNCF, à l'école, chez les gaziers et les électriciens (augmentation des salaires, retour à la semaine de 40 heures)

10 au 17 avril 1966 : actions des travailleurs dans différents secteurs

18 décembre 1966 : 18ème conférence fédérale à Chauvigny

15 mai 1967 : manifestation de 1500 personnes contre la réforme de la sécurité sociale

21 octobre 1967 : important rassemblement pour la paix au Vietnam aux salons de Blossac (organisé par le Mouvement de la Paix)

28 et 29 octobre 1967 : 50ème anniversaire de la Révolution d'Octobre, 80ème anniversaire d'Alphonse Bouloux, en présence de Jacques Duclos

Décembre 1967 à mars 1968 : souscription pour un bateau d'assistance au Vietnam

29 mars 1968 : conférence « Qu'est-ce qu'être un révolutionnaire dans la France de 1968 ? » avec Jacques Chambaz et Michel Jouet aux Salons de Blossac.

13 mai 1968 : 6000 personnes manifestent à Poitiers

18 et 19 mai 1968 : 19ème conférence fédérale à Naintré

1er et 2 juin 1968 : fête fédérale à Châtellerault

Septembre 1968 à février 1969 : souscription pour la maison du Parti

1er novembre 1968 : fermeture de la MAC de Châtellerault

12 février 1969 : grèves perlées dans différentes entreprises (une heure d'arrêt de travail, dépôts de revendications)

2 mars 1969 : rassemblement pour la Paix au Vietnam

11 mars 1969 : grèves perlées dans différentes entreprises

5 et 6 juillet 1969 : fête fédérale à Châtellerault

15 novembre 1969 : manifestation pour la Paix au Vietnam attaquée par des éléments d'extrême-droite, faisant trois blessés légers.

21 novembre 1969 : conférence de Jacques Duclos sur l'avenir socialiste de la France, aux Salons de Blossac

7 décembre 1969 : inauguration de la Maison du Parti, en présence de Jacques Duclos

31 janvier et 1er février 1970 : 20ème conférence fédérale à Poitiers

Février 1970 : Paul Fromonteil est élu au Comité Central du Parti communiste français

29 avril 1970 : le *meeting* unitaire rassemblant le PCF, le PS, le PSU ainsi que diverses associations et syndicats contre la loi scélérate « anti-casseurs » est suivie par 1200 personnes

28 juin 1970 : fête de *La Terre* à Gouex

4 et 5 juillet 1970 : fête fédérale à Châtellerault

Octobre 1970 à mars 1971 : mouvement étudiant

13 novembre 1970 : conférence sur l'éducation présidée par Pierre Juquin

15 novembre 1970 : inauguration des réalisations municipales d'Adriers

22 novembre 1970 : inauguration des réalisations municipales de Naintré

10 juin 1971 : débat « comment en sortir ? » sur le pouvoir réactionnaire en présence d'André Vieuguet

3 et 4 juillet 1971 : fête fédérale à Châtellerault

14 novembre 1971 : 21ème conférence fédérale à Poitiers

10 décembre 1971 : conférence sur le Programme de Gouvernement du PCF en présence de Jean Kanapa, aux Salons de Blossac.

17 mars 1972 : un *meeting* sur le droit au savoir, au métier et à l'emploi est perturbé par des « gauchistes »

7 juin 1972 : la journée revendiquant la retraite à soixante ans appelée par la CGT implique 15000 grévistes dans la Vienne, dont 3000 à Poitiers

1er et 2 juillet 1972 : fête fédérale à Châtellerault

27 août 1972 : fête champêtre sous le patronage de *la Terre* à Gouex

3 septembre 1972 : fête champêtre sous le patronage de *la Terre* à Voulême et Adriers

29 septembre 1972 : quatre parlementaires communistes visitent le sud de la Vienne

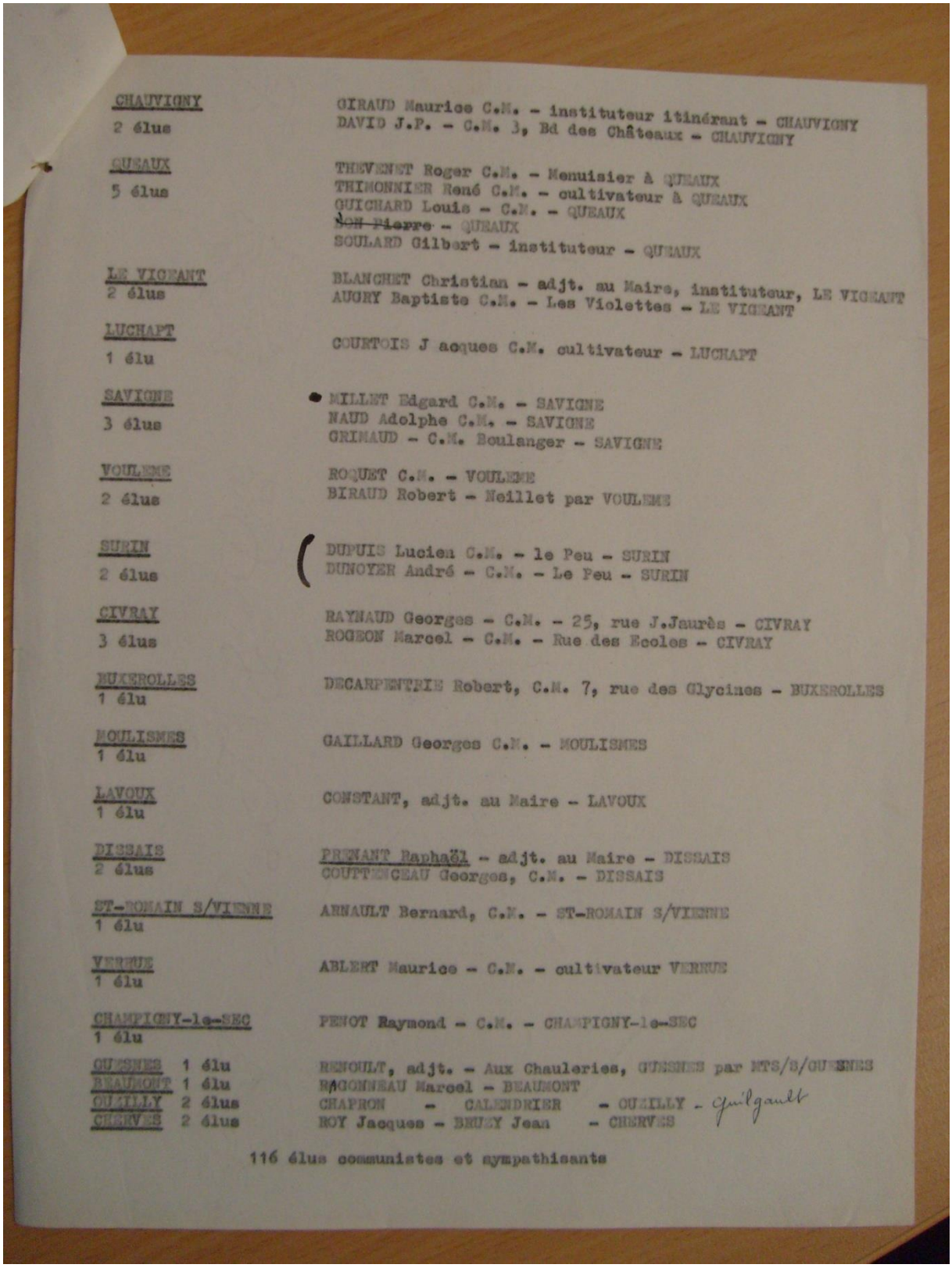
Novembre et décembre 1972 : quinze réunions communes du PCF et du PS ont lieu

26 novembre 1972 : 22ème conférence fédérale à Châtellerault

Fédération de la Vienne

ELUS COMMUNISTES DES 14 et 21 MARS 1965

ADRIERS 12 élus	RIDEAU André, Maire - Le Ruisseau - ADRIERS RIFFAULT Jacqueline, adjt. au Maire - Chez Ranger - ADRIERS
GOUEX 13 élus	AUZENET René, Maire à GOUEX MAILLOCHEAU Lucienne - adjt. à GOUEX BON Robert C.M. à GOUEX METIVIER Raymond C.M. à GOUEX
SILLARS 10 élus	LEBEAU Jules, Maire, à Villeneuve par SILLARS DUPUIS Benjamin, adjt. SILLARS RODIER François C.M. - La Bastière - SILLARS COURTOIS Jean C.M. - La Rivelière - SILLARS DEBIAIS Georges C.M. - SILLARS GUERAUD Marcel C.M. - SILLARS
GENOUILLE 13 élus	VILLENEUVE Marcel - Maire, GENOUILLE MARGAUD Robert - adjt. - Mauvoisin par GENOUILLE TEXEREAU Michel C.M. - Les Reschez - GENOUILLE
LA BUSSIERE 8 élus	BROUARD Paul, Maire BONGRAND C.M. - La Bussière
NAINTRE 16 élus	SAUVION Robert, Maire, H.L.M. - NAINTRE DOUSSINEAU Paul - adjt. NAINTRE ~~CHABANNE André - NAINTRE~~ LAURETTE Anatole C.M. - Corcet par NAINTRE Mme PIERRE Huguette C.M. - institutrice - NAINTRE PINEAU Henri C.M. - cultivateur à Corcet par NAINTRE MORISSET Bernard C.M. - Chef de gare aux Barres à NAINTRE PASQUIER André C.M. - rue Mergau - NAINTRE TRANCHANT Georges C.M. - cultivateur à la Plaine - NAINTRE GUERIN André C.M. - Le Bouchot-Marin - NAINTRE CIBERT Gaston C.M. - Rejousson par NAINTRE.
ROIFFE 1 élu	AGUILLON Gérard C.M. - Menuisier à ROIFFE
LIZANT 2 élus	SOZEAU Clément C.M. à LIZANT DRIBAULT Guy C.M. à LIZANT
ST-SECONDIN 3 élus d'Union 1 communiste	PANNETIER Hubert C.M. - Le Rochenioux - ST-SECONDIN
PRESSAC 8 élus d'Union 1 communiste	DAVID Aimé - PRESSAC
ST-CYR 1 élu	FAILLER Henri C.M. - Maraîcher à ST-CYR

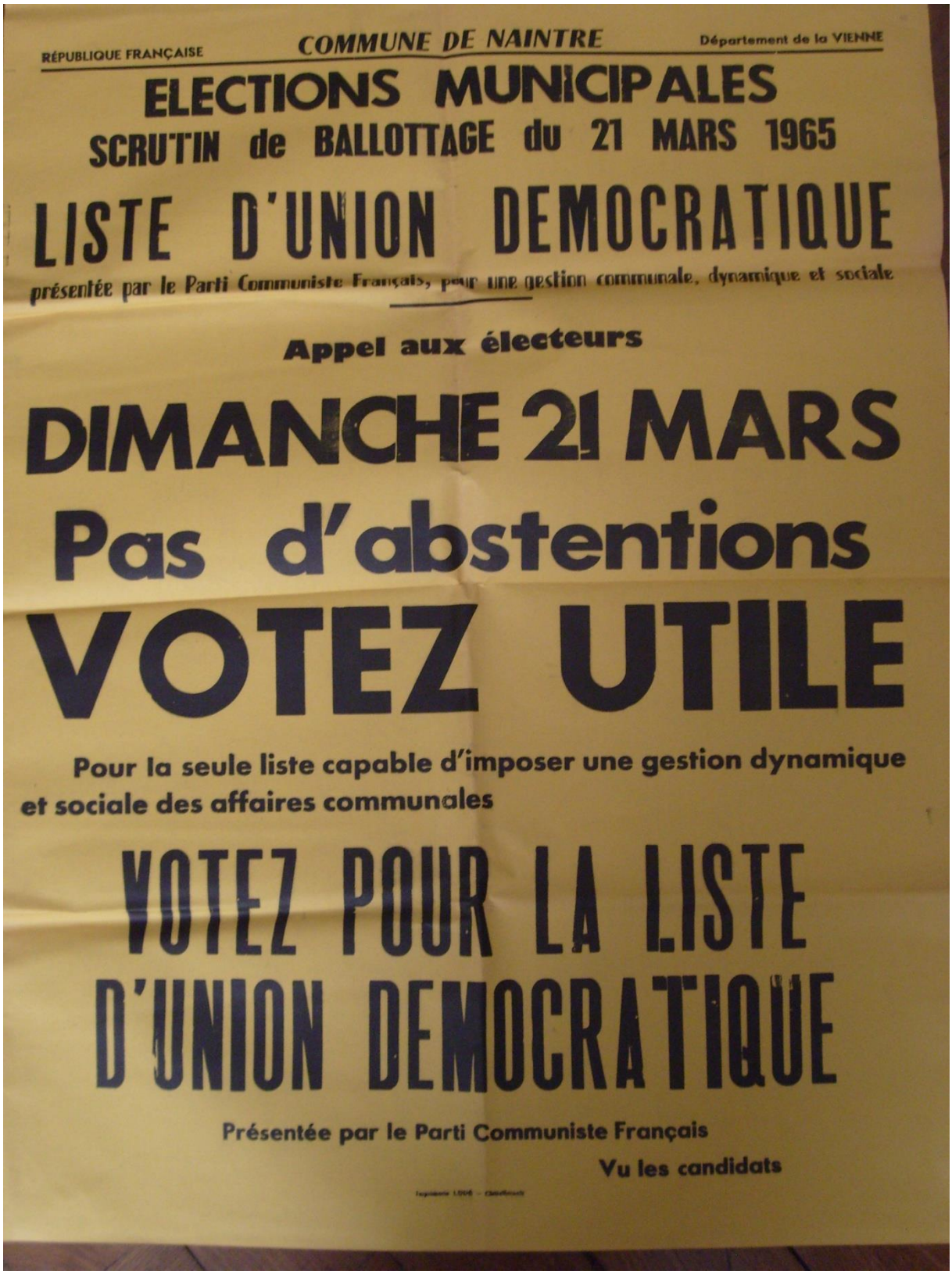


CHAUVIGNY 2 élus	GIRAUD Maurice C.M. - instituteur itinérant - CHAUVIGNY DAVID J.P. - C.M. 3, Bd des Châteaux - CHAUVIGNY
QUEAUX 5 élus	THEVENET Roger C.M. - Menuisier à QUEAUX THIMONNIER René C.M. - cultivateur à QUEAUX GUICHARD Louis - C.M. - QUEAUX ~~SON Pierre~~ - QUEAUX SOULARD Gilbert - instituteur - QUEAUX
LE VIGEANT 2 élus	BLANCHET Christian - adjt. au Maire, instituteur, LE VIGEANT AUGRY Baptiste C.M. - Les Violettes - LE VIGEANT
LUCHAPT 1 élu	COURTOIS Jacques C.M. cultivateur - LUCHAPT
SAVIGNE 3 élus	MILLET Edgard C.M. - SAVIGNE NAUD Adolphe C.M. - SAVIGNE GRIMAUD - C.M. Boulanger - SAVIGNE
VOULEME 2 élus	ROQUET C.M. - VOULEME BIRAUD Robert - Neillet par VOULEME
SURIN 2 élus	DUPUIS Lucien C.M. - le Peu - SURIN DUNOYER André - C.M. - Le Peu - SURIN
CIVRAY 3 élus	RAYNAUD Georges - C.M. - 25, rue J.Jaurès - CIVRAY ROGEON Marcel - C.M. - Rue des Ecoles - CIVRAY
BUXEROLLES 1 élu	DECARPENTRIE Robert, C.M. 7, rue des Glycines - BUXEROLLES
MOULISMES 1 élu	GAILLARD Georges C.M. - MOULISMES
LAVOUX 1 élu	CONSTANT, adjt. au Maire - LAVOUX
DISSAIS 2 élus	PRENANT Raphaël - adjt. au Maire - DISSAIS COUTTENCEAU Georges, C.M. - DISSAIS
ST-ROMAIN S/VIENNE 1 élu	ARNAULT Bernard, C.M. - ST-ROMAIN S/VIENNE
VERRUE 1 élu	ABLERT Maurice - C.M. - cultivateur VERRUE
CHAMPIGNY-le-SEC 1 élu	PENOT Raymond - C.M. - CHAMPIGNY-le-SEC
GUSSNES 1 élu	RENOULT, adjt. - Aux Chauleries, GUSSNES par NTS/S/GUSSNES
BEAUMONT 1 élu	BAGONNEAU Marcel - BEAUMONT
OUZILLY 2 élus	CHAPRON - CALENDRIER - OUZILLY
CHERVES 2 élus	ROY Jacques - BRUZY Jean - CHERVES

116 élus communistes et sympathisants

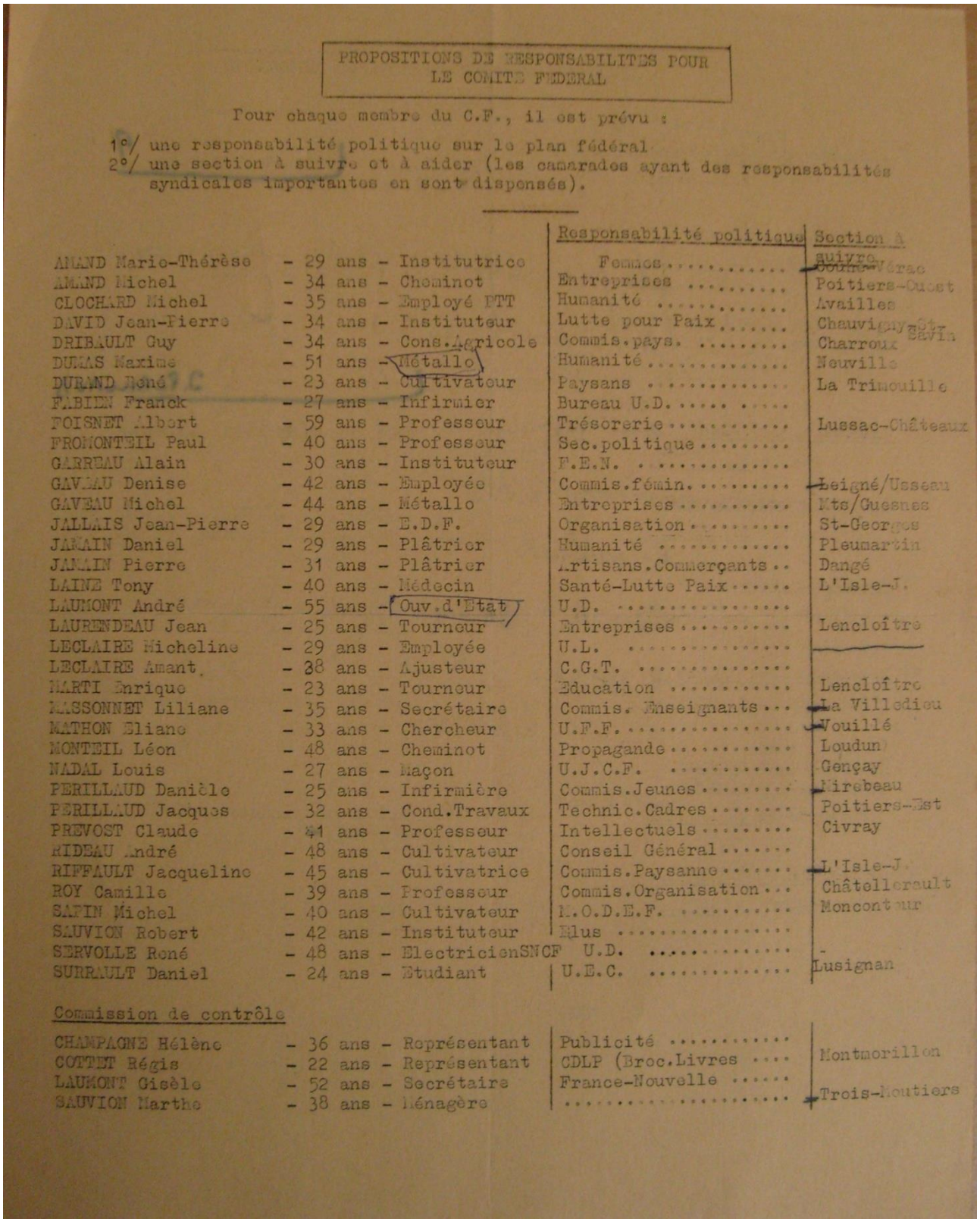
Liste des élus et sympathisants communistes par communes de la Vienne, 1965[775]

[775] AFVPCF, « 71-72 », *Elus communistes des 14 et 21 mars 1965.*



Affiche pour les élections municipales de Naintré, 1965[776]

[776] AFVPCF, « 65 », *Affiche pour les élections municipales de Naintré*, 1965.



PROPOSITIONS DE RESPONSABILITES POUR LE COMITE FEDERAL

Pour chaque membre du C.F., il est prévu :

1°/ une responsabilité politique sur le plan fédéral
2°/ une section à suivre et à aider (les camarades ayant des responsabilités syndicales importantes en sont dispensés).

		Responsabilité politique	Section à suivre
AMAND Marie-Thérèse	- 29 ans - Institutrice	Femmes	Loudun-Vérac
AMAND Michel	- 34 ans - Cheminot	Entreprises	Poitiers-Ouest
CLOCHARD Michel	- 35 ans - Employé PTT	Humanité	Availles
DAVID Jean-Pierre	- 34 ans - Instituteur	Lutte pour Paix	Chauvigny-St-Savin
DRIBAULT Guy	- 34 ans - Cons. Agricole	Commis. pays.	Charroux
DUMAS Maxime	- 51 ans - Métallo	Humanité	Neuville
DURAND René	- 23 ans - Cultivateur	Paysans	La Trimouille
FABIEN Franck	- 27 ans - Infirmier	Bureau U.D.	
FOISNET Albert	- 59 ans - Professeur	Trésorerie	Lussac-Châteaux
FROMONTEIL Paul	- 40 ans - Professeur	Sec. politique	
GARREAU Alain	- 30 ans - Instituteur	F.E.N.	
GAVEAU Denise	- 42 ans - Employée	Commis. fémin.	Leigné/Usseau
GAVEAU Michel	- 44 ans - Métallo	Entreprises	Mts/Guesnes
JALLAIS Jean-Pierre	- 29 ans - E.D.F.	Organisation	St-Georges
JANAIN Daniel	- 29 ans - Plâtrier	Humanité	Pleumartin
JANAIN Pierre	- 31 ans - Plâtrier	Artisans. Commerçants	Dangé
LAINE Tony	- 40 ans - Médecin	Santé-Lutte Paix	L'Isle-J.
LAUMONT André	- 55 ans - Ouv. d'Etat	U.D.	
LAURENDEAU Jean	- 25 ans - Tourneur	Entreprises	Lencloître
LECLAIRE Micheline	- 29 ans - Employée	U.L.	
LECLAIRE Amant	- 38 ans - Ajusteur	C.G.T.	
MARTI Enrique	- 23 ans - Tourneur	Education	Lencloître
MASSONNET Liliane	- 35 ans - Secrétaire	Commis. Enseignants	La Villedieu
MATHON Eliane	- 33 ans - Chercheur	U.F.F.	Vouillé
MONTEIL Léon	- 48 ans - Cheminot	Propagande	Loudun
NADAL Louis	- 27 ans - Maçon	U.J.C.F.	Gençay
PERILLAUD Danièle	- 25 ans - Infirmière	Commis. Jeunes	Mirebeau
PERILLAUD Jacques	- 32 ans - Cond. Travaux	Technic. Cadres	Poitiers-Est
PREVOST Claude	- 41 ans - Professeur	Intellectuels	Civray
RIDEAU André	- 48 ans - Cultivateur	Conseil Général	
RIFFAULT Jacqueline	- 45 ans - Cultivatrice	Commis. Paysanne	L'Isle-J.
ROY Camille	- 39 ans - Professeur	Commis. Organisation	Châtellerault
SAPIN Michel	- 40 ans - Cultivateur	M.O.D.E.F.	Moncontour
SAUVION Robert	- 42 ans - Instituteur	Plus	
SERVOLLE René	- 48 ans - Electricien SNCF	U.D.	-
SURRAULT Daniel	- 24 ans - Etudiant	U.E.C.	Lusignan
Commission de contrôle			
CHAMPAGNE Hélène	- 36 ans - Représentant	Publicité	Montmorillon
COTTET Régis	- 22 ans - Représentant	CDLP (Broc. Livres	
LAUMONT Gisèle	- 52 ans - Secrétaire	France-Nouvelle	Trois-Moutiers
SAUVION Marthe	- 38 ans - Ménagère		

Propositions de responsabilités pour les membres du Comité fédéral, 1970[777]

[777] AFVPCF, « Poitiers, 64-70 », *Propositions de responsabilités pour le Comité fédéral*, 1970.

Sources

Ce travail s'est basé de façon exclusive sur les archives internes versées par la Fédération de la Vienne du PCF au laboratoire de recherche du CRIHAM. Concernant notre période, notre recherche a pu s'appuyer sur les cartons suivants :

- « 63-65 »
- « 64 »
- « Poitiers, 64-70 »
- « 65 »
- « 66-68 »
- « 67 »
- « 67-68 »
- « Problèmes cadres, 1968-1975 »
- « Journaux tracts, 1969, 1970, 1971, 1972 »
- « 71-72 »
- « Poitiers 71-72 »
- « Bulletins Municipaux, Années 70 »
- « La *Semaine dans la Vienne* + *Vienne Démocratique* 74 à 76, 77 à 78 et 79 »

Bibliographie

- *Ressources biographiques :*

Le site du Maitron en ligne : *maitron-en-ligne.univ-paris1.fr*

Base de données des députés de l'Assemblée nationale depuis 1789 : *assemblee-nationale.fr/sycomore/index.asp*

- *Edition de sources :*

MARTELLI Roger, *Prendre sa carte, 1920-199, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Paris, Bobigny : Fondation Gabriel Péri, Conseil Général de Seine-Saint-Denis, 2010, 95 p.

NAHON Guillaume (dir.), *Les réunions du Comité central du Parti communiste français : 1921-1977 : état des sources et des instruments de recherches*, Tome 4, Paris, Bobigny : Fondation Gabriel Péri, Conseil Général de Seine-Saint-Denis, 2010, 309 p.

- *Ouvrages édités par le PCF faisant office de sources:*

Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste, Paris : Editions sociales, 1972, 188 p.

ROCHET Waldeck, « Les raisons du soutien communiste à François Mitterrand », supplément à *l'Humanité* du 23 septembre 1965, 30 p.

ROCHET Waldeck, *Ceux de la Terre*, Paris : Editions sociales, 1963, 365 p.

ROCHET Waldeck, *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?*, Paris : Editions sociales, 1967, 110 p.

ROCHET Waldeck, *Les enseignements de mai-juin 1968*, Paris : Editions sociales, 1968, 92 p.

ROCHET Waldeck, *L'avenir du Parti communiste français,* Paris : Editions sociales, 1969, 188 p.

- *Ouvrages généraux :*

COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français,* Paris : PUF, 2000 (rééd.), 480 p.

KRIEGEL Annie, *Les Communistes français, 1920-1970,* Paris : Seuil, 1985, 400 p.

LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante… La culture politique communiste », dans Berstein Serge (dir.), Les cultures politiques en France, Paris : Seuil, 1999, pp.215-242.

PUDAL Bernard, *Un monde défait, les communistes français de 1956 à nos jours,* Bellecombe-en-Bauges : Editions du croquant, 2009, 215 p.

PUDAL Bernard, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF,* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, 322 p.

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste,* Tome II (1945-1972, de la Libération à l'avènement de Georges Marchais), Paris : Fayard, 1981, p.629.

SANTAMARIA Yves, *Histoire du Parti communiste français,* Paris : La Découverte, 1999, 123 p.

- *Ouvrages sur les catégories professionnelles spécifiques à la Fédération de la Vienne du PCF :*

ANTOINE Annie et MISCHI Julian, *Sociabilité et politique en milieu rural,* Rennes : Presses universitaires de Renne, 2008, 472 p.

BOWD Gavin, *L'interminable enterrement : le communisme et les intellectuels français depuis 1956,* Paris : Digraphe, 1999, 223 p.

BRUCY Guy et PROST Antoine, *Histoire de la FEN,* Paris : Belin, 2003, 635 p.

COULOMB Pierre (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, 587 p.

GIRAULT Jacques, *Instituteurs, professeurs : une culture syndicale dans la société française : fin XIX^{ème}-XX^{ème} siècle,* Paris : les Publications de la Sorbonne, 1996, 351 p.

HERVIEU Bertrand (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes,* Paris : l'Harmattan, 1992, 409 p.

LAMBERT Bernard, *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris : Seuil, 1970, 187 p.

MATONTI Frédérique, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris : La Découverte, 2005, 413 p.

PESCHE Denis, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France: entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*, Paris : l'Harmattan, 2000, 368 p.

- *Ouvrages sur les autres composantes de la gauche :*

BOURSEILLER Christophe, *Les maoïstes : la folle histoire des gardes rouges français*, Paris : Points, 2008, 500 p.

KERGOAT Jacques, *Histoire du parti socialiste*, Paris : La Découverte, 1997, 124 p.

- *Articles :*

BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *in Revue française de science politique*, 2005, n°55, pp.919-933.

FONTES Michel, « Les établissements industriels de l'« Axe Poitiers-Châtellerault » », *in Norois*, n°55, 1967. pp. 519-526.

LAGRAVE Rose-Marie, « Le marteau contre la faucille » Introduction, *in Etudes rurales*, 2004, n°171-172, p. 9-25.

LAZAR Marc, « Le parti et le don de soi » dans *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*. n°60, octobre-décembre 1998. pp.35-42.

LECLERCQ Catherine, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *in Sociétés contemporaines*, 2011, n°84, pp.127-149.

MISCHI Julian, « Etre communiste en milieu rural », *in Etudes rurales*, 2004, n°171-172, pp.135-145.

MISCHI Julian, « Un parti ouvrier en milieu rural », *in Etudes rurales*, 2004, n°171-172, pp.61-71.

MISCHI Julian et STREITH Michel, « L'implantation du PCF : Bastions ruraux, bastions urbains », *in Etudes rurales*, 2004, n° 171-172, pp.27-33.

PITIE Jean, « L'évolution de la population du département de la Vienne entre 1962 et 1968 : essai d'exploitation cartographique des premiers résultats du recensement », *in Norois*, 1971, n°69, pp.47-68.

VARGAS Yves, « Le combat communiste des intellectuels », *in Nouvelles FondationS*, 2006, n°3-4, pp.120-126.

- *Mémoires universitaires :*

AIME Jules, *Mai 68 en hiver*, mémoire de Master en Histoire contemporaine sous la direction de Christine Manigand, Université de Poitiers, 2008.

FRETIER Denys, *Le Front Populaire dans la Vienne (17 octobre 1935 - été 1936)*, mémoire de maitrise, Université de Poitiers, 1999.

HAMELIN David, *Le syndicalisme confédéré: un pouvoir social dans la Vienne de l'après-guerre*, mémoire de maitrise, Université de Poitiers, 2000.

RONDEAU Loïc, *L'influence du P.C.F dans la Vienne : 1920 – 1939*, mémoire de maitrise sous la direction de Paul Lévy, Université de Poitiers, 1997.

THALINEAU Joël, *Le Parti communiste français (PCF) et l'alternance*, mémoire de DEA en Droit public, Université François RABELAIS de Tours, 1979.

.

- *Articles de presse grand public :*

HAMELIN David, « Méfiance entre étudiants et ouvriers », *in. l'Actualité Poitou-Charentes*, 3 avril 2008, n° 80, p.79.

HOUDEBINE Jean-Louis, « un aller-retour, Poitiers 2001 », *in l'Actualité Poitou-Charentes, 2001, n°53, pp.53-54*

NIVELLE Pascale, « Quinquagémaire », *in Libération* du 9 mars 2001, http://www.liberation.fr/portrait/0101366689-quinquagemaire [consulté le 5 septembre 2012].

PUECH Michel, « 40 ans après, Pierre Overney », *in A l'œil* [blog de Michel Puech sur Mediapart], http://blogs.mediapart.fr/blog/michel-puech/050312/40-ans-apres-pierre-overney, [consulté le 30 juin 2012]